



HAL
open science

PLOUC PRIDE - Récit pour les campagnes

Valérie Jousseaume

► **To cite this version:**

Valérie Jousseaume. PLOUC PRIDE - Récit pour les campagnes. Géographie. Université de Toulouse
Jean Jaurès, 2020. tel-02880765

HAL Id: tel-02880765

<https://shs.hal.science/tel-02880765v1>

Submitted on 25 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Récit pour les campagnes

Valérie JOUSSEAUME

**PLOUUC
PRIDE**

Mémoire d'Habilitation à Diriger des Recherches

Plouc Pride
Récit pour les campagnes

Par Valérie Jousseaume

Maître de conférences à l'Institut de Géographie et d'Aménagement de l'Université de Nantes
UMR 6590 ESO "Espaces et Sociétés" du CNRS

Présenté le vendredi 3 juillet 2020 à l'Université Toulouse Jean Jaurès

Devant un jury composé de

- . François Taulelle, professeur, INU Jean-François Champollion de Albi, garant
- . Claire Delfosse, professeur, Université Lyon III Jean Moulin, rapporteur
- . Marc Dumont, professeur, Université de Lille
- . Xavier Guillot, professeur, ENSAP de Bordeaux, rapporteur
- . Philippe Madeline, professeur, Université de Caen Normandie, rapporteur
- . Monique Poulot, professeur, Université de Paris Nanterre
- . À la mémoire d'Ana Firmino, professeur, Université de Lisbonne la Nouvelle (prévue au jury et décédée brutalement en mai 2020)

A Louise et à Paul,
et à tous les enfants de l'humus
du passé, du présent et de l'avenir.

"Celles et ceux qui envisagent la possibilité d'une planète future sur laquelle nous continuerions à étudier et à vivre (...) n'ont d'autres choix que de rassembler leurs science, imagination, force et finesse politique pour soutenir les habitants - les natifs et les paysans de ce monde. En faisant cause commune avec eux, nous devenons nous aussi des habitants."

Gary Snyder, écrivain et poète américain, *A Place in Space*, Counterpoint, 1995
(*Le sens des lieux*, Editions Wildproject, 2018)

Sommaire

Petit conte immoral en guise de prologue

Introduction générale



LIVRE 1. **Le temps ou la campagne comme mémoire**

- 22. L'ère sauvage ou le monde des chasseurs-cueilleurs
 - 24. L'ère paysanne ou le monde des paysans
 - 34. L'ère de la modernité ou notre monde
 - 41. L'acculturation des campagnes dans l'ère de la modernité
 - 50. Imaginer l'ère de la noosphère ou le monde qui vient
-



LIVRE 2. **Le néant ou l'éclipse conceptuelle de la campagne**

- 67. Le récit de la modernité ou le discours sur la ville
 - 70. Le récit de l'hyper-modernité ou le discours sur l'urbain
 - 73. La panne du récit hyper-moderne ou la construction du récit de la transition
 - 76. L'urbain comme tout ou l'éclipse du territoire
 - 91. Désinféoder la question territoriale de la novlangue urbaine
-



LIVRE 3. **L'espace ou la campagne comme lieu**

- 102. Habiter la campagne ou le renversement des dynamiques démographiques
 - 110. Le cadre de vie ou le renversement des moteurs du développement local
 - 116. Le désir résidentiel ou le renversement des imaginaires
 - 122. Le besoin résidentiel ou le renversement des analyses
 - 132. Du droit à la ville au droit au village
-



LIVRE 4. **L'espace-temps ou la campagne comme éthos**

- 141. Convergence des mémoires et conceptualisation du récit du nouveau monde
 - 153. Convergence des rustres et conceptualisation de la ruralité
 - 163. Orphée et la conceptualisation d'un nouvel aménagement rural
-

Conclusion générale

Petit conte immoral en guise de prologue

"Ce conte est parfaitement immoral. Afin que nul n'en ignore, selon la vieille formule, les sourds des deux oreilles porteront la nouvelle aux autres et les aveugles feront voir l'endroit où s'est passé ceci :

Au cours du 21^e siècle fut achevée la révolution qui avait commencé avec la bombe d'Hiroshima. En Europe les derniers paysans avaient depuis longtemps abandonné les campagnes pour se transformer, dans trois douzaines d'énormes villes, en ouvriers à la chaîne. Il n'y avait plus besoin de ravitailler les populations en produits naturels depuis que les usines suffisaient à nourrir tout le monde avec des pilules chimiques et des brouets de synthèse. Le travailleur syndiqué achetait cette provende tous les matins en même temps que son paquet de tabac, synthétique aussi, aux entrées des innombrables métros et allez donc ! Quelques vieilles personnes, en ville, se souvenaient encore vaguement du goût de la pomme et de la poire, mais non de la forme de ces fruits. Dans d'immenses laboratoires, les enfants des anciens vigneron mettaient en bouteille une boisson qui ressemblait à de l'eau, mais qui n'avait jamais coulé nulle part. Le mot raisin avait disparu des dictionnaires.

Les choses étaient allées très vite. Une fois les campagnes désertées par les paysans, les villages et les bourgs étaient tombés en ruine, puis les petites villes, à mesure que les trois douzaines de métropoles pompaient les populations autour d'elles. Quant aux rivages de la mer, bétonnés d'une frontière à l'autre, hérissés de tours et aménagés en ports de plaisance, seuls les PDG et les promoteurs y avaient accès. Ils avaient durement gagné ce privilège, assorti de quelques mètres carrés de sable artificiel à marée basse, en construisant les HLM des villes partout où il était possible de récupérer du terrain en abattant des arbres. Ces arbres, ils les faisaient peindre maintenant sur les murs, en couleur violette. On appelait cela de l'art abstrait. Il ne restait plus un oiseau dans le ciel des métropoles, plus le moindre poisson en deçà de 100 miles des côtes. Et tous les marins désormais, avaient des casquettes d'amiraux.

Restaient les campagnes. Là se trouvaient les nouveaux maîtres. C'étaient les citadins qui avaient le nez aussi fin que leur bourse était solide et qui étaient seuls juges de leur temps pour se garder le meilleur. Ils avaient commencé par devenir propriétaires des maisons abandonnées, des moulins en ruine

qu'ils avaient restaurés pour en faire des résidences secondaires. Puis les plus fortunés avaient acquis des fermes, des villages entiers où ils recevaient leurs amis. Mais ils ne trouvaient plus personne, autour d'eux, pour entretenir leurs biens, ni pour les servir. Il leur fallut s'y mettre eux-mêmes, tondre leur gazon, tailler leurs arbres de luxe, les bleus, les rouges, les jaunes, soigner leurs chevaux, lutter contre la végétation sauvage qui s'obstinait à détruire les agencements prônés par les revues illustrées pour leur usage. Et il arriva ce qui devait arriver. Ils se prirent à aimer la terre. Ils tinrent à orgueil de faire pousser des plantes, de cueillir, de moissonner, de manger les produits de leur travail. Ils redécouvrirent le goût des fruits comme au temps du paradis terrestre. Et même le goût du pain. Comme ils étaient des gens d'affaire, l'idée leur vint de vendre aux gens des villes ces nourritures de choix. Mille francs la pomme. La résidence secondaire devint la première et la seule. Et c'est ainsi que les anciens bourgeois devinrent des paysans professionnels, tandis que les descendants de Jacques Bonhomme se consolaient, dans les métropoles, avec des jouets électroniques.

Enfin pour vivre tout à fait tranquilles dans leurs campagnes, les nouveaux maîtres firent entourer de barbelés, les monstrueux ensembles où étaient concentrés tous les pauvres diables. Ils élevèrent des miradors à mitrailleuses pour les empêcher d'en sortir. Et quand ils furent seuls entre eux, protégés du vulgaire, ces aristocrates fondèrent des clubs régionaux très fermés où il était interdit aux membres de parler autre chose que l'occitan, le basque ou le breton.

Je vous salue bien."

Pierre-Jakez Hélias, Ecrivain, agrégé de Lettres, fils de paysans bretons,
Le Cheval d'Orgueil, Plon, 1975, conte final (p. 617-620)

Introduction générale

“Mes enfants c’est très simple. Ce que vous savez, ce que tu sais, ne t’appartient pas. Ce n’est pas ta propriété privée. Elle ne fait que passer à travers vous. Et l’une de vos raisons d’être sur terre, c’est de partager ça.”

Daniel Pennac, écrivain français, entretien vidéo, 2018

Au milieu de la mobilité, de la vitesse et de l’accélération du temps social, le territoire en général, et celui des campagnes en particulier, a-t-il encore un rôle, un intérêt ? S’intéresser aux territoires ruraux a-t-il encore du sens ? Peut-on dire quelque chose de véritablement nouveau sur un thème souvent jugé si ringard ? Ce livre fait le pari que oui. C’est grâce à de multiples rencontres faites sur le terrain aux quatre coins de la France, mais également pour toutes les personnes rencontrées, que ce livre tente de donner voix à l’expérience rurale pour penser le territoire au futur. Les territoires ruraux ont de l’avenir. C’est peut-être même là que se joue largement notre avenir. Au cœur des crises multiples qui colorent notre présent, face aux dystopies en voie de concrétisation, face à l’implacable chronique d’un effondrement annoncé, les territoires ruraux et les sociétés rurales, en un mot les campagnes, peuvent contribuer à nous aider à rêver un futur désirable, à penser et à dessiner un avenir collectif. Car être utopiste, c’est “être lucide sur ce qui est insoutenable et visionnaire sur ce qui doit être inventé” (Roudault, 2014).



Et maintenant on fait quoi ? Donner du sens au changement

En 2014, la parution de *l’Atlas des campagnes de l’Ouest* que j’avais eu le plaisir de codiriger, me fit participer à de nombreuses tables rondes pour présenter l’ouvrage, mais aussi pour débattre de l’aménagement

des campagnes. A travers la question “Suffira-t-il de densifier ?”, j’interrogeais les lois sur la densification qui généraient sur le terrain, le passage du modèle horizontal du lotissement en périphérie de bourg, au modèle vertical des petits collectifs en centre-bourg. En ne parlant que de m², de coûts, de contraintes réglementaires, juridiques et financières, les élus en oubliaient l’essentiel à mes yeux, des enjeux de l’habiter contemporain en espace rural et périurbain, et des enjeux sociétaux auxquels les territoires devraient faire face dans un futur proche. A chaque conférence, les sujets devenaient plus prospectifs, plus globaux et transdisciplinaires. Partout, les mêmes questionnements, le même désir de réfléchir ensemble. Il y avait dans ces assemblées, au-delà de la question démographique, de la consommation de terres agricoles, du logement, de l’emploi, une interrogation plus fondamentale : Et maintenant, on fait quoi ? Chacun percevait un monde en changement, mais sans pouvoir donner un sens à ces mutations, sans avoir de cadre conceptuel pour le penser. J’étais surprise de constater combien la profusion des données statistiques et la multiplication des diagnostics territoriaux bâtis sur cette débauche de chiffres, loin de créer une connaissance émancipatrice, aggravaient chez les élus et les acteurs locaux de l’aménagement, la sensation de perdre la tête dans le *cloud* de l’information. Dans ce brouillard, leur capacité de vision et d’action semblait inhibée. Je mis donc mes acquis universitaires au service de la construction et de la transmission d’un récit cohérent sur et pour les campagnes, afin de donner du sens (signification et direction) à la transition en cours pour les territoires, et ainsi permettre aux acteurs de terrain de retrouver un pouvoir de réflexion et donc un pouvoir d’action.

Comprendre où en sont les campagnes pour imaginer où elles vont, et ce faisant, participer à la construction du paradigme de la transition, tel est le premier objectif de cet ouvrage.

● Comment faire ? Sortir du brouillard conceptuel

Le cours de mes conférences m’indiquait qu’il existait un réel besoin, de savoir, de comprendre, de discuter de la mutation en cours, mais que cela ne pouvait pas se faire dans le cadre habituel de l’aménagement, rigidifié par un système de pensée totalement verrouillé. Ce modèle “centre-périphérie” analyse les campagnes comme une marge urbaine, un territoire vide, un territoire qui va mal, un territoire sans avenir. Il est important de dire aux lecteurs combien, dans le monde universitaire, le monde de l’aménagement ou le monde du pouvoir, il est difficile de se présenter comme je le fais, en tant que chercheur “ruraliste”. La localité et la ruralité n’y sont pas politiquement correctes¹. Trois obstacles brouillent le discours sur la ruralité et empêchent toute réflexion.

Le premier obstacle est que les territoires ruraux et leurs habitants n’ont pas le droit de se définir par eux-mêmes. Ils sont définis par ceux qui les dominent socialement et qui n’habitent pas la ruralité.

¹ Stiegler B., 2018, Mutations sociales, politiques, économiques et psychologiques, entretien à Thinkerview, 17 janvier 2018 (en ligne)

La formule de Michel Lussault, "le rural [serait] de l'urbain qui s'ignore" est, à ce titre, exemplaire (2016). En 1979, le sociologue Pierre Bourdieu a ainsi formulé cette domination symbolique par les noms et les mots : *"Dominés jusque dans la production [...] de leur identité sociale, les classes dominées ne parlent pas, elles sont parlées. [...] Entre tous les groupes dominés, la classe paysanne, sans doute parce qu'on ne lui a pas donné le contre-discours capable de la constituer en sujet de sa propre vérité, est l'exemple par excellence de la classe-objet. [...] Confrontés à une objectivation qui leur annonce ce qu'ils sont ou ce qu'ils ont à être, ils n'ont d'autres choix que de reprendre à leur compte la définition qui leur est imposée ou de se définir en réaction contre elle"*.

La large majorité des ruraux actuels sont les descendants immédiats de cette classe paysanne. J'ai constaté de nombreuses fois, la dépossession de la parole habitante et la prise de pouvoir par les mots, opérées par les grands acteurs de l'aménagement. J'ai perçu alors le sentiment d'infériorité ressenti par la plupart des ruraux. Qui parmi les élus ruraux, ne s'est jamais senti "remis à sa place", par un personnel de l'INSEE qui explique qu'un territoire *"est urbain contrairement à la croyance infondée de ses habitants de vivre à la campagne"*? Par un bureau d'étude qui explique avec aplomb, lors d'un travail de révision de PLU, que *"la dynamique industrielle vendéenne s'explique par l'extension du rayonnement de la métropole nantaise, portée par l'aire urbaine"*²? Idem pour de jeunes lycéens qui malgré leur opposition, s'entendent marteler par leur enseignante d'histoire-géographie, sans discussion possible, qu'ils vivent en aire urbaine? Tous ces exemples sont réels. Je me souviens d'un séminaire en 2012, où étaient présentés les projets de conversion du site de l'aéroport actuel de Nantes dont le déménagement vers Notre-Dame-des-Landes était alors d'actualité. L'architecte parlait de ce territoire, qu'il estimait être une lointaine périphérie urbaine, comme d'une tabula rasa, faisant fi des habitants en place. A l'écouter, il me semblait que se jouait sous mes yeux une scène de l'un des épisodes d'Astérix, Le domaine des dieux, dans lequel César projette la construction d'un ensemble résidentiel romain, pour assimiler à leur culture, les Gaulois réfractaires. J'osais dire alors, soutenue par un acquiescement soulagé du public, que ce qu'il analysait comme une périphérie urbaine dépourvue de tout, était aux yeux des habitants qui y vivaient, perçue comme une campagne proche de la ville, très peuplée de longue date, et un territoire extrêmement dynamique. L'architecte me jugea si divergente, si réactionnaire dans mon propos, qu'il ne m'adressa plus la parole. Je pourrais raconter l'agressivité stupéfiante d'un fonctionnaire défendant l'expansion territoriale de Brest-Métropole. Mon "non, tout dans le Finistère ne peut pas être interprété à l'aune de la métropolisation", l'instauration par ma posture d'une différence d'avis, d'une ébauche d'inter-subjectivité au sein de la réflexion, l'ont rempli d'une froide colère contenue par la bienséance, mais perceptible par tout le public présent.

Le deuxième obstacle lorsqu'on commence à discuter de ruralité, est "qu'il n'est pas bien d'opposer la ville à la campagne", et que sous cette injonction morale³, il conviendrait in fine de ne pas parler de campagne du tout. J'affirme pour ma part, que la campagne existe car elle est perceptible par les sens : elle est un environnement de nature domestiquée, elle est un espace social singulier influencé par la sur-représentation des classes populaires, par la faible densité et par la petitesse des groupes humains ; elle est une mémoire anthropologique tenace. Elle reste pour la large majorité des Français, sur l'échelle des

² Alors que n'importe quelle personne ayant lu les études sérieusement menées, sait que la voie du développement vendéen se fonde sur une opposition historique à la ville et la volonté de vivre et travailler au pays (Renard, 1976 ; Chauvet, 1987 ; Bonnet 2008, etc).

³ C'est-à-dire relevant d'un jugement de valeur sur le bien et le mal.

dualités qui structurent la pensée humaine, l'opposé de la notion de ville définie comme un environnement de vie dense et artificialisé (Petite et Debarbieux, 2013). Cette dualité ville-campagne, existe dans toutes les sociétés qui ont connu une révolution néolithique. Etre "l'opposé de" n'a jamais signifié être "opposé à". Les polarités ne doivent pas être conçues comme de nature conflictuelle, mais perçues comme des formes typiques complexes, reliées par un continuum : les polarités sont à la fois distinctes et intégrées. Que se passe-t-il si on interdit la dualité ville-campagne ? C'est le fondement de l'analyse actuelle. La campagne serait alors seulement un dégradé de la ville, défini uniquement par ses manques (d'habitants, de commerces ou de services, de transports collectifs, d'emplois, de cadres supérieurs, d'argent, de jeunes, de culture, etc). La campagne est perçue alors comme une catégorie du sous-développement, comme l'a très justement formulé le voyageur-géographe Sylvain Tesson (2016). Mais la vie à la campagne n'est pas simplement une vie urbaine en plus petit ou en moins bien. Etant cela, elle est autre chose. Si on ôte les œillères de la norme, idéal socialement construit, qui est actuellement le centre-ville métropolitain et si on accepte l'existence de polarités distinctes bien qu'intégrées, alors la campagne peut être définie par ce qu'elle est et par ce qu'elle a. Et cela change notre regard.

Le troisième obstacle, conséquence des deux premiers, est que lorsqu'une voix dissidente à la pensée dominante, tente un discours sur ou à partir du rural, elle subit immédiatement un jugement, toujours moral, la taxant de conservatisme, d'obscurantisme et de nostalgie (Lussault, 2016). Le fait n'est pas nouveau, il existe depuis l'essor de la révolution industrielle au 19^e siècle. Mais depuis 80 ans, sous le prétexte fallacieux que le gouvernement de Vichy (1940-1944), collaborateur avec les nazis, a instrumentalisé politiquement le terroir et la terre, parler du local et/ou de la ruralité, mène souvent au point Godwin⁴. Pour le dire simplement, le point Godwin est atteint lorsque l'un des interlocuteurs se fait traiter de collaborateurs des nazis par l'autre. Le point Godwin est un signe d'échec de la discussion, dont il ne sortira plus rien de pertinent.

Les campagnes ne se parlent pas, elles sont parlées. Les campagnes ne peuvent être observées que comme une forme dégradée de l'urbain. Le moindre contre-discours même progressiste, est réduit au silence par l'insinuation moralisatrice d'alimenter l'extrême-droite, dont la campagne serait le terreau fertile. Il y a là une quadrature du cercle intellectuelle. Il y a là une domination, une colonisation des esprits. Rurale moi-même, il m'importait de redonner voix à des populations et des territoires caricaturés - depuis le plouc, le gilet jaune, jusqu'au ZADiste - par des analyses territoriales aveuglées par la logique centre-périphérie centrée sur l'urbain, exprimée concrètement sur les territoires à travers la notion d'*aire urbaine*, concept et périmètre géographique de l'INSEE, horizon au-delà duquel il n'existerait, paraît-il, ni excellence, ni compétitivité, ni attractivité, en un mot aucun salut pour les territoires.

La volonté prospective d'envisager la question rurale au prisme du paradigme de la transition, m'a forcée à extraire les campagnes hors de ce cul-de-sac intellectuel où elles se trouvent. Déconstruire les cadres de pensée et les vocabulaires à l'œuvre, pour permettre aux acteurs ruraux de reprendre voix au chapitre, tel est le deuxième objectif de ce livre.

⁴ Voici un exemple très récent d'atteinte du point Godwin sur la question du local et de la ruralité : Evelyne Pieiller, Le terroir ne ment pas, *Le Monde Diplomatique*, n°771, juin 2018



Par où commencer ?

Changer de posture pour porter un regard neuf

Le troisième objectif de ce livre est de poser un regard différent, de dire quelque chose de nouveau sur la question rurale. Ma posture scientifique s'est construite au fil des ans et elle s'est cristallisée grâce à l'influence de trois courants de pensée : les études post-coloniales, les études de genre et les études radicales.

Décoloniser les esprits

Ma première ambition est de désinféoder la question rurale de la domination culturelle d'une conception urbaine de la société et de l'espace et, partant de là, observer ce qui peut être dit de nouveau sur les campagnes. En ce sens, ma réflexion s'inspire du courant scientifique des études post-coloniales. Suivant leur exemple, ce travail cherche à dévoiler les mécanismes d'ordre culturel de la domination, à rendre lisible l'idéologie et les représentations dont les territoires ruraux et leurs habitants peuvent pâtir.

Lors d'une visite du musée de la civilisation de Québec, au cœur de l'exposition permanente sur les Nations premières, je fus frappée par trois choses : la proximité entre les témoignages des Indiens et les témoignages paysans français que j'avais pu lire, entendre⁵ ou recueillir ; par la proximité des mécanismes à l'œuvre notamment dans le cadre scolaire ; par la concomitance des dates de cette acculturation. La phase mercantile (16^e-18^e) de l'expansion européenne vers les territoires nord-américains est marquée par une cohabitation égalitaire entre les colons et les populations autochtones. Ce n'est qu'avec la révolution industrielle que se développent les guerres indiennes, et qu'est planifiée à partir de 1840, une politique d'Etat d'acculturation coercitive des populations natives, politique qui va durer jusqu'au milieu du 20^e siècle. La modernité a été de pair avec une "philosophie d'exclusion et d'annihilation culturelle"⁶. Ma curiosité m'a alors poussée vers des lectures sur l'acculturation des peuples autochtones (Poirier, 2000 ; Inksetter, 2017). Le processus que nous nommons "urbanisation des modes de vie" au sein de la société française, est strictement identique à ce qu'on appelle ailleurs "américanisation" ou "occidentalisation des modes de vie" : ce processus est une assimilation culturelle des populations.

J'ai alors reposé la question rurale en des termes nouveaux : la société rurale paysanne française n'a pas été urbanisée, elle a été acculturée par la modernité. A partir de là, ma réflexion scientifique s'est enrichie d'un regard par le prisme de l'acculturation (Berry, 1989 ; Amin, 2012), non pas de façon manichéenne,

⁵ Il est courant que les ruraux expriment la sensation d'être colonisés par les urbains ou par la ville, en se comparant spontanément à "des Indiens" d'Amérique. Voici deux exemples : Geneviève, militante et paysanne dans le documentaire "Notre-Dame-des-Landes, des stratégies de division", Doc du Réel, avril 2018 ; l'un des éleveurs des Aspres dans *Bruggier V.*, 2016 "ça sent le roussi". Il y a dans ces propos, la dénonciation d'une domination et en même temps la convergence avec les mémoires de différents modèles de sociétés dominées et anéanties par la société de la modernité.

⁶ Propos de la juge en chef de la Cour suprême du Canada dans un discours sur la tolérance, prononcé en 2015 devant le Centre mondial sur le pluralisme, Beverley McLachlin, suite au rapport de la Commission de Vérité et Réconciliation canadienne à l'égard des peuples autochtones.

non pas pour chercher un coupable, non pas pour que le passé devienne plus important que l'avenir, mais parce qu'il me semble que ce regard puisse apporter un angle d'analyse nouveau susceptible d'enrichir la question rurale et de révéler des opportunités d'amélioration d'un avenir à partir d'un passé assumé.

Pacifier les débats

Ma deuxième ambition est de pacifier la question rurale. Cette réflexion s'inspire du courant scientifique des études de genre. La question rurale s'inscrit dans un rapport de domination, certes économique et social, mais avant tout culturel, porté au sein du territoire français par un discours sur l'urbain. Ce rapport de force apparaît dans les discours du pouvoir politique sur le territoire et notamment le discours universitaire. Les Trente Glorieuses ont été marquées par de nombreux ouvrages expliquant la mort historique de l'ère paysanne : la fin des paysans (Mendras, 1967), la fin des terroirs (Weber, 1984), la fin du village (Le Goff, 2012). Mais, aujourd'hui encore, au cours de la décennie 2010, alors même que la paysannerie a disparu depuis deux générations, qu'en un siècle le territoire et les modes de vie ruraux ont été radicalement acculturés par la modernité, et que les ruraux le savent parfaitement par leur propre expérience de vie, il est stupéfiant de constater que la forme de certains discours universitaires prend des accents provocateurs et agressifs, où persistent des menaces de mort à l'égard de la ruralité. Ainsi, en 2014, Jacques Lévy⁷ dit aux 20^e controverses européennes de Marciac dans le Gers, que : "Les territoires ruraux seront urbains ou ne seront pas", enjoignant le parterre des ruraux présents, au milieu de ce qu'il définit comme un "combat des valeurs", "à épouser les valeurs de l'urbanité pour réinventer un horizon progressiste". Il y a dans ces propos, une claire menace de mort et une injonction à se soumettre. Mais à quoi en vérité ? L'urbanisation, c'est-à-dire l'assimilation culturelle à la modernité, a eu lieu : pourquoi alors la prédire ici comme un futur ? Nous creuserons cette question. Dans sa forme, le discours sur l'urbain lorsqu'il se diffuse dans les territoires, est un discours de combat (Mathieu, 2017). En face, les auteurs écrivant sur l'espace rural, répondent eux-mêmes sur un registre défensif de langage guerrier. Citons l'article "un meurtre géographique : la France rurale" de Gérard-François Dumont (2012), les livres "Le sacrifice des paysans" de Pierre Bitoun et Yves Dupont (2016), "Les métropoles barbares" de Guillaume Faburel (2018) ou encore "La revanche des villages" d'Eric Charmes (2019). Y a-t-il une autre façon de penser la question territoriale, une façon moins virile, moins agressive envers autrui ?

En 2014, une conférence d'Anne Volvey⁸ - intitulée "Faire avec l'espace", portant sur la question de la construction du sujet par les pratiques de terrain - sema en moi les germes de deux réflexions qui allaient se développer ensuite.

Mêlant géographie et psychologie, Anne Volvey rappela les apports méthodologiques des études féministes américaines sur la question de l'appréhension du terrain en géographie. Dans la géographie classique, l'universitaire, un homme, va "dehors" sur "son" terrain qu'il pénètre de sa vision, arpente pour le posséder et par une étude qui se voudrait exhaustive à partir du "dedans", c'est-à-dire à partir de "l'académie", le met sous son contrôle. Les études féministes ont proposé d'autres méthodes pour appréhender le terrain, où

⁷ Site web de la mission Agrobiosciences de l'INRA, organisatrice de ces "Controverses"(en ligne)

⁸ Séminaire ESO-Nantes le 30 mars 2014

il n'y a plus un observateur universitaire détaché de son objet d'étude, où il n'y a plus de "dehors", ni de "dedans", mais un "faire avec". Cette approche du terrain s'ancre dans le modèle du "care" (prendre soin), fondé sur l'écoute, la relation, la confiance, l'empathie, le respect mutuel, l'implication et la non-hiérarchie.

Anne Volvey me permit par un second germe, de prendre mesure de la dimension fondamentale à toutes les échelles, que constitue l'espace et la distance, depuis la régulation de la distance psychologique jusqu'à la distance géographique, entre Moi et l'Autre, entre Moi et le monde matériel (Volvey et al., 2012). Je compris ainsi l'effet, sinon le but, de la distance. L'espace, en créant une distance, a pour effet de créer une dualité : il y a Moi et il y a l'Autre, il y a Moi et il y a la Matière. Cette distinction duale, cette altérité, a pour effet de créer la conscience de soi : j'existe en tant que tel, car je suis capable de me distinguer de quelqu'un ou de quelque chose qui n'est pas moi⁹. L'espace en générant la distance, crée l'altérité par dualité, et de cette séparation naît la conscience. L'espace crée la conscience. Une telle compréhension permet d'interpréter la dualité ville-campagne. Ainsi l'opposition jour-nuit, permet de parler de l'intensité de la lumière terrestre, c'est un continuum. Pour autant le jour est une réalité très différente de la nuit. Santé-maladie permet de parler du fonctionnement du corps, c'est un continuum et pourtant en même temps ces deux états induisent une vie totalement différente. Plein-vide permet de prendre conscience de la contenance, pour autant le vide est une expérience totalement différente du plein. On peut multiplier les exemples. La dualité chaud/froid permet de penser la température, lourd/léger la masse, masculin/féminin le genre, nord/sud les effets de la latitude, fort/faible la puissance, attraction/répulsion le magnétisme, donner/recevoir le sens de l'échange, concentration/dispersion la répartition, autonomie/dépendance le lien, unité/diversité l'hétérogénéité, etc. A quoi sert alors la dualité ville-campagne ou urbain-rural ? Elle est ce qui permet de prendre conscience de l'espace social. Elle est ce qui permet de commencer à discuter du territoire. Ville et campagne sont à la fois intégrées l'une avec l'autre, car elles ne peuvent se définir que l'une par rapport à l'autre. Il y a un continuum entre la ville et la campagne, avec une variété d'espaces intermédiaires. Pourtant, ces deux expériences territoriales sont, en même temps, complètement distinctes. La nuit est, mais est aussi tout autre chose, qu'un non-jour.

Ces deux compréhensions, la nature de la relation à l'objet d'étude et le rôle profond de l'altérité dans la conscience du réel, ont fait considérablement évoluer mon approche scientifique de la question rurale. La dualité est une mise à distance, constitutive et nécessaire à la prise de conscience. La première des réactions face à l'altérité, c'est-à-dire face à autre chose que soi, est la lutte pour s'affirmer¹⁰. Par exemple, à l'adolescence, le principe de "Je me pose en m'opposant" peut devenir celui de "tuer le père" symboliquement. La maturité psychologique est la stabilisation de la conscience d'exister. Vient alors le temps de "faire avec", le temps d'intégrer l'altérité, le temps de considérer qu'au fond "je ne me pose que grâce à la présence de l'autre". L'existence n'est que relation (Rosa, 2018).

David Monnier interprète l'histoire récente comme une phase immature de la culture moderne (Monnier, 2019). A sa suite, j'ai poursuivi en observant par ce prisme la relation ville-campagne. La modernité thermo-industrielle est née en s'opposant à la culture antérieure paysanne dans une large partie du monde, mais aussi aux cultures de chasseurs-cueilleurs. Cette opposition a été brutale, au point que la modernité loin

⁹ "Je me pose en m'opposant" est un principe qui a été théorisé par Georg Hegel en 1807.

¹⁰ On peut comprendre en ce sens le célèbre : "la géographie ça sert d'abord à faire la guerre" de Yves Lacoste (1976).

d'intégrer la paysannerie, en a, bien au contraire, organisé l'éradication. Alors que la modernité ayant besoin de nourriture aurait très bien pu s'imaginer exister avec une agriculture paysanne (Bitoun et Dupont, 2016). Imaginer une évolution vers un "faire avec", c'est proposer une plus grande maturité à la modernité contemporaine. "Faire avec", c'est poser sereinement la question suivante : au lieu de dénigrer son passé paysan, notre société moderne peut-elle faire transition en le réincorporant ?

Donner voix aux ruraux

Ma troisième ambition est d'aborder la question rurale par le bas. Réintégrer la question rurale dans le débat sur le territoire, ne peut pas être mené à partir d'un "dehors", ne peut pas être mené à partir des cadres dominants de la pensée qui l'ont exclue. Je me suis nourrie du courant radical des sciences humaines et sociales pour soutenir qu'un point de vue différent de celui des pouvoirs dominants de la société est possible, bien qu'il soit occulté et gardé hors du champ du débat public (Staszak J.-F. et al., 2001, Harvey, 2008 ; Springer, 2017 ; Faburel, 2018).

Avec modestie, j'ai suivi le chemin indiqué par l'historien américain Howard Zin (2003), résumé avec humour par cette sentence "tant que les lapins n'auront pas d'historiens, l'histoire sera racontée par les chasseurs". Ce chemin est poursuivi en France par les historiens Gérard Noiriel et son "histoire populaire de la France" (2018) ou Jean-Marc Moriceau et Philippe Madeline (2017 ; 2018) qui proposent de "rendre la parole aux croquants". Lorsque des chercheurs affirment que la ruralité est morte, lorsque l'INSEE supprime toute notion d'espace rural, et que dans le même temps, la majorité des personnes rencontrées sur le terrain affirment être des ruraux et habiter la campagne, il convient raisonnablement de considérer les catégories spatiales habitantes de façon tout aussi réelles que les classifications savantes (Perrier-Cornet, 2002 ; Barthe et al., 2017). C'est cela rendre la parole aux ruraux. "C'est de la foule sans nom qu'il faut envisager les choses. Et l'on doit raconter ce qui n'est pas écrit" (Vuillard, 2016). Ce faisant, j'ai redonné valeur à mon propre regard, et en plus de mes études empiriques, à ma propre expérience habitante des campagnes, où j'ai vécu toute ma vie à l'exception de mes années d'étude.

Ce livre actualise le regard porté sur les campagnes, en utilisant le vocabulaire commun des populations pour y intégrer de façon pédagogique des savoirs universitaires afin de redonner une capacité de penser et de débattre aux citoyens ordinaires. Mon but est de cesser d'alimenter l'inverse : l'imposition d'un jargon universitaire ou technocratique sur le langage commun qui n'en maîtrise pas le sens, générant une grande confusion des idées, une asymétrie du pouvoir sémantique, et in fine une impossibilité de débattre. Ce texte vise au contraire à éclairer comment les discours sur le rural sont toujours socialement situés. En proposant une lecture plurielle de la réalité, ce livre souligne la nature sociale de la conception de la question rurale et ouvre la discussion (Compagnone, 2018). Il est écrit de façon à pouvoir être compris par le plus grand nombre, afin de contribuer au débat démocratique, afin de rendre possible la parole des habitants.



Pour quel résultat ? Oser ma réponse

Ce livre est ma contribution, toute personnelle, à une réflexion prospective pour les territoires ruraux. Je le fais avec mes compétences : mon apport est conceptuel même si ma réflexion se veut ancrée dans la réalité et peut facilement se décliner de façon extrêmement opérationnelle sur le terrain. Je fais confiance au génie des élus, des acteurs locaux, de la jeunesse, de tous les faiseurs, de tous les poètes, pour en matérialiser tous les potentiels. Certains jugeront peut-être ce livre comme une posture militante¹¹. Il y a deux façons de considérer un tel qualificatif. Si est considéré comme "militant" celui qui n'est pas de l'avis de la majorité, alors effectivement affirmer que la campagne existe encore et peut être étudiée comme un objet par les sciences sociales peut apparaître comme une posture militante. A ce compte, la plupart des universitaires ruralistes sont des militants, de Yves Jean et Laurent Rieutort (2018), à Pierre Pistre (2012), Gérard-François Dumont (2012 ; 2017), Samuel Depraz (2013), Pierre-Marie Georges (2015 ; 2017), Georgette Zrinscak (2015), Xavier Guillot (2012) et bien d'autres. Je m'inscris là dans une vaste famille d'universitaires, confortée récemment par des personnalités du monde de l'administration territoriale (Jagorel, 2018). La seconde façon de définir le chercheur militant est son comportement qui se distingue par trois actions : il œuvre au bien commun ; il met en cohérence sa recherche et ses pratiques ; il diffuse les acquis de la science vers le grand public (Etchanchu, 2019). Il s'agit là d'une implication personnelle qui m'inscrit là encore à la suite d'une longue lignée de chercheurs ruralistes, comme Paul Houée dans le pays du Mené ou Jean Renard en Vendée, et bien d'autres ailleurs en France, engagés dans le monde rural, pour la diffusion démocratique du savoir.

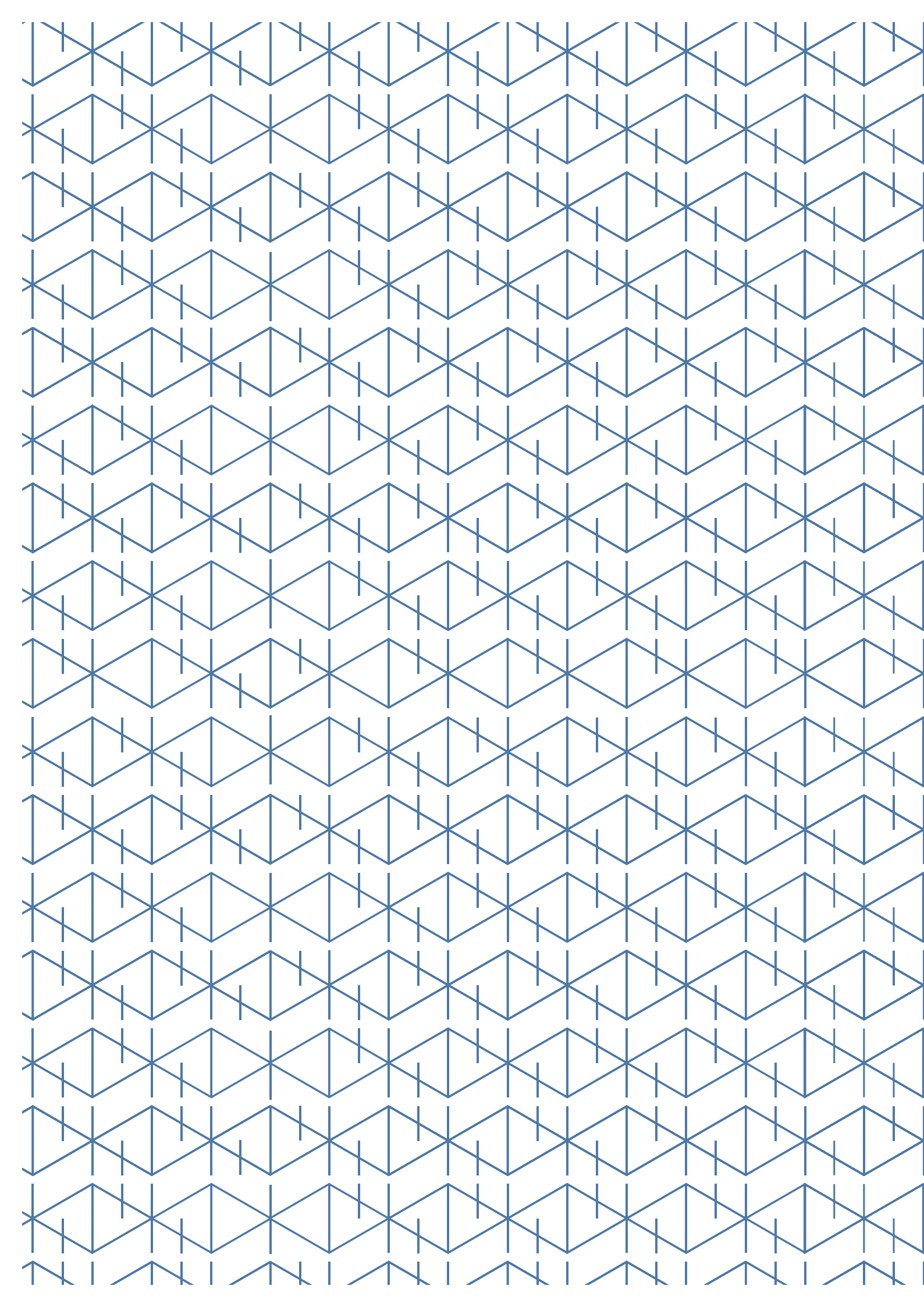
Cet écrit se veut être une réflexion scientifique étayée, qui ose prendre le risque de la confrontation intellectuelle en proposant une lecture de la question rurale à travers le paradigme de la transition. Ce livre extrait la question rurale hors du paradigme de la modernité, de ses mesures et ses indicateurs, pour élargir le débat. Il ne s'agit pas d'extraire les mondes ruraux de la société globale, il s'agit au contraire de les faire participer davantage à l'esquisse de notre futur.

Le livre est organisé en quatre parties. Avant de pouvoir se projeter dans le futur, la première partie "le temps ou la campagne comme mémoire" envisage la question rurale dans le temps long. En prenant du recul, elle donne une perspective élargie à la transition en cours. La deuxième partie "le néant ou l'éclipse conceptuelle de la campagne" déconstruit la pensée verrouillée de l'aménagement du territoire, qu'il convient de dépasser pour penser de façon nouvelle la ruralité. La troisième partie "l'espace ou la campagne comme lieu" propose de reformuler les attentes d'un habiter rural contemporain en questionnant la désurbanisation contemporaine et l'idée d'un droit au village. La quatrième partie "l'espace-temps ou la campagne comme éthos" propose de conceptualiser de façon nouvelle, la construction d'un nouveau monde, la ruralité et l'aménagement du territoire pour demain.

Ce livre aborde un vaste sujet que je ne prétends ni maîtriser, ni épuiser de façon exhaustive à moi seule. Cet ouvrage se veut une pierre parmi bien d'autres (Guillot, 2012 ; Poulot, 2015), apportée au grand débat d'idées prospectives pour tenter de concevoir le futur d'un monde, où toute certitude a disparu.

¹¹ Le militantisme est une forme d'engagement actif à une cause de nature politique, associative ou syndicale défendant une idéologie.







LIVRE 1

LE TEMPS

La campagne comme mémoire

“Les mémoires (...) ne cherchent (...) pas à raviver les revendications ou les réclamations avant toutes choses. Dans le monde total qui nous est aujourd’hui imposé, la poétique du partage, de la différence consentie, de la solidarité des devenirs naturels et culturels (...) dans les diverses situations du monde, nous incline vers un rassemblement des mémoires, une convergence des générosités, une impétuosité de la connaissance, dont nous avons tous besoin, individus et communautés, d’où que nous soyons. Conjoindre les mémoires, les libérer les unes par les autres, c’est ouvrir les chemins de la Relation mondiale.”

Edouard Glissant, écrivain et poète martiniquais, *Rassemblement des mémoires, Anthologie 10 mai : Mémoires de la traite négrière, de l’esclavage et de leurs abolitions*, Paris, Editions Galaade / Institut du Tout-Monde, 2010

Introduction

La “transition” est un paradigme, c’est-à-dire un “nuage de pensées”¹ qui se structure collectivement et progressivement pour former un modèle cohérent, pour expliquer et s’appropriier les évolutions en cours. Le paradigme de la transition pose comme probable que nous soyons actuellement au sein d’une mutation de civilisation de grande ampleur - **FIGURE 1**. Un tel paradigme entraîne au sein des différentes disciplines scientifiques la mise en place de problématiques nouvelles, associées à la création de méthodes d’analyse et d’indicateurs nouveaux.

Le paradigme de la transition trouve son origine dans la question énergétique étroitement associée à la question environnementale. Dès 1972, le rapport Meadows, intitulé *The limits to Growth*, commandé à des chercheurs du Massachusetts Institute of Technology par le Club de Rome, alerte sur les limites écologiques de notre système économique, c’est-à-dire les risques de pollution et d’épuisement des ressources à venir. Rappelons qu’en 1974, la question écologique entre pour la première fois sur la scène politique française, avec René Dumont, agronome, candidat à l’élection présidentielle. Dès 1980, l’idée d’une transition pour sortir d’une économie thermo-industrielle, fondée sur les énergies fossiles et l’atome, apparaît au sein de cercles scientifiques des pays d’Europe du Nord. En 1987, le rapport Brundtland développe le concept de développement durable liant les aspects économiques aux aspects écologiques et sociaux. En 1988, le GIEC est fondé par l’ONU et le PNUE. En 1989, un livre de Félix Guattari, “Les trois écologies”, ajoute à l’idée de l’écologie environnementale, l’écologie sociale et l’écologie mentale. Les crises financières de 2007 et 2011 révèlent les grandes fragilités économiques et politiques des sociétés capitalistes, alors même que les experts du GIEC en dénoncent l’inertie politique et économique, et annoncent la catastrophe écologique en cours par la disparition massive d’espèces animales et végétales. De nombreux ouvrages décrivent alors une crise globale, en dénonçant la dégradation systémique de notre société du point de vue environnemental, agricole, économique, social, mais aussi politique

¹ Comme le dit métaphoriquement Michel Billé (2014)

ou encore linguistique ou éthique, pour en appeler à un changement de modèle de société. Citons ici quelques essais, titrés à l'impératif, sortis à la suite du livre *Indignez-vous* de Stéphane Hessel paru en 2010, *Impliquons-nous* d'Edgar Morin et Miguelangelo Pistoletto (2015), *Libérons-nous* d'Abdenour Bidar (2018), etc. Bref, le paradigme de la transition se généralise et percole à travers toute la société au tournant des années 2010.

FIGURE 1. Le paradigme de la transition

Pour comprendre la place importante de la question rurale dans la compréhension de cette mutation en cours, il m'a semblé fondamental de prendre un recul historique pour mieux en percevoir l'origine, le sens et la portée. Cette première partie brosse à grands traits le cadre historique dans lequel se développera ensuite mon propos - **FIGURE 2**.

Le recours au temps long permet d'enrayer l'amnésie générale qui altère les analyses. Dans le monde de l'aménagement opérationnel, le savoir se limite la plupart du temps au recul étrié imposé par l'actualisation permanente de la donnée chiffrée et l'écrasement numérique des informations du passé. On peut regretter la généralisation d'une telle amnésie à de nombreux pans de notre société, y compris parfois au monde de la recherche universitaire. Le débat entre temps long et temps court n'est pas nouveau au sein des sciences sociales (Braudel, 1958), mais il reste d'actualité (Todd, 2017 ; Noiriel 2018). Pour ma part, il me semble que l'inscription des territoires dans le temps long, en poursuivant le développement des grandes ères ébauchées en son temps par l'historien Fernand Braudel (1963), est fort instructive pour mieux comprendre la transition contemporaine.

Par la volonté de synthèse recherchée, mon propos pourrait être perçu comme une réduction simpliste, comme la quête d'une "âme paysanne" ou de "l'essence de l'homme moderne". Il n'en est rien. Les êtres humains sont les mêmes depuis l'apparition d'Homo Sapiens : même corps, même cerveau, mêmes émotions, mêmes aptitudes intellectuelles, mêmes aptitudes à l'expression artistique, mêmes capacités de prédation, de production matérielle ou d'échange d'objets comme d'idées. L'évolution récente des capacités techniques et l'accumulation de connaissances est certes spectaculaire, mais la condition humaine est immuable. Derrière les diversités sociales, économiques ou culturelles, il n'existe qu'une essence humaine, comme il n'existe qu'une espèce malgré la grande diversité physique des individus. Je décrirai les grandes ères historiques en soulignant leurs caractères les plus saillants par rapport aux autres périodes, sans jamais oublier que toute la condition humaine est intégralement contenue dans chacune d'elles. Disons-le également de suite, il n'existe pas non plus d'âge d'or, un état où les choses seraient infiniment stables et plaisantes pour tous. L'impermanence est le fait le plus sûr de notre réalité. La vie est une recherche permanente d'équilibre entre des tensions opposées d'amour et de haine, de création et de destruction, de désir de dominer seul et de désir de collaborer ensemble, etc. La vie sociale est une recherche d'équilibre entre des groupes aux intérêts divergents, entre des possibles ou des souhaitables tous imparfaits aux yeux de celui-ci ou de cet autre. L'histoire avance par des compromis à toutes les échelles, à chaque instant remis à l'épreuve.

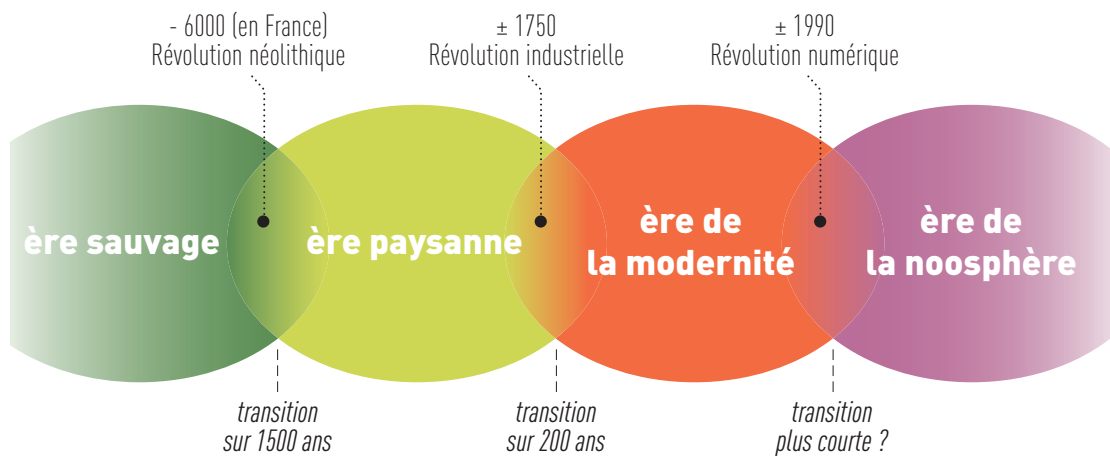


FIGURE 2. Résumé des grandes ères historiques

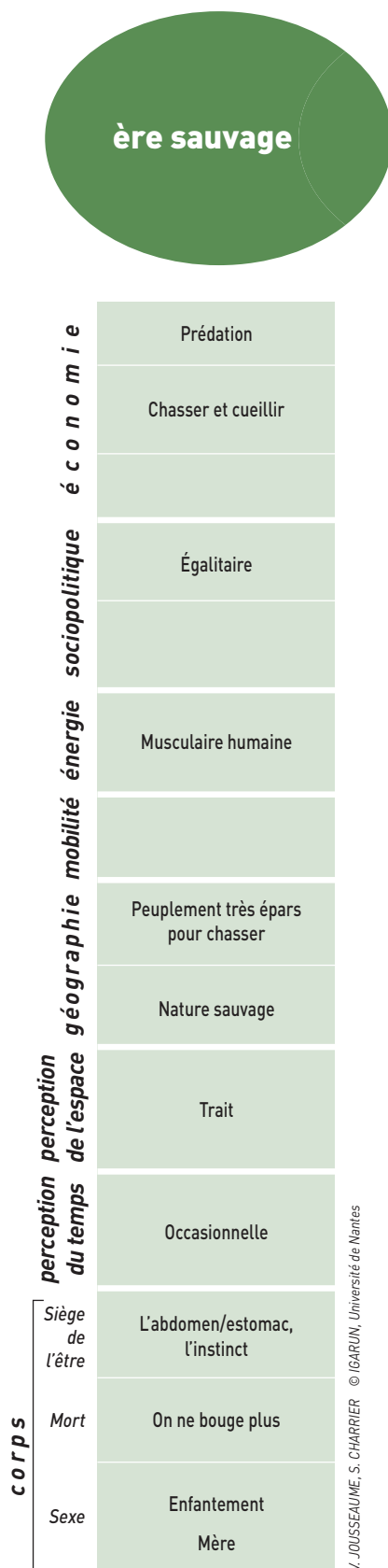
C'est donc avec toutes ces précautions, que j'aborde ici l'exposé des différentes grandes phases historiques, qui ne sont que des agencements différents de ces énergies intemporelles de l'être humain, qui évoluent en fonction des mutations de leur environnement, des forces sociales en présence ou en fonction de l'accumulation historique de faits sociaux qui lentement provoque, par un soudain effet de seuil, les ruptures de civilisation (Diamond, 1997).

● L'ère sauvage ou le monde des chasseurs-cueilleurs

Pendant des milliers d'années, nous, les êtres humains homo-sapiens, avons été des chasseurs-cueilleurs, vivant de prédation au cœur de la nature. Je nomme cette période "l'ère sauvage" en référence à l'environnement de vie, la nature toute puissante qui nous contenait alors - **FIGURE 3** - (Berque, 2011). Au milieu de l'extraordinaire diversité des cultures des chasseurs-cueilleurs, quelques traits caractéristiques peuvent être listés. Majoritairement nomades, les chasseurs-cueilleurs d'Europe arrivés à partir de -50 000 BCE² environ, circulent au gré des saisons à la recherche de nourriture suivant les grands troupeaux de mammifères (rennes, bisons, chevaux, mammouths, ...). La perception de l'espace s'opère le long des cheminements.

Les chasseurs-cueilleurs perçoivent le temps de façon occasionnelle, distinguant le "maintenant" du "pas maintenant" (Rosa, 2012). Ils vivent en petits groupes familiaux d'une vingtaine de personnes. La fabrication de biens matériels est liée à leur usage immédiat : le nomadisme empêche toute accumulation. Cette vie au contact direct et constant avec la nature imprévisible et changeante, exige une vigilance à ce

² BCE est le sigle international pour signifier "avant notre ère"



qui est dans l'instant, aiguise les sens et développe l'instinct, c'est-à-dire la réponse corporelle immédiate sans le filtre de la pensée. Les chasseurs-cueilleurs pensent avant tout "avec leurs tripes", ils sentent physiquement, c'est pourquoi le psychiatre Carl-Gustav Jung place leur siège principal de conscience de soi, au niveau de l'abdomen (Jung, 2005). Les premiers homo sapiens d'Europe n'en développent pas moins, dès le Paléolithique, une pensée rationnelle avec des connaissances astronomiques remarquables nées de l'observation de la voûte céleste, dessinées sur la paroi des grottes (Sweatman et Coombs, 2019) et probablement des connaissances botaniques tout aussi profondes. L'ethnographie souligne qu'en général, ces sociétés ne connaissent pas la guerre, elles n'en sont pas pour autant dépourvues de violence pour régler les conflits interpersonnels. Leur organisation est généralement égalitaire, non coercitive et l'éducation des enfants permissive (Kelly, 2000). Le contact entre les humains et le reste du vivant non-humain (animal et végétal), mais aussi le non-vivant (montagne, eau, esprits, ...) est banal : ils communiquent aussi bien avec les animaux, que les plantes ou les rivières (Narby, 1998). Des pratiques sacrées chamaniques ritualisent via le corps, les échanges qui se veulent équilibrés, entre les humains et le monde (Hammayon, 2015) parce que les déséquilibres existent. La communication des idées est orale et utilise vraisemblablement un langage que nous qualifions aujourd'hui de symbolique. Celui-ci est venu jusqu'à nous à travers les contes (Da Sylva et Tehrani-Jamshid, 2016).

FIGURE 3. Synthèse des principaux traits de l'ère sauvage

L'univers artistique des chasseurs-cueilleurs préhistoriques de l'Europe était peuplé d'animaux peints sur la roche et d'êtres mi-humains mi-animaux que l'on retrouve aujourd'hui dans les contes. Il était marqué également par l'émerveillement face à l'engendrement de la vie par le sexe des femmes. Les sculptures montrent des animaux qui mettent bas, des femmes préhistoriques dont les fesses, les hanches, les vulves, les seins sont surdéveloppés (Rousot, 2013). Sexuellement, l'ère sauvage valorise très clairement la femme dont le ventre et le sexe semblent être l'origine de la vie (Kermer, 2019). Les représentations masculines sont filiformes, presque discrètes, alors que les femmes-mères sont très voluptueuses, très sexuelles. La psychologue et psychanalyste Clarissa-Pinkola Estés a tenté de dessiner l'archétype de cette femme sauvage à travers la psychanalyse des contes (1992). Les sociétés premières sont matriarcales (Gottner-Abendroth, 2019).

Cette ère a connu des cycles d'évolution internes liés à des évolutions techniques et des variantes culturelles au fil des siècles. Eloignée de mes compétences, je ne développerai pas plus avant la description de cette période historique. Je ne doute pas que d'autres puissent enrichir mon propos. Cette période puise ses racines dans l'héritage d'hominidés plus anciens encore. Elle nous a laissé des mémoires génétiques qui parfois nous posent problème dans le monde moderne : forte appétence pour le gras, le sucré et le salé, utilisée par l'industrie agro-alimentaire ; capacité de veille nocturne des jeunes adultes ; besoin de mouvement problématique dans la vie quotidienne de corps devenus trop sédentaires ; vue de loin qui évolue en épidémie mondiale de myopie dans notre vie enfermée contemporaine ; repos à la lumière rouge signe de crépuscule et éveil à la lumière bleue signe de jour d'où le souci des écrans le soir ; instincts largement manipulés pour attirer l'attention dans les publicités. En Europe et plus globalement en Eurasie, cette ère n'a en revanche pas laissé d'héritages en termes de géographie et d'aménagement du fait de la disparition progressive très ancienne des chasseurs-cueilleurs, avec la révolution agricole du Néolithique.

● L'ère paysanne ou le monde des paysans

La transition vers l'ère paysanne s'ébauche avec la révolution néolithique, qui est l'invention de l'agriculture, c'est-à-dire la domestication des plantes et des animaux vers -8 000 BCE. Le foyer agricole originel concernant l'Europe est situé en Mésopotamie. Si on y ajoute le foyer néolithique chinois à l'est, c'est l'ensemble de l'Eurasie qui bascule alors de l'ère des chasseurs-cueilleurs à l'ère des paysans (Demoule, 2017). Il ne serait pas juste de concevoir cette nouvelle ère comme une avancée de l'espèce humaine, une ère supérieure à la précédente en intelligence ou en bonheur (Marshall, 1972). Elle est seulement une autre combinaison de facteurs, un autre équilibre entre les forces sociales, un autre possible pour les humains (Diamond, 1997).

Bref rappel historique de l'ère paysanne

La révolution néolithique s'opère après la fin de la dernière grande glaciation terrestre qui a duré de -110 000 à -10 000 ans BCE, période qui couvre donc l'essentiel de la diffusion mondiale d'Homo Sapiens, depuis le sud de l'Afrique d'où il migre à partir de -130 000 (Chan et al., 2019). L'épisode le plus froid a lieu vers -20 000 BCE. C'est l'époque de l'Europe des mammoths et des rhinocéros laineux, c'est l'époque des peintures rupestres de la grotte Chauvet (-34 000 BCE) et de Lascaux (-15 000 BCE) pour les plus connues en France, sans oublier celles de l'Espagne. Probablement la fin de la glaciation et le réchauffement climatique ont-ils ébranlé grandement les sociétés de chasseurs-cueilleurs d'Europe voyant disparaître les grands troupeaux et se métamorphoser leur environnement naturel, avec notamment le développement de la forêt ou encore l'extraordinaire remontée du niveau de la mer. Certains choisissent de suivre les rennes et remontent avec eux vers la Laponie. D'autres restent en se concentrant dorénavant sur le petit gibier, les coquillages et les fruits.

En Mésopotamie, du fait de la présence abondante de céréales sauvages, les humains ont tenté de trouver

un nouvel équilibre de vie, qui les a fait évoluer lentement vers une société cultivant la terre pour se nourrir. La révolution agricole du Néolithique a transformé la façon d'être au monde et donc de l'aménager. La production alimentaire devient le fondement des sociétés. La nourriture plus abondante soutient la croissance de groupes humains de plusieurs centaines d'individus. Les villages se sédentarisent. Les surplus alimentaires permettent la spécialisation d'artisans de la poterie, du bois, puis des métaux. Les innovations techniques des artisans améliorent l'agriculture, ce qui permet d'accroître les surplus alimentaires et donc d'accroître le nombre des artisans. La société se diversifie, se complexifie, se hiérarchise. De modestes villes, groupement permanent d'artisans et de commerçants, apparaissent vers le 4^e millénaire BCE. Des seigneurs de la guerre s'inventent des droits de propriété sur la terre et fondent l'aristocratie et son pouvoir politique (Demoule, 2017).

Le premier système agraire, nommé l'abattis brûlis, organise le maintien de la fertilité des sols par des rotations culturales au sein de la forêt. Ce système agraire forestier forme la longue et lente transition entre l'ère sauvage et l'ère paysanne. Mais, sur les pourtours de la Méditerranée, entre le 4^e et le 2^e millénaire BCE, l'aridification progressive du Sahara entraîne la disparition de la forêt (Midant-Reynes, 2015). Un nouveau système agraire agro-sylvo-pastoral apparaît alors. Les champs cultivés deviennent fixes. Les gros animaux domestiques deviennent absolument nécessaires pour le maintien de la fertilité des sols par l'apport de fumier. Peut-être la pratique de l'élevage a-t-elle permis aux hommes de comprendre ou de valoriser le rôle de la semence mâle dans la naissance ? Peut-être l'attelage des gros mammifères à partir du 4^e millénaire BCE, valorise-t-il la puissance musculaire de l'homme sur le monde ? Autrefois vénéré, le taureau est ainsi asservi. A moins que ce ne soit la guerre qui donnent pouvoir aux hommes ? Du point de vue sexuel, visible à travers la structuration des religions, les puissantes Vénus préhistoriques se désincarnent pour évoluer vers des figures féminines asexuées (Rousseau, 2004). La femme sauvage disparaît pour laisser place à une femme plus céleste, déesse prude, mère ou vierge et parfois les deux. Sexuellement et physiquement, les hommes s'inscrivent à leur tour dans l'histoire. L'ère paysanne pourrait être rapprochée de "l'âge du père" décrit par Joachim de Flore au 13^e siècle³. Selon cet auteur médiéval, "l'âge du père" est celui de l'ordre des conjoints unis par le mariage, du patriarcat et de la reproduction comme fin. La guerre, c'est-à-dire la violence organisée économiquement, politiquement et soutenue collectivement, s'est organisée en raison de l'apparition de surplus alimentaires et de la segmentation sociale au deuxième millénaire avant notre ère (Kelly, 2000). Des chefferies, puis de véritables états sont progressivement fondés. L'écriture rendue nécessaire par la taille des territoires, commence à fixer la parole dans l'espace mais aussi dans le temps, en créant une mémoire collective et une accumulation de savoir. Bref, l'invention de l'agriculture a enclenché un incroyable cercle de métamorphoses, agricoles, techniques, sociales, politiques et culturelles (Diamond, 1997).

³ Ce lien entre mon schéma des ères historiques et les trois règnes de Joachim de Flore est né d'une rencontre fortuite à Evora au Portugal en juin 2019, à l'occasion des Journées Rurales de la commission de Géographie Rurale de CNFG. Sur le parvis de la cathédrale, une femme âgée s'arrêta devant notre petit groupe d'universitaires en discussion architecturale. Habitante à la fois d'Evora et du canton de Vaud en Suisse, d'une érudition théologique époustouflante, cette femme se disant hérétique mais se rendant néanmoins à la cathédrale, nous expliqua la mutation idéologique de l'Église catholique au moment de la Contre-Réforme et ses impacts architecturaux. Ce faisant elle parla de Joachim de Flore, dont je n'ai pu ensuite qu'être stupéfaite de la proximité du schéma des trois règnes, avec mon propre schéma des quatre ères, dans son *Liber Figurarum* (visible en ligne). Comme dans le roman "Au nom de la Rose", je ne connais pas le nom de cette femme rencontrée au hasard, qu'elle soit remerciée à travers ces pages.

Les premiers agriculteurs, partis deux millénaires plus tôt des bords du Tigre et de l'Euphrate, se sont progressivement installés sur le territoire actuel de la France en arrivant entre -6 000 et -5 000 BCE, à la fois par la Méditerranée au sud et par le Danube à l'est. L'agriculture commença très lentement à transformer la nature sauvage en campagne (Demoule, 2008). La lente et longue succession des systèmes agraires est décrite par les agronomes Marcel Mazoyer et Laurence Roudart (2002) - **FIGURE 4**. Ces grands types de systèmes agraires se déclinent en sous-systèmes diversifiés localement en fonction des écosystèmes.

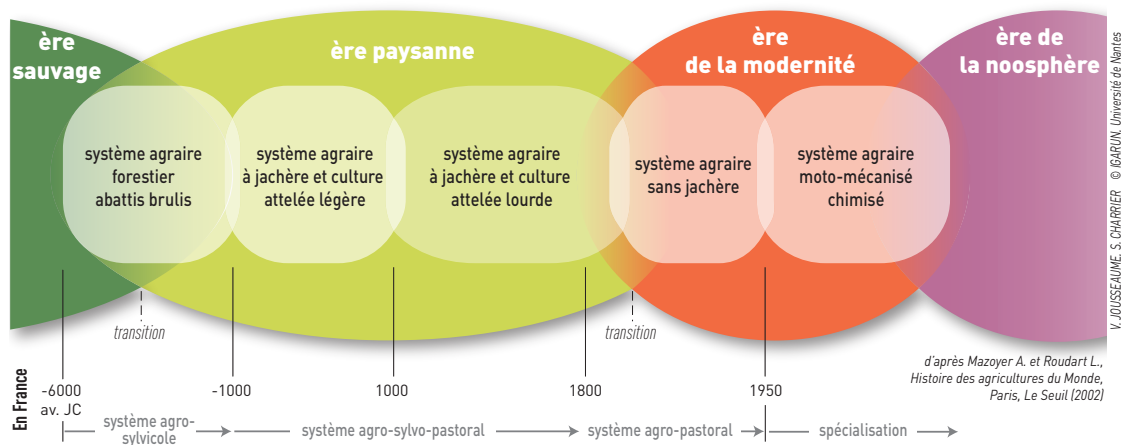
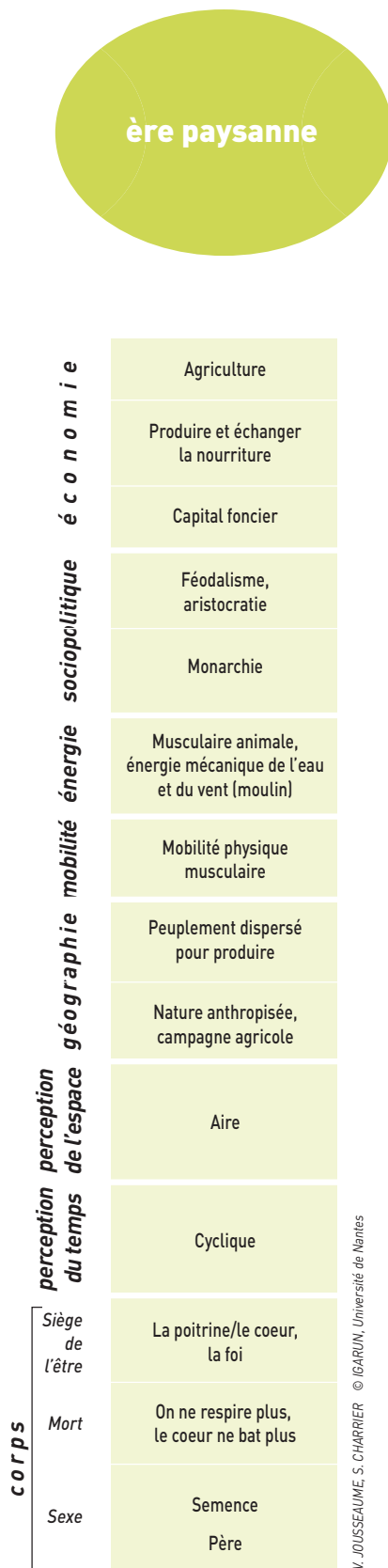


FIGURE 4. La succession historique des grands types de systèmes agraires en France

L'abattis-brûlis, est un système agraire en milieu forestier : c'est un système agro-sylvicole. Il persiste en France de -6 000 à -1 000 BCE environ. Il est né par la migration des premiers paysans, qui nous ont laissés leurs mégalithes. Ensuite, le système à jachère et culture attelée légère venu du monde méditerranéen, s'étend de l'an - 1 000 BCE à l'an 1 000 environ. Celui-ci marque la fixation des agers, terres toujours cultivées, par opposition aux saltus, terres incultes vouées au pâturage du bétail en journée. Au Moyen-Âge, le système à jachère et culture attelée lourde naît d'une révolution technique de l'attelage et de l'outillage, entre le bassin de la Loire et celui du Rhin autour de l'an 1 000 et dure jusqu'au 19^e siècle. Le système sans jachère se développe en France essentiellement après la Révolution. Il marque l'entrée dans le monde libéral moderne et les débuts de l'ère industrielle. Ainsi pendant plus de sept millénaires, notre société et notre territoire ont été progressivement organisés, puis intégralement couverts, pour la production et l'échange d'alimentation (Duby et Wallon, 1975 ; Pitte, 1983). L'actuel système agraire moto-mécanisé et chimisé développé depuis le milieu du 20^e siècle, entérine le basculement de l'agriculture dans le productivisme de l'ère thermo-industrielle. Cette agriculture rompt totalement avec les systèmes agro-sylvo-pastoraux traditionnels, en proposant un modèle agricole moderne calqué sur celui de l'industrie.

Les traits caractéristiques des communautés de l'ère paysanne

On peut parler de société paysanne au singulier lorsqu'on exprime globalement une société fondée sur la production de nourriture. Dans le détail, les sociétés paysannes, sont d'une diversité tout aussi



V. JOUSSEALIME, S. CHARRIER © IGARUN, Université de Nantes

extrême que remarquable, en fonction des écosystèmes naturels (climat, topographie, pédologie, ...) qu'elles cultivent et des variations sociales des groupes humains (savoirs techniques, systèmes familiaux, ...) qui induisent les densités possibles et les organisations collectives (Mazoyer et Roudart, 2002 ; Diamond, 1997). Toutes ces nuances créent des productions agricoles, des paysages, des pratiques, des coutumes et des costumes, des façons de parler, des types de sociétés très divers, qui distinguent des petites régions, nommés "pays". L'économiste Friedrich Hayek, cité par Olivier Rey (2014), du fait de cette taille limitée d'organisation collective, préfère parler de "communautés" paysannes, plutôt que de "sociétés" paysannes. Plusieurs centaines de petits "pays" ont été identifiés rien qu'en France à la fin du 19^e siècle par Lucien Gallois (1908). Les études sur la France rurale de l'ère paysanne sont pléthores et je renvoie le lecteur vers les classiques de cette littérature et l'excellente revue Histoire et Sociétés Rurales, car mon but n'est pas d'écrire à nouveau l'histoire de la France rurale (Duby et Wallon, 1975) ou l'histoire des paysans français (Alary, 2016). Il est d'en rappeler les principaux traits - **FIGURE 5.** (Mendras, 1967).

Les sociétés paysannes ne sont pas dépourvues d'esprit logique et rationnel. Leurs nombreuses constructions pré-modernes et pré-industrielles témoignent de savoirs mathématiques, et physiques, assez pointus. En général, les unités de mesure sont liées au corps humain et les unités de quantité souvent associées aux capacités de travail d'un homme sur une journée.

FIGURE 5. Synthèse des principaux traits de l'ère paysanne

D'un point de vue métaphysique, elles soumettent l'existence de la Matière à l'Esprit. Un dieu, totalement extérieur à l'Homme, a créé le monde, en plaçant toutefois l'humain dans une position centrale. Bien que s'affirmant comme un monothéisme, la chrétienté paysanne, à fondement trinitaire, est peuplée par la Vierge, véritable femme-déesse, par une hiérarchie invraisemblable d'anges et d'archanges et de saints. Leur communion d'esprit avec les hommes, apporte réconfort et protection en tous lieux et toutes occasions. Les sociétés paysannes sont des sociétés de foi polythéiste. Elles croient à la magie et aux miracles. Carl Jung place le centre corporel de la conscience de soi au niveau de la poitrine et du coeur, que l'on frappe pour dire "moi" (Jung, 2005). Les médecines paysannes traditionnelles conjuguent la phytothérapie, les rebouteux et les conjureurs à distance de feu, de vers, de verrues, de sang et autres maladies (Merceron, 2019).



La communauté familiale élargie, la maisonnée, composée des parents, grands-parents, enfants, parfois oncles et tantes célibataires ou pas, et domestiques, est la cellule économique et sociale de base. Chacun y contribue selon son sexe et son âge. Emmanuel Todd en a décrit les variations régionales (2011). Le groupe familial garantit la survie (toit, nourriture) et la sécurité des individus qui la composent face aux aléas de la vie (enfance, vieillesse, maladie, violences). La société est patriarcale dans le sens où tout le monde travaille, mais seul le chef de la maisonnée, nommé le patriarche, gère les fruits du travail de l'ensemble des membres. Karl Polyani (1944) a montré qu'avant la diffusion de la modernité, l'économie n'est pas marchande. Elle est essentiellement domestique : elle n'a pas pour but le gain ou l'accroissement, mais la sécurité. Elle est redistributive : le patriarche répartit les fruits du travail, selon des règles collectives connues et sans idée de profit personnel. Elle s'organise par la réciprocité, le don et le contre-don, ainsi "ce qui est donné aujourd'hui, sera compensé par ce qui sera rendu demain". Celui qui ne rend pas honnêtement le temps de travail, l'aide, l'invitation, la nourriture offerte ou l'hospitalité, est exclu du lien social.

Tous les ruraux sont nommés "paysans", il n'y a d'ailleurs pas de division nette entre le travail paysan et l'artisanat, ni d'ailleurs entre l'ouvrier et le propriétaire (Noiriel, 2019). De même, les aspects économiques de production et les aspects sociaux de la famille, sont totalement imbriqués. Le savoir est toujours associé au faire, il n'est pas de connaissance intellectuelle non appliquée ou non impliquée par le corps humain. L'enseignement se fait de maître à apprenti : c'est un compagnonnage personnalisé. La transmission est orale autour du métier ou autour du feu des veillées, elle est encadrée par des rites.

La durabilité de la fertilité de la terre, ainsi que l'autonomie vivrière, alimentaire et énergétique (bois, eau), garantes de la survie individuelle et collective, fondent l'organisation de systèmes agraires en polyculture-élevage. Ceux-ci associent aux terres cultivées en permanence, les saltus communs pour les pâtures des animaux (landes, marais, estives, garrigues, maquis, ...) et la forêt pour le bois de chauffe et d'œuvre. La prédation n'a pas disparu avec l'ère paysanne. Tant sur les saltus que dans la forêt, la chasse reste une activité majeure (Crèmeu-Alcan, 2019). La cueillette de champignons, de plantes, d'herbes ou de fruits sauvages reste jusqu'au début du 20^e siècle un apport nutritionnel important dans les familles (Hélias, 1975). L'espace est perçu comme une aire appropriée, c'est un territoire.

Toute la vie sociale est rythmée par la nature et le calendrier agricole. Le climat annuel impacte la récolte et la prospérité de l'année. La météo du jour conditionne l'activité. La vie agricole imprègne tout, depuis l'univers corporel au contact direct de la vie et de la mort, du sang, des excréments et de la boue, jusqu'à l'univers symbolique. Les métaphores agricoles sont comprises par tous, depuis l'expression "mauvaise graine" (pour décrire un enfant dont il n'est rien présagé de bon), à la "grande faucheuse" (pour parler de la mort) ou "la brebis égarée" (pour parler d'une personne aux comportements déviants par rapport aux normes collectives). Toute vie humaine est liée à l'agriculture et au rythme climatique. Le temps est perçu comme un cycle annuel sans cesse répété où toute vie germe, s'épanouit et meurt, avant de renaître au printemps. Le temps quotidien se mesure à l'aune du soleil, début des travaux au lever du soleil, fin des travaux au coucher du soleil, sieste (signifiant sixième heure du jour) ou "marienne" (mot issu de méridienne) au zénith. La perception du temps est cyclique (Rosa, 2012), il tourne telle une roue. Le futur n'est envisagé que comme l'éternel retour du passé.

L'occupation du territoire est dispersée pour produire de la nourriture, il y a donc une relative équidensité des humains, de l'activité agricole et de la richesse produite. Certes, il existe bien à l'échelle de

la France, quelques variations entre les "bons pays" et les mauvais, en fonction de la fertilité des sols, mais les écarts de densité et de revenus entre territoires restent modestes. L'environnement de vie était la campagne, c'est-à-dire une nature domestiquée par et pour l'humain à travers l'activité agricole. Progressivement tous les territoires, des polders littoraux aux estives de haute altitude, sont conquis et aménagés par les sociétés paysannes. Les villes étaient des lieux d'échanges et d'administration de tailles fort modestes. En Europe, elles se développent à partir du 12^e siècle, soutenues par la révolution agricole du Moyen-Âge qui avait accru les surplus alimentaires. Elles sont essentiellement habitées par les classes sociales dominantes c'est-à-dire les propriétaires fonciers (aristocratie, haut-clergé), les négociants (bourgeoisie) et leur domesticité.

La terre est l'outil de production dont la propriété donne le pouvoir économique et politique. La propriété foncière hiérarchise la société depuis le notable local modeste rentier, jusqu'à la haute aristocratie et les monarques. Localement cette inégalité s'organise depuis le rentier qui possède la terre sans la travailler jusqu'au plus bas, le journalier qui la travaille sans la posséder, ni la louer. Entre les deux, il existe de nombreux intermédiaires allant du métayer en location, au paysan propriétaire de sa terre. La propriété n'avait toutefois pas le sens absolu que nous lui connaissons aujourd'hui. Une grande partie des terres agricoles étaient en propriété collective et en usage commun, gérées par la communauté villageoise et le droit coutumier. Il s'agissait de terres exploitées mais non cultivées (forêts, marais, landes, garrigues, maquis, les estives d'altitude). Les communs s'étendaient à des abreuvoirs naturels pour le bétail, des fontaines, des puits, des fours à pain ou à briques, des places, etc. De plus, sur les terres privées, s'exerçaient des droits collectifs, comme les calendriers de rotation de culture en régions d'openfields, comme le droit de vaine pâture et le droit de glanage après les moissons permettant aux plus pauvres de survivre.

Outre les droits économiques sur la terre, une seconde valeur structurait les sociétés paysannes anciennes : il s'agit de l'estime publique. Elle est corrélée à l'observation par la personne et les membres de sa famille, de valeurs résumées par les vertus cardinales profanes - prudence (discernement), justice, tempérance (maîtrise de soi) et courage - et les valeurs théologiques sacrées - foi (croyance en Dieu), espérance (confiance en Dieu) et charité (amour inconditionnel) - encadrées par l'Église catholique qui délimitait l'univers moral des populations. La honte, c'est-à-dire le sentiment personnel d'avoir échoué, d'être indigne, et la culpabilité qui ajoute à la honte le jugement moral des autres, sont les pires des émotions pour les sociétés paysannes.

L'enracinement, lié à l'attachement économique à la terre cultivée, génère un ancrage dans le même lieu sur des générations. Cela produit une interconnaissance profonde entre les individus, qui entretient un sens aigu de la localité villageoise, et construit un véritable "effet de lieu", aujourd'hui moqué sous le vocable "d'esprit de clocher". Parenté et localité sont les identifiants sociaux des humains des sociétés paysannes. Ils permettent de définir la position géographique, économique et morale de la famille au sein de la communauté villageoise. "Je suis de telle famille, de tel lieu-dit", telle est la façon de se présenter propre aux sociétés paysannes. Dans le cas de l'etche basque, nom de famille et nom de la maison se superposent même complètement.

Le système villageois est un groupe fondé sur la localité comme principe d'organisation sociale. Effet de lieu et interconnaissance structurent intimement les rapports sociaux et leur régulation. Le politique est lié au social sans corps intermédiaires formels (Chiva, 2007). Localement, il y a une auto-organisation

des communautés paysannes, en particulier pour gérer les communs et les conflits. En cas d'Etat faible ou absent, comme en Corse par le passé, cette auto-organisation inclut la haute-justice par des règles de vendetta. En cas de dissensus, la recherche du consensus se fait d'abord en interne, c'est-à-dire entre les familles concernées ou au cœur des familles. Ici, "on lave son linge sale en famille", car si la proximité sociale et physique est très forte entre les familles d'un même village, la préservation de la distance psychologique est garantie par une tendance au silence sur l'intimité, au secret de la maison, qui laisse peu entrevoir les émotions personnelles et les affaires domestiques. Les communautés paysannes sont taiseuses.

L'effondrement de l'ère paysanne

La révolution industrielle qui se diffuse en France à partir du 19^e siècle, en favorisant la concentration de l'activité de production de biens, des hommes et des richesses vers les villes, provoque l'effondrement de l'ère paysanne et la disparition progressive des sociétés agricoles traditionnelles. Le sociologue Henri Mendras (1967) a nommé ce processus la fin des paysans. La diffusion du productivisme industriel et du capitalisme au sein des campagnes françaises peut être décrite en plusieurs temps forts - **FIGURE 6**.

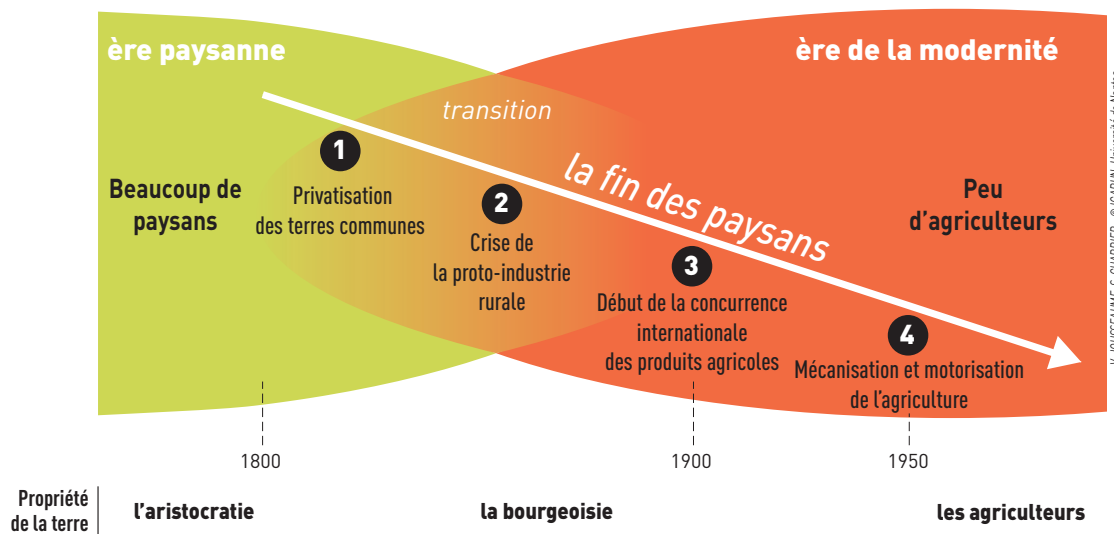


FIGURE 6 : Les principales étapes de l'effondrement de l'ère paysanne

La privatisation des terres agricoles en propriété collective, nommés *les communs*, *communaux* ou encore *sectionnaux*, s'opère dans toute l'Europe occidentale et marque l'entrée des campagnes dans l'ère capitaliste. Ces terres communes représentaient des surfaces très importantes. En France, après la Révolution, elles sont appropriées après d'après procès marqués par des émeutes paysannes à partir du début du 19^e siècle (Bourrigaud, 1994). L'histoire officielle présente la nuit du 4 août 1789 comme celle de l'abolition des droits et privilèges féodaux, ainsi que tous les privilèges de classes, corporations, villes et provinces, faisant table rase du pouvoir aristocratique d'Ancien Régime. Quelques droits féodaux obsolètes et les droits cléricaux ont effectivement été abolis sans indemnité, tels que la mainmorte, le droit de pigeonier et de chasse, les réserves de chasse, les frais de justice seigneuriale, les dîmes, les droits casuels des curés de campagne. Mais, pour le reste les droits féodaux, servitudes, redevances et

rentes foncières, sont vendus aux enchères. Dans la plupart des régions françaises, la bourgeoisie est la seule à pouvoir racheter ces droits et ces terres (Noiriel, 2019). Rapidement après la fin de la Révolution, ces derniers s'attaquent au statut juridique des terres collectives, pour se les approprier et les mettre en culture afin de mieux en rentabiliser la location. C'est ainsi que peu à peu, les terres communes sont vendues aux plus offrants, pour être mises en culture. De nouvelles et vastes métairies recouvrent bientôt des plateaux autrefois couverts de landes. Des marais sont asséchés par des syndicats de propriétaires. Ces nouvelles terres cultivées sont louées à la paysannerie modeste, alors pléthorique du fait de la transition démographique.

Les pratiques collectives sur propriété privée, comme le calendrier collectif de rotations de culture, ou la vaine pâture sur les champs moissonnés (qui était une sorte de contrat éphémère de fumure), sont également supprimées car jugées "archaïques" et empêchant "le progrès". La propriété privée absolue de la terre - définie comme "le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on ne fasse pas un usage prohibé par les lois et règlements" - semblant allée de soi aujourd'hui, ne se généralise donc que très tardivement dans l'histoire humaine. Certes, cette privatisation permet la mise en place d'un système agraire sans jachère, grâce à la culture du fourrage pour alimenter le bétail (betteraves, navets, choux, maïs, ...) et le semis de prairies (ray-grass, luzerne, sainfoin, ...). Cultiver le fourrage pour les bêtes plutôt que de les laisser se nourrir sur les salus naturels moins nutritifs, multiplie par deux le cheptel français, donc la viande, le lait, le cuir, mais aussi le fumier. Celui-ci permet une augmentation des rendements de grain. Non seulement les disettes disparaissent définitivement, mais l'agriculture peut nourrir une main-d'œuvre ouvrière de plus en plus nombreuse (Mazoyer et Roudart, 2002). Toutefois, socialement, cette révolution juridique a exclu de l'accès au foncier, la paysannerie pauvre, pléthore de journaliers, de paysans sans terre, privés de leurs droits coutumiers pour le pâturage et la prédation (bois de chauffe, champignons, fruits, chasse, ...) qui assuraient leur autosuffisance. La structure des relations sociales rurales, fondée sur l'existence des communs et sur des pratiques agricoles régies collectivement, est radicalement transformée (Laligant, 2008).

Au milieu du 19^e siècle, du fait du développement du train et donc du transport des marchandises, les industries mécanisées textiles et sidérurgiques des bassins industriels naissants du nord-est de la France, de la Belgique, de l'Angleterre, de la Rhur, concurrencent la proto-industrie rurale à énergie hydraulique (meunerie, huilerie, textile, tannerie, papeterie, ...) située le long des principales rivières françaises. Il existait aussi une industrie en domestic system, à énergie musculaire humaine. Le travail à façon (tissage, couture, ...) était distribué dans les familles paysannes autour des foyers urbains du négoce. Toutes ces activités proto-industrielles rurales ne peuvent aligner leurs coûts de production, face au *factory system* thermo-industriel qui se développe dans les bassins houillers et les grandes villes, dans la seconde moitié du 19^e siècle. L'emploi rural non agricole commence à décliner (Talandier et Jousseau, 2016). Les campagnes françaises qui étaient extrêmement diversifiées du point de vue économique et social, "s'agricolisent" à la fin du 19^e siècle du fait du déclin des activités non-agricoles (Noiriel, 2018 ; Renard, 1976). Après les journaliers agricoles pauvres, les artisans et les ouvriers alimentent donc l'immigration rurale.

A partir du dernier quart du 19^e siècle, la révolution des transports, notamment le train puis le bateau à vapeur, met en concurrence les agricultures européennes entre elles, puis avec l'agriculture américaine émergente et l'agriculture russe des plaines d'Ukraine. Jusqu'alors le prix du blé à Paris n'influçait nullement le prix du blé à Nantes ou à Strasbourg car le coût du transport par charrette était tel, qu'il

annulait les bénéfices éventuels d'un transfert de production d'un lieu à un autre. Le transport de denrées agricoles au long cours était réservé aux produits exotiques, c'est-à-dire cultivés sous un autre climat et donc sans concurrence locale, tels que les épices, le cacao, le sucre ou le café. Avec les nouveaux moyens de transport à vapeur, rapides et puissants, les coûts de transport baissent et les différentes régions d'un même climat se trouvent mises en concurrence pour la première fois. Or, les régions de grandes exploitations au regard de l'époque, c'est-à-dire les Etats-Unis, mais aussi la Russie, ont été les premières à investir dans la mécanisation attelée. Leurs moindres coûts de production concurrencent violemment la petite paysannerie manuelle de l'Europe nord occidentale. En 1871, La Grande-Bretagne décide de ne plus s'approvisionner en blé en Europe mais aux Etats-Unis pour nourrir sa population ouvrière croissante. La paysannerie anglaise disparaît en totalité et alimente l'exode vers les usines. Une véritable crise entre 1873 à 1896 marque le début de la baisse tendancielle des prix agricoles, poussant depuis à la mécanisation de l'agriculture au fur et à mesure que progresse la mondialisation commerciale des denrées agricoles. Même si l'Etat protège alors l'agriculture par des limitations douanières aux importations, la petite paysannerie ne peut résister à cette course à la mécanisation et à l'agrandissement des exploitations qui débute. Elle alimente l'exode rural à son tour.

Pour achever l'effondrement de l'ère paysanne, un nouveau système agraire moto-mécanisé et chimisé se diffuse après la Seconde Guerre mondiale. Il a été rendu possible par l'invention du tracteur dans les années 1930 aux Etats-Unis. Il est poussé également par la reconversion des industries chimiques militaires européennes vers le marché des intrants agricoles, après la Première Guerre mondiale. Cela engendre une agriculture industrialisée et entraîne la quasi-disparition de la population active agricole. En France, les travailleurs de la terre sont passés de 15 millions d'actifs au milieu du 19^e siècle à moins de 1 million aujourd'hui, soit une perte de 95% des actifs agricoles pour assurer une production plus importante. Le rythme est majeur pendant les Trente Glorieuses, au moment où l'Etat investit avec ferveur pour une industrialisation totale et définitive de l'agriculture par la moto-mécanisation, l'utilisation massive de la chimie, l'instrumentalisation scientifique des plantes et des animaux, l'agrandissement et la spécialisation des exploitations, leur intégration dans les filières agro-alimentaires, etc. Les enfants des nouveaux agriculteurs quittent la ferme où les machines ont définitivement rendu leur présence inutile, départ rendu facile par le contexte industriel florissant des villes petites, moyennes et grandes (Béteille, 1981). "Le 20^e siècle n'aura pas, c'est le moins que l'on puisse dire, été tendre avec les paysans" (Bitoun et Dupont, 2016).

Les populations paysannes ont alimenté le développement d'une main-d'œuvre urbaine pour le secteur de la production de biens matériels. Pendant six générations, du début du 19^e aux années 1970, les ruraux ont quitté les campagnes pour le bourg voisin, la petite ville d'à-côté, la grande ville départementale, la capitale. L'exode rural français a été précoce, long et lent. L'exode rural, c'est-à-dire l'immigration vers les centres urbains plus ou moins grands, ne doit pas être confondu avec le déclin démographique. En effet, si les départs deviennent manifestes dès le premier tiers du 19^e siècle, le bilan naturel (naissances-décès) très positif du fait du contexte de la transition démographique, a pu compenser parfois tardivement le nombre des départs (Dupâquier, 1989). Par exemple, du fait d'une fécondité déjà faible, la Normandie et les pays de la Garonne ont été précocement atteints par un déclin démographique. En revanche, en Bretagne et dans l'Ouest intérieur, le maintien tardif d'une forte fécondité a généré un solde naturel très excédentaire, qui a compensé jusqu'à l'extrême fin du 19^e siècle, voire le début du 20^e siècle, le solde migratoire négatif. L'Ouest n'a pas été saigné par l'exode. Le véritable déclin démographique a souvent été limité à la première moitié du 20^e siècle. L'Ouest est ainsi passé de l'ère paysanne à l'ère industrielle

sans effondrement démographique complet. A l'exception de quelques poches, les densités rurales y sont restées élevées et la population y est restée assez diversifiée en âge et en activité jusqu'à aujourd'hui.

L'effondrement fut aussi anthropologique, car avec la révolution industrielle, les rythmes de la société, les comportements collectifs, les normes et les idéaux, les pouvoirs, sont dorénavant impulsés à partir des centres sociaux et spatiaux de l'ère industrielle : la bourgeoisie libérale et la ville. Outre *La révolution silencieuse* de Michel Debatisse, parue dès 1963, l'un des plus remarquables témoignages de cette mutation culturelle est *Le cheval d'orgueil* de Pierre-Jakez Hélias. Né en 1914 dans une famille paysanne pauvre du pays bigouden, il atteint grâce aux bourses de l'Etat, l'agrégation et devint enseignant, conteur et journaliste. Son témoignage, écrit en breton et publié en 1975 en français dans la collection *Terre Humaine* de chez Plon, décrit minutieusement la société paysanne de la baie d'Audierne de 1914 à la fin des années 1970. S'opposant à la figure médiatique du plouc ou de la Bécassine, supposés prisonniers de l'obscurantisme ou de la débilité, il réhabilite les siens avec une précision ethnologique remarquable. Il soutient que "ceux qui jugent les paysans comme des êtres grossiers sont eux-mêmes des esprits sommaires et naïfs". Le récit est éclairant sur la violence multidimensionnelle de l'effondrement de l'ère paysanne. Cette violence est économique (déclin des emplois), politique (effondrement du poids de la paysannerie et fin de la valeur des terres), médiatique (figure du plouc), sociale (changement des modes de vie) et explicitement culturelle, ici contre le breton, mais ailleurs contre tous les parlers régionaux en France métropolitaine et contre toutes les cultures paysannes indigènes dans l'empire colonial. Le traitement des enfants est voisin de celui imposé de façon plus brutale encore aux peuples autochtones des empires européens : les écoles et pensionnats interdisent l'usage de la langue maternelle, socialisent les enfants sur les bases de la nouvelle culture, en leur inculquant l'état d'infériorité et la honte de leurs origines. Il existe dans chaque région française, d'innombrables témoignages paysans, très majoritairement d'hommes, qui racontèrent la douleur de cet anéantissement d'une civilisation plurimillénaire. Ces témoignages populaires ont souvent été méprisés et rejetés dans la catégorie littéraire honnie des écrits dits paysans ou régionalistes, supposés nostalgiques.

Les travaux scientifiques du milieu du 20^e siècle, des sociologues ou des géographes de l'université, aussi bien que des agronomes de l'INRA, sont acquis aux idées de la modernité, à l'idée du bien-fondé du "progrès". Ils s'attachent à décrire ce qui bouge, ce qui change, ce qui s'extrait de l'immobilisme supposé des sociétés paysannes, ce qui au fond "se modernise". Peu d'études considèrent le choc culturel, majeur à l'échelle de l'humanité, qui se produit alors. Très récemment, fin 2016, Pierre Bitoun et Yves Dupont publient une analyse critique de l'effondrement de l'ère paysanne à travers leur livre intitulé "Le sacrifice des paysans, une catastrophe sociale et anthropologique". Ils n'hésitent pas à y affirmer : "Qu'est-ce que ce que nous appelons le développement ? Le développement c'est l'éradication des modes de vie paysans à l'échelle planétaire", le même processus de diffusion économique, politique, sociale et culturelle de l'ère de la modernité.



L'ère de la modernité ou notre monde

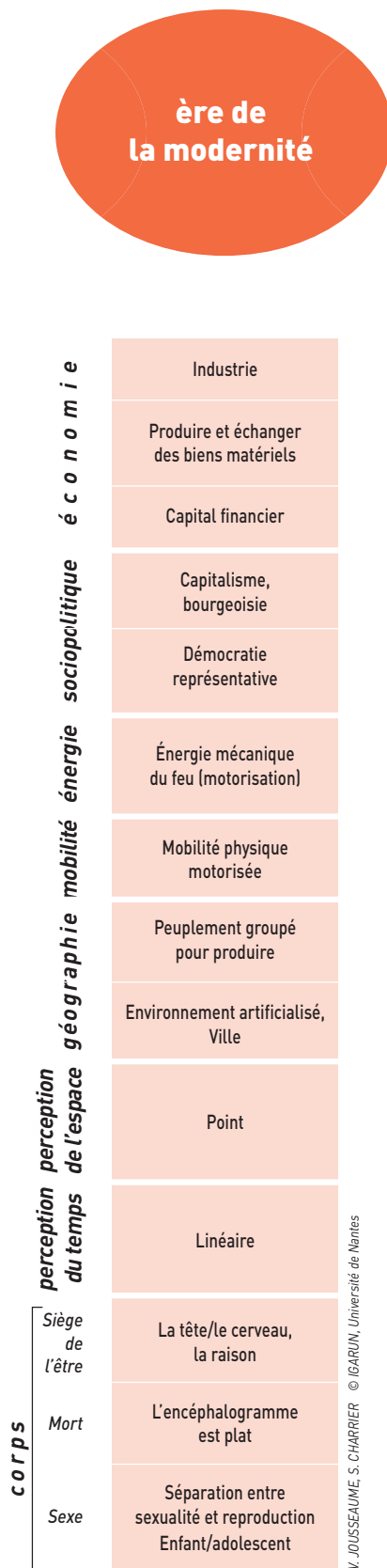
L'ère de la modernité est née de la révolution industrielle, c'est-à-dire de la maîtrise mécanique du feu. L'humain réussit à transformer la chaleur en mouvement vers le milieu du 18^e siècle. Cette prouesse de mutation d'une énergie thermique en une puissante énergie motrice, s'opère d'abord par l'intermédiaire de la machine à vapeur, puis au 19^e siècle par le moteur électrique et enfin le moteur à explosion. Ces inventions ouvrent la voie à l'usage massif des énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz) et l'expansion de la production thermo-industrielle à partir du milieu du 19^e siècle. Les sociétés d'Europe et de ses expansions transatlantiques s'orientent alors vers la production massive de biens matériels. Là encore, je tiens à redire que l'ère de la production thermo-industrielle, bien qu'elle soit marquée par une accumulation de savoirs et une maîtrise technique jusqu'alors inconnues par les humains, n'est pas en soi un état supérieur de l'Homme. Cette civilisation n'est pas plus intelligente, plus sage, plus paisible, plus libre ou plus heureuse que ne l'étaient les ères antérieures. Croire que la société moderne présente une supériorité culturelle est un ethno-centrisme, un regard porté sur le monde et sa diversité à travers les lunettes exclusives et déformantes des idées et des intérêts de notre culture, sans regard critique sur celle-ci (Tagieff, 2013). L'ère industrielle n'est qu'un nouvel assemblage des forces sociales, agencées ainsi, suite à une accumulation technique et financière particulière à l'Europe (Diamond, 1997 ; Birr, 2019). Je nomme l'ensemble de cette époque, "l'ère de la modernité". Mais, nous pouvons aussi l'appeler "l'ère industrielle", "l'ère thermo-industrielle", "l'ère productiviste" ou encore "l'ère du capitalisme", "l'ère urbaine", tant ces différentes facettes sont imbriquées les unes aux autres. Récemment, avec l'ajout de l'aspect environnemental, le terme géologique de "anthropocène" apparaît également pour caractériser cette période.

Les traits caractéristiques des sociétés de l'ère de la modernité

Il existe une somme incommensurable d'écrits sur l'histoire contemporaine de la modernité thermo-industrielle : toute prétention à l'exhaustivité serait vaine. Cette partie se contentera de souligner les caractères de l'ère de la modernité les plus saillants vis-à-vis des autres époques - **FIGURE 7**.

Le fondement économique de la société moderne est la production de masse de biens matériels et son pendant logique, la consommation de masse. En ce sens général, on peut parler au singulier de la société moderne. Dans le détail, on a pu en parler au pluriel en fonction de variations socio-politiques nationales. La principale nuance au modèle productiviste capitaliste libéral et démocratique américain qui domine le 20^e siècle, fut le modèle productiviste soviétique de l'URSS entre 1917 et 1991, qui tempéra les ardeurs capitalistes en proposant un contre-modèle social, mais non-démocratique. A partir de 1991, le modèle américain devient l'étalon mondial unique de la modernité capitaliste tardive. Il évolue vers une amplification autoritaire tout à la fois non démocratique et non-social, qui s'incarne également à partir de 1989 dans le modèle chinois, nouveau concurrent des États-Unis.

Le pouvoir politique ne réside plus dans la possession de la terre, mais dans la possession des nouveaux outils de la production matérielle : les industries et l'argent. La bourgeoisie remplace l'aristocratie à la



Révolution française, où elle prend le contrôle de l'appareil d'Etat en France et en facilite la mutation économique. La démocratie parlementaire remplace la monarchie. Le capitalisme industriel à fondement financier remplace le féodalisme. L'économie de marché s'est développée d'abord par le commerce extérieur dans la phase mercantile de l'Europe qui cherchait à créer des gains par l'échange à partir du 16^e siècle. Puis le colonialisme, fondé sur l'exploitation des ressources primaires des outremers (produits agricoles exotiques, bois, minerais), a également favorisé l'essor considérable de la bourgeoisie (Bihl, 2018). Cet afflux financier massif sur l'Europe permet la bascule sur la révolution industrielle. L'économie de marché capitaliste se diffuse alors largement à l'économie intérieure des pays.

FIGURE 7. Synthèse des principaux traits de l'ère de la modernité

Tout échange est désormais monétarisé et la marchandisation s'étend à toute la société. Géographiquement, l'industrie est une activité productive dont la logique spatiale est la concentration : les hommes et les femmes se concentrent dans les usines, elles-mêmes concentrées d'abord dans des régions industrielles au 19^e siècle, puis dans les villes au 20^e siècle. Ainsi la grande ville mécanisée, motorisée et étalée est la forme spatiale majeure de cette ère et son symbole, comme le souligne l'historien économiste Paul Bairoch (1985). La perception de l'espace glisse lentement vers une vision ponctuelle de l'organisation spatiale : les villes sont des points, les nœuds d'une toile de réseaux de communications.

La modernité possède de nombreuses racines intellectuelles, philosophiques et scientifiques qui plongent au cœur de l'Europe et remontent pour les plus anciennes à la fin du Moyen-Âge (Touraine, 1992). La modernité, c'est la rationalisation du monde engagée dès la Renaissance par les découvertes de Copernic ou Galilée qui rompent avec un univers centré sur l'Homme. La modernité c'est la chasse aux sorcières "irrationnelles". L'ère paysanne faisait des procès en hérésie, l'aube des temps modernes commence par des procès en sorcellerie (Chollet, 2018). La modernité est un renversement métaphysique majeur : ce n'est plus l'Esprit (un dieu) qui a engendré la Matière (l'univers), mais c'est la matière qui contient l'esprit humain. L'esprit humain est né d'une évolution de la matière. L'Esprit n'existe pas. La modernité est matérialiste. Après "l'homme qui croit en Dieu" de l'ère paysanne, émerge avec la révolution industrielle, selon les termes d'Emmanuel Todd, "l'homme qui croit en l'Homme".

La modernité est issue de l'Esprit des Lumières. L'Homme est un sujet libre et créateur. Avec le fameux *"je pense donc je suis"*, René Descartes (1637) place le siège de l'être au niveau de la pensée, au niveau de la tête et du cerveau. La raison, qui permet l'expansion spectaculaire de la science moderne, remplace la foi. Les vertus sacrées - foi, espérance et charité - sont totalement abandonnées. Les vertus individuelles profanes anciennes - justice, tempérance, prudence et courage - persistent encore au 19^e siècle, mais s'effacent progressivement devant de nouvelles valeurs collectives modernes - liberté, égalité, fraternité - que la France républicaine officialise à partir de 1848. La représentation de l'Humain s'intellectualise, "notre rapport au réel est censé obéir avant tout à des représentations mentales. La vie devient une imitation de la théorie" selon Mathew Crawford (2016), au risque de littéralement "tuer les êtres humains au nom (...) de la Raison ou de la Liberté", c'est-à-dire au nom "d'abstractions civilisées" (Snyder, 2018, p. 20).

Du fait de l'amélioration progressive des conditions de vie, l'ère de la modernité marque un recul spectaculaire de la mort, aujourd'hui repoussée au-delà de 80 ans. En deux siècles, le taux de mortalité passe de 40‰ à 10‰. L'espérance de vie moyenne des Français est multipliée par deux. La transition démographique décrit ce passage d'une démographie de forte mortalité et donc de forte natalité pour compenser les décès, à une démographie de faible mortalité et donc de faible natalité. Le nombre d'enfants par femme passe, en France, d'une moyenne de 6 au 18^e siècle à un peu plus de 2 enfants par femme dès 1920.

Sexuellement, l'ère de la modernité enclenche la chute du patriarcat. Les hommes se désincarnent lentement à leur tour, ils se dématérialisent, se conceptualisent. La Réforme et la Contre-Réforme ont dévalorisé la mystique individuelle et méprisé les corps. Elles ont enclenché une intellectualisation d'un père devenu céleste. La spiritualité a évolué lentement vers une morale collective sévère, prompte à devenir laïque aux temps industriels.

L'ère de la modernité thermo-industrielle est l'époque de la progressive séparation entre sexualité et reproduction. Revendiquée par les libertins dès le 18^e siècle, cette idée devient norme lors de la libération sexuelle des couples dans la seconde moitié du 20^e siècle. Les écrits de Joachim de Flore prévoient après "l'âge du père", "l'âge du fils", c'est-à-dire l'âge des enfants, encore obéissants à l'égard du père, qui ne sont pas nés pour se marier et se reproduire, mais pour se préparer à la vie adulte. Cet "âge du fils" fait un écho intéressant avec la révolution sexuelle et l'individualisation, propres à la modernité. Il résonne également avec l'obéissance des masses, phénomène marquant de la première phase de la modernité entre 1850 et 1950 environ, que l'on peut comparer à un "âge des enfants obéissants". L'ère de la modernité est le temps du grand enfermement autoritaire des corps dans les écoles, les casernements militaires, les hôpitaux et les usines, où chacun a son uniforme (Foucault, 1961). La modernité tardive de la fin du 20^e siècle voit l'essor d'un groupe social nouveau, les jeunes ou les adolescents, qui semblent envahir l'idéal social, le jeunisme marqué par l'obéissance aux injonctions masquées de la publicité et de la pensée positive (Cabanas et Illouz, 2018). L'invention du mot "adulescent", pour désigner positivement ces adultes immatures au comportement de grand enfant, est à ce titre éclairant. Le psychanalyste David Monnier (2019) interprète la période contemporaine comme un âge d'immaturité psychologique, où l'être humain moderne tente de se séparer symboliquement de la mère, tout en refusant l'existence du père patriarcal. La modernité tardive semble en effet être "l'âge des adolescents".

La modernité est l'époque de l'individualisation, c'est-à-dire de l'émancipation des individus qui vivaient auparavant en communautés familiales et villageoises. L'individualisation commence par la mobilité et

le déracinement des individus durant la phase d'exode rural. Au cours des Trente Glorieuses, le salaire individuel, la maison individuelle, la voiture individuelle et la consommation de masse font passer les valeurs et les droits de l'individu pour tout à fait supérieurs à ceux du groupe. L'extraction des individus de leur parenté et de leur localité, va de pair avec l'organisation de collectifs étatiques qui organisent les sécurités à un niveau national (santé, retraite, éducation, justice, travail, ...). L'idéal moderne est universaliste. Les sociétés modernes étendent les droits à l'égalité, la liberté, la connaissance, la culture, la mobilité et au voyage, l'ascension sociale, le bonheur, pour tous.

L'ère de la modernité est une "société de l'ordre étendu" (Hayek, 1988). La taille des organisations sociales est de plus en plus vaste, que ce soit les Etats, les entreprises ou les réseaux sociaux. Celles-ci concernent un nombre de plus en plus grand de personnes. La taille s'enfle (Rey, 2014). La synchronisation de ces ensembles est complexe et exigeante. Il n'y a plus de compagnonnage d'humain à humain. Les enseignements, les informations, les directives, les ordres, les rythmes sont transmis collectivement par des signaux qui organisent la vie des individus (sonneries, notifications de messagerie, organisation en chaînes, etc).

Un autre marqueur fort de la modernité est la mobilité et la vitesse. Libérés de la mobilité à énergie musculaire ou par voie navigable, les marchandises, les populations, les idées et les capitaux, se déplacent de façon motorisée de plus en plus loin, et de plus en plus vite. D'abord par le train à vapeur et la presse écrite au 19^e siècle, puis par camion, automobile et radio ou télévision au 20^e siècle, le déplacement se fait par internet et avion aujourd'hui. L'accélération de la mobilité et donc des rythmes sociaux est pour le philosophe Harmut Rosa (2010), l'un des indicateurs majeurs de l'ère de la modernité. Le temps moderne n'est plus le temps solaire, circulaire et répétitif, de l'ère paysanne. Le temps moderne est linéaire, avec un passé, un présent et un futur. Il est une course sans début, ni fin. L'ère de la modernité est le temps de la montre individuelle. La déconnexion d'avec le soleil a été faite pour synchroniser les horloges du monde entier sur un temps social universel, pour coordonner la circulation des trains, puis des avions, puis des données numériques. Avec la révolution numérique, le temps atteint un rythme tellement rapide, qu'il ne finit par être qu'une urgence permanente, un temps instantané.

La capacité énergétique et technique de l'être humain, augmentée par la machine, paraît sans limite. Il semble que la nature tout entière, puisse être pliée aux désirs humains, tant dans l'agriculture que dans l'industrie ou l'aménagement. La machine sépare l'être humain du contact sensoriel direct entre son corps et la nature (Crawford, 2016). L'homme moderne est outillé et motorisé, il se pense distinct de la nature qu'il domine de façon absolue, jusqu'à la détruire. L'ère de la modernité est marquée par une pollution majeure de l'eau, de l'air et des sols ; par une destruction chimique, biologique et mécanique des sols ; par une extinction massive des autres espèces vivantes et la perte définitive d'un vaste patrimoine génétique construit aux cours des millions d'années d'évolution de la Terre. Les sociétés modernes finissent par détruire la nature. La destruction écologique va de pair avec la destruction culturelle. Elles ont largement exterminé aussi les cultures étrangères à la leur, celles des paysans et des chasseurs-cueilleurs. La modernité n'intègre pas l'altérité et la diversité. Elle est la religion de l'Un (Bitoun et Dupont, 2016). Elle se développe avec supériorité et contient une haine masquée de l'Autre et toute altérité selon le philosophe Alain Deneault (2012), tout comme le psychanalyste David Monnier (2019).

Bref rappel historique de l'ère de la modernité

L'ère de la modernité comprend des cycles économiques corrélés à son expansion progressive, qui s'expriment géographiquement (Talandier, Jousseau et Nicot, 2016) - **FIGURE 8**. Ce schéma reprend les trois grandes révolutions résumées par Jeremy Rifkin (2011) (charbon, pétrole, énergies vertes), déclinées ensuite en cycles d'innovation de Nikolai Kondratiev, enrichis par Joseph Schumpeter.

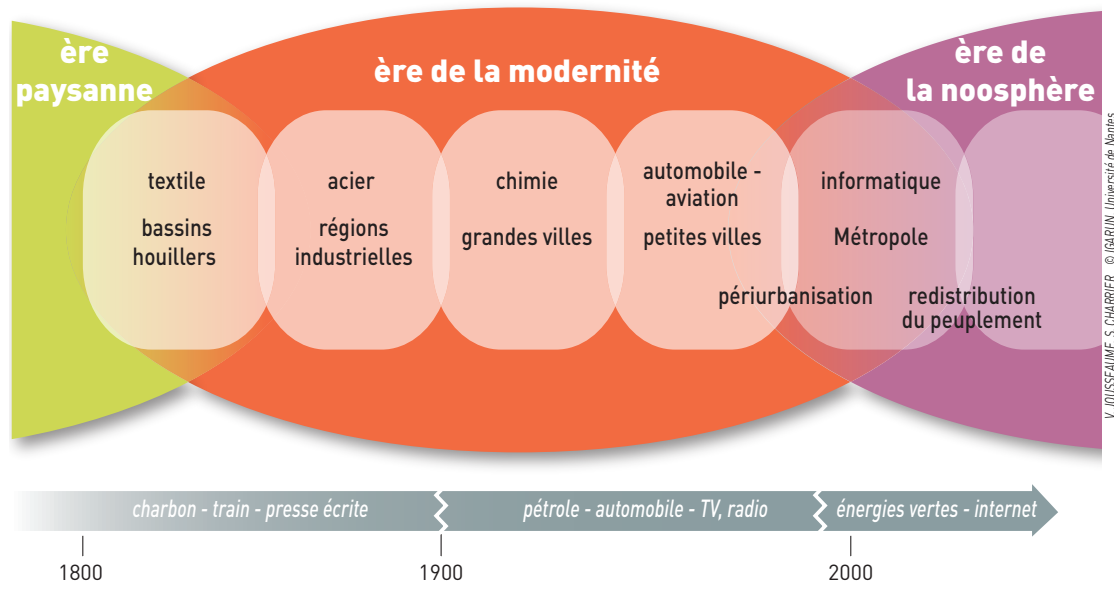


FIGURE 8. La succession historique des grands cycles industriels en France

*d'après Talandier M., Jousseau V. et Nicot B.-H.
Two centuries of territorial dynamics : the case of France
revue Regional studies, Regional science (2016)*

. La Belle Epoque ou l'hypo-modernité

Au 19^e siècle, une première révolution industrielle apparaît autour du charbon, du train à vapeur et de la presse écrite - **FIGURE 8**. Le premier cycle de la révolution industrielle va de pair avec le développement de régions industrielles localisées essentiellement à proximité des bassins houillers à l'est d'une ligne Le Havre-Lyon. Mais on peut noter ponctuellement l'essor d'industries sur le littoral méditerranéen et dans les estuaires de la Basse-Loire et de la Gironde où le capitalisme colonial évolue en capitalisme industriel. Ailleurs, le système industriel demeure largement organisé traditionnellement autour soit d'ateliers hydrauliques, soit de travail à façon domestique. Ce n'est qu'à partir du milieu du 19^e siècle, avec l'essor du train, que le factory system, l'industrie thermo-industrielle, essaime dans les grandes villes françaises qui accèdent à la modernité. C'est "la Belle Epoque" - **FIGURE 9**. Le contexte politique est libéral. La période est hypo-moderne dans le sens où la modernité n'est pas encore accessible à tous. Certes, elle se limite aux classes sociales supérieures de la bourgeoisie des grandes villes, mais l'idéal moderne au sens de sa philosophie (éducation, santé, émancipation, mobilité, confort, ...), porte l'ambition universaliste de s'étendre à l'ensemble de la société. Les luttes ouvrières incarnent cet espoir collectif.

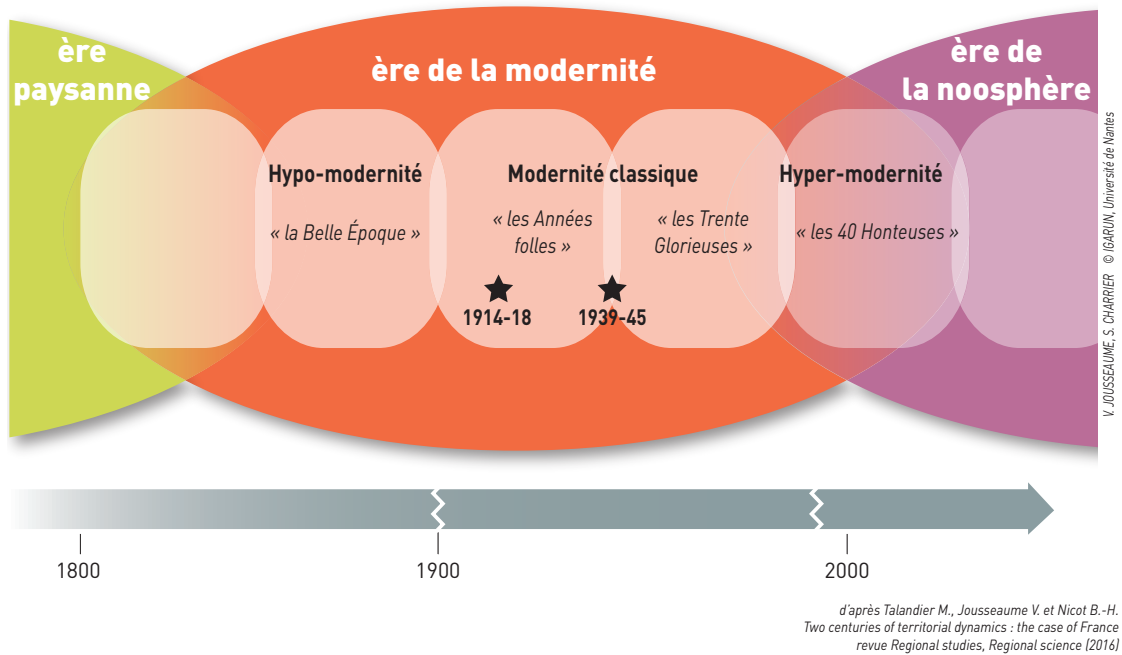


FIGURE 9. Les différentes phases de la modernité

. Les Trente Glorieuses ou l'épanouissement de la modernité classique

Le 20^e siècle développe une deuxième phase de la révolution industrielle avec le pétrole pour énergie thermique, la télévision et la radio pour média, l'automobile et le camion comme moyens de transport. Ce cycle du pétrole est divisé également en deux cycles de Kondratiev-Schumpeter - **FIGURE 8**.

Le premier cycle est atténué par la succession de deux guerres mondiales - entre 1914 et 1918, puis entre 1939 et 1945 - qui enflamment littéralement l'Europe sur un demi-siècle. L'Entre-deux-guerres est entrecoupé d'une décennie du retour des espoirs de la vie moderne, "Les années folles", suivie d'une crise économique majeure en 1929. Ce cycle est donc une phase d'atermoiement.

Le second cycle nommé les "Trente Glorieuses" s'épanouit après la Seconde Guerre mondiale. Libéré du rail par le moteur à explosion, ce cycle s'exprime spatialement par l'essor généralisé du réseau urbain français jusqu'aux petites villes. Grâce au camion, au téléphone et à la division du travail en une succession de tâches simples ne demandant aucun savoir-faire (travail spécialisé à la chaîne ou taylorisme), l'industrie à la recherche de main-d'œuvre, peut s'implanter sur tout le territoire français. Le contexte économique et politique dominant l'Occident capitaliste est celui de l'État-Providence keynésien. L'économiste John Keynes avait théorisé dès 1930, dans sa "lettre à nos petits-enfants", que le capitalisme associé à une politique de redistribution de la richesse produite vers les travailleurs apporterait en un siècle, la satisfaction des besoins de tous (avec un accroissement du niveau de vie de 4 à 8 fois) et la réduction drastique du temps de travail, du fait des gains de productivité de la mécanisation-motorisation de la production. L'État-Providence s'implante en France en 1945 grâce à un rapport de force favorable aux travailleurs. En effet, suite à la crise financière de 1929 et les compromissions d'une partie du grand patronat industriel européen avec l'État nazi, les tenants du capital sont affaiblis. Les tenants du travail sont en revanche renforcés par la redistribution du pouvoir au sein de la Résistance, par la puissance politique du parti communiste et par les luttes sociales très actives des ouvriers.

Un nouveau compromis politique entre la rémunération du capital et la rémunération du travail permet une meilleure redistribution des fruits de la production vers ceux qui travaillent, à travers notamment le développement de services publics gratuits pour les citoyens. Ceux-ci sont une socialisation, une mise au pot commun, des fruits du travail. Le niveau de vie moyen s'élève considérablement, les écarts de richesse se réduisent (Piketti, 2013). Les ouvriers, ainsi que les agriculteurs, accèdent à la pleine modernité qui se diffuse sur tout le territoire français grâce à la politique moderniste et aménagiste de l'État. Chaque territoire accède intégralement à l'électricité, à l'eau "du robinet", au réseau téléphonique. Chaque Français accède peu ou prou aux plaisirs du "formica et du ciné" comme le chante alors Jean Ferrat dans "La Montagne" (1964), mais aussi au chauffage "central", au réfrigérateur, à la machine à laver, la radio, la télévision, l'automobile, les vacances, le collège pour tous, l'ascension sociale, le salariat et ses acquis sociaux, ... Cette modernité est un idéal culturel partagé par pratiquement tous. Elle est alors glorieuse, comme le nom donné à ce court laps historique, entre 1945 et 1975 - **FIGURE 9**. Les Trente Glorieuses : ce mot est fort. Glorieux signifie "qui mérite des éloges, qui est empreint d'une magnifique splendeur". Celle-ci ne naît nullement du progrès technique mais du progrès social.

John Keynes avait théorisé que cette phase industrielle capitaliste ne serait que transitoire, car la satisfaction des besoins étant atteinte par des forces productives mécanisées, les humains seraient libérés de tout souci de subsistance, du besoin et du travail qui serait limité selon lui à trois heures par jour en 2030. Il n'avait pas envisagé que le capitalisme lui-même ferait obstacle à ses prévisions. En effet, loin de se limiter à satisfaire les besoins humains, il est devenu évident que pour se maintenir, le système s'est mis à les exacerber par la publicité. D'autre part, le désir d'accumulation du capital a entraîné le choix du chômage plutôt que celui de la réduction du temps de travail.

. Les Quarante Honteuses ou la crise de l'hyper-modernité

La fin du 20^e siècle est marquée par deux éléments majeurs : un tournant du capitalisme et l'irruption de la révolution numérique. S'installe alors la modernité tardive, la phase hyper-moderne actuelle - **FIGURE 9**.

A la fin des années 1970, suite aux mouvements sociaux qui améliorent les conditions sociales des salariés et suite aux chocs pétroliers, le capitalisme industriel d'Amérique du Nord et d'Europe commence à délocaliser la production vers des pays à très faible coût de main-d'œuvre. Leur but est d'améliorer leur profit, qu'il estime trop limité en Occident par les politiques keynésiennes et la présence idéologique du contre-modèle communiste à l'Est. Ce mouvement d'internationalisation est rendu possible par la stabilité géopolitique du monde garantie par les empires américains et soviétiques. Techniquement, il est également rendu possible par la révolution des transports maritimes et aériens, mais aussi par les débuts des télécommunications de l'ère numérique - **FIGURE 8**. Le capitalisme industriel, resté longtemps familial et national, se dématérialise alors, pour devenir un capitalisme financier international.

En France, l'économie nationale et les territoires se désindustrialisent sous l'effet de ces délocalisations. Les grandes villes tirent néanmoins leur épingle du jeu grâce à leur effet de taille (Halbert, 2010). Au sein d'une production dispersée aux quatre coins du monde, elles abritent les lieux de commandements (sièges sociaux d'entreprises, banques, ...), de services à l'industrie délocalisée (recherche-développement, conception

de produits, marketing, logistique, ...). Elles organisent les communications entre lieux de production, lieux de commandements et lieux de consommation (ports, aéroports, gares, autoroutes, haut-débit, ...). Ce qu'on appelle la nouvelle économie ou l'économie de la connaissance, est en réalité au départ le haut de la hiérarchie de l'économie productive.

Cette mutation du capitalisme occidental génère un nouveau rapport de force entre ceux qui travaillent et ceux qui possèdent les moyens de production, en faveur des seconds. Une vision politique dite néo-libérale s'impose peu à peu à partir des années 1980. Celle-ci vise à supprimer toutes les règles communes, politiques, sociales, juridiques, contraignant la fluidité du capital et limitant l'exploitation des salariés. Ce faisant, cette idéologie commence le démantèlement de l'Etat-Providence, ses services publics de transports, de santé, d'éducation, de justice et ses conquits sociaux (Sécurité sociale, retraite par répartition, assurance chômage, droit du travail, ...). Les écarts de revenu qui s'étaient atténués tout au long du 20^e siècle, se creusent de nouveau, avec un tassement de la situation sociale de ceux qui travaillent et une envolée des revenus de ceux qui vivent du capital (Piketty, 2013 ; Piketti, 2019 ; Saez et Zucman, 2020). L'espérance de vie à la naissance, qui est un excellent indicateur des conditions de vie générales de la population, stagne ou recule légèrement en Occident et en France notamment depuis le milieu de la décennie 2010. Or, en dehors des guerres, un tel recul ne s'était jamais vu depuis les débuts de la révolution industrielle.

Ce que nous nommons communément la "crise" est en réalité l'état social ordinaire généré par cette forme tardive du capitalisme (Boltansky et Chiapello, 1999). Par contraste avec l'enthousiasme du progrès social de la modernité classique des Trente Glorieuses, Pierre Bitoun et Yves Dupont (2016) nomment cette hyper-modernité tardive, marquée par une crise sociale et morale, les Quarante Honteuses. La honte étant cet ensemble d'émotions mêlant humiliation et remords, face à la conscience d'avoir échoué.

● L'acculturation des campagnes dans l'ère de la modernité

Que sont devenues les campagnes après l'effondrement de l'ère paysanne et la disparition des paysans ? Comment se recomposent-elles ? Comment renaissent-elles (Kayser, 1990 ; Poulot, 2008) ? Que sont devenues les campagnes au cœur de la modernité ? Il existe de nombreuses publications sur la situation actuelle des espaces ruraux. La présence récente de la question des marges puis de la question des espaces ruraux aux concours de l'Education Nationale, a encouragé la publication nombreuse de travaux thématiques, des synthèses bibliographiques et scientifiques (Bouron et Georges, 2015 ; Blancard et al., 2016 ; Jean et Périgord, 2017 ; Berger et Chaléard, 2017, Aragau, 2018 ; Baysse-Lainé, 2018 ; Bresse et al., 2018 ; Carroué et Bourron, 2018 ; Jean et Rieutort, 2018 ; Reveyaz et Poulot, 2018 ; Ricard et Woessner, 2018 ; Rieutort, Madeline et Delfosse, 2018 ; Tommasi, 2018 ; Poulot et Legouy, 2019). Je complète ces apports fondamentaux par ma lecture à travers le prisme de l'acculturation.

Les sociétés rurales après l'effondrement de l'ère paysanne, sont acculturées. Elles adoptent les normes, les activités, les comportements, les valeurs de la modernité. Une littérature immense décrit ce

processus d’homogénéisation de la France sur ce modèle culturel caractéristique de tout l’Occident. Il me semble que du point de vue géographique, l’observation des trajectoires des campagnes françaises peut être enrichie par le schéma de l’acculturation de John Berry - **FIGURE 10**, complété par les travaux sur les stratégies identitaires de Camilleri cités par Azzam Amin (2012). Selon John Berry, l’acculturation, c’est-à-dire le passage d’une culture à une autre, s’opère en fonction de la réponse affirmative ou négative à deux questions : La personne ou le groupe cherchent-ils à maintenir sa culture d’origine ? La personne ou le groupe souhaitent-ils s’intégrer à la nouvelle culture ? La réponse à ces deux questions génère quatre possibilités.

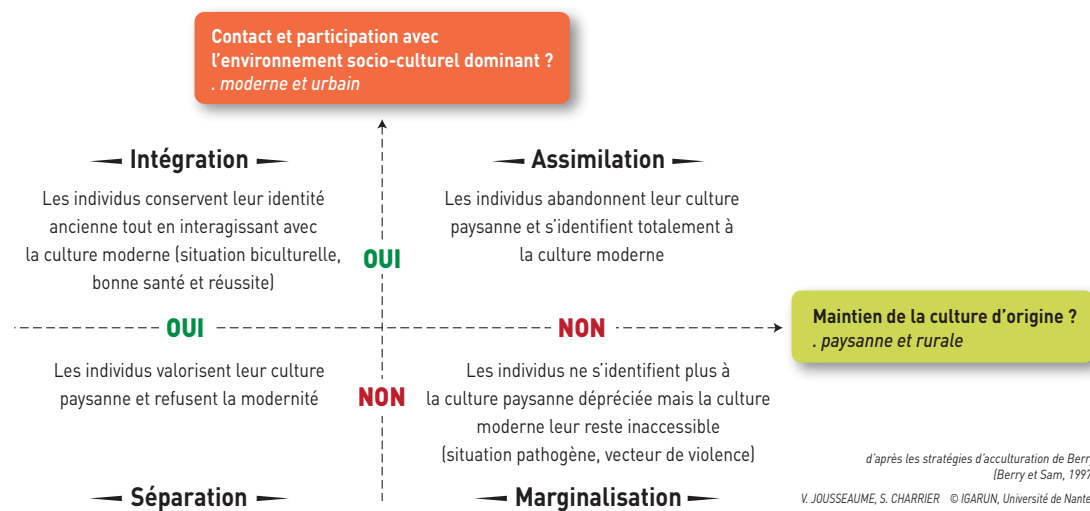


FIGURE 10. Le schéma des différentes stratégies d'acculturation

L’assimilation concerne les cas où la culture d’origine est abandonnée au profit de la nouvelle culture, soit pour rester cohérent, soit par pragmatisme d’adaptation. La personne ou le groupe s’identifient totalement à la nouvelle culture. Ils développent des stratégies pour y être intégrés. Ce comportement est caractéristique des territoires ruraux du Bassin Parisien, du quart nord-est du pays, de la vallée du Rhône, précocement entraînés dans la révolution industrielle. La santé économique de ces territoires oscille en même temps que la conjoncture économique nationale et internationale.

La marginalisation a lieu lorsque la personne ou le groupe ne peuvent pas ou ne souhaitent pas ni s’identifier à leur culture d’origine dépréciée, ni participer à la nouvelle culture qui leur reste inaccessible. Les travaux montrent que cette situation est la plus pathogène sur le plan émotionnel et mental pour les populations. Au cours des Trente Glorieuses, il n’est guère que les territoires de montagnes, très à l’écart des villes qui se retrouvent dans cette situation.

La séparation a lieu lorsque la personne ou le groupe valorisent leur héritage culturel et refusent de s’intégrer à la nouvelle culture. La stratégie identitaire valorise l’état plutôt que l’adaptation. Cette posture peut aller d’un certain conservatisme, à un communautarisme jusqu’à des cas de fondamentalisme. Parmi les mouvements régionalistes qui dénoncent l’homogénéisation culturelle de la modernité, celui de la Corse du fait de son insularité est sans doute le plus séparatiste.

L'intégration concerne une personne ou un groupe qui, bien que conservant leur identité culturelle traditionnelle, interagissent avec la nouvelle culture. L'intégration s'apparente à un bi-culturalisme. Les travaux de psychologie montrent que cette situation est celle qui offre aux populations la meilleure santé émotionnelle et mentale et une plus grande réussite sociale. En France, les territoires de Bretagne, de Vendée, du Pays Basque, d'Alsace, mais aussi de Savoie, ou encore les Cévennes et le Rouergue, sont emblématiques de ce mouvement, qui touche plutôt les périphéries géographiques de la France à forte identité culturelle. La dynamique économique de ces territoires est moins liée à la conjoncture nationale, elle s'appuie sur un fort attachement collectif des populations aux territoires, un instinct de conservation au pays très mobilisateur collectivement face aux aléas de la conjoncture.

La modernisation productive des campagnes au cours des Trente Glorieuses

Dans le contexte keynésien des Trente Glorieuses, l'État français a planifié l'assimilation des campagnes, en tant que sociétés et en tant que territoires, à la modernité - **FIGURE 11**. Il opère via un ensemble de politiques et d'aménagements publics de grande ampleur : l'industrialisation de l'agriculture de plaine et des bas plateaux, la décentralisation industrielle depuis l'Île-de-France vers la Province, la construction de grandes infrastructures de transport, la mise en tourisme des hautes montagnes et des littoraux, la construction d'équipements publics de la culture, etc. Seules, les moyennes et hautes montagnes, hors stations touristiques, semblent être abandonnées à la marginalisation en raison de leur inadaptation au capitalisme par les surcoûts engendrés sur la mobilité du fait des faibles densités, des reliefs ou de l'enneigement hivernal.

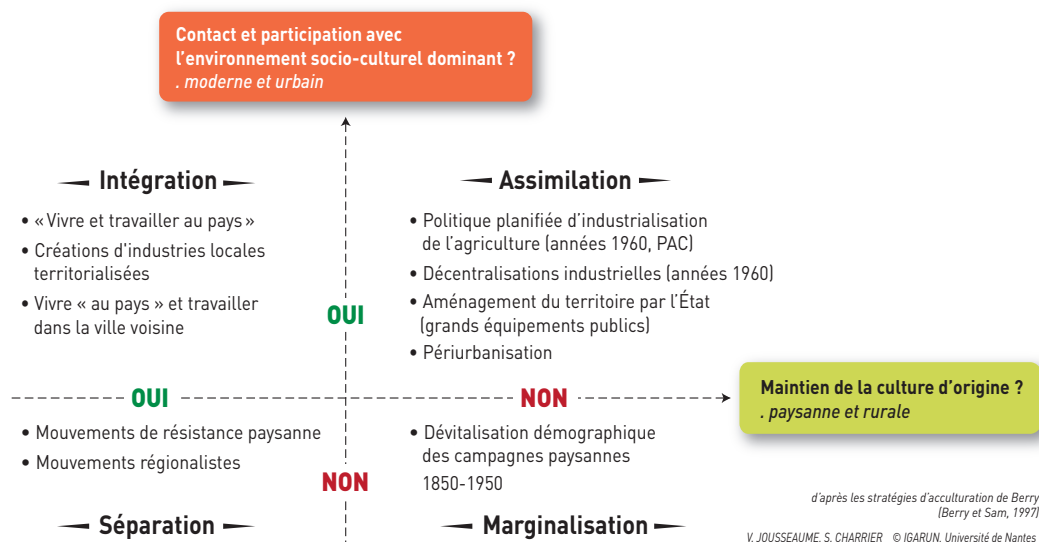


FIGURE 11. Les stratégies d'acculturation appliquées à la France des Trente Glorieuses

Cette recomposition rurale au cœur de la modernité est conçue sur une base productive. Le camion et la route libèrent l'industrie, hier dépendante du rail. Celle-ci sort des grandes villes pour aller vers les petites, à la recherche d'une main-d'œuvre nombreuse, peu chère et plus docile que les ouvriers syndiqués de la Banlieue Rouge parisienne ou du Nord-Est français. Cette politique dite de "décentralisation industrielle"

est à l'échelle nationale, de ce que nous nommons aujourd'hui "délocalisation" à l'échelle internationale. La France des petites villes et des bourgs s'industrialise (Margetic et al., 2016).

Dans le même temps, l'Etat planifie et impose l'industrialisation de l'agriculture, c'est-à-dire sa motorisation, sa mécanisation, son intensification productive, son intégration à l'industrie agro-alimentaire. Dans l'Ouest, l'Etat organise des migrations agricoles de paysans du Massif armoricain, chargé de "trop d'hommes pour trop peu de terre", vers "les terres dépeuplées de la Garonne", pour décharger une main-d'œuvre si nombreuse qu'elle empêchait selon les experts, la mécanisation de l'agriculture (Renard, 1975). Pierre Bitoun et Yves Dupont perçoivent ici une acculturation de la paysannerie planifiée de long terme par l'Etat et les tenants du productivisme capitaliste, menant à leur assimilation complète. La JAC (Jeunesse Agricole Catholique) se fait porte-parole de cette stratégie en espérant une parité de pouvoir d'achat entre le monde agricole et le monde ouvrier (Flaraud, 2005). Certes, les paysans adhèrent alors majoritairement au productivisme agricole et se transforment en agriculteurs (Canevet, 1992). Toutefois la motivation de rester vivre et travailler au pays, porté par l'instinct de conservation, très puissante dans les stratégies de développement des campagnes de l'Ouest par exemple, peut aussi être interprétée comme une stratégie d'intégration des ruraux à l'ère de la modernité qui semble à ce moment-là, pouvoir leur offrir une amélioration réelle de leurs conditions de vie - **FIGURE 11**. De nombreuses industries sont créées localement par les ruraux eux-mêmes, dans l'agro-alimentaire particulièrement en Bretagne, en Mayenne, en Sarthe, dans la chaussure, le vêtement, le meuble, la plasturgie, en Vendée et dans le Choletais. Des entreprises comme Eram (chaussures), IKKS, Catimini (vêtement), Fleury-Michon (agro-alimentaire), Manitou (engins de levage), Grimaud (génétique animale), système U, Leclerc et bien d'autres, naissent dans les bourgs et les petites villes de l'Ouest, qui adhèrent pleinement à la modernité des temps et à ce productivisme à base sociale. Mais pour autant, les bases culturelles paysannes que l'on peut résumer par "localité, interconnaissance et réciprocité" demeurent sous-jacentes.

Sous les rouleaux compresseurs du capitalisme industriel national allié aux politiques aménagistes de l'Etat, par assimilation ou par intégration, les campagnes françaises de plaines et de plateaux, sont transformées par l'ère de la modernité. L'exode rural est ralenti ou même stoppé pour les gros bourgs et les petites villes productives. Les descendants des paysans y vivent, plus ou moins nombreux selon le volume d'emploi local, même s'ils sont devenus modernes. Il n'est guère que les régions de montagne, les régions où le réseau urbain des petites villes est historiquement trop peu dense pour attirer des industries, qui se marginalisent.

La crise productive des campagnes au cours des Quarante Honteuses

A la phase intense de modernisation productive, planifiée et portée par un Etat-Providence, collaborant avec le capitalisme industriel au cours des Trente Glorieuses, succède à peine un demi-siècle plus tard un sentiment de désastre et d'abandon au sein de certains des territoires ruraux (Kahn, 2012 et 2014 ; Janneaux et Perrier-Cornet, 2014). Pourquoi ?

Du point de vue agricole, les agriculteurs les plus modernistes ont pris peu à peu conscience, qu'au fond ils ne seront jamais assez modernes. Car l'aboutissement complet du processus d'industrialisation de

l'agriculture mène, après la fin des paysans il y a 50 ans, à la fin des agriculteurs eux-mêmes. Le monde agricole glisse aujourd'hui vers une agro-industrie robotisée avec très peu d'ouvriers agricoles ou pire, vers un agro-business spéculatif menaçant la sécurité alimentaire des peuples. L'agriculture familiale n'est pas compatible avec l'industrie et le capitalisme. La modernisation poussée, depuis les années 1960, par la FNSEA le syndicat agricole dominant, par les banques, par la politique agricole commune européenne, ne tient plus ses promesses. Elle a entraîné une large part des agriculteurs dans le sur-endettement et une surcharge de travail intenable humainement. D'autant que leur immense travail n'est plus récompensé par une juste rémunération, du fait de la baisse structurelle du prix des produits agricoles.

Les agriculteurs sont pris en tenaille entre un encadrement socio-technique qui les pousse à une course en avant vers l'hyper-modernité et une demande sociale qui exige une transition écologique. La pollution des trois milieux porteurs de vie - eau, air, sols -, la destruction des sols, la surexploitation de l'eau, la dégradation nutritionnelle des produits alimentaires, les dangers pour la santé des produits chimiques, placent les agriculteurs face au partage d'une responsabilité collective. Celle-ci est d'autant plus insupportable à assumer, qu'ils ont comme tout le monde, cru pleinement dans les promesses de la modernité qui leur était imposée, en rompant avec l'héritage paysan de leurs pères, c'est-à-dire en reniant leur culture. Le concept d'identification sociale montre que l'adhésion à un groupe est d'autant plus forte, qu'ont été coûteux les renoncements faits pour en faire partie. Ceci explique probablement pourquoi les agriculteurs les plus acquis au productivisme éprouvent aujourd'hui des grandes difficultés, d'ordre psychologique individuel et collectif, à reconnaître les limites de leur modèle agricole, malgré un état de désarroi professionnel et personnel menant dans des proportions anormales, au suicide (Deffontaine 2017 ; Prével, 2006). Les recherches en ethnopsychiatrie des peuples autochtones, appliquées aujourd'hui également aux paysans de l'Inde, montrent la relation entre l'acculturation et le suicide. Elles ouvrent une nouvelle lecture pour expliquer ce phénomène en France (Lorin, 2016).

Du point de vue industriel, le capitalisme s'est financiarisé et internationalisé. Il a porté ses intérêts productifs vers les pays à bas coûts de main-d'œuvre. L'industrie rurale née parfois elle-même de délocalisations franciliennes - comme Moulinex en Basse-Normandie - a subi cette fois le mouvement de délocalisation industrielle dans les années 1980. Les petites villes industrielles françaises des années 1960 sont abandonnées par l'industrie un quart de siècle plus tard et plongent dans la crise économique et sociale (Baisnée et al., 2017). Les industries d'origine locale, fondées sur des systèmes productifs territorialisés attachés au lieu, ont en revanche souvent mieux résisté, au prix d'adaptations drastiques, sur des niches de qualité (agro-alimentaire bio, mode enfantine, mode ou chaussures de luxe, chaussures spécialisées pour l'orthopédie ou la sécurité au travail, isolation thermique et phonétique de l'aviation, production de mobil-homes en plus de la navigation de plaisance, fonderie d'art, mobilier de designers, ...) (David et Jousseume, 2015 ; Aubert et Diallo, 2016). Dans tous les cas, les petites villes et les campagnes modernes productivistes sont aujourd'hui sous la pression sociale et économique du capitalisme tardif à forte concurrence internationale.

L'État-Providence grand aménageur du territoire national durant les Trente Glorieuses, s'est désengagé au fur et à mesure que se généralisait le nouveau dogme néo-libéral de la concurrence, de la dérégulation et de la loi unique du marché, appliqué à toute personne, toute activité et tout lieu. L'idée de territoire national vu comme une aire dont l'État garantirait l'égalité disparaît. L'espace est perçu à travers des points, les villes mondiales, les centres de production, les centres de consommation, au cœur de la grande bataille économique que serait devenu le monde. L'État diminue drastiquement ses dotations aux collectivités

locales. Au nom de la modernisation, il ferme ses services publics (écoles, hôpitaux locaux, maternités, tribunaux, perceptions, bureau de poste, ...) ou les privatise (télécommunications, énergie, enseignement supérieur, santé, transports, autoroutes et demain peut-être ses routes nationales, ...) (Courcelle et al., 2017 ; Taulelle, 2012). Il évolue en un Etat manager, multipliant les "appels à projet", à l'excellence et la compétitivité (Barthe et Taulelle, 2013).

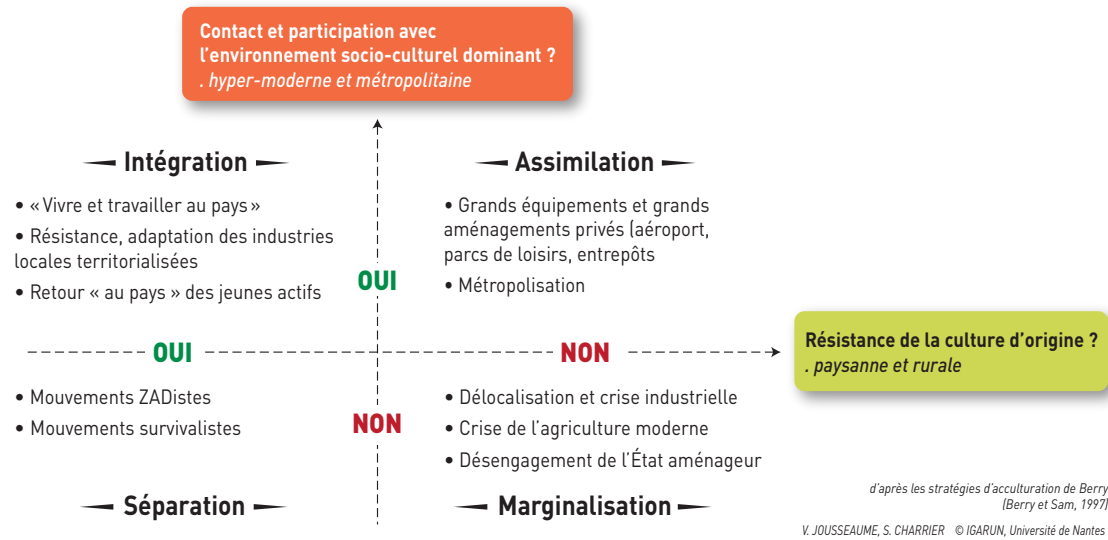


FIGURE 12. Le schéma des stratégies d'acculturation appliquée à la France des Quarante Honteuses

Les élus, les agriculteurs, les habitants des territoires ruraux, ayant joué le jeu de la modernisation au cours des Trente Glorieuses, sont délaissés, et par le capitalisme industriel et par l'État, à partir des années 1980-90. Les campagnes les plus assimilées à la modernité se retrouvent aujourd'hui en voie de marginalisation et accumulent les difficultés sociales - **FIGURE 12**. Les campagnes des bordures externes du Bassin Parisien sont dans ce cas. Ce malaise socio-économique est renforcé culturellement, par l'effondrement du Parti Communiste (Todd et Lebras, 2013). Ici, l'homme qui croyait en l'Homme, se retrouve sans idéal : il ne croit plus en rien.

Les campagnes ayant eu une stratégie d'intégration culturelle tirent mieux leur épingle du jeu - **FIGURE 12**. Ces territoires conjuguent une participation de la modernité avec la persistance de rapports sociaux de l'ère paysanne, tels que l'attachement au lieu, l'interconnaissance et la protection communautaire, des relations confiantes et stables de réciprocité, etc. Ces campagnes tardivement paysannes et souvent tardivement religieuses, ont encore la foi de "l'homme qui croit en l'Homme". Le désenchantement ne les a pas atteintes (Lebras et Todd, 2013). Ainsi, le Pays Basque, la Bretagne, la Vendée choletaise, l'Ouest intérieur, l'Alsace, les Alpes ou encore la vallée du Lot autour de Figeac et le sud du Massif central, développent une plus grande résistance collective et territoriale, qui défie la logique économique de l'hyper-modernité (Bouba-Olga, 2017). Ces campagnes semblent plus heureuses, plus riantes (Kahn 2012 et 2014). Ici, l'Homme croit encore en l'homme.

Enfin, les campagnes situées à moins de 50 kilomètres des grandes métropoles nationales sont convoitées par de nouveaux mécanismes d'assimilation à l'hyper-modernité, qui projettent sur elles de grands équipements privés comme des aéroports, des parcs de loisirs et de consommation, des entrepôts

géants de stockage et de logistique, et leurs norias de camions - **FIGURE 12**. Tous les indicateurs productifs hyper-modernes sont au vert, le territoire y est un chantier permanent.

De la modernisation résidentielle à la résistance résidentielle des campagnes

La recomposition rurale ne s'est pas arrêtée avec le ralentissement de l'aménagement planifié par l'Etat et la panne du moteur industriel. Elle s'est poursuivie par l'augmentation de la population sur une base résidentielle. Les campagnes ont commencé à accueillir des habitants. La dynamique démographique a entamé sa progressive inversion (Sencébé et Lépicié, 2007 ; Pistre 2012 ; 2017 ; 2018).

Au tournant de 1970, la démocratisation de la voiture va de pair avec un mouvement d'exurbanisation (les citadins quittent la ville-centre) et un mouvement périurbain (forte croissance de couronnes successives autour des villes-centres). Deux grandes périodes de constructions intenses rythment ce mouvement : 1977-1984 et 1997-2008 (Jousseaume, 1998). Les travaux universitaires ont souvent analysé le périurbain comme une assimilation culturelle des ruraux, par un mouvement d'exurbanisation de travailleurs urbains vers un résidence rurale, souvent expliqué par une logique économique liée au modèle centre-périphérie. En un mot, les espaces périurbains se développent du fait de la relégation des salariés urbains des classes moyennes et populaires vers les périphéries rurales, en raison de leur incapacité financière à accéder au marché immobilier urbain. Certes ! Néanmoins, cette logique financière doit être nuancée. D'abord, le phénomène de développement de la périphérie existe à tous les niveaux y compris autour des grosses bourgades sans prix foncier rédhitoires. La périphérie est la production spatiale de l'aménagement moderne : elle est la ville moderne mécanisée et motorisée des rocadés et des quartiers pavillonnaires, des hypermarchés et des zones d'activités. Moins d'un tiers des métropoles françaises obéissent à une logique spatiale de gradient de la richesse à partir du centre (Cusin, 2016). Il y a à l'amont de l'aspect financier, le désir esthétique d'une maison entourée d'un jardin, le désir social d'une vie dans un cadre de vie plus calme et un environnement plus naturel, le désir ergonomique d'avoir de l'espace, de pouvoir accéder facilement avec une voiture. Mes propres travaux ont montré une forte proportion au sein des populations périurbaines, d'une population rurale autochtone. Celles-ci ne sont quasiment jamais interrogées par les travaux universitaires qui préfèrent analyser ce qui est mobile, considéré comme moderne. L'immobile est perçu comme archaïque et occulté. Ainsi on constate des stratégies d'intégration des ruraux, qui choisissent de travailler en ville tout en restant vivre à la campagne par désir de maintien d'un cadre de vie connu et probablement aussi par le désir de maintien de fonctionnements sociaux ruraux : bricolage et auto-construction avec aide familiale et amicale, garde familiale des enfants, agriculture domestique par le potager des parents ou grands-parents, interconnaissance, etc.

Ainsi, une analyse croisée des trajectoires résidentielles et des mobilités quotidiennes, a été menée dans le Pays du Vignoble Nantais, en deuxième et troisième couronne au sud-est de Nantes. Parmi les enquêtés, 33% étaient des natifs immobiles, 28% étaient des natifs partis et revenus. 12,5% étaient des anciens ruraux ou des périurbains venus d'ailleurs, souvent de l'Ouest. Moins de 27% avaient majoritairement vécu en milieu urbain dense, à Nantes ou à Paris. Ces proportions correspondent aux données recueillies en 2002 lors d'une série de mémoires de maîtrise sur les nouveaux habitants autour de Nantes (Jousseaume et Croix 2002 ; Jousseaume et Madoré, 2007 ; Jousseaume et al., 2018). Ces chiffres convergent également

avec une récente enquête de l'IFOP menée pour les Maisons Familles Rurales sur toute la France, qui montrent que les communes rurales au sens INSEE, comptent 35% de population immobile ayant toujours vécu en campagne, 25% de population rurale ayant vécu en ville momentanément, notamment pour faire leurs études, soit 60% de la population. Seuls 35% des enquêtés habitant une commune rurale au sens INSEE, avaient vécu dans une commune comptant une agglomération de plus de 2 000 habitants (seuil qui notons-le est loin de définir une véritable ville) (MFR-IFOP, 2018).

Les années 1990-2000 sont marquées par un autre phénomène résidentiel : le retour à la campagne (Poulot et al., 2016). Ce mouvement montre un flux de retraités, de double-résidents, mais aussi contre toute logique économique un flux d'actifs prêts à changer de vie pour venir habiter certaines campagnes, attirés par la qualité du cadre résidentiel et la qualité de vie (Talandier, 2007). Ce mouvement, rendu visible notamment par le flux de Britanniques, de Néerlandais et de jeunes retraités, au tournant des années 2000, ne recherche aucunement la proximité urbaine. Au contraire, il s'implante dans les campagnes restées en marge de la modernité, des campagnes au cadre de vie paysan préservé (Diry, 2006). Ce mouvement résidentiel exprime une résistance - **FIGURE 13**. Il est un premier signal faible.

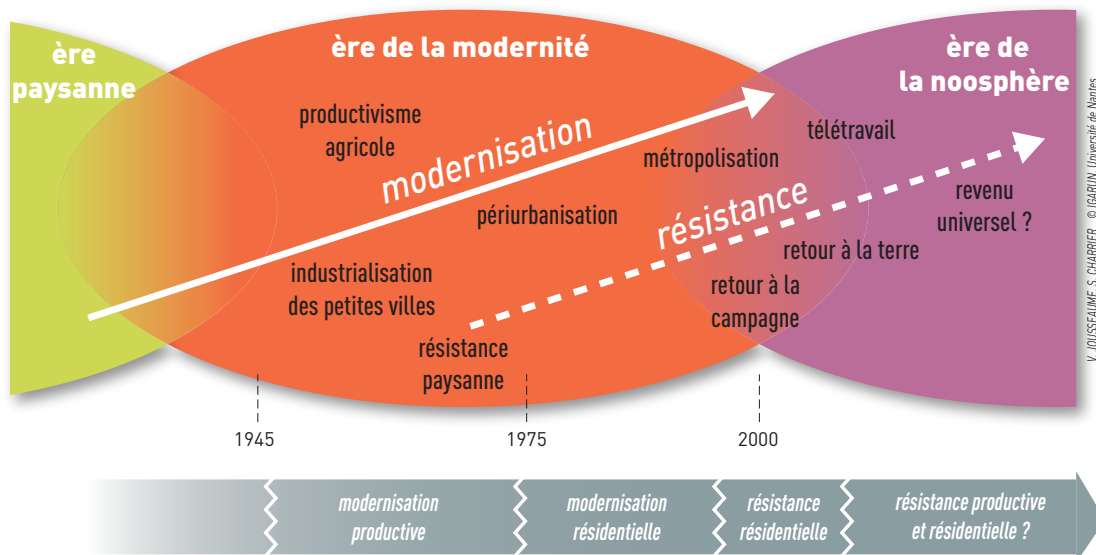


FIGURE 13. Les principales étapes de la recomposition des campagnes dans l'ère de la modernité

Les résistances paysannes

En dehors de la modernisation productive et des mouvements résidentiels, il existe une autre voie, celle de la résistance au projet de vie proposé par la modernité. Il s'agit selon le schéma de John Berry de stratégies séparatistes. Il agglomère les mouvements de résistance paysanne, portée par des paysans eux-mêmes, mais aussi par des mouvements de retour à la terre. Dès les années 1960, au sein de l'agriculture française apparaît une critique de l'aliénation de la modernisation de l'agriculture (Roullaud, 2017). Des divergences radicales naissent entre ceux qui adhèrent pleinement à "la révolution industrielle de l'agriculture" (stratégie d'assimilation), ceux qui ne peuvent financièrement et techniquement pas y accéder (stratégie de marginalisation) et enfin ceux qui la refusent en défendant le maintien d'un modèle

d'agriculture paysanne (stratégie d'intégration et de séparation). "J'avais alors 20 ans [vers 1960], et la modernité m'est apparue comme une immense imposture"écrit Pierre Rabhi (2010). Selon Pierre Bitoun et Yves Dupont, quatre valeurs résument la position des mouvements de résistance paysanne dont la Confédération Paysanne est l'une des composantes syndicales : la prudence (le discernement dans la relation de l'homme à la nature, dans l'endettement, dans l'intégration économique et technique de l'agriculture, dans l'usage de la chimie et de la génétique) ; la solidarité (avec les voisins, avec les classes populaires, avec la paysannerie mondiale) ; le pluralisme (accepter et soutenir la diversité culturelle, la diversité de la gestion agricole, de la production semencière, etc). A cela s'ajoute progressivement le devoir de désobéissance civile face au système socio-technique moderne dominant qui verrouille techniquement et juridiquement toute opposition (Bové et Luneau, 2004). Mais majoritairement acquis à la modernité et au productivisme, le monde agricole n'a pas réussi à défendre en son sein, l'idée du maintien d'une paysannerie familiale contemporaine.

L'opposition à la modernité et la résistance paysanne ne se sont pas limitées au premier cercle agricole (Snyder, 2018). Un premier mouvement collectif de retour à la terre est apparu en France dans les années 1960-70, porté par un mouvement critique de la modernité, les hippies qui bien que très minoritaires, ont été précurseurs de nombreuses évolutions sociétales contemporaines. La motivation est ici de devenir paysan, c'est-à-dire renouer avec un métier polyvalent ; une économie agraire en harmonie avec la nature, communautaire, relativement autonome, liée à la société englobante par une petite production marchande ; une société porteuse d'usages de biens en commun, auto-organisée collectivement et impliquée dans des relations territorialisées. Ce mouvement n'a pas pu s'implanter dans la France productiviste en voie de modernisation, très habitée et très convoitée en termes de foncier agricole. Le retour à la terre s'est donc concentré dans les moyennes montagnes en déprise agricole du sud de la France, qui conjuguait opportunités foncières et héliotropisme. Cette région s'étendant du sud du Massif Central aux Alpes de Hautes-Provence, forme une sorte de Bab'belt, en référence à ce mouvement hippie ou "baba cool".

Aujourd'hui de nouveau, un mouvement de retour à la terre est à l'œuvre. Il s'agit de jeunes adultes, qui sans être des enfants d'agriculteurs, se forment à l'agriculture naturelle (Fukuoka, 1975), la permaculture (Mollison et Holmgren, 1978), l'agriculture sur sols vivants, etc, qui recyclent les pratiques et savoirs agricoles des systèmes agraires traditionnels, en y ajoutant les connaissances récentes. Les contours d'un possible système agraire alter-paysan se dessinent peu à peu alliant mémoire et innovation. La mémoire est le retour à une agriculture en meilleur équilibre avec la nature, l'innovation est de travailler à la coopération avec la nature. La mémoire recycle les pratiques visant la bonne conservation des sols, l'innovation réfléchit à des techniques d'aggradation des sols cultivés. La mémoire donne l'exemple d'un détachement possible des énergies fossiles, l'innovation réfléchit à une agriculture sans labour. La mémoire propose une commercialisation directe en circuits courts, l'innovation la pense avec les réseaux sociaux. La mémoire propose une taille d'exploitation et des investissements financiers limités au capacité d'une structure individuelle ou familiale, l'innovation pense au financement participatif ou l'engagement du consommateur. Mais au-delà de la seule dimension productive, il s'agit pour ces alter-paysans de renouer également avec des modes de vie plus autonomes, plus territorialisés et plus solidaires, un mode de vie paysan liant dimension sociale et dimension économique.

Le mouvement paysan n'a jamais été encouragé, bien au contraire, par l'État ou les structures dominant la profession agricole telles que la FNSEA, les banques ou la grande distribution. Aujourd'hui, ce mouvement

alter-paysan est confronté à d'immenses difficultés réglementaires et financières, à un accès au foncier verrouillé (Baysse-Lainé, 2018). Mais il s'appuie sur une base sociale de plus en plus large. La bataille est médiatique et porte sur le modèle agricole souhaité. Cette bataille penche de plus en plus en sa faveur, ce qui laisse présager de nouveaux rapports de force entre le système agraire moderne industrialisé et des systèmes agraires alter-paysans enrichis par les savoirs actuels.

Entre assimilation à la modernité, intégration biculturelle et résistance paysanne, on observe une progressive inversion des représentations - **FIGURE 13**. Dans les années 1960, on opposait une vision positive des campagnes modernisées à une vision négative des campagnes paysannes ringardisées. Or, aujourd'hui, les campagnes restées "dans leur jus" semblent connaître une certaine revanche, elles incarnent les ultimes paradis verts.

● Imaginer l'ère de la noosphère ou le monde qui vient

Un nouveau monde semble peu à peu s'esquisser aujourd'hui, induit par la rencontre dans la deuxième moitié du 20^e siècle de l'informatique et des télécommunications à travers internet, qui donne naissance à la généralisation du world wide web vers 1990 (Musso, 2008). Cette innovation technique enclenche un processus de réagencement des forces sociales, une révision des équilibres en place, une nouvelle façon de concevoir notre relation à l'espace, au temps et aux autres. Je nomme cette période en gestation, "ère de la noosphère", c'est-à-dire "ère de la pensée humaine connectée" en référence à Pierre Teilhard de Chardin (1955) qui conceptualisa ce terme en miroir à celui de "biosphère" inventé par Vladimir Vernadsky, au début du 20^e siècle. Je choisis ce terme plutôt que celui "d'ère numérique", afin de bien distinguer dans l'esprit du lecteur la situation actuelle, où la modernité voit naître le numérique, de la situation que je pense à venir, d'une nouvelle ère civilisationnelle. Bernard Stiegler à partir d'une approche via la technique, propose de nommer cette époque à venir, "l'ère du néguanthropocène" (Stiegler, 2015).

Peut-on véritablement concevoir l'ère de la noosphère ? Sans doute pas plus qu'un ancêtre paysan du 18^e siècle, voyant une première machine mue par la vapeur, n'aurait pu envisager notre société actuelle. Il convient d'avoir la sagesse de reconnaître que le futur n'est pas lisible. Tout au plus pouvons-nous, à partir du constat de la situation actuelle et de ses déséquilibres, ébaucher quelques hypothétiques pistes d'évolution - **FIGURE 14**.

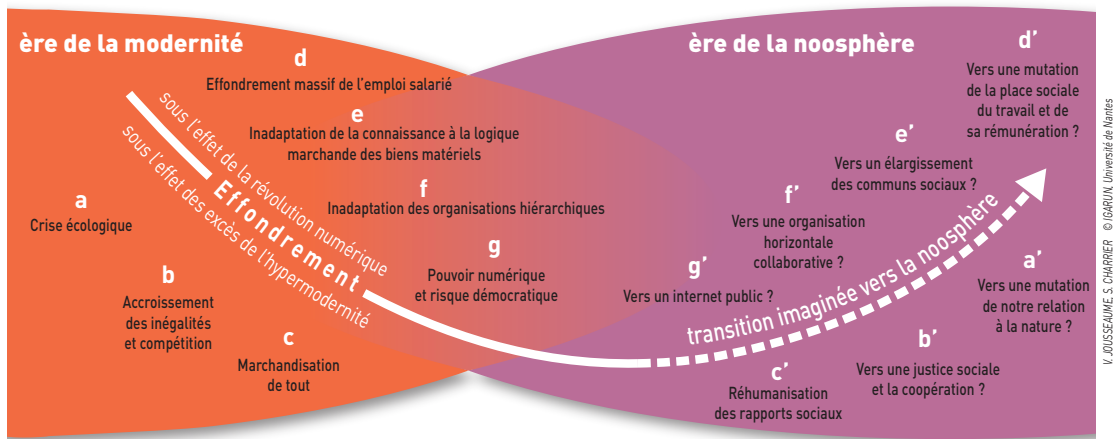


FIGURE 14. L'effondrement de l'ère de la modernité et la transition vers l'ère de la noosphère

L'état de crise de l'hyper-modernité

La première façon d'envisager l'avenir est d'observer les déséquilibres contemporains pour dessiner les issues nécessaires à l'apaisement des tensions intenable à long terme. La modernité était fondée sur l'idéal d'un progrès matériel et technique infini, corrélé à un progrès social pour tous. Ce modèle a sombré dans une crise multi-dimensionnelle. Cette véritable crise de civilisation (Morin, 2017 ; Luyckx-Ghisi, 2012) appelle à l'imagination pour inventer une façon nouvelle d'être au monde, une nouvelle ère.

. Les crises de l'idéal d'accumulation

Le capitalisme tardif, néolibéral, financier et international va de pair avec une forme d'exacerbation de la modernité, devenue une hyper-modernité ou une sur-modernité pour le philosophe Marc Augé (1992). L'hyper-modernité, c'est l'hyper-accumulation. C'est l'hyper-consommation née du désir rendu insatiable par une publicité devenue envahissante. Elle transforme les humains en "ce que les bouddhistes appellent des fantômes affamés, créatures aux ventres énormes, aux appétits insatiables et aux petites bouches" (Snyder, 2018, p.213). L'homme moderne qui a tout, est paradoxalement le plus insatisfait des hommes. Il est celui qui cherche à obtenir davantage encore. Ce mécanisme d'accumulation entraîne un accaparement des richesses, qui fonctionne à toutes les échelles depuis l'individu jusqu'aux nations et fonde la violence. Il a été dénoncé dans un puissant discours de l'Abbé Pierre⁴. Le capitalisme loin de satisfaire nos besoins a libéré l'hubris (ou hybris) (Mattéi, 2009). L'hubris est un mot grec pour désigner le contraire de la tempérance, le contraire de la maîtrise de soi. L'hubris est la démesure en tout, née de l'orgueil, du désir de puissance et de gloire de l'ego. Depuis les Grecs jusqu'à la psychologie contemporaine, l'hubris est considéré comme une entrave à l'élévation de l'esprit et un crime envers autrui. Cette démesure narcissique ravage les rapports sociaux dans une société de la jetabilité, de l'interchangeabilité des êtres et de l'exclusion dans un contexte

⁴ Abbé Pierre, La voix des sans-voix, <https://www.youtube.com/watch?v=kpFztf1ozo>

hyper-concurrentiel pour accéder aux gains et à l'argent (Bauman, 2006). Une telle logique capitaliste d'accumulation et d'accapement est la cause de trois grands échecs sociaux de l'ère de la modernité.

Le premier échec est écologique. L'hubris menace la vie terrestre par l'exploitation sans mesure des sous-sols, des sols, des forêts, des océans, par la destruction de tous les écosystèmes. L'anthropocène est le nom géologique donné par les sciences de la terre à l'ère contemporaine. Notre époque est marquée à jamais dans les mémoires géologiques de notre planète par les traces de pollution atmosphérique qu'elle y laisse, par les déchets enfermés dans les sols, par l'érosion généralisée et par l'extinction massive de la biodiversité, c'est-à-dire du patrimoine génétique mondial. La catastrophe environnementale de l'ère de la modernité est absolue et ne peut être niée (Servigne et Stevens, 2015).

Le deuxième échec est de nature économique. L'accapement et l'inégalité à toutes les échelles, du local au mondial, s'accroissent de façon exponentielle, malgré l'abondance matérielle exceptionnelle (Saez et Zucman, 2020). Depuis 40 ans, le nombre des pauvres augmente en France. Les indigents et mendiants qui avaient quasiment disparu au cours du 20^e siècle, pullulent à nouveau sur les trottoirs des villes⁵. Au cœur des métropoles françaises, au milieu des actifs qui courent, les déclassés sont reconnaissables par l'immobilité de leurs corps. Debout, ils jouent de la musique pour gagner quelque argent par leur art. Assis, ils mendient. Allongés, ils ont abandonné tout espoir. La condition du salariat, marqueur majeur de la modernité industrielle, se dégrade. Abdenour Bidar (2018) n'hésite pas à parler aujourd'hui de forme de travail sous contrainte ne permettant qu'à peine la survie, c'est-à-dire d'une forme contemporaine d'esclavage. Loin de la justice sociale et de l'émancipation promises par la modernité, le capitalisme prouve qu'il se fonde sur l'exploitation sans limite, non seulement des ressources terrestres, mais aussi des travailleurs.

Le troisième échec est éthique. Tout rapport social est transformé en relation marchande, dont chacun espère sortir gagnant. Nous sommes une société de boutiquiers, de bourgeois gentilhommes (Accardo, 2020), où tout s'achète et tout se vend, une société où chacun en veut pour son argent et même plus si c'est possible, sans aucun "état d'âme" (Monnier, 2019). Le célèbre "I want my money back" que Margaret Thatcher profère en 1979 pour formuler sa désolidarisation vis-à-vis des pays de l'Union Européenne, est au fond devenu le minimum relationnel de chacun. Il n'y a plus de solidarité. Il n'existe plus de lien de réciprocité, faute de stabilité relationnelle. Il n'existe plus de lien social non-marchand, que ce soit dans la santé, la vieillesse, l'administration, l'éducation,... Ce processus déshumanise l'humain. Il n'est qu'à voir l'état de santé physique et mental des personnels soignants et des personnes âgées soumises à la marchandisation de la santé ou de la vieillesse. Autre exemple : La Poste a proposé un service nommé "Veiller sur mes parents". Un abonnement payant garantit aux usagers que le facteur passe voir ses parents isolés. Pour le facteur, le temps est chronométré et des questions lui sont fournies si besoin. Le "produit" a été un flop commercial. Selon un représentant de La Poste⁶, la cause de l'échec est que "les gens ne seraient pas prêts à payer pour ce service". Est-ce bien seulement une question d'argent ? On pourrait aussi envisager que recevoir une visite qui relève plus du sondage d'opinion que de la relation, rend la

⁵ Le rapport annuel 2017 de la Fondation Abbé Pierre contre le mal-logement a constaté que sur les dix dernières années, le nombre de personnes sans domicile fixe a augmenté de 50% en France.

⁶ Séminaire "Ruralité et Numérique", Paris, 4 novembre 2019, Sol et Civilisation, AgrIdées

solitude plus profonde encore et ne répond ni au besoin des personnes âgées et isolées, ni aux attentes de leurs enfants, ni au désir du facteur. Cette dérive mercantile nous pousse à nous poser la question de ce qui fait que nous sommes des humains.

Le capitalisme, loin d'accomplir ses promesses sociales de la modernité - la satisfaction des besoins pour tous et réduction du temps du travail de subsistance - semble aujourd'hui être devenu l'obstacle majeur à leur réalisation et la cause de la destruction de l'écosystème terrestre (Campagne, 2017). Jean Ziegler (2018), sociologue, homme politique suisse, rapporteur auprès de l'ONU, appelle à un projet politique nouveau visant à l'abolition de l'accumulation capitaliste. Il la considère comme vecteur d'exploitation des travailleurs et de la nature. En cela, le capitalisme se rapproche d'autres formes d'exploitation humaine qui ont été abolies : l'esclavagisme (exploitation économique des esclaves) et le colonialisme (exploitation économique des colonies), ou d'autres qui sont actuellement remises en cause, comme le sexisme (exploitation économique des femmes).

Tous ces déséquilibres, générateurs de violence, qui ne sont pas tenables sur le long terme. On peut donc imaginer de façon prospectiviste idéaliste que l'ère de la noosphère pour retrouver un équilibre social, sera marquée par la protection de l'environnement, la limitation de l'accumulation et la réduction des inégalités par la sobriété, et la ré-humanisation des rapports sociaux.

. Les crises de l'idéal du progrès technique

Depuis la fin du 20^e siècle marquée tant par la chute du bloc de l'Est, que par l'invention d'internet, nous vivons dans un monde géopolitique multipolaire instable, en mutation de plus en plus rapide et caractérisé par une faible lisibilité du futur.

Si hier le paysan a envisagé de passer du cheval au tracteur, puis du petit tracteur au gros tracteur avec cabine climatisée ou GPS, il avait la certitude de demeurer un producteur agricole. Aujourd'hui, un agriculteur ignore si demain il cultivera pour nourrir de façon diversifiée les habitants des environs, pour alimenter une filière agro-alimentaire spécialisée, s'il produira de l'énergie éolienne, solaire ou par méthanisation, s'il produira des plantes pour l'industrie énergétique ou l'industrie pharmaceutique, s'il fera faillite ou encore sera racheté et salarié par des groupes financiers.

Il en est de même dans l'industrie. Au départ, elle évoluait par une amélioration des moyens de production dans un contexte de demande pléthorique. Au milieu des années 1970, du fait de la surabondance de la production, son évolution a été dictée par une économie de marché, un travail d'adaptation à la clientèle. Aujourd'hui, l'économie est caractérisée par des alternances fortes et rapides entre ces deux types avec un niveau d'incertitude irréductible très élevé.

Bref, l'idée de progrès matériel⁷ ne suffit plus pour envisager l'avenir.

⁷ Le progrès fut questionné lors d'une conférence de l'ONU en mai 2015.

Dans le même temps, l'idée selon laquelle l'amélioration technique de nos conditions de travail et de vie allait nous conduire au bonheur était telle, que ce qui est un processus était devenu le but. "Avoir plus pour être mieux", tel était au fond notre slogan. Il est vrai que l'amélioration matérielle des conditions de vie fut spectaculaire. En un siècle, les Français ont gagné 40% de durée de vie, la mortalité infantile a été quasiment éradiquée, etc. On ne peut que se réjouir de telles améliorations. Toutefois, il est de plus en plus évident que les techniques, numériques en particulier, forment également une menace potentielle pour la liberté. Et, que la question de leur fonction sociale ne peut plus être éludée.

Bref, l'idée de progrès matériel et technique ne suffit plus pour envisager l'accès au bonheur.

Privé de sa vision d'avenir, privé de son but, notre société est réinterrogée sur son sens (Mattéi, 2006), c'est-à-dire sa direction et sa signification. Individuellement cela se traduit par l'essor spectaculaire du travail psychothérapeutique dont le but est bien pour l'individu de réinterroger le sens à sa vie, au-delà de sa réussite matérielle. Il en est de même au niveau social et collectif. Alors que la question des valeurs commence à être posée collectivement, celle de la démesure matérielle et technique est encore timidement questionnée. Doit-on être nécessairement favorable au progrès technique quel qu'il soit (Rey, 2013) ?

A partir de ce constat, on peut donc envisager l'hypothèse que l'ère de la noosphère posera collectivement la réflexion de l'utilité sociale du progrès technique et proposera un nouveau sens collectif et individuel à l'existence.

. Les crises de l'idéal de la démocratie

La vie démocratique a pour condition élémentaire, l'émancipation de chaque citoyen hors du joug de domination totalitaire. Or, par la révolution numérique, l'économie de la connaissance évolue actuellement vers une économie de la surveillance tirant ses profits de la collecte des données numériques des individus du monde entier. Avec les GAFAM - Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft - on peut même affirmer qu'il évolue vers un capitalisme de surveillance en ligne, à but commercial, à grande échelle. Sous couvert de "personnalisation des contenus", ces sociétés mettent à jour les intérêts, les intentions, les pensées, les sentiments, des individus et des groupes. Ils bâtissent un marché des comportements d'achats, mais aussi des comportements sociaux et politiques. L'asymétrie des pouvoirs et des moyens, entre les GAFAM et les individus usagers des réseaux internet, est flagrante. C'est pourquoi la distinction entre un marché des comportements des consommateurs et une manipulation de masse des humains est de plus en plus questionnée (Zuboff, 2019). L'hyper-modernité n'est plus démocratique (Dardot et Laval, 2016).

Le désir actuel de redonner sens à son existence humaine, est absorbé, digéré, déformé, manipulé dans une perspective marketing, pour devenir un nouveau marché à travers le "développement personnel", mais aussi un nouvel outil de la domination des corps et des esprits. Le tournant néo-libéral contemporain induit, par la ruse, le gouvernement individuel. Tous les interdits semblent avoir disparu pour laisser la place à une injonction à la jouissance immédiate : de l'alimentation, de la consommation, de la distraction, de la sexualité. Mais une propagande médiatique subtile martèle les individus. Conditionnés de façon invisible, les individus soumettent leur corps et leur esprit, au diktat qui leur demande de repousser sans cesse leurs limites. Ce diktat, devenu dans leur psyché un surmoi sévère et punitif, leur rappelle jusqu'à l'épuisement, qu'ils auraient pu mieux faire encore (Lasch, 1981 ; Zizek, 1999). Un cadre d'entreprise ou un commercial

se doivent absolument d'être minces et sportifs, de faire du running et de participer aux grands marathons urbains internationaux. L'apparence corporelle est devenue la vitrine commerciale de la personne sur le marché du travail, de sa compétitivité, de sa capacité à atteindre des objectifs. Maîtrise de l'alimentation et performance sportive se superposent à la performance économique de l'individu, transformant la quête supposée d'un mieux-être physique, en un véritable syndrome pathologique de l'adaptation des corps au marché du travail (Spicer et Cederström, 2016).

Le livre *Happycratie* d'Edgar Cabanas et Eva Illouz (2018) dénonce cette dictature invisible qu'ils nomment la psychologie du bonheur. Elle interdit les émotions jugées négatives (peur, colère, tristesse, honte, ...) et n'accepte socialement que les émotions jugées positives (résilience, joie, paix, pardon, ...). Elle coupe les individus d'une relation authentique et sincère à leur propre intériorité, elle les encourage à jouer la comédie du bonheur. Deuxième effet, la psychologie du bonheur responsabilise l'individu en pratiquant un renversement de la pyramide des besoins de Maslow. Il ne s'agit plus d'être heureux parce qu'on a un bon travail, une maison, une famille et des relations sociales épanouies. Il s'agit au contraire d'être heureux afin obtenir tout cela. Si un individu ne satisfait pas ses besoins, il en est responsable. Il doit donc s'améliorer, en travaillant sur lui, afin de trouver en lui le bonheur pour ensuite pouvoir le matérialiser. Or, la "meilleure version de nous-même" est un but dont l'horizon n'est jamais atteint. Les forces du marché créent ainsi un citoyen sous contrôle : le psitoyen. Celui-ci est contraint moralement à apparaître toujours positif, souriant et joyeux. Il nie toute souffrance, toute insatisfaction, qu'il ne pourrait d'ailleurs imputer qu'à lui-même, malgré la dégradation de son environnement socio-économique et écologique. In fine, l'être social le plus accompli de ce modèle de société est la personnalité narcissique, présentant à la fois une absence d'intériorité et de lien sincère à lui-même, une confiance en soi absolue, et une absence d'empathie envers la souffrance d'autrui. Les souffrants sont perçus comme des êtres n'ayant pas fait ce qu'ils devaient faire pour être heureux. Sous couvert de quête du bonheur, la société néo-libérale contemporaine est donc une société pathogène : elle génère des individus souffrant d'une pathologie psychologique grave du lien aux autres, le déni d'altérité, dont on sait les effets relationnels destructeurs graves sur les humains, et donc sur la vie en société lorsque cette pathologie s'étend.

Ce constat questionne la nature politique de l'hyper-modernité. L'idéal démocratique de la modernité semble échapper aux citoyens. Cela enflamme déjà les quatre coins de la planète. A partir de là, on peut émettre l'hypothèse utopiste d'une recomposition politique cherchant à rétablir un équilibre, s'orientant vers un droit à la connexion pour tous et une intégration de l'internet aux socles des communs humains universels.

Les effets révolutionnaires du numérique

Mais au-delà de ses graves crises intrinsèques à la modernité, celle-ci est également appelée à se métamorphoser radicalement sous les effets de la révolution numérique, qui rend obsolètes les piliers sur lesquels elle se fondait. Là encore, les constats actuels peuvent nous servir de socle pour imaginer les hypothétiques évolutions à venir.

. La fin des organisations hiérarchiques

Internet abolit les organisations hiérarchiques pyramidales caractéristiques de l'ère industrielle, en mettant en relation directe chacun avec chacun. Selon Jeremy Rifkin (2011), depuis la production d'informations (mass media) jusqu'à la production d'énergies vertes ou la production de connaissances nouvelles, les structures centralisées et hiérarchiques vont s'effacer pour laisser la place à une organisation horizontale en réseau, de la production, de la société et donc des territoires. Michel Hervé (2015), entrepreneur et élu des Deux-Sèvres, formule cette idée ainsi : "Nous passons d'une société du père à une société des pairs". Le rôle d'un chef d'entreprise ou d'un maire n'est plus de décider seul comme un père au-dessus d'ouvriers ou d'électeurs obéissants, mais de faciliter une coopération fraternelle, entre les salariés ou entre les citoyens. Le mouvement des gilets jaunes par son absence d'organisation hiérarchique apparaît en ce sens précurseur. De nouveau, cela n'est pas sans faire écho avec les trois règnes définis par Joachim de Flores. Car, après "l'âge du père" que j'ai associé à l'ère paysanne, "l'âge du fils" ou des enfants plus ou moins obéissants que j'ai associé à la modernité, vient selon ce penseur du 13^e siècle, "l'âge des frères" vivant en communion d'esprit.

Le futur est donc probablement à la collaboration et non plus à l'esprit de compétition caractéristique de la modernité. La collaboration est une coopération renforcée par l'idée de former un tout et d'en être chacun responsable : celui qui coopère fait sa part ; celui qui collabore accomplit sa part en se sentant responsable du tout.

. La fin du travail

Internet révolutionne les processus de production de biens mais aussi de services. De nombreux philosophes ou économistes, comme Michel Husson⁹, Pierre Giordani (2014 ; 2016), Bernard Stiegler (2015), Gilles Saint-Paul (2017), parmi bien d'autres, l'annoncent : dans une vingtaine d'années de nombreux secteurs de l'économie seront largement robotisés et n'offriront plus que peu d'emplois, tant dans l'industrie elle-même que dans les services (supermarchés, ...), y compris intellectuels (comptabilité, droit, enseignement, ...), sans parler des mobilités sans chauffeur qui pourraient supprimer les conducteurs de tout type d'engins y compris agricoles. A l'extrême opposé d'une production industrielle concentrée et robotisée, émerge également la possibilité grâce à des systèmes d'impression 3D, d'une production autonome d'objets, individuelle et décentralisée, laissant entrevoir la disparition pure et simple des formes de l'industrie telle que nous la connaissons aujourd'hui.

L'article de Charline Zeitoun (2018) résume les différents scénarios envisageables d'un monde sans travail salarié tel que nous le connaissons aujourd'hui. Il paraît bien naïf de croire encore à la "destruction créatrice", sensée remplacer dans la même région, chaque emploi industriel détruit par un nouvel emploi numérique créé. Se pose aujourd'hui la question de l'extension d'un chômage déjà massif (plus de 10% de la population active française) et de la pauvreté (14% des ménages vivent sous le seuil de pauvreté), vers les catégories sociales moyennes. Toute l'organisation sociale moderne, fondée sur le salariat, est menacée par une telle perspective.

⁹ Vidéo : Michel Husson, L'économie numérique, un cimetière pour l'emploi ? à la SLM, 2018

C'est pourquoi émergent aujourd'hui de nombreuses réflexions et débats sur la nature du travail et sa relation à la rémunération, autour de la question du revenu universel ou du revenu de citoyenneté (Gorz, 1993 ; Van Parijs et Vanderborght, 2017 ; Bidar, 2018). La question du travail pour subvenir à ses besoins a été mise au centre de la vie collective dans l'ère de la modernité, où une société sans travail de subsistance est quasiment inconcevable. La plupart des personnes de notre culture imaginent qu'une société sans travail serait une société de paresseux, cauchemar absolu de la modernité productiviste. Tout cela est probablement totalement erroné : il n'est qu'à observer le déploiement d'activités des retraités pour constater qu'une société sans travail de subsistance, peut être une société conjuguant une grande activité et une grande satisfaction personnelle. Rappelons également que, si les sociétés paysannes étaient laborieuses, le travail de subsistance y était mêlé à bien d'autres besoins sociaux, sans omettre que les rythmes étaient beaucoup plus lents. La philosophe Hannah Arendt propose de distinguer clairement dans le vocabulaire, le mot "travail" pour désigner l'activité de subsistance, du mot "œuvre" pour parler de l'activité comme expression de soi (1958). L'ère de la noosphère en limitant le temps nécessaire passé au travail, à "gagner sa vie", pourrait être une formidable opportunité pour chacun d'accomplir son œuvre. L'intérêt et la portée sociale de la conjugaison d'œuvres d'individus libérés des soucis de subsistance, seront certainement tout à fait au-delà de tout ce qu'on pourrait imaginer aujourd'hui.

Loin d'être un abêtissement pour les humains, la fin du travail de survie, doit être envisagée comme une opportunité majeure et un progrès pour l'humanité tout entière, qui pourra œuvrer à l'essentiel. Cela méritera d'être réfléchi collectivement pour entrer dans l'ère de la noosphère. Le philosophe Harmut Rosa propose avec son livre "Résonance" (2018) une piste de réflexion. Une relation en résonance avec soi, avec les autres et avec le monde, est probablement cet essentiel.

. La fin du salariat

Politiquement, se pose la question du partage des fruits de la productivité des robots, des ordinateurs, afin d'éviter la crise sociale majeure que poserait un chômage massif endémique. La même question se pose avec plus d'urgence encore autour de la richesse créée via l'intelligence artificielle des algorithmes, qui en réalité est une intelligence collective numérique, très largement issue de l'appropriation privée induite, c'est-à-dire du vol, des données numériques personnelles par les GAFAM (Askenazy, 2019). Ce capitalisme de surveillance dont le but est de prévoir et de modifier les comportements humains de consommation, montrent des dérives politiques de plus en plus évidentes en particulier dans la manipulation de l'information et des opinions. Chris Huges, co-fondateur de Facebook qu'il a quitté en 2012, appelle même, dans le journal du New-York Times du 9 mai 2019, au démantèlement de cette société géante qui selon lui menace les démocraties.

Un monde aux dérives totalitaires, aux inégalités sociales croissantes où une partie de plus en plus grande de la population est rejetée dans le chômage ou la précarité, ubérisée à la façon des journaliers du 19^e siècle, est un monde de plus en plus violent, un monde de moins en moins vivable collectivement. Les discours anti-humanistes les plus terrifiants commencent à circuler sur la place et le rôle des futurs “inutiles”, ces gens sans travail⁹.

Un tel constat laisse à imaginer qu'à l'avenir soit publiquement et démocratiquement débattue cette question majeure du travail et du revenu. Un tout récent livre “Partager la richesse” de l'économiste Philippe Askenazy (2019) pose les bases d'un débat afin de reconstruire selon l'auteur, une démocratie à base sociale. Le débat sur un revenu d'existence universel inconditionnel participe de cette réflexion.

. La fin de la logique marchande

Libéré de la production matérielle, après avoir été libéré de la production alimentaire, le fondement économique des sociétés humaines pourrait devenir l'échange d'idées, de connaissances, de services : c'est-à-dire que l'activité humaine deviendrait majoritairement immatérielle. Or, une idée a des caractéristiques très différentes des biens matériels et ne peut pas entrer dans la logique marchande actuelle. Voici trois exemples développés par Idriss Aberkame (2015). Premièrement, celui qui vend ou donne une idée la possède toujours. Deuxièmement, la connaissance de l'un, associée à la connaissance de l'autre, ne font pas que s'additionner, elles se multiplient. La rencontre crée de nombreuses connaissances : la connaissance est prolifique, infinie et collégiale et l'expertise individuelle ne peut plus suffire à l'ingérer. Troisièmement, la connaissance nécessite pour l'acquérir, non pas de l'argent, mais du temps et de l'attention ou de l'intérêt. L'attention additionnée au temps égale l'amour, qui sera selon Idriss Aberkame¹⁰, la nouvelle “monnaie” de l'économie du futur. Le siège des idées, c'est l'esprit humain, la créativité humaine : le capital humain deviendra donc supérieur au capital financier. Ne voit-on pas déjà les entreprises en quête de “talents”?

Le constat indique que les règles actuelles de l'échange, valables pour des biens matériels, sont obsolètes pour rémunérer des idées ou des collaborations. C'est pourquoi émergent des réflexions sur la déconnexion du lien direct entre la rémunération et le service. Certains parlent d'économie de “la gratuité”. Ce terme est très mal choisi dans le contexte culturel et économique hyper-moderne actuel, qui est totalement hostile à toute notion de don et de gratuité (Monnier, 2019). Pour le formuler autrement, il s'agit d'imaginer un élargissement d'organisations collectives citoyennes ou publiques, des services communs nouveaux, qui permettraient via des abonnements, cotisations ou impôts, de rémunérer indirectement les auteurs et pouvoir jouir de la transmission de savoirs, de participer à des événements, d'accéder à des plateformes, etc.

La transition vers la noosphère, une révolution globale

Au-delà des aspects économiques, sociaux et politiques, la transition vers l'ère de la noosphère remet en cause jusqu'aux principes même de la modernité, physiques (sciences des effets ou des phénomènes)

⁹ Quel Homme pour 2050 ? Table ronde d'ouverture de la semaine du Plateau de Saclay sur le Transhumanisme, à l'École Polytechnique. Voir la conférence de Laurent Alexandre (en ligne)

¹⁰ Vidéo : Idriss Aberkame, l'économie de la connaissance, CERA, 2015 (en ligne)

et métaphysiques (science des causes, sortie des sciences par la modernité). Le paradigme de la transition intègre beaucoup de mutations qui échappent largement à mes compétences mais qui méritent néanmoins d'être citées.

. L'incarnation de l'anthropos

Sexuellement, puisqu'aucune "révolution économique ne peut aboutir si elle ne va pas de pair avec une révolution sexuelle" (Snyder, 2018, p.23), il est probable que l'ère de la noosphère soit marquée par l'incarnation sociale de l'anthropos dans l'Histoire, c'est-à-dire l'être humain aux polarités masculines et féminines équilibrées. L'incarnation de l'anthropos ne signifie bien sûr nullement la disparition des hommes et des femmes au sens biologique. Cela signifie la métamorphose complète des assignations et injonctions sociales imposées à ce que nous estimons aujourd'hui correspondre à la définition d'un homme ou d'une femme. Ces assignations sont héritées des périodes antérieures où le sexe était associé à la reproduction. Elles concernent par exemple, les apparences physiques, les postures corporelles, les façons de parler, de s'habiller, les positions sociales, etc. La reconnaissance contemporaine de la nature transgenre des êtres humains s'exprime déjà de façon de plus en plus évidente. Cela a commencé par la libération des vêtements, des cheveux, de la sexualité et des assignations sociales faites aux femmes au 20^e siècle. Ensuite, cela a été les mouvements LGBT à partir des années 1980. Cela se poursuit depuis peu par la libération des assignations sociales faites aux hommes et l'émergence d'une révolution sexuelle masculine (Jablonka, 2019). Aujourd'hui, l'expression libre de personnalités transgenres reste encore modeste. Mais la prise en charge par la médecine des individus souffrant d'une différence d'identité sexuée et d'identité de genre progresse remarquablement. La question du rôle social de l'inscription du sexe sur les documents d'Etat-Civil est questionnée (Arc, 2019).

On peut également penser que l'anthropos de l'ère de la noosphère dépasse à terme l'immatrité et le déni d'altérité caractéristique de l'hyper-modernité et abandonne l'idéal "adulescent" actuel, pour valoriser socialement un niveau de conscience à soi, aux autres et au monde, plus adulte, plus mature psychologiquement.

Dans une utopie assumée, que ces deux mutations donnent naissance à un âge des adultes, frères et sœurs, pour compléter la formule initiale de Joachim de Flores.

. Le basculement scientifique et métaphysique

Aujourd'hui, la conception du cosmos connaît des révolutions scientifiques qui ébranlent les fondements de la science de la modernité.

La physique classique newtonienne est bousculée par une physique quantique. Non seulement le cosmos dans l'infiniment grand est composé essentiellement de vide, mais la matière elle-même est composée essentiellement de vide dans l'infiniment petit. Ce vide est plein d'une énergie contenant de l'information. Ce nouvel "esprit" (énergie informée) est donc à la fois à l'extérieur de toute matière et à l'intérieur de celle-ci, y compris donc des humains. Des recherches actuelles sur la captation de l'énergie de la structure du vide, totalement invisibles hier, pourraient métamorphoser radicalement toute notre vie et notre perception de la réalité, dans un délai extrêmement rapide (Wilczek et Krauss, 2017). Des hypothèses

scientifiques proposent une interaction complète entre cette énergie et la matière, voire l'hypothèse de l'inexistence de la matière qui ne serait qu'une sorte de densification holographique de l'énergie (Haramain, 2012 ; Dugué, 2017). Cela remet profondément en question le matérialisme caractéristique de l'ère de la modernité. Tout cela génère une bascule métaphysique et l'émergence de nouvelle conception de la relation entre la conscience (la sensation d'être) et la matière qui nous entoure. Ce nouveau paradigme remet en cause la séparation objective entre l'observateur et ce qu'il observe. Cette idée percole dans la société quand des écologistes affirment : "Nous ne défendons pas la nature, nous sommes la nature qui se défend". Une telle affirmation rompt radicalement avec la pensée moderne qui se fonde sur la séparation de l'humain et de la nature, sur la séparation du sujet et de l'objet dans les sciences (Descartes, 1637 ; Flipo, 2016). De même, en biologie, l'épigénétique transforme notre façon de concevoir les inter-relations entre les humains et leur environnement. En médecine, la définition de la mort (et donc de la vie) évolue avec l'étude des expériences de mort imminente (EMI) et les hypothèses d'une conscience localisée de façon extra-neuronale, développée par Jean-Jacques Charbonnier (2017). Le cerveau ne serait pas le siège de la conscience, mais le récepteur qui permet à la conscience d'interagir avec le corps.

Il y a sans aucun doute une multitude d'autres aspects, que d'autres que moi sauront compléter. Je n'ai pas la capacité individuelle à être exhaustive sur une question d'une telle ampleur.

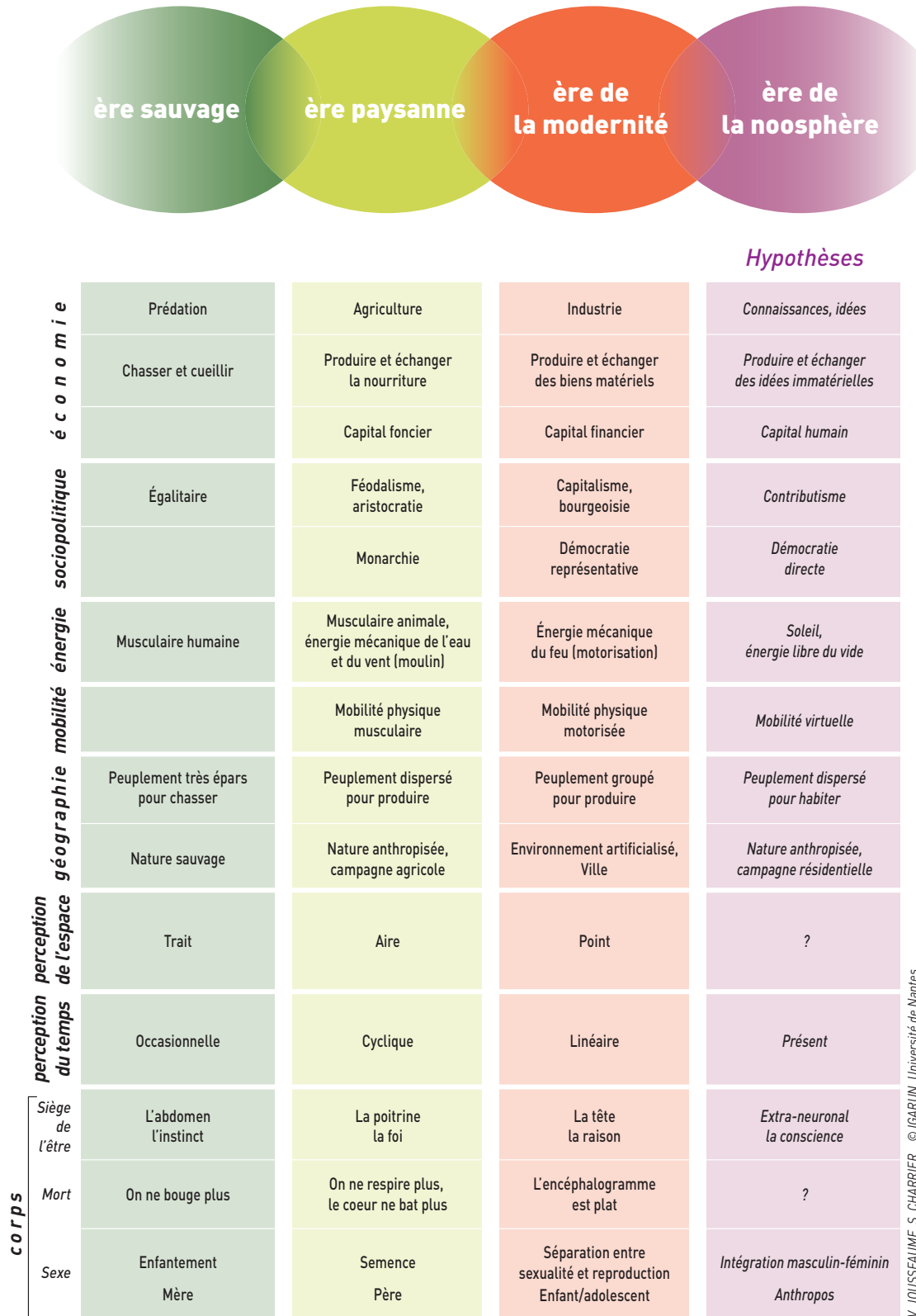
Conclusion

D'un point de vue de géographe, il existe de grandes ères dans l'histoire humaine où les façons d'être au monde, c'est-à-dire d'être à l'espace, au temps et aux autres, s'expriment différemment - **FIGURE 15**. Entre chacune de ces ères s'opère une transition qui marque l'effondrement de l'ancienne grande phase de civilisation et l'épanouissement de la nouvelle. Le rythme de ces grands cycles s'accélère. La vitesse des transitions s'accélère également.

Le passage entre l'ère paysanne et l'ère industrielle, elle s'est déroulée essentiellement au milieu du 19^e siècle et a marqué l'effondrement du féodalisme foncier et du pouvoir aristocratique, des sociétés paysannes et des territoires ruraux. La transition s'est achevée au milieu du 20^e siècle dans les campagnes. La transition entre l'ère de la modernité thermo-industrielle et l'ère de la noosphère marquera à son terme l'effondrement de nos modes actuels de production, de consommation, donc la fin de la société productiviste et consumériste, capitaliste, bourgeoise, urbaine, telle que nous la connaissons, mais également le dépassement de ses fondements scientifiques et philosophiques. Chacun perçoit déjà le mouvement. Ce passage est la voie vers une société tout autre, encore difficilement imaginable.

J'émetts l'hypothèse que la période actuelle n'est que l'expression de la première phase de la révolution numérique dans l'ère industrielle. Le passé nous a montré que le premier cycle d'une ère se confond avec l'apothéose du précédent, juste avant son effondrement. En effet, le premier cycle industriel qui vit naître les bassins industriels houillers, marqua aussi le maximum démographique des campagnes - **FIGURE 9**. Il convient donc d'envisager que la période actuelle soit effectivement à la fois l'apothéose de la modernité avant son effondrement, afin d'ouvrir la voie à l'épanouissement d'une nouvelle ère tout autre. La question importante du moment est de savoir si l'effondrement sera catastrophique comme le prédisent les collapsologues, ou si un projet politique, économique et social de transition peut être organisé collectivement à l'échelle des nations.

La campagne en tant que territoire et société est une de nos mémoires communes. Elle constitue en nous, une couche mémorielle importante. L'ère paysanne, s'étire sur plusieurs millénaires jusqu'aux années 1970 pour les derniers paysans. Elle sédimente en nous plus de 250 générations. La paysannerie n'est éloignée qu'à trois ou quatre générations de la plupart des Français d'aujourd'hui. Des mémoires très importantes subsistent dans la géographie contemporaine, j'en citerai trois.



V. JOUSSEAUME, S. CHARRIER © IGARUN, Université de Nantes

FIGURE 15. La synthèse des principaux traits des quatre grandes ères historiques



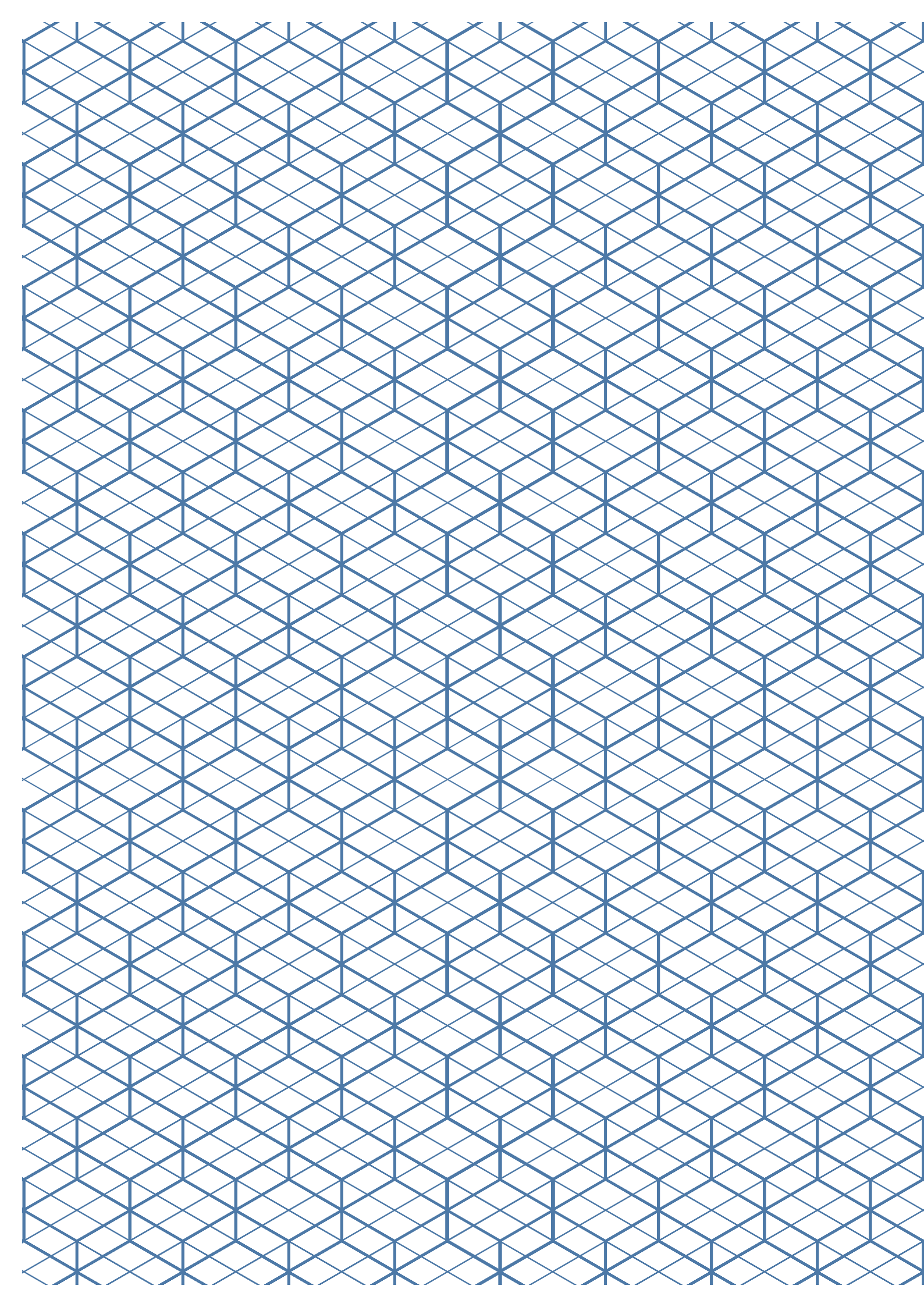
L'armature actuelle du peuplement rural français, des hameaux, aux villages et aux bourgs, mais aussi la distribution de l'essentiel du réseau des villes, sont héritées de l'ère paysanne. Bien sûr, ces traces sont par endroits remaniées, parfois radicalement transformées.

De même, et sans doute plus importants encore, quoique très largement méconnus, sont nos systèmes familiaux décrits par l'anthropologue Emmanuel Todd (2011 et 2017)¹¹. Bien que fortement ébranlés par la culture moderne (Todd, 2020), nos rapports entre hommes et femmes, entre parents et enfants, entre frères et sœurs, avec la famille, avec l'extérieur sont malgré tout issus de cette ère paysanne. Ils influencent aujourd'hui encore de nombreuses sphères de nos vies en colorant notre conception de l'égalité, de l'autorité, de la liberté et donc la place des femmes, la place de la Nature, la place de la religion, nos orientations politiques, nos normes morales, nos attitudes face au changement ou à l'altérité, etc.

Enfin, il reste de cette grande ère paysanne, une mémoire sociale qui est l'expérience encore récente d'un autre monde. C'est le souvenir plus ou moins vivant et vivace d'un autre modèle d'organisation de la société, avec ses atouts et ses inconvénients. C'est une altérité, très différente de la société actuelle.

Voici donc le cadre conceptuel dans lequel j'inscris la suite de ma réflexion sur la ruralité. Premièrement, il permet de revaloriser la campagne en tant que mémoire commune, aux côtés des mémoires antérieures des chasseurs-cueilleurs, mais aussi aux côtés des formidables apports culturels contemporains de l'ère de la modernité dans laquelle nous vivons. Deuxièmement, il permet d'interpréter le présent, d'envisager les évolutions à venir, dans une perspective élargie, hors des œillères de la pensée dominante limitée à l'ère de la modernité. Troisièmement, il permet d'entrevoir la difficile position de la ruralité dans le discours moderne.

¹¹ Vidéo : Emmanuel Todd, Où en sommes-nous ? L'agora des savoirs, 2017 (en ligne)





LIVRE 2

LE NÉANT

L'éclipse conceptuelle de la campagne

"Je n'ai pas grand-chose à dire de la campagne : la campagne n'existe pas, c'est une illusion."

Georges Perec, écrivain français, *Espèces d'espaces*, 1974, Editions Galilée

Introduction

Cette partie a pour objectif de décrire comment la diffusion géographique de l'ère de la modernité, inféodée au discours sur la ville, puis au discours sur l'urbain, a entraîné une éclipse conceptuelle totale de la ruralité au cœur de la culture moderne. Ceci fonde toutes les analyses, tous les indicateurs de mesure, toutes les statistiques. Les campagnes ne peuvent plus être ni nommées, ni pensées, au sein de la modernité. Cette éclipse de la pensée est selon l'architecte Pieter Versteegh (Versteegh, 2014 ; Versteegh et Meeres, 2015) l'une des grandes problématiques contemporaines de l'aménagement et de l'urbanisme.

Chaque grande ère modèle une façon singulière d'être au temps et à l'espace et d'être en relation aux autres. Pour passer d'une ère à l'autre, il est nécessaire que se développe une dualité qui permet de commencer à identifier le "nouveau monde" encore mal défini, en le distinguant d'un "vieux monde" connu. A partir de là, se développe un récit aux vertus fédératrices qui donne les contours du "nouveau monde" par opposition à "l'ancien monde". Le nouveau monde est mis en récit. Le philosophe Paul Ricœur (1983) décrit ainsi la fonction du récit : "Avec le récit, l'innovation sémantique consiste dans l'invention d'une intrigue, qui elle aussi, est une œuvre de synthèse. Par la vertu de l'intrigue, des buts, des causes, des hasards sont rassemblés sous l'unité temporelle d'une action totale et complète. (...) Du nouveau - du non encore dit, de l'inédit - surgit dans le langage. Ici, (...) une nouvelle pertinence dans la prédication. Là, (...) une nouvelle congruence dans l'agencement des incidents". Le récit en organisant de façon cohérente un ensemble d'évènements apparemment sans lien, leur donne un sens global et permet d'éviter l'inhibition de l'action liée à l'incompréhension des situations.

La construction progressive du récit de l'Empire américain a été décrite magistralement par l'historien Howard Zin (2003). L'impérialisme des Etats-Unis se construit par l'identification permanente d'une altérité contre qui s'unir, en s'y opposant. L'ennemi est intérieur au départ : les cultures amérindiennes, puis les cultures afro-américaines. L'ennemi devient extérieur ensuite : l'URSS, l'Etat islamique, la Chine aujourd'hui. Le paradoxe psychologique est alors le suivant : la dualité est nécessaire à ma propre définition. Mais en m'opposant sans mesure à l'autre, je l'anéantis, il disparaît. Cette absence d'altérité ne me permet plus de me définir et d'avoir une pleine définition de moi-même. Je cherche alors un nouvel ennemi contre qui me battre.



Le récit de l'impérialisme américain éclaire plus globalement le déploiement de l'ère de la modernité occidentale tout entière. La modernité porte en elle un projet universaliste, revendiqué dès le départ par la philosophie des Lumières. Cet universalisme a une facette profondément positive et humaniste, tel qu'il s'affirme dans la déclaration des droits de l'Homme par exemple. Il convient de ne pas l'oublier. Mais cet universalisme de la modernité possède un versant sombre : son impérialisme. En se disant universaliste, la modernité se conçoit comme un état supérieur et un but pour l'humanité tout entière. Elle est "l'état" à atteindre, le "terminus ad quem" de l'humanité. Chaque humain, chaque territoire est appelé à devenir moderne, c'est-à-dire à "se développer", à "s'occidentaliser", à "s'urbaniser" pour atteindre cet étalon culturel supérieur, abouti et indépassable, situé au cœur de la bourgeoisie des villes de l'Occident, épice de la modernité. Tout le reste n'est envisagé que comme des gradients d'un sous-développement social, territorial, économique, culturel. Cela a justifié des travaux scientifiques hiérarchisant les races et les civilisations (El Kourouni, 2019). Le côté sombre de la modernité est donc qu'elle est totalisante, elle se conçoit comme un "tout" indépassable. Cela est devenu tout à fait explicite, lorsqu'avec la chute de l'URSS, la modernité libérale a été confortée dans l'idée qu'elle était le seul modèle, qu'elle était le tout indépassable, qu'elle était la "fin de l'histoire" (Fukuyama, 1992). La modernité a pour ambition d'assimiler le monde entier et chaque humain à son modèle culturel, par la conviction, par la force ou par la ruse. En cela, elle porte en elle, une haine de l'altérité (Deneault, 2012), c'est-à-dire une violence contre autrui et contre le monde. Le philosophe Bernard Stiegler n'hésite pas à parler d'im-mondialisation pour définir ce mouvement d'homogénéisation du monde par anéantissement de la matérialité (l'espace et le temps) et de la diversité culturelle des mondes humains.

Voilà la base sur laquelle cette partie tente de mettre à jour les mécanismes à l'œuvre dans le processus de modernisation des campagnes françaises et de voir ce qui peut être dit de nouveau à leur sujet.

● Le récit de la modernité ou le discours sur la ville

Quand modernité et ville se superposent

Selon Max Weber (1921, réédité 2014), l'urbanité occidentale a pour origine la rupture entre l'individu et sa communauté à fondement familial, pour entrer dans une communauté fondée sur l'égalité de droits. Cela s'exprime concrètement dans l'idée qu'un jugement, par exemple, ne doit plus être mené en fonction de l'appartenance familiale et donc sociale de l'individu, mais en fonction de la nature du délit¹², affirmant l'égalité des individus. Ce processus prend racine selon l'auteur, dans les chartes des villes médiévales

¹² Ainsi par exemple, dans le sens du propos de Max Weber, on peut dire la société indienne où le droit pénal n'est pas unifié mais dépendant de la caste du prévenu, n'est pas urbaine. On comprend bien ici, que l'urbanité de Max Weber, ne correspond pas à la notion de ville, mais correspond à la notion culturelle de modernité. La société indienne n'est pas de culture moderne.



européennes. La modernité est donc née au sein d'une communauté marginale de l'ère paysanne : la communauté des commerçants et des artisans des grandes villes de l'époque¹³. Cette notion d'urbanité a été traduite en français par "la ville", d'où le titre "le droit à la ville" donnée par Henri Lefebvre (1968) à sa réflexion pour un accès des classes populaires aux droits de la modernité. Le processus "d'urbanisation de la société" est synonyme de la notion de "modernisation de la société" : accès aux idéaux culturels de la modernité (le sujet libre et l'émancipation de l'individu hors des assignations communautaires familiales et villageoises, l'égalité des droits, la participation démocratique, la raison et la science, le progrès), mais aussi accès aux avantages matériels de la modernité industrielle (salarier, mobilité motorisée, confort, consommation, loisirs) et à ces idéaux sociaux (éducation, ascension sociale). Bien sûr la ville européenne, au sens physico-spatial, a été le premier lieu concerné par ces mutations. Il y avait donc alors une superposition entre la réalité philosophique et culturelle de la modernité, son expression socio-économique bourgeoise et la ville comme lieu.

La caricature du plouc et de la France paysanne

En France, le récit de la modernité s'est cristallisé du point de vue philosophique à l'époque des Lumières. L'ancien monde est alors incarné par le pouvoir aristocratique, qui possède le pouvoir économique foncier et le pouvoir politique. La chute de l'Ancien Régime matérialise la victoire politique de la modernité et son entrée dans sa phase étatique et industrielle. A partir de ce moment-là, la dualité entre "le nouveau monde de la modernité" et "l'ancien monde de la paysannerie", se porte sur le groupe social historique et à l'expression territoriale qui matérialisait le mieux : les paysans et les campagnes. La modernité ambitionne de civiliser "les ploucs", comme elle s'active ailleurs dans l'empire, à civiliser "les sauvages". D'ailleurs, Arthur de Gobineau, dans son Essai sur l'inégalité des races humaines (1853), texte fondateur du racisme moderne, étend son raisonnement sur l'infériorité des races "primitives", tant aux "sauvages" qu'aux paysans français : "Il en va de ces masses comme de certains sauvages : au premier abord on les juge irréfléchissantes et à demi brutes parce que l'extérieur est humble et effacé, puis on constate que cette antipathie est volontaire. Ils ne sont pas méchants, mais ils se regardent comme d'une autre espèce." (Noiriel, 2019).

Le récit de la modernité se construit par dualité - **FIGURE 16**. Les partisans du "nouveau monde moderne" s'arrogent tous les affects positifs de la modernité et projettent leurs opposés jugés négatifs, sur le "vieux monde paysan", c'est-à-dire les campagnes et tous leurs habitants¹⁴. Je reprends ici la notion d'affects développée par l'économiste Frédéric Lordon (2016). Les ruraux sont dévalorisés, dénigrés, ridiculisés, ringardisés tant dans leurs langages, leurs vêtements, leur alimentation, leurs croyances, leur façon de vivre, leurs pratiques agricoles, etc. Pierre Bourdieu dans "La distinction" (1979) a montré comment les goûts des uns se définissent avant tout par leurs dégoûts des autres. Rappelons que le dégoût est un réflexe qui exprime corporellement la peur instinctive de la contamination.

¹³ Cela est important à retenir pour envisager les foyers de nouveauté dans le contexte contemporain.

¹⁴ Les paysans sont tous les habitants permanents des campagnes, y compris ceux qui ne travaillent pas la terre. C'est pourquoi Ferdinand Cheval qui bâtit le fameux "Palais Imaginaire" de Hauterives dans la Drôme, au tournant du 20^e siècle, grave sur son œuvre "Tout ce que tu vois passant est l'œuvre d'un paysan", bien qu'il soit le facteur du village.



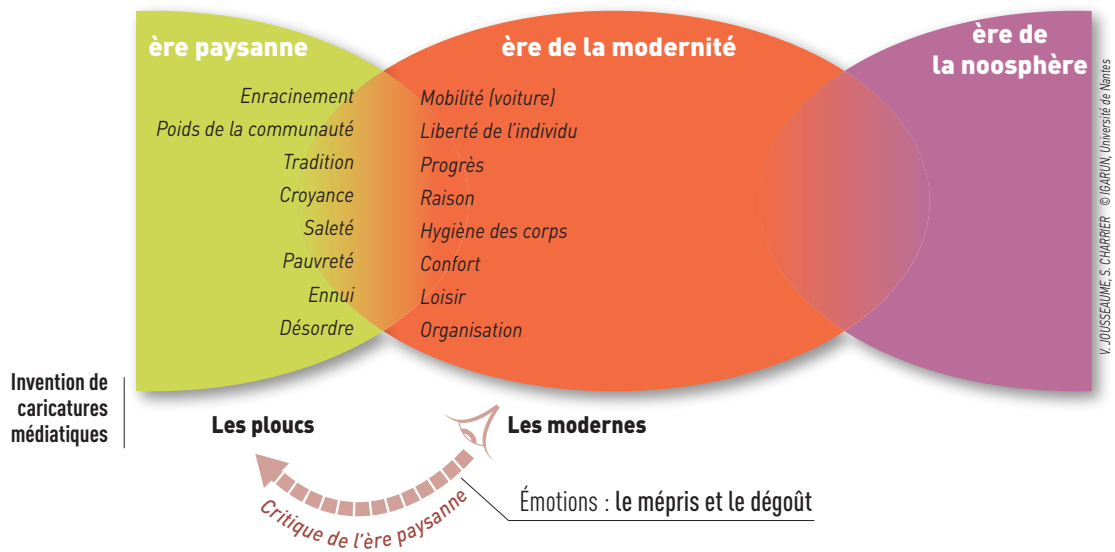


FIGURE 16. Le récit de la modernité et la caricature du plouc

La modernité a pour valeur positive le progrès : la paysannerie est donc jugée conservatrice, attachée à la tradition, inapte à l'innovation. Avec la généralisation du suffrage universel masculin à partir de 1848, le vote de la paysannerie, est souvent instrumentalisé politiquement pour s'opposer au nouveau groupe social des ouvriers qui se développe. C'est ainsi que la perception des paysans aux yeux des catégories bourgeoises alors au pouvoir, passe d'une façon générale de "classe dangereuse" à "classe conservatrice". Les dangers leur semblent venir dorénavant des ouvriers des villes, bien que de nombreuses régions françaises soient marquées par un vote rural contestataire (nord-Bretagne, Allier, Ariège, ...). La modernité se veut rationnelle et scientifique : la paysannerie est donc raillée pour son irrationalité et ses superstitions, sa religiosité ou ses médecines traditionnelles (Merceron, 2019). La modernité est hygiéniste : la paysannerie va incarner la saleté du contact corporel avec la nature et les matières (animaux, excréments, boue, sang, mort, ...). La paysannerie incarne ce qu'il reste de sauvage, de rustre. La modernité aime l'ordre et l'organisation : la campagne est perçue comme un lieu sans organisation productive efficace. Ainsi les communs sont décrits comme une ineptie économique (Locher, 2018). La modernité se présente comme porteuse de liberté pour l'individu : on insiste donc sur le contrôle social coercitif de la famille, du clergé, du regard des voisins. La modernité se fonde sur la mobilité des biens, des personnes et des capitaux : la campagne symbolise alors l'enracinement, l'immobilisme du corps est associé à l'immobilisme de l'esprit. La modernité c'est le confort : la paysannerie c'est la pauvreté et l'âpreté de la vie. La modernité c'est le plaisir et le loisir : la campagne est décrite comme un lieu d'ennui. Etc.

La figure médiatique du plouc¹⁵, nommé aussi bouseux, cul-terreux ou péquenaud, concrétise dans les corps, cette construction sociale, économique et politique qu'est le récit de la modernité. Le plouc incarne le strict contraire de l'homme moderne. Dans sa version féminine, on peut citer Bécassine, qui ridiculise les jeunes filles d'origine paysanne, domestiques en ville. Ces caricatures sont des boucs émissaires qui, inoculant la honte, renforcent le désir d'adhérer aux valeurs de la nouvelle culture moderne et participent donc à l'acculturation des populations de culture paysanne.

● Le récit de l'hyper-modernité ou le discours sur l'urbain

Quand modernité et ville ne se superposent plus

Au cours des Trente Glorieuses, la culture moderne bourgeoise, finit de se généraliser à toutes les couches économiques et sociales de la société française, et à tout le territoire national, qui, selon le terme consacré, se sont alors "urbanisés". La notion d'urbanisation recouvre ici le processus de "développement", qui est le processus d'acculturation des sociétés paysannes par la modernité. "Tous urbains" a donc un sens culturel. Il signifie que nous sommes tous acquis aux valeurs et aux manières d'être de l'ère de la modernité. Il est synonyme de "tous modernes". Incontestablement, des marqueurs de la modernité apparaissent partout en France à travers les pratiques et les paysages de la mobilité motorisée (aéroports, autoroutes, rocade, ...), du productivisme (régions d'agriculture mécanisées, généralisation du salariat, zones d'activités, usines et bureaux), de la consommation (centres commerciaux), des loisirs (zones de loisirs, stations balnéaires), de l'individualisme (mobilité résidentielle, effondrement des pratiques religieuses, essor du modèle du lotissement, ...), etc. Tous ces faits sont indéniables. En ce sens, toute la société française est urbanisée, entendue au sens de modernisée. Les campagnes françaises sont modernes. C'est ce que signifie Jacques Lévy dans son livre "Réinventer la France" (2013), lorsqu'il affirme que toute la France est urbaine.

Mais, à partir du moment où la modernité se généralise, sa nature profondément a-spatiale apparaît alors clairement. Dès le 18^e siècle, la philosophie des Lumières s'est dite universaliste et s'est conçue comme devant être diffusée au monde entier. De même la modernité industrielle, par le capitalisme qui lui est associé, s'est détachée des grandes villes occidentales au milieu du 20^e siècle, pour d'abord partir à la conquête des petites villes des campagnes occidentales, avant de partir à la conquête de la main-d'œuvre et des consommateurs du monde entier. La modernité n'est pas attachée à la ville. Elle n'est pas attachée à l'Occident. Elle n'est pas attachée à l'espace. On peut affirmer, au contraire, que la modernité cherche à se défaire des effets du lieu et de la contrainte territoriale qui avaient été jusqu'alors le lot de l'humanité. Au-delà de son universalisme, la modernité porte en elle le rêve du "grand décollage"¹⁶ hors des contraintes de l'espace et du temps, dont le rêve de la conquête spatiale serait une expression. La

¹⁵ Le mot plouc est dérivé du mot breton "plou" qui désignait le finage villageois, c'est-à-dire le territoire d'une communauté, qu'il soit encadré par une paroisse ou une commune, d'où nombre de noms de communes commençant par plou.

¹⁶ Expression de P. Bitoun et Y. Dupont (2016)



modernité perd le contact avec la matérialité de l'espace, c'est-à-dire la localité et les territoires (Stiegler, 2015). La mobilité motorisée et la vitesse, rendues possibles par la révolution industrielle, ont projeté les êtres humains à une autre échelle géographique, inatteignables pour les humains des époques antérieures, l'échelle mondialisée. L'ère de la modernité est l'ère de la globalisation, libérée de la distance et donc du lieu. Cela s'exprime depuis les mobilités des personnes jusqu'à la déconnexion des villes avec leurs territoires environnants, aussi bien en termes d'approvisionnement énergétiques et alimentaires, qu'en termes de relations productives. Les sociétés de l'ère paysanne créaient des sociétés-territoires, c'est-à-dire des mondes particuliers, par un aménagement sur le temps long, par des pratiques de proximité, par des gens qui habitaient le lieu toute leur vie. La société moderne perçoit l'espace comme un support générique sans caractères propres, un support dont il convient de s'affranchir de la façon la plus fluide et la plus dématérialisée possible.

La superposition historique entre le concept de la modernité dans ses dimensions culturelles, économiques et sociales d'une part et la notion de ville en tant qu'expression bâtie d'autre part, n'existe donc plus. Pour parler de ce phénomène, les universitaires ont mobilisé le concept de "urbain". C'est en ce sens que Françoise Choay annonce "le règne de l'urbain et la mort de la ville" (1994). Le concept de "urbain" est le mot choisi pour parler des expressions sociales et spatiales contemporaines de l'hyper-modernité. Hier la ville était moderne, aujourd'hui c'est l'hyper-modernité qui est dite urbaine.

Ce concept de "urbain" est concomitant de la période hyper-moderne qui débute vers 1980-90. Les postulats consuméristes et productivistes de cette "nouvelle économie" puis de cette "économie de la surveillance", restent fondamentalement ceux de l'ère de la modernité. C'est pourquoi je préfère, pour désigner la période actuelle, le terme d'hyper-modernité (Lipovetsky, 2004) ou de sur-modernité (Augé, 1992), au terme de post-modernité qui suggère par sa construction lexicale une sortie du paradigme de la modernité. Nous n'avons pas quitté la modernité, nous en vivons au contraire une forme exacerbée, devenue gestionnaire (Giordini, 2014 et 2016), narcissique (Lipovetsky 1983), nihiliste (Todd, 2015) et perverse, dissimulée sous les oripeaux branchés mais pervers des contre-cultures (Deneault, 2012). Le récit de l'hyper-modernité tente de maintenir l'idéal de la modernité au cœur de la transition vers l'ère numérique en l'amplifiant : plus d'accumulation, plus de consommation, plus de mobilité, plus vite, plus loin, plus technique, plus connecté, plus puissant, etc.

Les métropoles sont la forme géographique développée par ce capitalisme tardif. Elles sont les lieux des pouvoirs économiques et financiers, médiatiques et politiques. Par effet de taille, elles concentrent les emplois du haut de la hiérarchie productive. Elles choient les "classes créatives", qui désignent les cadres supérieurs de la nouvelle économie, par une mise en scène désirable de leur centre-ville. Elles possèdent les équipements de la mobilité internationale, les grands événements et grands équipements ludo-sportifs pour entretenir le divertissement et la performance. L'hyper-modernité est une "modernité élective de l'appartenance métropolitaine" selon Guillaume Faburel (2018). Le discours sur l'urbain est avant tout un discours sur les métropoles. Pour le dire autrement, la métropole est aujourd'hui la ville de l'urbain, c'est-à-dire la forme urbaine produite par l'hyper-modernité.



La caricature du Gilet Jaune et de la France périphérique

Le récit de l'hyper-modernité a été décliné du point de vue économique par Olivier Bouba-Olga et Michel Grossetti (2018) sous le titre de "mythologie de la CAME", acronyme de compétitivité, attractivité, métropole et excellence. Les auteurs le résumant ainsi : "L'approfondissement de la mondialisation plongerait l'ensemble des territoires face à un impératif de compétitivité. Seules quelques métropoles peuvent rivaliser pour attirer les talents et les leaders de demain. Il conviendrait donc de soutenir ces métropoles en concentrant les efforts sur l'excellence".

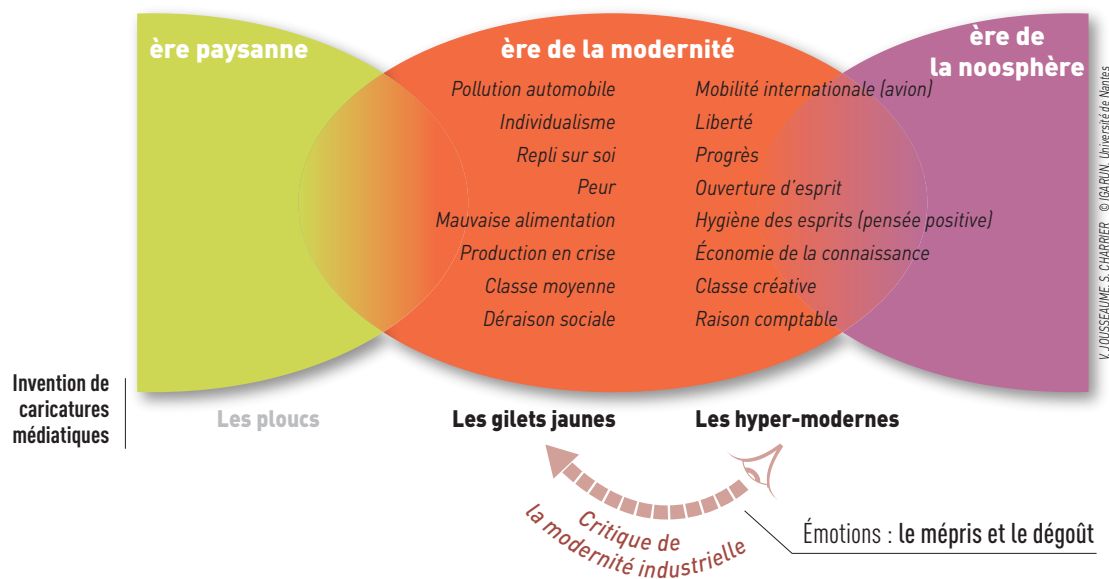


FIGURE 17. Le récit de l'hyper-modernité et la caricature du Gilet Jaune

Ce récit hyper-moderne se déploie à nouveau par opposition à un ennemi : la phase antérieure, celle de la modernité industrielle classique - **FIGURE 17**. L'activité industrielle est devenue aujourd'hui le signe des régions ou des pays moins développés, économiquement dominés. Le récit hyper-moderne dévalorise donc en France, les catégories sociales et les territoires ayant symbolisé le productivisme industriel des Trente Glorieuses et les catégories sociales techniques (Lebras et Todd, 2013). Se dessinent ainsi les dégoûts de l'hyper-modernité, que l'essayiste Christophe Guilly (2014) a formalisé sous le terme de "la France périphérique". Elle englobe tous les territoires qui ont connu une modernisation productive industrielle et agro-industrielle, mais qui souffrent à présent de la compétition internationale, tirant vers le bas les salaires et les droits des travailleurs. Le phénomène n'est pas français, il concerne toutes les sociétés occidentales. Au milieu des années 2000, émerge massivement dans les médias, la figure médiatique du "petit blanc", traduction du "white trash" américain (Vance, 2016). Il est ce personnage moderne populaire supposé avoir les idées étroites, les manières vulgaires et les goûts démodés. En France, le mouvement des Gilets Jaunes à partir de la fin de 2018 leur donne un nouveau nom (Bruneau et al., 2018). Ces catégories sociales techniques ayant participé et tiré parti de la modernisation des Trente Glorieuses pour améliorer considérablement leur niveau de vie, se rendent compte avec raison, qu'elles sont les perdantes du nouvel ordre économique et social hyper-moderne (Depraz, 2019).



Les grands médias attribuent tous les affects positifs à l'hyper-modernité, et rejettent par opposition tous leurs opposés négatifs vers ce nouvel épouvantail socio-spatial, le "gilet jaune" et ses territoires de la modernité industrielle en crise (les petites et moyennes villes industrielles, le périurbain, l'espace rural à agriculture productiviste). Le récit hyper-moderne se présente toujours, comme le seul projet de société porteur de raison devenue pragmatisme ; de progrès devenu numérique ; d'hygiène devenue celle de l'esprit ; de mobilité devenue aérienne et internationale ; de plaisir devenu la satisfaction immédiate et sans entrave du désir. Mais aussi, de façon paradoxale, ce récit hyper-moderne se présente également comme favorable à l'inclusion sociale et l'ouverture aux autres et favorable à l'écologie. Par logique duale, comme l'hyper-modernité se veut incarner la raison, les Gilets Jaunes sont accusés de déraison et d'ignorance. L'hyper-modernité s'affirme ouverte aux autres et progressiste socialement, via l'élargissement des libertés sexuelles ou la discrimination positive de minorités visibles. Les Gilets Jaunes sont donc accusés de refus de l'altérité, de repli sur soi, de peur, d'homophobie, de racisme, de vote d'extrême-droite. L'hyper-modernité incarne la santé du corps et de l'esprit, par le sport, l'orthodoxie alimentaire bio-végétarienne et la psychologie du bonheur. Ses dégoûts sont le défaitisme, les mauvaises pratiques alimentaires, le laisser-aller tant physique que mental. L'hyper-modernité valorise la mobilité internationale par avion (dont le kérosène n'est pas soumis à la TVA) et prétend défendre l'écologie, via l'idée d'un développement éco-compatible, d'une économie verte. Par opposition, les Gilets Jaunes sont donc identifiés comme les pollueurs de l'air commun par leurs automobiles, dont le carburant est surtaxé, en plus de la TVA, au nom de l'écologie.

● La panne du récit hyper-moderne et la construction du récit de la transition

La panne du récit hyper-moderne

Le récit de l'hyper-modernité est conçu pour fédérer le corps social, en l'unifiant par opposition à la phase antérieure. L'ennemi symbolique, l'épouvantail repoussant, est le petit blanc habillé aujourd'hui d'un gilet jaune fluorescent. Par réaction de mépris et de dégoût, celui-ci est sensé rendre désirable le nouveau projet hyper-moderne. Pourtant ce récit est en panne.

Par ses dits, le récit hyper-moderne est dissonant sur le plan social.

L'hyper-modernité s'inscrit dans une mutation politique : La société industrielle productiviste à base démocratique et sociale des Trente Glorieuses, incarnée politiquement par l'Etat-Providence, s'est transformée en une société productiviste délocalisée, à base libérale et financière, soutenue idéologiquement par une pensée politique néo-libérale, qui creuse les inégalités (Piketty, 2013). De ce fait, les promesses de l'hyper-modernité ne sont plus guère accessibles aujourd'hui qu'aux tenants du capital et aux cadres supérieurs de la nouvelle économie. Ce sont la bourgeoisie traditionnelle et une nouvelle bourgeoisie cool et branchée, les "classes créatives" de Richard Florida (2002 ; 2005) associées aux métropoles, dits les "bo-bos" pour bourgeois bohèmes.



Les classes populaires, voire les classes moyennes nées de la modernité industrielle, percevant leur déclassement social, adhèrent de moins en moins à ce projet de société. En effet, le chômage progresse inexorablement et rien ne laisse présager d'un regain significatif de l'emploi salarié. Au sein de celui-ci, de 1985 à 2015, le travail précaire est passé de 5,5% à 14,5% de l'emploi. Le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté s'accroît rapidement dans tout le monde occidental. Dans certaines entreprises, "l'agent augmenté" désigne le travailleur sur le vêtement duquel un boîtier connecté est fixé pour le contrôler ou lui commander l'organisation de son travail en fonction d'algorithmes. Téléguidé par la machine, les corps au travail sont déshumanisés.

Le récit de l'hyper-modernité instrumentalise l'idéal de progrès de la modernité, tout en l'ayant vidé de son essence sociale égalitaire.

Le récit hyper-moderne est manipulateur. Il est soutenu médiatiquement par l'émergence d'une *novlangue*¹⁷. Elle est le cran supérieur de la langue de bois. Cette dernière parle pour ne rien dire. La novlangue parle pour détruire la pensée. Son but est de diffuser une idéologie, en contenant toute opposition. Les mots sont détournés de leur sens initial, vidés de leur substance, focalisés en fonction d'intérêts masqués, comme l'a étudié le philosophe Alain Denault (2013). Le vocabulaire est phagocyté par un langage managérial, toujours formulé avec des mots positifs, qui rend quasiment impossible toute opposition, qui encode la pensée hyper-moderne dans les esprits humains. Car, comme l'a écrit le philosophe et mathématicien Ludwig Wittgenstein : "Les limites de mon langage sont les limites de mon monde" (Rigal, 2015). Le récit de l'hyper-modernité a vidé l'idéal de la modernité de son essence démocratique.

Enfin, par ses non-dits, le récit hyper-moderne occulte un énorme problème que tout un chacun commence à percevoir clairement : ses limites écologiques. La pollution généralisée de l'air, des eaux et des sols, une extinction massive des espèces vivantes, la large dégradation de notre environnement de vie, sont générées par l'exploitation moderne de la nature (Keucheyan, 2014). Les promesses d'un capitalisme "vert", c'est-à-dire la possibilité d'un productivisme respectueux de la vie, paraissent de moins en moins crédibles. De nombreux mouvements écologistes et sociaux médiatisent ces prises de conscience collectives et partagent avec Albert Jacquard (1998), Jared Diamond (2005), Pablo Servigne et Raphaël Stevens (2015) et bien d'autres, l'hypothèse, scientifiquement très argumentée, que les économies actuelles ont désormais atteints les limites physiques de la Terre, que l'effondrement écologique de notre biotope est déjà engagé et que l'effondrement social et économique de notre société est imminent.

¹⁷ La *novlangue* est issue de la traduction du roman de George Orwell, 1984, où la dictature d'Océania impose une nouvelle façon de parler qui a pour but de diffuser l'idéologie dominante tout en empêchant toute opposition idéologique. La novlangue agit en vidant les mots de leur sens, en les inversant, en occultant certains mots pour en privilégier d'autres, en fonctionnant par métaphore. Elle embrouille la compréhension, elle est une œuvre de destruction intellectuelle.



Le récit de la transition comme opposition au récit hyper-moderne

Le récit de la transition est un récit alternatif au récit de l'hyper-modernité - **FIGURE 18**. Il n'est pas encore clairement construit collectivement. Le paradigme de la transition est né de l'impasse écologique de la modernité. L'écologie est la première expression de la transition. Les mouvements écologistes ont été les premiers à penser une civilisation au-delà du modèle culturel de l'ère de la modernité, qui s'en distinguerait par un nouveau rapport à la nature. Ces mouvements écologistes ont été rejoints par des mouvements de résistance paysanne dans les pays du Sud, mais aussi en France. Les expérimentations agricoles et sociales du Larzac dans les années 1970 ou de Notre-Dame-des-Landes¹⁸ dans les années 2000, sont emblématiques de ce mouvement. A ces deux mouvements, écologiste et paysan, s'ajoute un troisième mouvement anti-capitaliste, né dans les années 1990 en Amérique du Sud, sous le nom d'altermondialisme. Cette troisième opposition s'est étendue dans les pays occidentaux à partir de la crise de 2008, avec le mouvement Occupy Wall Street ou la fondation du mouvement Attac. Le mouvement actuel des Gilets Jaunes s'y apparente.

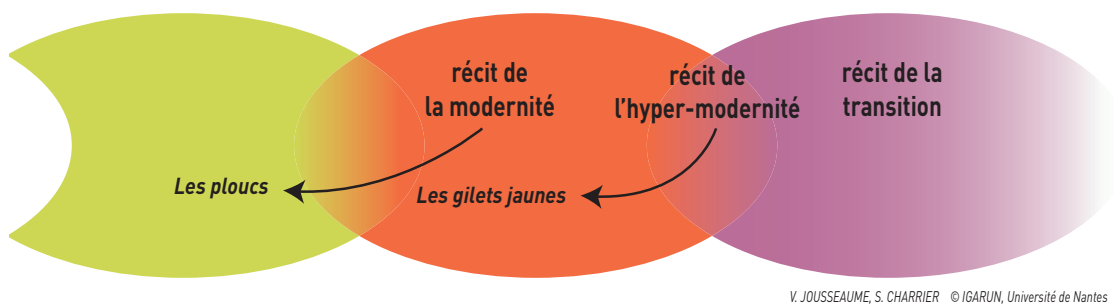


FIGURE 18. Synthèse chronologique des récits

Du point de vue médiatique, le récit de la transition est caricaturé par les mass-médias hyper-modernes à travers la création de l'épouvantail du ZADiste¹⁹, décrit comme tout à la fois un écologiste, un paysan résistant et un anti-capitaliste. Forme classique des récits, l'épouvantail médiatique du ZADiste incarne le négatif des idéaux hyper-modernes - **FIGURE 19**. Toutefois, l'émotion exprimée dans les médias dominants, envers le ZADiste, n'est plus seulement le mépris de celui qui se croit supérieur, c'est aussi la peur. Or, Idriss Aberkane (2015) souligne que toute innovation passe par trois phases dans l'opinion publique : 1 - c'est ridicule, 2 - c'est dangereux, 3 - c'est évident. Le plouc, par son mode de vie et ses valeurs, était ridicule. Le Gilet Jaune par son mode de vie et ses valeurs a d'abord été présenté comme ringard avant de rejoindre le ZADiste, qui lui en revanche, a été dès le départ présenté comme dangereux. Cette évolution laisse envisager qu'advient bientôt le stade 3. C'est-à-dire l'acceptation par la majorité de la population

¹⁸ Il est intéressant de rappeler que le nord de la Loire-Atlantique fut un haut-lieu des luttes paysannes, notamment autour du foncier, au cours des années 1960-70. C'est ici que Bernard Lambert a écrit "Le paysan dans la lutte des classes". La Loire-Atlantique a été un des rares départements à avoir une chambre d'Agriculture acquise au syndicat La Confédération Paysanne jusqu'en 2007.

¹⁹ Ce terme s'est forgé à partir d'une procédure d'aménagement, la ZAD (Zone d'Aménagement Différé) et l'histoire de la résistance au projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes, près de Nantes au cours des années.

de la perspective anti-moderne des idéaux que le ZADiste incarne. Il convient de clarifier de suite qu'il n'est nullement question ici que toute la population adopte le mode actuel de vie ZADiste. Mais, comme le mouvement hippie dans les années 1960 a participé à poser dans la société la question écologique, la liberté sexuelle ou les pratiques méditatives orientales, les mouvements ZADistes actuels transforment dans la société, notre façon de penser. Or, la pensée est la première matérialisation de toute création nouvelle. Cette façon de penser nouvelle, lorsqu'elle est désignée positivement, est dite "bohème".

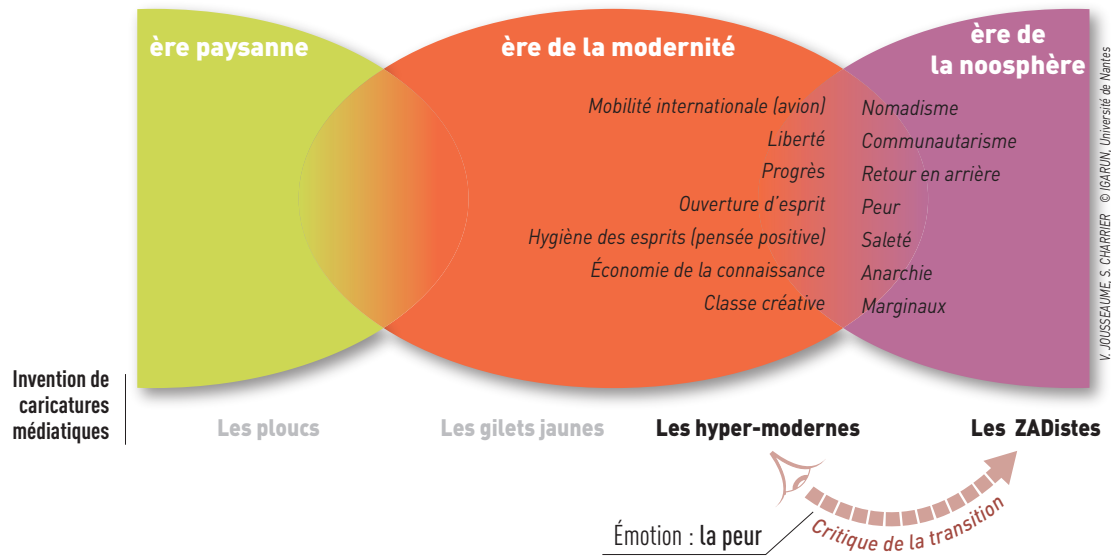


FIGURE 19. Le récit de la transition et la caricature du ZADiste

Le récit actuel de l'hyper-modernité, tant par ses dits et que par ses non-dits, n'est plus assez fédérateur pour faire adhérer l'ensemble de la société à son projet, qui semble de plus en plus mener la société vers des drames sociaux et environnementaux. De plus en plus de résistances s'expriment contre de telles perspectives. Les soubresauts politiques actuels qui agitent tant la France, que l'Europe, que le monde entier, sont l'expression de ces tensions.

● L'urbain comme tout ou l'éclipse du territoire

Les récits successifs de la modernité moquent le passé, le refoulent, nient ses mémoires. Ces récits de la modernité ont induit une progressive éclipse, conceptuelle et sémantique, des campagnes, et plus globalement du territoire. En effet, la modernité est "l'émancipation du temps vis-à-vis de l'espace", la fin du "primat anthropologique de l'espace" pour le remplacer par "le primat sociologique du temps" (Rosa, 2010). La modernité valorise la mobilité et la vitesse. Elle se libère du territoire, le dévalorise, en occulte les mots.

Un ancien président du conseil départemental de Loire-Atlantique me raconta comment, alors qu'il était en poste à l'INSEE, dans les années 1980, il avait assisté au commissariat général au Plan, à une réunion sur "le plasma interstitiel entre les noyaux urbains durs". Le commissaire, quelque peu agacé par le propos de sa technostructure, s'était senti obligé de préciser : "ou comme on disait par le passé : la campagne !". Cela pourrait être juste risible. Mais, comme le dit Alain Deneault : *"Les mots sont plus forts que nous. Dès lors que l'on pactise avec des mots (...), ces vocabulaires (...) nous conditionnent"*. Lorsqu'on supprime un mot, on supprime la pensée. Remplacer le mot campagne par "interstice entre noyaux urbains" a un effet. Pour penser de façon nouvelle et actuelle les campagnes, encore faut-il avoir des mots pour formuler cette pensée. Il convient donc de déconstruire le discours dominant de la modernité et son utilisation métaphorique du mot "urbain" dans les milieux universitaires, le vocabulaire de l'INSEE et la technostructure de l'administration territoriale. Dénoncer la domination, c'est aussi se ré-approprier les mots pour penser correctement les territoires. Car, *"la principale liberté qu'on a, c'est de choisir avec quel vocabulaire (...) on entre en relation sur un plan intellectuel"*²⁰.

L'urbain comme tout : novlangue et flou conceptuel

Vouloir distinguer les expressions d'une modernité désormais détachée de tout territoire d'une part, et d'autre part la notion de ville en tant que lieu construit, en utilisant comme mot pour les différencier le concept de "urbain" est pour le moins ambigu, si ce n'est contradictoire. Car contrairement à l'ambition qu'il se fixe de distinguer ce qui relève de la ville bâtie, de ce qui relève des nouvelles configurations socio-spatiales de la modernité, le mot "urbain" était et reste dans le langage commun strictement synonyme du mot "ville", il en est même l'adjectif.

. L'urbain et la novlangue hyper-moderne

Le premier problème généré par le concept de "urbain" est qu'il génère une grande confusion du langage et des idées pour pouvoir parler démocratiquement du territoire. Voici quelques illustrations prises parmi beaucoup d'autres.

Jean Rémy et Liliane Voye (1992), considérant la dimension de mobilité comme indicateur majeur de la modernité, proposent de qualifier de "urbaines" les campagnes prises dans des réseaux de circulation et de "ruraux", des quartiers de villes mal reliés. Il y a là un usage métaphorique de la notion d'urbain et de rural, en lieu et place de "mobilités motorisées caractéristiques de l'ère de la modernité" et "mobilités caractéristiques de l'ère antérieure", qu'on la nomme pré-moderne, pré-industrielle ou paysanne.

De même, quand Jacques Lévy dit à des habitants du Gers en 2014 : "les campagnes seront urbaines ou ne seront pas" : que veut signifier précisément l'orateur au public présent ? Le sens du propos est masqué. Il porte une idéologie que l'auteur suggère en affirmant qu'il y a là "un combat de valeurs", celles de la modernité contemporaine. Ici, urbain est clairement associé à la modernité par analogie, urbain est une métaphore de la modernité. Premièrement, une telle métaphore n'est pas forcément comprise hors des

²⁰ Alain Deneault, conclusion de l'entretien pour la chaîne Thinkerview, 4 mai 2018 (en ligne)



cercles universitaires. Deuxièmement, une telle analogie rend complètement impossible le fait de penser les territoires ruraux au cœur de la modernité.

Que penser lorsque Michel Lussault écrit en 2016 que “vivre à la campagne [serait] sans doute en France une des postures les plus urbaines qui soient” ? Son propos rejoint la chute finale du petit conte immoral (présent en prologue de ce livre) de Pierre-Jakez Hélias et le rend prophétique, soulignant au passage la clarté intellectuelle visionnaire de ce fils de paysan breton dénonçant la violence culturelle de la modernité à l’encontre des ruraux (1975). Avec les propos de Michel Lussault est clair que le débat d’idées est ici rendu quasiment impossible par la distorsion du sens des mots.

De telles transformations de la langue commune par inversion du sens ordinaire des mots, ont des effets trompeurs et des effets de sidération, elles rendent le propos incompréhensible pour les classes sociales populaires et moyennes, le citoyen ordinaire ou l’ élu rural, sans bagage universitaire, qui ne maîtrisent pas l’analogie entre urbain et hyper-moderne. Elles empêchent leur participation au débat d’idées. En ce sens, on peut dire que le monde universitaire participe à la création de la novlangue contemporaine qui sous-tend le discours de l’hyper-modernité. Au milieu du 20^e siècle, porter les valeurs de la modernité, c’était s’affirmer “moderne”. Au début du 21^e siècle, porter les valeurs de l’hyper-modernité, c’est se dire “urbain”. Ce glissement sémantique est visible dans le langage commun à travers des mots comme “musiques urbaines” pour parler des musiques électroniques actuelles, de “mode vestimentaire urbaine”, de “décor d’intérieur urbain”, de “design urbain”. L’adjectif “urbain” remplace l’adjectif “moderne” qui était utilisé pendant les Trente Glorieuses. On parlait alors de “confort moderne”, de “l’homme moderne” ou de “la femme moderne”, d’un “intérieur moderne”, etc. Moderne était l’adjectif pour désigner la modernité. Urbain est devenu l’adjectif pour désigner l’hyper-modernité contemporaine.

. L’erreur conceptuelle des gradients d’urbanité

Le second problème posé par ce concept de “urbain” est qu’il est totalisant. Il se conçoit sans altérité : tout est urbain, l’urbain est tout. La revue “Tous urbains” a été fondée en 1992. Jacques Donzelot et Olivier Mongin affirment “Tous périurbains ! Tous urbains !” en 2013. Jacques Lévy développe largement l’idée de gradients d’urbanité (Cailly et Vanier, 2010). Du point de vue géographique, l’urbain se matérialiserait par un centre et sa périphérie aux gradients d’urbanité déclinants, laquelle périphérie appartiendrait tout autant à l’urbain que le centre. Jacques Lévy présente ainsi quatre gradients : il y aurait l’urbain citadin (les centres urbains denses), le périurbain, l’hypo-urbain ou l’urbain non citadin (pour désigner l’espace rural) et enfin l’infra-urbain (pour désigner le rural le plus isolé). La dualité ville-campagne ou urbain-rural est récusée pour penser le territoire : la campagne n’existe plus, elle est le gradient faible de l’urbain. Seul l’urbain existerait donc, sans aucune altérité, il se définirait en lui-même, il serait un tout. Une telle notion de gradients d’urbanité est fondée sur une erreur conceptuelle.

Un tout ne peut tout simplement pas être pensé : pouvez-vous concevoir “quelque chose” qui serait “tout” ? Un poisson dans l’océan peut-il concevoir ce qu’est l’eau ? Si on affirme “tout est urbain”, alors urbain ne peut pas être défini. L’altérité est nécessaire à l’émergence de toute conscience et c’est pourquoi la dualité est la base sur laquelle se construit toute pensée humaine. Certes la dualité peut devenir manichéenne, on la caricature alors sous le nom de “pensée binaire”, mais il convient de clairement comprendre que la

dualité n'est nullement manichéenne par nature, elle n'est pas source de rigidité mentale. Au contraire, la nature profonde de la dualité est de permettre à la conscience d'émerger en distinguant "quelque chose" de "quelque chose d'autre". On ne peut distinguer "quelque chose" qu'en le séparant de ce qui n'est pas ce "quelque chose". Voir c'est distinguer. Distinguer, c'est identifier ce qui est distinct. Toute chose ne peut donc être définie que par rapport à autre chose, qui lui est distinct. La pensée se développe donc paradoxalement par la conjugaison de la relation et la distinction. Voilà en quoi la dualité est le fondement de toute émergence de la conscience et structure la pensée humaine²¹. Ce n'est qu'à partir de là, que la pensée peut se déployer en des milliers de nuances, une subtilité sans fin. Il est donc inconcevable que l'urbain soit un tout. Si l'urbain peut être défini, c'est qu'il existe nécessairement quelque chose qui n'est pas urbain. L'altérité est nécessaire à la délimitation. Il y a donc toujours une transaction, une relation entre deux polarités, distantes donc distinctes.

Certes, le concept centre-périphérie ne nie pas l'existence de la distance. En revanche, il nie totalement l'altérité des deux polarités. Il nie l'effet de complexité de la distance, et donc du lieu, qui fait de la périphérie, un objet différent, original, identifiable et donc analysable en lui-même bien qu'intégré. Comme je l'ai déjà dit : la nuit est, et est en même temps toute autre chose, qu'un "non-jour". De même, la périphérie n'est pas seulement le centre en plus petit, le centre sous-développé, le centre dilué. Une telle pensée est linéaire : elle nie les effets de seuil, de ruptures, de mutations, d'altérités, générées par les effets de distance et d'échelle (Rey, 2014). "La France périphérique" de Christophe Guilly donne un nom générique à tous ces gradients d'urbanité. Loin d'éclairer et de donner du sens, cette notion est une amplification territoriale de l'éclipse conceptuelle subie initialement par la campagne, qui s'étend aujourd'hui à tous les territoires en dehors des aires métropolitaines, y compris les villes petites et moyennes. Or, conceptuellement, la périphérie ne peut pas être seulement une mise à distance du centre, car ce faisant elle devient aussi tout autre chose et mérite donc un nom propre. Voilà ce qu'il convient de clarifier.

Si l'urbain est tout, peut-on le délimiter ? Non ! Si on ne peut en tracer les limites, on ne peut donc pas le définir. Alors il n'est pas un objet scientifique. Pourtant, ce discours du "tout urbain" est devenu le discours officiel pour parler du territoire en France.

Du "Tous urbains" au "Tout urbain" : le discours territorial de l'INSEE

Traditionnellement dans la France républicaine, l'administration territoriale française, très centralisée et très égalitaire, ne reconnaissait que des communes-municipalités toutes égales en droit. Les choses ont beaucoup évolué depuis les années 1990, lorsque l'aménagement du territoire s'est peu à peu converti à la compétition des territoires. L'intercommunalité a commencé à hiérarchiser administrativement les communautés depuis les petites communautés de communes, aux importantes communautés urbaines, en passant par les intermédiaires communautés d'agglomération, jusqu'à l'émergence récente des puissants pôles métropolitains. De plus, la statistique d'Etat, générée par l'INSEE, traditionnellement publiée à

²¹ Le tàijí tú, dessin des symboles du yin et du yang, représente visuellement ce processus.



l'échelle des catégories spatiales de l'administration territoriale de la République (commune, canton, arrondissement, département, région), est de plus en plus publiée à l'échelle de nouvelles catégories spatiales inventées par l'INSEE lui-même (pôle urbain et aire urbaine). Ces dernières sont peu à peu devenues - avec l'essor de l'ingénierie territoriale qui se développe depuis les lois de décentralisation de 1982 - le fondement de toutes les observations et analyses des territoires en France. Or, il est notable que l'INSEE a progressivement supprimé de son vocabulaire, tout ce qui a trait avec l'idée d'espace rural, et même d'espace périurbain comme espace tiers entre le rural et l'urbain. Il n'existe plus que l'urbain et ses gradients de taille (grand-moyen-petit) ou de distance (centre-couronne- espace hors d'influence).

. De l'unité à l'aire urbaine : les classifications de l'INSEE

Rappelons d'abord rapidement comment l'INSEE catégorise l'espace - **FIGURE 20**.

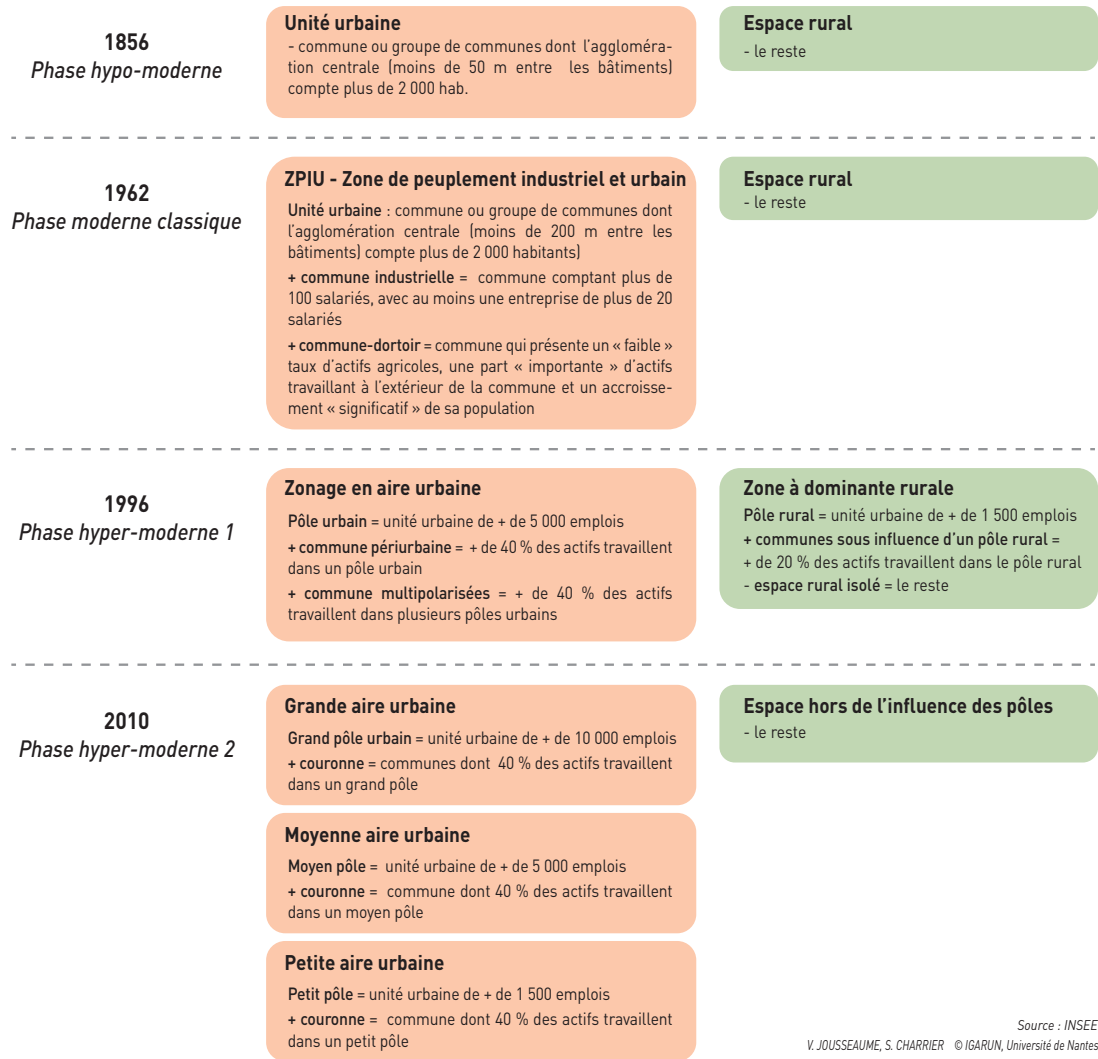
Au milieu du 19^e siècle, en France, une ville est définie statistiquement comme une agglomération de plus de 2 000 habitants²². Cette définition avait du sens dans le contexte pré-industriel d'alors, où les villes étaient de taille beaucoup plus modeste qu'aujourd'hui. A l'époque, les agglomérations de plus de 2 000 habitants correspondaient grosso-modo aux préfectures et aux sous-préfectures. En revanche, en 1945, lors de sa création, l'INSEE conserve curieusement ce même seuil pour définir les unités urbaines, alors qu'en un siècle non seulement la population française a progressé, mais la taille des villes a explosé.

Dans les années 1960, l'INSEE invente l'ancêtre de l'aire urbaine actuelle, alors nommée la ZPIU (Zone de Peuplement Industriel et Urbain) pour selon sa formule : "mesurer l'influence des unités urbaines sur les espaces ruraux qui les entourent et cerner ainsi la croissance des espaces périurbains". Le but est d'inclure l'espace rural périurbain au statistique de l'urbain, comme cela se généralise en Occident (Bretagnolle, 2015). L'idéal productiviste de la culture moderne transparait nettement dans le choix des indicateurs (emplois salariés, mouvements pendulaires de travail, croissance démographique) et des mots (industriel, dortoir) pour classer et nommer les territoires.

Au milieu des années 1990, l'INSEE revoit ses définitions dans le contexte hyper-moderne qui se développe alors. Le nouvel étalon de la classification des territoires devient "le pôle urbain". Il confirme la place exclusive de la question économique dans l'analyse territoriale. Le "pôle urbain" est défini par son offre d'emplois et l'aire urbaine est son bassin de main-d'œuvre. Le reste est réduit à néant. En 2010, l'INSEE réforme de nouveau sa carte en supprimant purement et simplement de son vocabulaire, les notions de ruralité et de périurbain : Tout devient urbain et le territoire est décliné en gradients d'urbanité. Les "pôles ruraux" de 1996 deviennent par un tour de passe-passe sémantique des "petits pôles" inclus à l'urbain, en 2010. Les "communes périurbaines" deviennent des "communes de couronnes".

²² La distance entre les bâtiments pour définir une agglomération était alors de 50 mètres.





Source : INSEE
V. JOUSSEAUME, S. CHARRIER © IGARUN, Université de Nantes

FIGURE 20. L'évolution des classifications territoriales de l'INSEE

Selon l'INSEE, la population vivant en unité urbaine serait de presque 81%, vite traduit dans le vocabulaire commun par "81% des Français habitent en ville"²³. Selon l'INSEE, "95% des Français vivent sous l'influence de la ville" (Brutel et Levy, 2011), sans que l'aberration de l'affirmation²⁴ et le manque d'intérêt scientifique d'une catégorisation à classe unique ne soient soulevés. Les aires urbaines des grands pôles urbains couvriraient à elles seules, la moitié du territoire national. De plus, ces grandes aires urbaines se seraient étendues de près de 40% de leur surface entre 1999 et 2008 ! Pas étonnant donc que la population des grandes aires urbaines gagne dans le même temps pas moins de 20 points de

²³ <http://www.observationsociete.fr/population/donneesgeneralespopulation/la-part-de-la-population-vivanten-ville-plafonne.html>

²⁴ C'est trop ou trop peu pour qu'une telle affirmation soit être crédible scientifiquement.



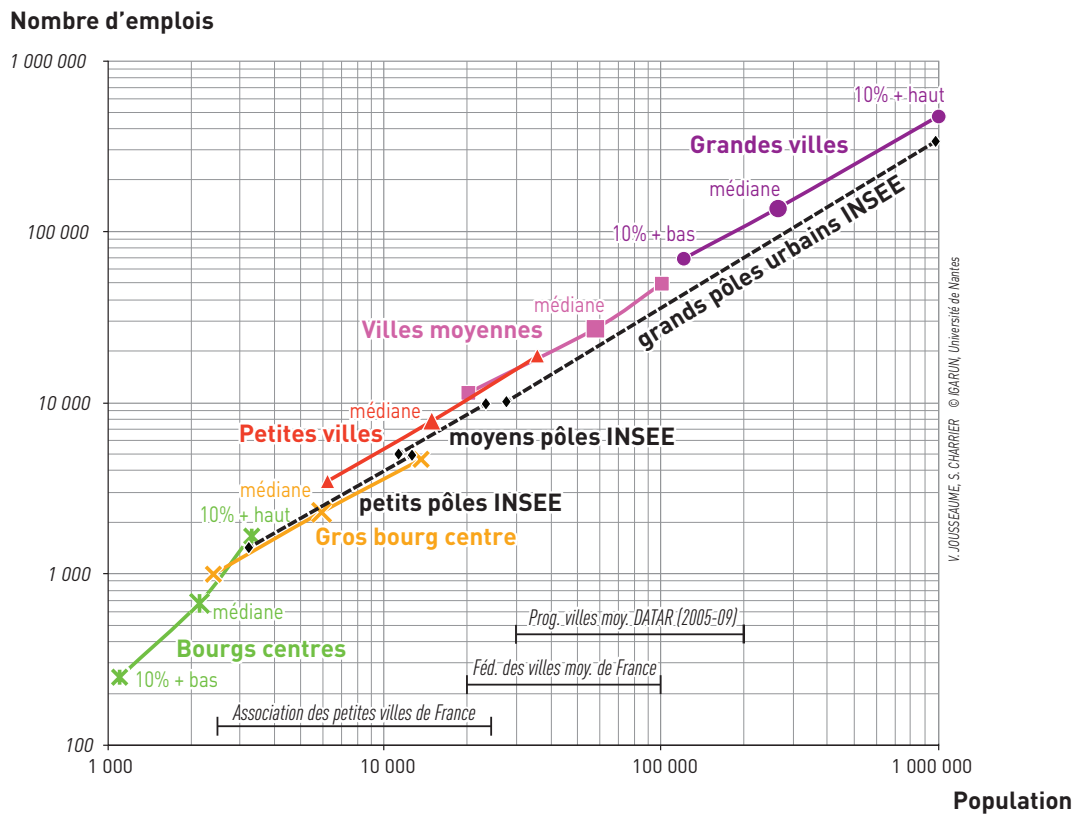
pourcentage ! Pour atteindre, comme par magie, ce seuil psychologique de 80% de la population urbaine (Floch et Lévy, 2011). Pour finir, l'INSEE titre en 2016, un article ainsi : "Entre 2011 et 2016, les grandes aires urbaines portent la croissance démographique française", alors même que le contenu de l'article ne le démontre que difficilement, Paris perd des habitants et l'Ile de France est la région où le bilan migratoire est le plus négatif (Vallès, 2018). Ces affirmations aberrantes, ces grosses ficelles méthodologiques, ont été dénoncées par plusieurs géographes (Dumont 2012 et 2017 ; Depraz, 2013 ; Pistre et Richard, 2018). Un tel processus d'urbanisation n'est qu'une création statistique, il est une vue de l'esprit.

. Le sur-classement sémantique de la hiérarchie urbaine

Mes propres travaux de recherche (Jousseume, 2014) associés à ceux de Magalie Talandier (Talandier et Jousseume, 2013 ; Jousseume et Talandier, 2016 a) ont proposé une hiérarchie urbaine fondée sur les fonctions de commerce, d'éducation et de santé. Voici comme sont définis les différents niveaux urbains. Les grandes villes offrent un siège d'université, un CHU et les commerces les plus rares. Les villes moyennes ou intermédiaires sont identifiables par la présence d'une antenne universitaire ou un IUT, un service d'urgence et une offre diversifiée de magasins d'équipement de la maison et de meubles. Une petite ville peut être identifiée par la présence d'un hôpital local, d'un lycée, d'un hypermarché et des grandes surfaces spécialisées. Les gros bourgs-centres sont repérables à la présence d'un collège et d'un supermarché. Selon de tels critères fonctionnels, à l'échelle de la France, la population des petites villes s'étire de 6 000 habitants dans les régions peu denses à 35 000 habitants dans les régions très peuplées. Leur niveau d'emploi s'étale sur un spectre allant de 3 500 à 20 000 emplois selon la densité régionale. Elles concernent pour l'Ouest : Ancenis, Challans, Les Herbiers, Fontenay-le-Comte, Fougères, Vitré, Dinan, Redon, Auray, Guingamp ou Morlaix, Flers, Saint-Lô, Grandville, Avranches, Mayenne, Sablé-sur-Sarthe ou Cognac (Margetic et al., 2014). Les villes moyennes sont Saint-Nazaire, La Roche-sur-Yon, Laval, Cholet, etc. Les grandes villes sont Angers, Brest, Le Mans, Nantes et Rennes.

Cette classification par les fonctions urbaines peut être comparée à la classification de l'INSEE - **FIGURE 21**. On peut ajouter à cette comparaison l'apport récent d'un article de Christophe Demazière (2017) qui inclut des définitions institutionnelles. On observe alors très clairement, que le classement INSEE en petits, moyens et grands pôles ne correspond pas à la hiérarchie urbaine de ce qu'on nomme d'un point de vue fonctionnel et dans le langage commun des "petites villes", des "villes moyennes" ou des "grandes villes". Il n'y a strictement aucun rapport. La totalité des villes moyennes françaises sont surclassées dans la catégorie des "grands pôles urbains". Les moyens pôles urbains de l'INSEE ne correspond à aucun classement, ni fonctionnel, ni institutionnel. Dans l'Ouest français, toutes les grandes villes, toutes les villes moyennes et toutes les petites villes sont considérées par l'INSEE comme de "grands pôles urbains" ! Mais alors, si toute l'armature urbaine est incluse parmi les "grands pôles urbains", que sont les "moyens pôles", terme que le langage commun interprète comme une ville moyenne ? Que sont les "petits pôles" de l'INSEE que le langage commun interpréterait spontanément comme une petite ville ? Pour l'essentiel, dans l'Ouest, ce sont de gros chefs-lieux de canton, qu'on ne peut classer dans l'urbain, ni par leur paysage, ni par leur offre de commerces et services, ni par leurs fonctions économiques, ni par leur profil social.





¹ **Grandes villes** : siège d'une université, 80 % d'entre elles ont entre 190 000 et 450 000 hab. et entre 90 000 et 200 000 emplois.

² **Villes moyennes** : présence d'une antenne universitaire, d'urgences, de magasins de meubles, 80 % ont entre 30 000 et 80 000 hab. et entre 17 000 et 40 000 emplois.

³ **Petites villes** : présence d'un lycée, d'un hypermarché et d'un hôpital, 80 % comptent de 10 000 à 25 000 hab. et entre 5 000 et 11 000 emplois.

⁴ **Gros bourgs centres** : présence d'un collège, d'un supermarché et d'un hôpital local, 80 % comptent 3 600 à 8 000 hab. et entre 1 500 et 3 300 emplois

⁴ **Bourgs centres** : présence d'un collège ou d'un supermarché ou d'un hôpital local, 80 % comptent 3 600 à 8 000 hab. et entre 1 500 et 3 300 emplois

Sources : INSEE, BPE 2010 et RGP 2012
d'après Jousseume et Talandier (2016) et Demazières (2017)

FIGURE 21. Graphique de comparaison entre le classement INSEE et la hiérarchie fonctionnelle des villes

On constate donc qu'il n'y a pas qu'avec "des si qu'on peut mettre Paris en bouteille", on peut transformer de petites villes en grands pôles urbains par un seuil statistique. C'est ainsi que Paris et Les Herbiers, connus au cours de l'année 2018 pour s'être retrouvés face à face en finale de la coupe de France de football, appartiennent à la même catégorie spatiale selon l'INSEE. Paris et Les Herbiers sont pour l'INSEE des "grands pôles urbains", alors même qu'il était clair pour tous les téléspectateurs, commentateurs et supporters que Les Herbiers étaient une petite ville et Paris une très grande ville.



. Des seuils fixés de façon idéologique

Une commune est dite "de couronne" lorsque plus de 40% de sa population active travaille dans un pôle urbain. En moyenne, 40% de la population française est active, sans parler des 10% de celle-ci qui souffrent du chômage. Cela signifie qu'une commune appartient à une aire urbaine, si 40% de 40%, c'est-à-dire 16% de sa population totale, travaillent dans un "pôle urbain", y compris, vous l'aurez compris, dans un "petit pôle urbain", qui correspond souvent à un gros bourg. A ce compte, il n'est pas surprenant que pour l'INSEE, l'Ouest français soit intégralement une aire urbaine. Une telle affirmation est en revanche fort déroutante pour les habitants et les élus de la Vendée ou de la Mayenne - **FIGURE 22**.

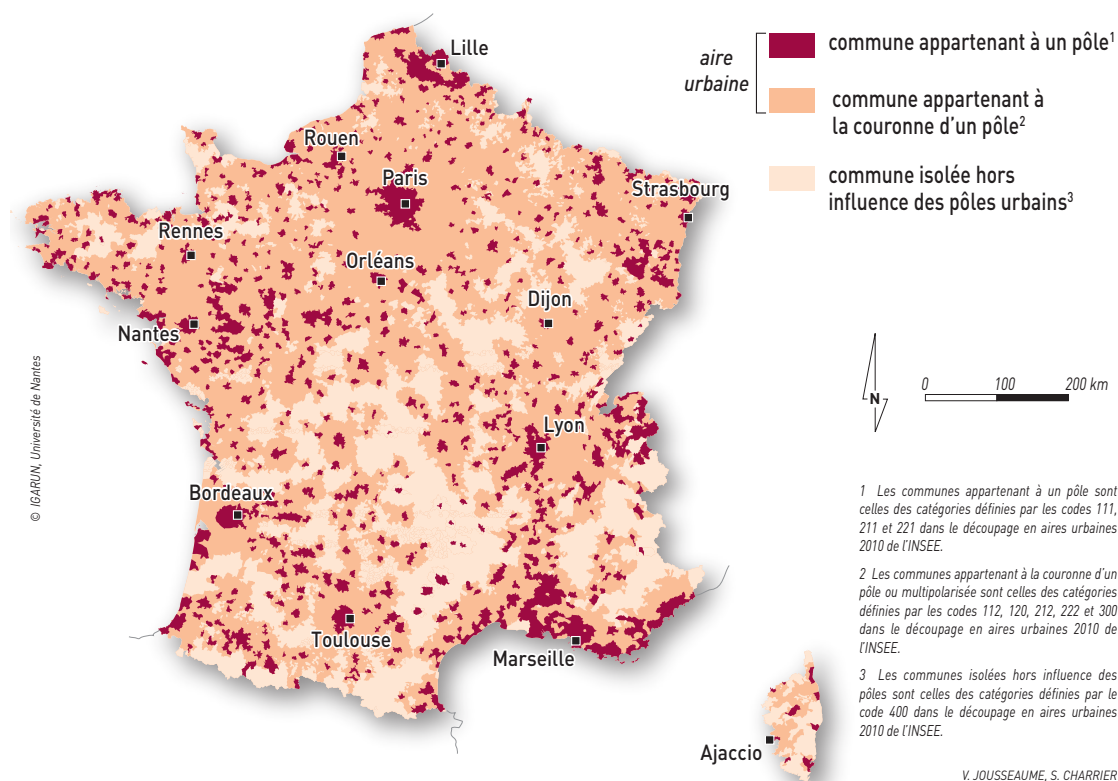


FIGURE 22. Gradients d'urbanité et France urbaine selon l'INSEE

Il est alors légitime de se demander pourquoi le seuil a été fixé à 40% de la population active pour définir l'aire urbaine ? Et pas à 50%, seuil au-delà duquel on aurait au moins pu soutenir l'affirmation que la majorité des actifs était concernée par ces migrations pendulaires ? J'eus la réponse à cette interrogation, au colloque "Aux marges de l'urbain" à Avignon en janvier 2014, par François Moriconi-Ebrard, spécialiste de cette question (Moriconi-Ebrard et al., 2010). Il expliqua publiquement que ce seuil statistique de 40% de la population active pour définir "l'aire urbaine", avait été fixé en 1996, par idéologie : il permettait en rattachant le périurbain à l'urbain, d'afficher un pourcentage de population urbaine en France aux alentours de 80%, parce qu'il correspond au standard statistique des pays développés. Au fur et à mesure que la population se desserre vers les espaces périurbains, les littoraux ou les campagnes, l'INSEE n'a donc d'autres possibilités que d'étendre les périmètres géographiques de l'urbain, pour persister dans

l'idéologie de la modernité qui affirme que le niveau de développement est corrélé au taux d'urbanisation, et que l'urbanisation est le moteur du développement économique et social.

Il est donc important de comprendre que l'objectif de l'INSEE n'est pas de décrire la réalité géographique vécue sur les territoires, mais de conforter une idéologie sous une apparence d'objectivité scientifique, renforcée par l'usage des mathématiques. Par sa catégorie trompeuse des "grands pôles urbains", qui englobe en réalité pratiquement toute l'armature urbaine française jusqu'aux petites villes, l'INSEE alimente le discours sur la métropolisation. Et par son découpage en aire urbaine, les publications de l'INSEE entretiennent un discours sur la poursuite d'une urbanisation, qui est contraire à la réalité observée (Talandier, 2016). Appliquées concrètement aux territoires, ces catégories spatiales conceptualisées par l'INSEE entrent en dissonance avec les catégories spatiales perçues par les habitants et les élus locaux qui finissent par ne plus comprendre ni les cartes, ni les analyses. Le vocabulaire de l'INSEE ne permet plus ni de penser, ni de discuter concrètement sur le territoire. On peut donc dire qu'aujourd'hui, avec son discours sur le tout urbain géographique, l'INSEE alimente la novlangue qui soutient la mythologie de la CAME - Compétitivité, Attractivité, Métropole et Excellence - et la recomposition néo-libérale du territoire français autour des métropoles, dénoncés par les économistes Olivier Bouba-Olga et Michel Grossetti (2015). Toutefois, on peut se réjouir que l'INSEE travaille actuellement, à la refonte du zonage en aire urbaine d'une part et d'autre part, à une définition nationale de l'espace rural, avec l'INRA et le CGET, suite à une demande exprimée dans le rapport de la mission Agenda rural présenté à la ministre de la Cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales en juillet 2019 (Labaronne et al., 2019). Celles-ci devraient être officialisées au cours de l'été 2020.

La rhétorique de l'urbain comme domination symbolique par les mots

. Changer les mots pour nommer les campagnes

L'urbain est une métaphore²⁵ de l'hyper-modernité, portant à la fois une connotation culturelle et socio-spatiale, qui entretient une éclipse conceptuelle de globalement tout ce qui n'est pas le centre métropolitain. Le discours sur l'urbain continue d'entretenir une domination sociale symbolique par les noms et les mots, décrite par Bourdieu et reprise en introduction. Alors qu'eux-mêmes affirment vivre à la campagne, les ruraux sont dans le discours dominant, classés dans une périphérie sociale et spatiale sans nom ou désignés avec des noms qui leur sont assignés à partir de l'urbain. S'ils réagissent à une telle assignation et tentent d'affirmer leur propre mot, leur propre nom, comme campagne ou rural, ils apparaissent comme réactionnaires.

²⁵ Une métaphore est une figure de style qui consiste à désigner une chose à une autre chose. La métaphore suggère une idée par analogie. Dire "le monde entier est une ville" est une métaphore. On pourrait tout aussi bien dire "le monde entier est une ruche", "le monde entier est une fourmilière", elle reste compréhensible. Ici le mot ville n'est pas à prendre dans son sens précis. "Le monde est un village" est une autre métaphore qui suggère par analogie plutôt l'interconnaissance, la proximité, rendues possibles par le numérique. Pour comprendre la métaphore, il faut donc saisir l'analogie. Si je dis "le monde est une pomme", il est possible que tout le monde ne comprenne pas vraiment ce que je veux signifier par là.



Dans la littérature universitaire, il existe une folle quantité de néologismes inventés pour refouler les mots "campagne" ou "espace rural". Outre les termes plus connus de périurbain et rurbain apparus des années 1970, les termes de "pré-urbain", "périrural", "extra-urbain", "nés urbains", "entre-villes", "inter-métropolitain", "hypo-urbain", "infra-urbain", "campagne-ville" sont utilisés par les universitaires pour nommer la variété des réalités rurales contemporaines (Lévy et Lussault, 2014 ; Viard, 2011 ; Monteventi-Weber et al., 2019). Pour justifier l'usage de tels néologismes, sont invoquées des raisons, qui ne sont jamais appliquées à la ville.

Premier exemple : la campagne ne serait plus la campagne et devrait donc changer de nom car elle n'est plus habitée par des paysans. Or Paris n'est plus la ville ouvrière et miséreuse décrite par Victor Hugo ou Emile Zola au 19^e siècle, pourtant nul n'envisage de nier à Paris le titre de ville. Donc la seule transformation de la composition sociale ne peut suffire à récuser le mot "campagne".

Deuxième exemple : la campagne n'existerait plus en tant que catégorie territoriale car elle est reliée à la ville. Or, il ne peut exister de ville sans campagne où qu'elle soit, qui l'approvisionne (Steel, 2016 ; Brès et al., 2017). La campagne a toujours été liée à la ville. Ville et campagne sont des formes consubstantielles nées ensemble de la sédentarisation néolithique. La campagne produit la nourriture. Elle est le fruit la rencontre entre un groupe humain et un écosystème qui est progressivement domestiqué. La ville est le lieu de l'échange. Elle est le fruit de la rencontre entre différents groupes humains et différentes activités humaines.

Le modèle de Von Thünen a théorisé dès 1842, les relations ville-campagne en montrant comment les propriétaires fonciers habitant la ville induisaient les spécialisations agricoles des systèmes agraires selon leur distance au marché urbain, par un effet de rente. Les cartes de la propriété foncière des citadins dans les campagnes périurbaines sont pléthoriques dans les thèses anciennes de la géographie rurale. De même, du point de vue productif, les cartes de la distribution du travail à façon autour des villes du négoce du drap par exemple, tant en pays cathare au Moyen-Âge, qu'autour de Cholet au 19^e siècle sont également connues. Tout comme les ceintures maraîchères d'où les paysans ont alimenté les villes depuis la proto-urbanisation de la Haute-Antiquité. Les degrés de périurbanité des campagnes en fonction des relations qui liaient villes et campagnes ne sont pas une nouveauté. La nature, le rythme et l'intensité des échanges motorisés et des échanges d'informations se sont considérablement amplifiés comme l'ensemble des rythmes sociaux. Mais le lien ville-campagne ayant toujours existé, il ne peut servir de prétexte pour nier la ruralité.

Troisième exemple : le mot "campagne" ne devrait plus être employé car il est porteur de représentations mentales reliées à l'ère paysanne, donc d'une nostalgie suspecte dans l'idéal de la modernité fondé sur le progrès et tourné exclusivement vers le futur. Or, le mot "ville" ou le mot "urbain" sont eux aussi porteurs de représentations mentales associées aux affects positifs attachés à l'ère de la modernité. Aujourd'hui le *branding* (*Only Lyon, Tours Loire Valley, One Provence, Magnetic Bordeaux...*) et la bataille médiatique des métropoles autour de l'évènementiel, autour de la scénarisation de leur centre-ville, autour de l'écologie et du bien-être de leurs habitants, autour des identités locales, est avant tout une course au symbole, à l'image de marque et à la représentation (Thiery, 2010). Vouloir supprimer un mot au motif qu'il est porteur d'une idéologie supposée contraire à l'idéologie dominante, est pour le moins totalitaire.

L'article "Campagne pour tous ! Un ailleurs métropolisé", est un excellent exemple (Vanier, 2012). Cet



article semble complètement ouvert à une réflexion sur la contemporanéité des campagnes. Pourtant, il synthétise tout l'éventail des dominations subies quand il s'agit de discuter de leur territoire. L'auteur écrit ce texte pour la revue de "Espace Rural et Projet Spatial", un réseau de professeurs d'écoles d'architectures qui soutiennent l'introduction de l'espace rural dans le champ de leur enseignement depuis 2009. L'article commence par préciser que "la ruralité comme catégorie autonome est morte et bien morte - une âme morte en effet. Morte trois fois" socialement, économiquement et politiquement. Comme nous l'avons rappelé, la campagne n'a jamais été une catégorie spatiale autonome, tant socialement, qu'économiquement ou politiquement. L'autonomie alimentaire et énergétique n'est pas l'autarcie économique et politique. L'idée d'une "âme morte", elle-même assez contraire à une science matérialiste refusant toute essentialisation, fait référence, sans l'explicitier, à l'effondrement de l'ère paysanne. L'insistance sur la "mort" qui est un mot très puissant, pour parler de l'existence présente d'un sujet, n'est pas dénuée de violence symbolique. Parler au présent et dire "Vous êtes morts !" contient incontestablement une menace. L'article contient également le jugement moral habituel qui consiste à déclarer tout récalcitrant à cette affirmation, comme un réactionnaire : "Il ne serait pas difficile de montrer de quoi cette ruralité-là est le nom, entre chasse, pêche, nature et tradition". Après avoir décrit que la ruralité est morte, l'auteur poursuit par une injonction contradictoire : "la ruralité n'est plus, vive les campagnes !". Après avoir dit "la campagne est morte vive l'espace rural" dans les années 1960 dans le contexte de la modernité industrielle, le monde universitaire en contexte hyper-moderne fait donc à présent volte-face pour affirmer "la ruralité est morte, vive les campagnes". Une telle contradiction, une telle désinvolture face aux mots, au nom des choses et des lieux, méritent d'être soulignées et interrogées. Ensuite, l'auteur n'a de cesse de soumettre toute réflexion contemporaine sur la ruralité à l'urbain métropolitain. C'est ce que traduit le titre "Campagnes pour tous ! un ailleurs métropolisé". Au fond, son intéressante réflexion sur les campagnes n'aurait de sens et d'intérêt en vérité, que pour alimenter le discours sur la métropole. L'auteur absorbe et digère la question rurale pour tenter d'y puiser des solutions aux contradictions internes des métropoles autour de la question du rythme, de l'ambiance ou de la sociabilité. Ce n'est pas tant le contenu du propos de l'auteur sur la contemporanéité des campagnes, que son intention et sa posture relationnelle vis-à-vis de l'objet qu'il analyse, qui soulignent un "faire contre" plutôt qu'un "faire avec", un manque de "care".

. Changer le nom des structures territoriales

Tout cela pourrait paraître lointain pour les ruraux, mais cette domination par les mots se décline très concrètement dans la vie quotidienne des territoires qui subissent depuis une dizaine d'années une colonisation sémantique hyper-moderne néo-libérale. L'importance particulière des mots et des noms pour désigner les lieux est un point totalement négligé de l'aménagement. Pourtant, le neurologue Lionel Naccache (2015) illustrant son propos par la conquête de l'Amérique, affirme que tout commence toujours par les mots et le nom des lieux (Nouvelle France, Nouvelle Orléans, etc) pour aboutir à la colonisation des structures sociales et culturelles. De nombreux exemples peuvent l'illustrer.

Dans le langage commun de l'Ouest, où les communes ont de vastes surfaces, le centre communal se nomme "le bourg" et les hameaux fort nombreux et peuplés, s'appellent "les villages". Au début des années 2000, sous prétexte de distribution de courrier et d'accès des secours, La Poste a exigé une numérotation des maisons et un adressage à la rue, comme cela se fait en ville. Certaines communes ont numéroté les maisons par village, sans ajouter de nom de rue. Mais certaines municipalités ont obtempéré,



démembrant les villages en routes, avec une numérotation qui s'étire sur des kilomètres. Par exemple, le village de l'Épine sur la commune de La Chapelle Basse-Mer, qui est un village datant vraisemblablement de la sédentarisation des humains au Néolithique, qui fût le premier centre paroissial de la commune au Moyen-Âge, a été démembré en quatre routes : la route du château, l'impasse Margot, la route du Clos Valliat, la route du Champ blond. Ce qui était la base ancestrale de l'adresse des individus ruraux de l'Ouest français, le nom du village suivi du nom de la commune, a été balayé d'un revers de main pour des raisons techniques de courrier et de secours, alors même que les techniques de géolocalisation n'ont jamais été aussi performantes²⁶.

De même, la fusion en "commune nouvelle", portée par l'idéologie de la croissance, et légitimée par la logique comptable, génère des nouveaux noms de communes. Ainsi, le village de l'Épine a également changé de nom de commune, du fait d'une fusion entre La Chapelle Basse-Mer (5 200 hab. sur 22,14 km²) et sa commune voisine, Barbechat (1 300 hab. sur 11,76 km²) pour donner naissance à la commune nouvelle de Divatte-sur-Loire. Ainsi un habitant qui vit au village de l'Épine à La Chapelle Basse-Mer a aujourd'hui pour adresse, sans déménager : n°65 route du Champ Blond à Divatte-sur-Loire.

Ajoutons à cela que la communauté de communes, à laquelle appartenait la commune de La Chapelle Basse-Mer, a également changé deux fois de taille et de nom depuis vingt ans. Le canton du Loroux-Bottreau est devenu la communauté de communes de Loire-Divatte en 2000. En 2017, celle-ci est devenue la communauté de communes Sèvre et Loire, lors de son regroupement avec la communauté de communes de Vallet.

Le lieu participe fondamentalement de l'identification²⁷ subjective des êtres humains²⁸, comme l'a montré Lionel Naccache, mais aussi la géographe Anne Volvey. Un tel chambardement des lieux et de leurs noms ne peut être sans conséquences sur les individus.

Ces changements de noms de communes sont menés par les élus avec la plus déconcertante des désinvoltures. Les noms se banalisent. Ils perdent leur profondeur historique. Mais surtout ils ne correspondent plus à aucun endroit concret, un lieu connu par les habitants. Le nom La Chapelle Basse-Mer était certes un périmètre communal, mais aussi et surtout le nom du centre auquel il était relié, un lieu concret : le bourg. Aujourd'hui, le nom des découpages administratifs n'est plus relié à lieu matériel. Le nom des communes nouvelles est un non-lieu. Pire encore, les élus ruraux copient les métropoles, qui copient elles-mêmes le monde du marketing des grandes firmes internationales. Ils tentent de développer leur branding, c'est-à-dire à assimiler le nom de leur commune à une marque commerciale.

Reprenons notre exemple de La Chapelle Basse-Mer et de ses environs. Sa communauté de communes a été élargie par fusion avec sa voisine, au 1 janvier 2017. Les élus ont proposé comme nom à la nouvelle

²⁶ On pourrait poursuivre l'analyse avec la critique de l'interdiction légale de construire dorénavant dans les hameaux, y compris très importants dans l'Ouest, afin de concentrer l'habitat sur le bourg. Cette vision ponctuelle de l'espace propre aux villes, détruit la façon d'habiter le territoire des régions rurales d'habitat dispersé.

²⁷ Notre carte d'identité comprend seulement, en plus de notre nom et notre date de naissance, deux lieux : celui de notre naissance et celui de notre résidence.

²⁸ Volvey A., "Transitionnelles géographies : la question de l'identité subjective dans la pensée géographique", séminaire de recherche ESO UMR 6590, 31 mars 2014 à Nantes.



communauté "3M" pour maraîchage, muguet et muscadet. Puis ils ont proposé "Valodi", pour Vallet, Loire, Divatte. Mais au moment du vote, cette proposition a été retirée, car il s'avérait que Valodi était déjà le nom d'une entreprise de gestion de déchets. Les élus sont finalement tombés d'accord sur le nom "Sèvre-et-Loire". Pourquoi ? Car expliquent-ils, selon l'agence de communication embauchée pour cette démarche, l'image de la rivière de la Sèvre est valorisée médiatiquement, facilement rattachée à Nantes et au muscadet. On le voit, le nom est choisi selon une logique marketing de marque qui s'adresse à des interlocuteurs mal définis, mais systématiquement situés en dehors du territoire. L'habitant du territoire est totalement ignoré.

Ce cas est banal et on pourrait multiplier les exemples. A l'ouest de Sèvre-et-Loire, trois communautés de communes ont fusionné en communauté d'agglomération autour de la petite ville de Clisson et ont pris le nom de "l'aggloh !". A l'ouest de Sèvre-et-Loire, dans les Mauges, près de Cholet, les 71 communes et 7 cantons, ont fusionné le 1 janvier 2016 en 7 communes nouvelles et une seule communauté. Tout a changé de nom d'un coup. En plus de cet énorme bouleversement du nom des lieux, la grande foire locale millénaire nommée "La petite Angevine" a changé brutalement de nom elle aussi, en 2018, ce qui généra un tollé parmi la population du pays et déclencha une pétition. Suite à une opération de branding du comité organisateur, la fête locale a été rebaptisée d'un slogan publicitaire passe-partout, "La feria made in Mauges". La "feria" fait référence aux fêtes basques très investies par le tourisme. "Made in" donne une consonance internationale, supposée branchée. Mauges indique le nom du pays. Ce nom est donc une publicité, faite pour être compréhensible par des populations extérieures au pays.

Certains diront qu'il faut bien évoluer ! Qu'il faut être moderne ! Outre la question du pourquoi une telle injonction, se pose aussi la question du rythme auquel l'être humain peut évoluer. Le sujet est sérieux et il est posé. Or, il semble que le rythme actuel des évolutions générées par l'Homme lui-même est trop rapide pour des êtres humains habitués jusqu'au 19^e siècle, seulement à des adaptations environnementales lentes (Toussaint et al., 2012). Il y a une désinvolture certaine à jongler avec les noms des lieux où vivent des personnes, sans aucune considération pour les habitants eux-mêmes, alors même que le contexte global des évolutions techniques favorise déjà l'égaré individuel et collectif.

On observe enfin des inversions complètes du sens de mots pour nommer les lieux. Ainsi, autour de la région nantaise, il est notable de voir que la moindre grosse bourgade périurbaine ou rurale plante un panneau "*centre-ville*" pour indiquer la place de l'église, c'est-à-dire dans le langage commun, le centre du bourg. Or, on observe paradoxalement que plus on s'approche de Nantes, plus le terme de "bourg" est conservé et médiatisé. Ainsi en est-il du "*bourg de Saint-Herblain*" ou du "*bourg d'Orvault*", communes mitoyennes de Nantes comptant respectivement 43 500 et 25 000 habitants. Les mots perdent ici leur signification et inversent même la réalité vécue par les habitants.

Le choix des mots ou de la toponymie des lieux ne sont donc pas neutres et doivent aussi être interrogés, réfléchis, coordonnés. Il convient collectivement de constater d'une part, l'incohérence des vocabulaires pour redonner sens aux mots de la géographie. D'autre part, comme la monotonie des paysages, l'effarante banalité des nouveaux toponymes participent de la création de non-lieu. Il convient en tant qu'élus et aménageurs de développer sa connaissance et sa conscience de l'impact de tels non-lieux sur la santé mentale, le bien-être individuel et collectif des humains. Enfin, il convient de s'interroger sur le fondement idéologique d'un tel remue-ménage des mots et des noms des territoires.



. Mots, structures territoriales et domination politique

J'ai assisté en août 2017, lors du séminaire annuel du Conseil Français des Urbanistes portant sur le thème "Rural - urbain, kiffez vos territoires !", à une table ronde intitulée "Demain tous urbains ?" animée par des fonctionnaires de l'administration territoriale d'une ville moyenne, baptisée "métropole" grâce à un nouveau statut administratif de pôle métropolitain. Il est au sein des territoires une peur de déclassement, semblable à celle observée dans les classes sociales qui les conduisent, pour repousser symboliquement le mauvais sort de ne pas faire partie de la "France qui gagne", à s'en arroger le symbole. Ainsi en est-il de Brest-Métropole, Châteauroux-Métropole, Troyes-Champagne-Métropole ou le slogan Orne-Métropole, englobant en entier un département parmi les plus ruraux de France. Un tel imbroglio de vocabulaire mérite d'être noté, non pas pour le juger et s'en moquer, mais pour en comprendre les ressorts anxieux et tenter de les apaiser.

"Demain, tous urbains ?" donc, tel était le thème du débat. Que signifie une telle question ? Cela signifie-t-il que dans le futur, nous vivrons tous en ville dense ? Une telle perspective est contraire au constat du desserrement démographique de la population française. De quoi parlions-nous alors exactement autour de cette table ronde ?

J'en compris progressivement la signification, en étant invitée successivement, en l'espace de quelques mois seulement, aux séminaires suivants : "L'alliance des Territoires. Urbain-périurbain-rural. Expérimenter, dialoguer et agir ensemble"²⁹ ; "Campagne et villes : cultivons les liens"³⁰ ; à une conférence sur le thème "L'alliance des territoires en question : quelle nouvelle égalité entre les territoires métropolitains, périurbains et ruraux ?" ; aux réflexions sur "L'espace rural" du think-tank nantais, l'Institut Kervegan, et à la réflexion sur "La campagne" développée par le conseil de développement du conseil départemental de Loire-Atlantique. Tous les acteurs, toutes les grandes collectivités territoriales sont passées subitement de l'idéal du réseau de villes promu depuis plus de 30 ans, à un engouement pour une alliance entre les métropoles et leurs modestes voisins ruraux ou périurbains (Dumont, 2018). Pourquoi un revirement si spectaculaire ? Parce que les métropoles, creuset économique du capitalisme tardif, ont aujourd'hui besoin des territoires ruraux qui les entourent. Pourquoi ? Car ils sont le support paysager et anthropologique d'un imaginaire exploité sous la forme d'une marque de territoire et d'un storytelling managérial local. D'autre part, ils alimentent le gonflement de la masse critique métropolitaine supposée nécessaire par la mythologie de la CAME (Bouba-Olga et Grossetti, 2015) afin d'atteindre l'excellence, la compétitivité et l'attractivité. Les territoires qui entourent les métropoles offrent également des opportunités pour la construction de grandes infrastructures (Faburel, 2018). Ils sont enfin des lieux pour sécuriser les approvisionnements en eau et en nourriture, par une reterritorialisation des ceintures agricoles.

"Demain, tous urbains ?" peut donc être interprété comme une novlangue utilisée par la technostructure métropolitaine pour habilement suggérer et peut-être même justifier, ce qu'elle considère comme le

²⁹ "L'alliance des Territoires. Urbain-périurbain-rural. Expérimenter, dialoguer et agir ensemble", séminaire organisé par les agences d'urbanisme de cinq métropoles (Angers, Brest, Nantes, Rennes et Saint-Nazaire) et l'Institut des Etudes Politiques de Rennes, 19-20 novembre 2017, à Rennes et à Nantes.

³⁰ "Campagne et villes : cultivons les liens", conseil régional de Bretagne, janvier 2018 à Pontivy



nécessaire et indiscutable agrandissement institutionnel des métropoles. Cet agrandissement, ne relève guère de l'alliance³¹ annoncée dans le titre des séminaires, tant sont évidents, si ce n'est la divergence des objectifs, au moins l'asymétrie des moyens entre les territoires³². Sans parler de la ruse du dialogue qui relève plus du monologue, que du questionnement clair et de la discussion démocratique avec ces territoires. (Jousseume, 2017).

Le terme "urbain" est donc un terme métaphorique aux sens multiples, qui véhicule toutes les représentations de l'hyper-modernité contemporaine imbriquée au capitalisme néo-libéral. Construire un récit alternatif au récit de l'hyper-modernité est donc aussi construire un récit alter-urbain.

● Désinféoder la réflexion territoriale de la novlangue urbaine

L'urbain s'affirme comme un "tout" à la fois culturel, social et territorial, un tout civilisationnel. Ce tout n'a pas d'altérité sémantique connue : comment s'appelle ce qui n'est pas urbain ? Nul ne le formule jamais très clairement et c'est dans ce brouillard conceptuel et sémantique que se perd la capacité de penser les territoires en général et la ruralité en particulier. Il convient donc de clarifier la pensée et le débat.

Dénoncer le sophisme du "Tout urbain" et l'éclipse du territoire

Résumons la situation. Deux significations au mot "urbain" demandent d'être clairement distinguées pour clarifier le débat démocratique sur les territoires.

La première signification est sans rapport avec le territoire. Urbain est synonyme de "moderne" et plus précisément aujourd'hui de "hyper-moderne". Le terme porte tous les traits philosophiques, culturels, sociaux, politiques, économiques, qui caractérisent l'ère de la modernité. L'analogie entre modernité et urbain est un héritage du passé. Elle est liée au fait que la modernité est née dans les villes de l'Europe nord-occidentale à partir de la Renaissance. Depuis la société française a été acculturée à la modernité, quel que soit le lieu.

Dans ce sens culturel, qu'est ce qui n'est pas "urbain" : Ce qui n'est pas de culture moderne. C'est-à-dire ce qui relève des cultures de l'ère paysanne, qu'on appelle aussi les cultures traditionnelles. Ce sont par

³¹ La nature de la relation entre deux personnes, deux groupes ou deux territoires se définit à travers la convergence ou la divergence de leurs objectifs d'une part et d'autre part l'équilibre ou le déséquilibre de leurs moyens. L'alliance est une relation fondée sur la convergence des objectifs et l'équilibre des moyens. En cas de déséquilibre des moyens, la relation s'apparente à une domination.

³² "L'alliance des territoires au service des transitions - urbain, périurbain, rural - Dialoguer, expérimenter et agir ensemble", colloque du Pôle Métropolitain Loire-Bretagne, des agences d'urbanisme du PMLB, Sciences Po Rennes, synthèse de l'édition 2019, 12 p.



exemple, l'attachement à la localité, l'immobilité résidentielle, les relations communautaires, la réciprocité comme base d'échange, l'auto-subsistance, l'austérité matérielle, le rythme solaire de vie, etc³³. Les traces de ces pratiques ou comportements parmi les Français sont inconnues, car ils ne sont jamais mesurés.

Qu'est-ce qui n'est pas "hyper-moderne" ? C'est-à-dire ce qui ne relève pas du capitalisme tardif, de l'idéologie néolibérale et de la sur-modernité (Augé, 1992) ? Cette terminologie exclut alors aussi les cultures ouvrières et techniques de la modernité industrielle classique et ses territoires.

La modernisation générale de la France, par un alignement sur les normes culturelles de la modernité, est un fait indéniable. Pour autant, la diffusion au cœur du débat public du mot "urbain" pour désigner ce qui relève de "la culture de la modernité", a créé une abstraction territoriale. En effet, dans le langage commun, "urbain" est l'adjectif du mot ville, elle-même l'opposée de la campagne. Superposer "modernité" et "urbain", produit un sophisme très fallacieux. 1 - L'urbain est moderne. 2 - urbain est l'opposé de rural. Donc 3 - le rural ne peut pas être moderne. La campagne en tant qu'espace ne peut donc pas être pensée au cœur de l'ère de la modernité. Voilà la zone aveugle, voilà l'éclipse conceptuelle de la ruralité.

Au sein de l'université, les sciences humaines et sociales ont été fortement marquées dans la seconde moitié du 20^e siècle, par cette abstraction spatiale. La rupture entre l'analyse sociale et la matérialité des lieux est complète. Les études localisées de la superposition des phénomènes économiques et sociaux globaux de la modernité, sont perçues comme totalement désuètes. Ces approches définies comme relevant de la monographie spatiale sont ringardisées. Les effets non-linéaires des distances (effets de rupture) et de la taille (effets de seuil) sur les relations sociales sont occultés : la vie dans les campagnes ne serait qu'une vie citadine en dilué, en plus petit, en plus loin, en moins développé. Toute analyse rurale est jugée comme une référence à un passé culturel disparu et est systématiquement interprétée comme le désir de validation d'une réalité systémique qui n'existe plus, une nostalgie de l'ère civilisationnelle paysanne. La ruralité dans le paradigme de l'urbain n'a pu être pensée. Alors qu'il me semble que la ruralité dans le paradigme de la modernité aurait pu l'être. La sociologie rurale a disparu au profit d'une analyse nationale des groupes sociaux. Les analyses véritablement localisées étaient rares (Vergès, 1986), avant un regain récent (Bruneau et al., 2018). Elles n'étaient souvent qu'une projection des modèles théoriques dans l'espace, pour en observer éventuellement les irrégularités. De même, la géographie rurale a persisté majoritairement comme une géographie de l'agriculture.

Désinféoder la question rurale de la novlangue urbaine, c'est reformuler la question urbaine en un questionnement sur l'hyper-modernité. A partir de là, peut-être posée la question scientifique de la place des territoires ruraux et plus globalement tous les territoires considérés aujourd'hui comme périphériques, au cœur de l'hyper-modernité contemporaine.

Pour décrire concrètement les effets sur la compréhension et le dialogue, d'une claire distinction entre le mot "urbain" et l'idée des "valeurs de la modernité", reprenons à nouveau, l'exemple de la conférence de Jacques Lévy en 2014, dans le Gers. Il dit "les campagnes seront urbaines ou ne seront pas". L'enjeu du débat est mal posé pour être clairement compris par l'assistance. Pour le rendre intelligible par tous,

³³ Voir la description en partie 1



il conviendrait de formuler la question ainsi : "les campagnes adopteront les valeurs de la modernité, ou ne seront pas". Ainsi, le débat de valeurs, que Jacques Lévy revendique, est posé de façon plus explicite. Toutefois, le problème qui émerge alors dans ce cas précis, est que les populations des campagnes ont déjà été "urbanisées" et ont déjà adopté les valeurs et les pratiques de la modernité depuis au moins 50 ans. La paysannerie pré-industrielle a disparu. De quoi parle donc alors Jacques Lévy en 2014 ? Il parle de la forme actualisée des valeurs de la modernité. La formulation la plus explicite serait donc : "les campagnes adopteront les valeurs de l'hyper-modernité, ou ne seront pas". "Urbain" étant associé ici à l'hyper-modernité. Formuler ainsi, la question devient à la fois claire et bigrement passionnante pour les territoires : L'avenir des territoires ruraux passe-t-il vraiment par l'adoption des valeurs, des logiques, des pratiques caractéristiques de l'hyper-modernité et de son récit de la CAME ?

Réaffirmer la pertinence du mot "campagne"

Le second sens attribué communément au mot urbain est socio-spatial. Il est alors le synonyme du mot ville. Qu'est-ce qu'une ville ? C'est un lieu ponctuel d'intensité des échanges humains, qui concentre les pouvoirs économiques et donc politiques. Ce lieu est matérialisé par une densité humaine élevée, qui se traduit par une artificialisation de l'environnement de vie. La ville est un environnement de vie particulier perceptible par les sens. La dualité opposée à la ville pour penser le territoire, est la campagne. La campagne est l'aire qui délimite la ville en l'entourant. Socialement et économiquement, elle est un espace de production dominé par la ville. En termes d'ambiance paysagère, elle est un environnement de nature domestiquée. La ville et la campagne, quelle que soit la distance qui les sépare, sont liées. L'autarcie est un phénomène rare qui ne se développe qu'en cas d'extrême inorganisation collective. La ville ne peut pas exister dans un système autarcique. La ville a besoin de la campagne pour être approvisionnée en nourriture. La modernité n'a pas réussi à concrétiser l'idée d'une nourriture artificielle. Même si les essais de viande de laboratoire foisonnent aujourd'hui, il convient de constater qu'en termes de qualité alimentaire, l'Homme tout seul, fait beaucoup moins bien qu'avec la nature. Hors de sa qualité sanitaire, l'agriculture moderne fait beaucoup moins bien que l'agriculture paysanne en termes gustatifs et en termes de nutriments. L'alimentation moderne fait beaucoup moins bien que l'alimentation traditionnelle. Il n'est qu'à regarder le développement des sociopathies cardio-vasculaires, hépatiques ou cancéreuses. Donc il est raisonnable d'en déduire qu'une nourriture totalement artificielle, créée en laboratoire, a toutes les chances d'être une catastrophe pour la santé de l'humanité. Donc la ville a besoin de la campagne pour s'approvisionner en nourriture, mais aussi en eau, en énergie durable (bois, éolien, solaire, ...). Elle a besoin de la campagne pour évacuer ses déchets. Elle utilise la campagne pour produire à moindre prix, même si cette campagne est à des milliers de kilomètres. La campagne a besoin de la ville pour accéder à la diversité et à la rareté, même si internet peut révolutionner cela. Les notions de ville comme de campagne sont définies par des référents spatiaux qui peuvent être captés par les sens. Ces réalités physico-spatiales expriment des référents sociaux de densité, de diversité, d'intensité de relations économiques et sociales.

La dualité ville-campagne, née au néolithique en même temps que l'ère paysanne, reste pertinente. Elle permet de penser l'espace social via sa matérialisation territoriale, c'est-à-dire une expérience sensorielle accessible à tous. L'environnement de vie nommée traditionnellement la campagne existe encore. L'environnement de vie nommé traditionnellement la ville existe encore. Travaillées et remaniées par la



civilisation de l'ère de la modernité, leurs structures n'ont pas subitement disparu. Certes, la modernité a remplacé le primat de l'espace par le primat du temps. Pour autant, l'espace n'a pas disparu. Si les systèmes passent, les structures restent (Rey, 1993). Elles portent mémoire. La coquille ville-campagne continue à exister même si le bigorneau de l'ère paysanne est mort, car le bernard-l'hermite de la modernité s'y est réinstallé et y fait d'importants travaux.

Donc, bien que la bascule anthropologique vers l'ère de la modernité soit totalement accomplie depuis 50 ans, et que la modernité soit devenue l'univers culturel français, l'inégalité spatiale de son expression économique et sociale persiste. En ce sens la dualité ville-campagne reste opérationnelle pour parler des territoires en contexte moderne. Le but d'une dualité n'est pas, je le précise encore un fois, de fixer dans le marbre de façon intangible ce qu'est la ville ou ce qu'est la campagne. Cette dualité a pour rôle de faire émerger et se développer la pensée sur l'inégalité de l'expression spatiale du système social, économique, politique et culturel. Réfuter l'existence de la campagne et remplacer la dualité ville-campagne, par un discours sur le tout urbain décliné territorialement en gradients d'urbanité pour penser du territoire, est une abstraction intellectuelle. Celle-ci est fondée sur l'erreur qui consiste à penser que la mise à distance ne crée pas d'altérité. Elle occulte la structure physique du territoire et fait table rase du passé qui l'a organisé. Elle crée de la dissonance cognitive car elle entre en contradiction avec les perceptions sensorielles des habitants pour qui la campagne demeure une réalité tangible. Elle embrouille le débat démocratique territorial, car en dépossédant les habitants de leurs mots, elle les domine.



Conclusion

Les deux récits successifs de la modernité n'ont cessé de dévaloriser ce qui existe en dehors d'eux. Ainsi le récit de la modernité industrielle a ringardisé le modèle de vie de l'ère paysanne, par la caricature du plouc. Elle a humilié les ruraux et leurs territoires, qui ont cumulé au sentiment d'infériorité sociale, celui de l'infériorité culturelle. Aujourd'hui, le récit de l'hyper-modernité ridiculise le modèle de vie moderne des social-démocraties industrielles des Trente Glorieuses, à travers la caricature médiatique qui est faite des Gilets Jaunes. Elle humilie les ouvriers et les territoires productifs qui ont fait sa puissance.

La modernité absorbe ou détruit toute altérité économique, sociale, politique et culturelle et agit par refoulement du passé (Deneault, 2012 ; Monnier, 2019). Elle fait du passé table rase, car elle se conçoit comme supérieure au passé.

Il faut faire justice à l'ère de la modernité qui a su apporter des améliorations techniques considérables et de formidables améliorations sociales à grande échelle, en faveur de la qualité de vie des êtres humains au quotidien. Toutefois, le récit actuel de l'hyper-modernité est en panne parce que l'hyper-modernité est touchée par de multiples déséquilibres liés au délire d'accumulation capitaliste. L'ébauche de récits alternatifs en faveur d'une transition civilisationnelle vers ce que je nomme l'ère de la noosphère, se diffuse dans les esprits au point qu'il est vraisemblable d'envisager une bascule complète des imaginaires. Ce récit de la transition se construit par la progressive convergence de trois courants différents. Le courant écologiste annonce un effondrement catastrophique des sociétés modernes. La transition passe selon eux par une sobriété drastique afin d'économiser les ressources devenues rares et stopper l'effondrement de la biodiversité (Servigne et Stevens, 2015). Le courant des résistances paysannes préconise la repaysannisation du monde qui passe par la fin de l'agriculture moderne et son "Poison Cartel" (Vandana Shiva, 2013). Ce courant dénonce les industries semencières qui prospèrent par le brevetage illégitime du patrimoine génétique terrestre, la destruction des sols par le système agricole moto-mécanisé, la spoliation des terres des paysans par des investisseurs, la destruction des modes de vie paysans. Il y a enfin le courant anti-capitaliste pour qui l'accroissement des inégalités rendant les sociétés violentes et instables politiquement, devra être corrigé pour une justice sociale renouvelée. Les excès de l'appropriation et de la marchandisation pourraient être corrigés par un retour du vivre-ensemble et l'accès pour tous à l'usage de communs humains fondamentaux élargis (Crétois, 2015³⁴).

³⁴ Crétois Pierre, 2015, Réinventer un récit émancipateur grâce aux communs, conférence Utopia, 12 mai 2015 (en ligne)



Ma thèse est que toutes ces luttes peuvent être interprétées comme la résurgence de mémoires dans le présent et leur convergence pour construire un nouveau récit pour l'avenir, un nouveau projet civilisationnel. Le but de telles résurgences est de sécuriser un corps social menacé par les déséquilibres présents - **FIGURE 23**. Le passé est le passé, il n'existe plus. En revanche, il subsiste dans le présent des traces du passé imprimés dans la matière, celle des territoires, celle de nos souvenirs, de nos cellules. Les mémoires ne déterminent pas notre présent, ni notre futur. Mais, elles sont les lieux à partir desquels, à l'aune des expériences acquises, heureuses ou malheureuses, nous pouvons imaginer et choisir notre futur de façon stable et sécurisée. Concevoir les luttes actuelles comme la résurgence de mémoires heureuses, notamment paysannes, dans le but de répondre aux déséquilibres présents, pose de façon nouvelle la contemporanéité des campagnes et de la ruralité. C'est regarder le réinvestissement résidentiel des campagnes et le recyclage des manières d'être de l'ère paysanne, comme l'un des chemins vers le futur

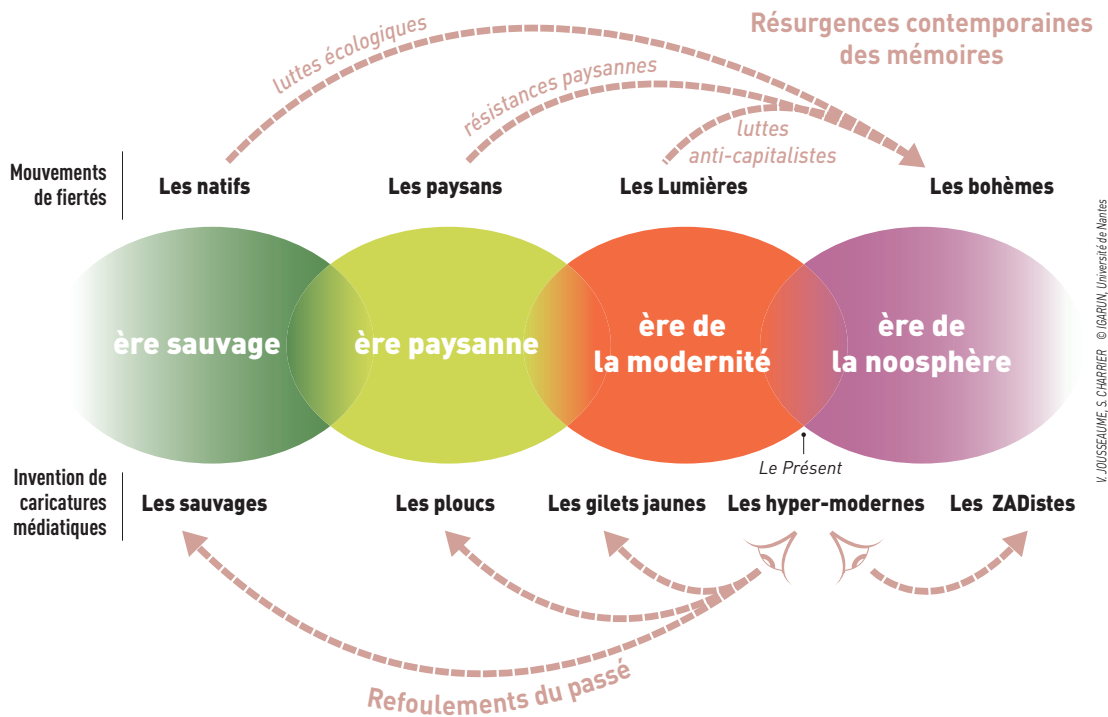


Figure 23. Le récit de la transition comme convergence des mémoires pour imaginer le futur

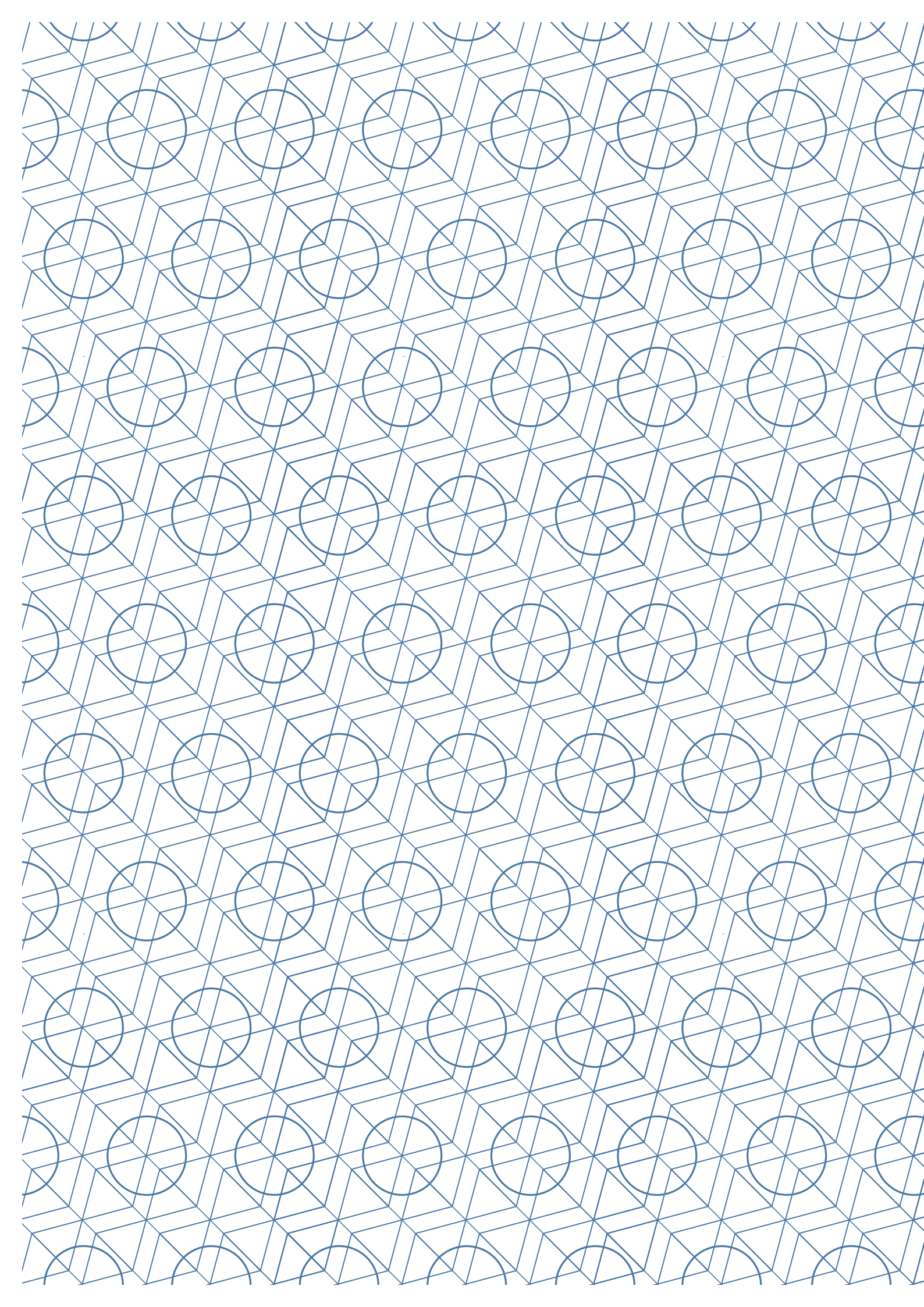
Concevoir cela est ardu quand le langage imposé par les cadres institutionnels empêche véritablement une telle réflexion. A partir des catégories spatiales inventées par l'INSEE, à travers les analyses diffusées via les services de l'Etat, les administrations, les bureaux d'études, mais aussi en partie par les universités, sont diffusées les idées que toute dynamique positive, toute innovation, ne naîtraient que dans les métropoles, que la population continuerait de se concentrer, que la ruralité n'existerait plus, etc. Il y a là un raisonnement fallacieux à dénoncer. Il ne s'agit pas de nier l'existence de la civilisation de la modernité et le poids des villes. Il ne s'agit pas de nier les importantes mutations territoriales observables depuis deux



siècles. Mais il s'agit ici de soutenir que depuis la révolution numérique, les mutations économiques et sociales changent de logique géographique, et que pour observer cette nouveauté, il faut cesser de vouloir y voir seulement un processus d'urbanisation, caractéristique de l'ère moderne. Pour sortir du paradigme de la modernité, il nous faut sortir également des méthodes statistiques conçues pour les mesurer et des mots inventer pour les nommer. Pour pouvoir penser le peuplement et la société de demain, il me semble important de s'autoriser à dénoncer les méthodes et les mots d'aujourd'hui. Il est possible et même urgent de poser un contre-discours, d'affirmer qu'un territoire rural existe encore largement, qu'il connaît une croissance démographique et qu'il peut offrir à la société contemporaine des éléments de réflexion pour imaginer son avenir. Il est temps que les territoires, dits périphériques, reprennent voix au chapitre. Le langage est censé permettre le dialogue et ne devrait pas avoir pour but d'intimider, de rabaisser, de dominer ou manipuler l'interlocuteur. Certes, les mots campagne ou ruralité ne sont pas parfaits pour exprimer toute la variété des réalités, des pensées, des conceptions. Mais ils ont le mérite par rapport à bien des néologismes pédants et farfelus, d'être compris par tous et porteurs de sens biophysiques (le cadre de vie), fonctionnels (le mode de vie), émotionnels (les besoins) et axiologiques (les valeurs) (Petite et Debarbieux, 2013). Pour peu que les chercheurs y apportent clarté et nuances, ces mots communs permettent le débat démocratique. Pourquoi s'en priver ?

Pour renouveler radicalement la réflexion sur les territoires ruraux, il convient de s'extraire des récits de la modernité, de ses mots, de ses caricatures, dans lesquels la ruralité ne semble n'avoir plus ni place, ni avenir. Il nous faut en quitter les lunettes pour poser un regard nouveau sur la réalité contemporaine des territoires et en imaginer l'avenir.







LIVRE 3

L'ESPACE

La campagne comme lieu

“Nous avons souvent la tête ailleurs. Les éléments matériels de la vie, les forces organiques et concrètes qui nous modèlent, sont négligés comme s'ils n'étaient pas pertinents, voire un peu gênants. Notre existence terrestre est enregistrée, évaluée, commentée et représentée en des termes de plus en plus abstraits. (...) Le lieu est constamment éclipsé par les idées. La puissance des concepts est indéniable (...). Mais ils sont loin d'être les seules forces à l'œuvre. Je suis de plus en plus attentif à l'emprise de la géographie, des distances et du climat sur mes goûts, mon imagination et mes attentes.”

Tim Winton, écrivain australien, *Island Home: a landscape memoir*, Minneapolis, Ed. Milkweed, 2017
(en Français : Mon île : mémoire d'un paysage)

Introduction

Les éléments matériels de la vie sont plus têtus que les abstractions - **FIGURE 24.**

Tout système social exprime ses caractères dans l'espace : il a des modalités géographiques, ou socio-spatiales pour reprendre le vocabulaire de la géographie sociale (Di Méo et Buléon, 2005). Pour le dire autrement : la façon dont on aménage notre territoire n'est que la matérialisation de notre façon de vivre. L'ère de la modernité en se développant, a exprimé par ses formes spatiales, toute la conception du monde qui est la sienne. La transition de l'ère paysanne à l'ère de la modernité s'est donc matérialisée par une métamorphose majeure de la forme et de l'organisation des lieux à toutes les échelles, depuis l'échelle de la maison, jusqu'à l'échelle planétaire. En résumant à grands traits, on peut dire que l'expression spatiale majeure de l'ère paysanne était l'espace rural, c'est-à-dire une aire de nature domestiquée par l'agriculture, semée ponctuellement de modestes villes, tassées et denses. L'expression spatiale majeure de l'ère de la modernité est la ville mécanisée et motorisée, la grande ville étalée autour de noyaux anciens plus ou moins abandonnés.

Mon affirmation est que la campagne en tant que réalité physico-spatiale, est néanmoins restée jusqu'à ce jour l'une des figures géographiques qui composent les territoires et l'un des environnements de vie d'une partie importante de la population. Non seulement les territoires ruraux existent encore dans la modernité, mais contrairement à l'idée que diffuse le discours dominant, ils connaissent en général un regain démographique (Pistre, 2012, 2016 et 2018). Mieux, les moteurs du développement local semblent être alimentés par la qualité du cadre de vie et la qualité sociale des campagnes. On peut même envisager de façon audacieuse que les campagnes et leurs petites villes soient un lieu d'avenir (Datar, 2011). Au cœur de l'ère de la noosphère, habiter de façon dispersée pour une meilleure qualité de vie environnementale et sociale, pourrait devenir possible grâce à la mobilité numérique via la télé-communication, le télé-travail et des formes d'urbanité virtuelles (visio-conférences et hologrammes pour des concerts ou des musées en ligne) ou des formes d'urbanité temporaires (événements, festivals, foires, etc). C'est pourquoi il est urgent que les élus ruraux puissent le savoir et en débattre, pour mettre en œuvre dès à présent, de nouvelles politiques d'aménagement adaptées.

Cette partie 3 définit la campagne en insistant sur le référent physico-spatial, alors que la suivante considérera plus particulièrement le référent social. Cette distinction n'a qu'un but pédagogique puisque



les deux sont liés en système. Un mouvement de redistribution de la population française dans l'espace s'opère à la faveur des territoires périurbains et ruraux. Ces dynamiques démographiques trouvent racine dans un désir résidentiel, fondateur du développement des territoires. Ce désir résidentiel s'enracine dans les besoins humains fondamentaux. Ainsi depuis l'ambiance rurale jusqu'au droit au village, s'organise un chemin.

La pensée occidentale moderne qui fonde la science, a épousé l'idée d'un humain libre de la Nature aux temps des Lumières. Mais le déterminisme de l'environnement naturel sur les humains reste un fondement de la géographie jusqu'au 19^e siècle, avant que la motorisation ne fasse voler en éclats le poids de l'espace (Ribeiro, 2012). La géographie bascule alors dans l'affirmation diamétralement opposée de l'inexistence totale des effets de lieux. Au 20^e siècle, l'espace devient le décor inerte du jeu social. Cette abstraction spatiale est allée de pair avec un tournant quantitativiste des sciences.

Dans les années 1990, la recherche évolue vers une approche par l'individu et son corps dans l'espace. La géographie s'est peu ouverte à cette perspective (Di Méo, 2000), contrairement à la psychologie de l'environnement (Fleury-Bahi, 2010). Celle-ci a validé plusieurs éléments : l'espace est une réalité extérieure à l'être humain. La distance en est une conséquence visible. Elle s'exprime à l'homme à toutes les échelles. L'espace n'existe que par ce qui le remplit : il est donc le contenant et le contenu. Il est matérialisé par un environnement physico-spatial correspondant au cadre de vie ou aux ambiances. Celui-ci est lié à un contexte social, perceptible à travers les personnes qui évoluent dans ce lieu. Le référent physico-spatial et le référent social forment l'environnement socio-physique où vit l'individu (Stokols et Altman, 1987). Cet environnement de vie entre en relation avec l'individu par le biais de ses perceptions sensorielles. Ce processus perceptif est ensuite transformé par l'individu, en processus évaluatif en fonction de sa personnalité, de sa relation à ce lieu, de ses expériences passées, de ses représentations socio-culturelles. Cette modalité évaluative sert de base à un processus affectif d'attachement au lieu (comparable à l'identification à un groupe social) et in fine à un processus comportemental. Il y a donc une interrelation, une transaction, entre l'individu et son environnement qui se définissent et se transforment mutuellement (Amerigo et Aragonés, 1997). A l'échelle macro, cette approche transactionnelle de la relation homme / environnement a été développée par Jared Diamond (1997) pour démontrer les effets systémiques entre les environnements naturels et l'histoire des civilisations. A méso-échelle, sont apparues des recherches sur les effets des ambiances sensorielles. C'est l'aménagement et le marketing qui en diffusant des odeurs, en organisant la déambulation, etc, tentent d'induire les comportements. A l'échelle micro, la biologie a mis en lumière l'adaptation des gènes aux environnements de vie. Cette épigénétique est l'une des plus grandes révolutions de la biologie.

Depuis l'histoire des civilisations jusque dans l'expression de nos gènes, nous sommes en interaction physique constante avec nos environnements de vie : nous ne pouvons plus en faire abstraction. Toutes les sciences font leur tournant relationnel.

FIGURE 24. La relation Homme - Environnement dans les sciences





Habiter la campagne ou le renversement des dynamiques démographiques

La campagne, ou l'espace rural³⁴, est une catégorie spatiale habitante très banale dans le langage commun (Petite et Debarbieux, 2013 ; Barthe et al. 2017). La campagne désigne une aire de nature domestiquée. La campagne se distingue de la nature sauvage au sein de laquelle la vie humaine est menacée par la faune, la flore ou les éléments. En France, la nature sauvage n'existe plus ou si peu. La campagne se distingue également de la ville qui est un environnement de vie artificialisé (Berque, 2011 ; Le Caro 2016). Au sein des campagnes, la variation des paysages, c'est-à-dire de l'écosystème, des productions agricoles et de la densité des éléments bâtis, la présence de signes d'une proximité urbaine ou de signes paysagers de difficultés économiques locales, apportent des nuances régionales. De même, les lieux habités peuvent être différenciés et hiérarchisés selon leur taille et la nature des équipements de commerces ou de services qui s'y trouvent, depuis le hameau, le village, le lotissement, le bourg, la petite ville, etc. Les catégories spatiales vernaculaires sont fondées sur la perception habitante de l'environnement socio-physique. Soupçonnées de subjectivité, de passéisme, de déterminisme, elles ne sont pourtant que trop exceptionnellement interrogées par les universitaires (Flatrès, 1960 ; Roux, 2018).

Décrire une ambiance rurale

Une ambiance rurale peut-être décrite du point de vue des sens et des ressentis, sans aborder ici la question de la valeur attribuée à ces perceptions sensorielles.

La campagne c'est d'abord une perception visuelle, un paysage, qui exprime matériellement une partie des réalités sociales. L'espace rural est défini comme une nature domestiquée par l'activité agricole. Il est marqué par la présence végétale, les variations saisonnières de la couleur verte, les lignes horizontales (de la Sourdière, 2019). La vie animale accompagne la vie rurale. En été, lorsque les portes des maisons sont ouvertes, les insectes (mouches, guêpes, ...) et parfois petits animaux sauvages (rongeurs, lézards, batraciens, oiseaux, hérissons, écureuils, ...) entrent dans les maisons, quand ce ne sont pas les chiens ou les chats qui les y apportent. Plus rarement, de plus gros mammifères s'approchent (renards, sangliers, cervidés). La présence humaine est bien là, mais diffuse. L'habitat est individuel. Il est organisé en hameaux, villages et bourgs, autour desquels se sont adjoints depuis 40 ans, des lotissements. Les agglomérats humains restent de taille modeste malgré l'ajout des zones d'activités, des supermarchés, des ronds-points, des routes où circulent des scooters, voitures, cars scolaires, camions et tracteurs. L'offre d'équipements est limitée aux besoins ordinaires. Les villages et les bourgs comptent une boulangerie,

³⁴ Dans cet ouvrage, les mots campagne et espace rural apparaissent comme des synonymes datés : l'espace rural est la forme modernisée de la campagne paysanne. En revanche, Yvon Le Caro (2016) distingue la campagne et l'espace rural. Pour cet auteur, la campagne est le paysage de l'activité agricole. La dichotomie ville-campagne peut ainsi exister au sein même des communes, y compris des métropoles. L'espace rural est pour lui un territoire structuré par une centralité relativement basse dans la hiérarchie urbaine.



une alimentation, un garage automobile, un café, un restaurant, un salon de coiffure, une école primaire, des terrains de sports de plein air (foot, basket, tennis, pétanque, skate-board, ...), un cabinet infirmier, un médecin. Les gros bourgs sont identifiables par la présence d'un collège, d'un supermarché, de quelques équipements de commerces et de santé plus rares. Enfin la petite ville marque la limite entre le monde rural et le monde urbain. Elle est un lieu d'emploi. Elle est reconnaissable visuellement car elle comprend plusieurs rues commerçantes dans son centre et des services plus rares. On y trouve le lycée, un hôpital local, des médecins spécialistes, un hypermarché, des grandes surfaces, des magasins de vêtements, un cinéma et des marques de fast-food. Il n'y a pas de transport collectif interne à la petite ville, mais elle compte souvent une gare. Sans être totalement exclus, les signes extérieurs de richesse sont en général rares dans les campagnes, car elles sont majoritairement habitées par des catégories sociales populaires et intermédiaires. Il y a bien çà et là des "châteaux" marquant le centre d'un ancien domaine foncier de rente, aujourd'hui démembré, des maisons bourgeoises dans les gros bourgs et les petites villes qui peuvent être habitées par des populations aisées, de façon intermittente parfois. La logique marchande investit peu les espaces publics ruraux qui comptent peu de publicité, le stationnement automobile y est toujours gratuit. La campagne c'est aussi une ambiance nocturne : à la campagne, la nuit, il fait noir. L'éclairage public est limité dans le chef-lieu de commune. Souvent, du fait du peu de passants nocturnes et de la modestie des finances publiques, on éteint les lampadaires après 22h30. Une étudiante me proposa comme élément de définition de la campagne en France : "c'est là où on voit les étoiles la nuit".

La campagne, c'est une ambiance sonore mêlant les bruits intermittents de l'activité humaine notamment agricole et automobile, avec le bruit du vent dans les arbres, les chants d'oiseaux, le coassement de grenouilles ou le bruit des cigales dans les campagnes méditerranéennes, le bruit des animaux des fermes, l'abolement des chiens et parfois le silence. Un élu a ainsi travaillé avec la Ligue de Protection des Oiseaux, sur les ambiances sonores de sa commune, en protégeant l'habitat des oiseaux pour favoriser leur présence chantante. Ce peut être aussi les façons de parler des classes populaires dont la présence est majoritaire ici, et parfois de celles des anciens, empreintes des traces des parlers locaux du passé. En juin 2019, le maire de la commune de Gajac en Gironde a écrit aux députés français en demandant que l'ambiance sonore rurale soit classée au patrimoine mondial de l'UNESCO. Cet acte symbolique marquait une révolte par rapport à la domination que constitue les quelques plaintes, fort médiatisées, de nouveaux habitants "urbanisés" ou "modernes", qui s'autorisent à exiger par voie juridique, l'arrêt des cloches, la mort du coq ou la destruction d'une mare à grenouilles au prétexte qu'ils sont gênés par l'ambiance sonore du lieu qu'ils viennent d'investir. L'asymétrie des rapports sociaux est évidente, tant on imagine mal un néo-citadin tenter par voie juridique l'interdiction de la circulation sous sa fenêtre la nuit, ou le déplacement d'un lampadaire sous prétexte de pollution lumineuse.

La campagne est une ambiance olfactive, mêlant nature et agriculture. Elle offre des odeurs d'humus les jours de pluie, d'herbe fraîchement coupée au moment des foins, de chaumes surchauffés l'été, de champs de colza en fleurs. Parfois ce sont des odeurs d'animaux de fermes selon l'orientation des vents, plus ou moins plaisantes selon la nature et l'intensité de l'élevage. Parfois ce sont d'inconfortables effluves d'épandages agricoles : fumiers bovins, lisiers porcins, fientes avicoles ou mous de vinification selon les régions. Parfois ce sont les odeurs inquiétantes des pulvérisations chimiques de moins en moins bien acceptées par le voisinage.



La campagne est-elle reconnaissable par les saveurs ? Certes, le goût particulier des terroirs s'imprime encore dans les vins si les processus de vinification modernes par levures exogènes n'ont pas achevé leur uniformisation. Existe-t-il encore des pratiques culturelles alimentaires localisées (Delfosse, 2004 ; Bessière et al., 2010). Un tel sujet peut paraître totalement désuet. La "cuisine bourgeoise" a remplacé l'austère cuisine paysanne lors de la phase d'acculturation à la modernité. Et l'hyper-modernité contemporaine lisse aujourd'hui à l'échelle continentale, l'alimentation humaine. Au cœur de la mondialisation, s'implantent jusque dans les petites villes, les grandes enseignes de fast-food américaines et les petits établissements familiaux de kebabs. Dans le monde moderne, existe-t-il encore, en dehors de la gastronomie, une géographie de l'alimentation, cette campagne intime de l'Homme ?³⁵

La campagne engage la perception du corps dans l'espace. Le sens du toucher est la voie d'expérience du vent, du soleil ou de la pluie dont les variantes régionales et les sensations associées, sont joliment décrites par Jean Rouaud écrivain de Loire-Atlantique, au début de son livre *Les champs d'honneur*, prix Goncourt en 1990. A la campagne, le linge sèche souvent dehors, suspendu à un fil. Les espaces de vie sont en moyenne plus vastes qu'en environnement de vie urbain. Chacun possède un jardin, c'est-à-dire un espace privé extérieur. La campagne, c'est un rapport particulier à la distance. Elle peut être mesurée à partir des déplacements en voiture pour accéder à l'emploi ou aux services. "Ici, quand on part on doit se lever de bonne heure, car ailleurs est souvent loin" écrit Christine Van Acker (2014). C'est également la distance sociale entre soi et autrui. Moins on est nombreux et plus on se salue, lorsqu'on se croise au milieu d'une rue de village. C'est la faible distance à la nature qui rend très perceptible l'hiver ou le réveil du printemps (de la Sourdière, 2016). C'est la grande distance numérique générée par un réseau plus ou moins efficace selon les lieux. La distance est perceptible.

La campagne est cet ensemble composite de réalités sensorielles, expressions d'un environnement de vie particulier, construit socialement, qui agit sur nos ressentis, notre expérience du lieu et nos comportements. En ce sens, la campagne existe, elle est une ambiance singulière, qui peut se décliner de multiples variantes selon la distance à la ville, la topographie, les contextes régionaux, les trajectoires historiques.

Délimiter le cadre de vie rural

Cet environnement de vie peut être délimité ou cartographié de façon simple. Certes il n'existe pas de cartographie française des ambiances sonores ou olfactives. Mais il existe des cartes des paysages. Il existe des cartes des nuits étoilées. Il existe des cartes des densités humaines et des densités du bâti. Pour cartographier les espaces ruraux français, il est aisé de reprendre deux variables classiques de l'approche par les environnements de vie : la densité d'une part et la diversité d'autre part (Moles et Rohmer, 1977). L'Observatoire en réseau de l'aménagement du territoire européen (ORATE), a proposé en 2011, une carte produite à partir de la densité et de la taille des agglomérations, définie par carré de 1 km de côté

- **FIGURE 25.** Au niveau européen, la forte densité humaine se définit par plus de 50 000 habitants contigus

³⁵ Originaire des bords de Loire, je m'amuse néanmoins de la présence de surimi à la forme et à l'arôme de la civelle (nom local des alevins d'aiguilles) dans les supermarchés de ma région, qui offre aux autochtones âgés le plaisir de retrouver le goût d'un aliment hier banal, devenu inaccessible. Un ami parti vivre dans la région de Toulouse, m'interloqua lorsqu'il m'affirma que sa plus grande surprise en pays occitan, outre la froide tramontane en hiver, fut de ne pas trouver de langue de bœuf fraîche ou en boîte à acheter. De même un ami du Finistère s'étonnait de ne pas trouver de graisse salée dans la région nantaise.



et une densité humaine supérieure à 1 500 habitants par km². De telles agglomérations, formant des villes grandes et moyennes, groupent 35% de la population française, soit un peu plus d'un tiers.

La seconde catégorie identifie les espaces comptant de 5 000 à 50 000 habitants agglomérés, c'est à dire des petites villes et des villes moyennes, ou avec une densité de plus de 300 habitants par km², c'est-à-dire des environnements paysagers de type périurbain. Ceux-ci représentent 30% de la population française.

Enfin selon la statistique européenne, la ruralité concerne le reste du territoire, c'est-à-dire une densité inférieure à 300 hab/km² et des agglomérations inférieures à 5 000 habitants. Cela concerne 35% de la population française. Pour la France, l'INSEE a séparé en deux cette catégorie européenne, en créant un nouveau seuil pour identifier les territoires d'une densité inférieure à 25 hab/km².

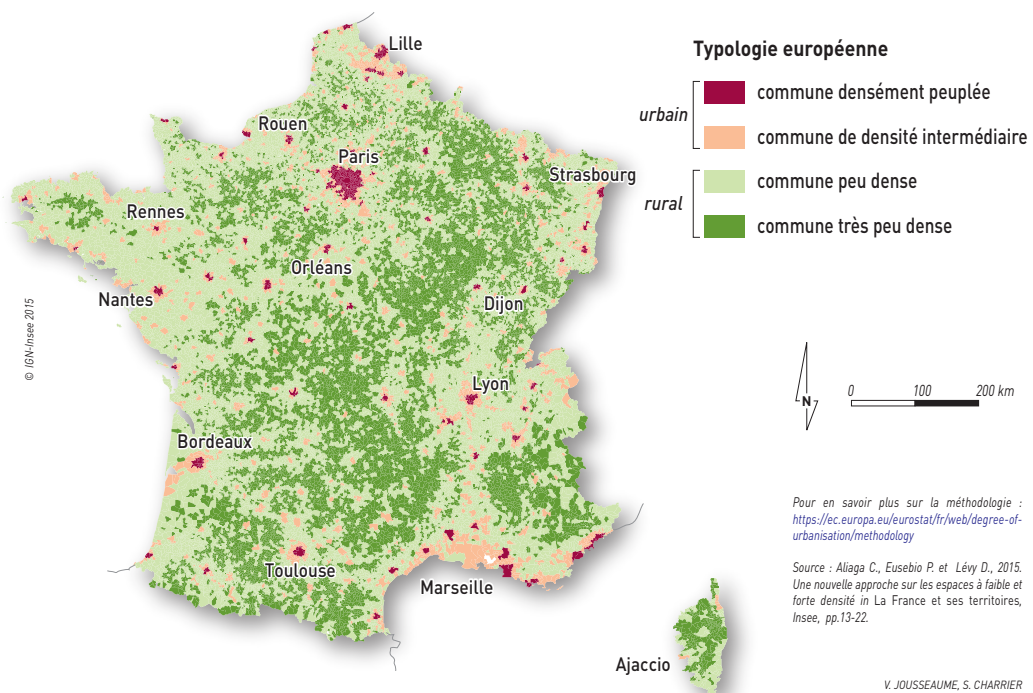


FIGURE 25. La définition de l'espace rural selon la typologie européenne

Concernant la proportion de population rurale, ces chiffres correspondent aux résultats de mes propres travaux fondés sur la diversité des équipements (Jousseau 2014, Jousseau et Talandier 2016). Ces recherches ont évalué la population rurale à plus de 36% de la population française. Presque 8% des Français vivent dans de petites villes (présence d'un lycée, d'un hôpital et d'un hypermarché, population allant de 6 000 à 30 000 habitants selon la densité régionale et la distance à la grande ville). Presque 11 % des Français vivent dans des villes moyennes (présence d'un IUT, d'urgences, de commerce de meubles, avec une population comprise entre 10 000 et 100 000 habitants selon les régions). Environ 45% de la population française est localisée dans les grandes villes (comptant une université correspondant en général à des agglomérations de plus de 100 000 habitants). La part de la population rurale et la part de celle des petites villes varient beaucoup selon les départements français. Additionnées, elles peuvent largement représenter la majorité de la population. On peut bien sûr penser au département de la Lozère par exemple. Mais c'est aussi le cas de départements plus densément peuplés mais structurés autour de petites villes comme la Vendée, les Côtes d'Armor, le Morbihan, la Charente, les Deux-Sèvres, et bien d'autres.



La fin historique du processus d'urbanisation

Le processus de concentration urbaine, et son corollaire l'exode rural, sont à classer dans les archives de l'Histoire - **FIGURE 26**, même si le discours dominant occulte cette réalité. Il importe de dire aux habitants, aux élus et aux acteurs de l'aménagement rural, qu'une lente redistribution démographique a déjà commencé et alimente dorénavant les campagnes. Cette information est importante à transmettre dans une société où le dogme de la croissance parée de toutes les vertus économiques et sociales, mortifie et obnubile les élus. La croissance démographique est perçue comme un indicateur de bonne gouvernance communale. J'ai constaté à de nombreuses occasions, combien la peur du déclin génère par réaction un désir de croissance démographique à n'importe quel prix. Même en cas de croissance démographique avérée, les élus ruraux continuent souvent de penser leur territoire dans l'imaginaire de l'exode rural. Cette peur conditionne l'élaboration de PLU laxistes sur les conditions de la croissance.

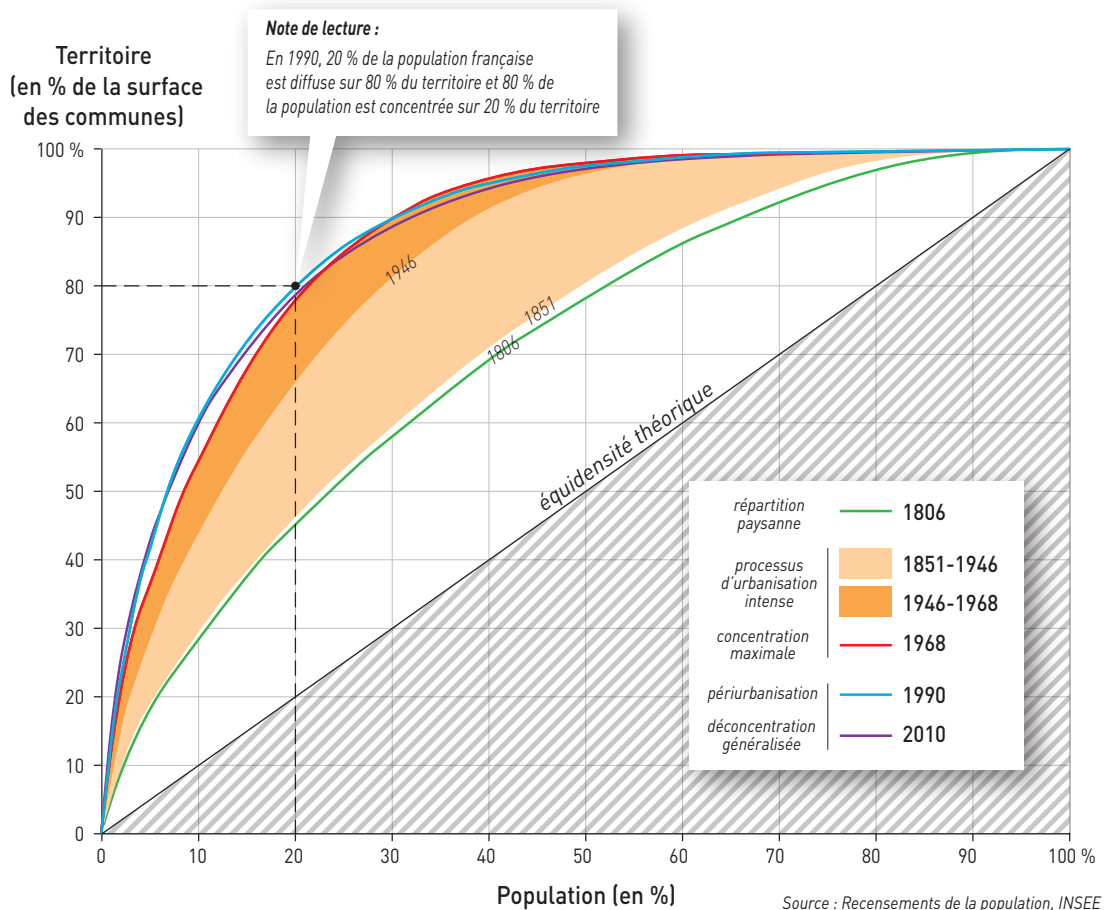


FIGURE 26. Concentration et déconcentration de la population en France



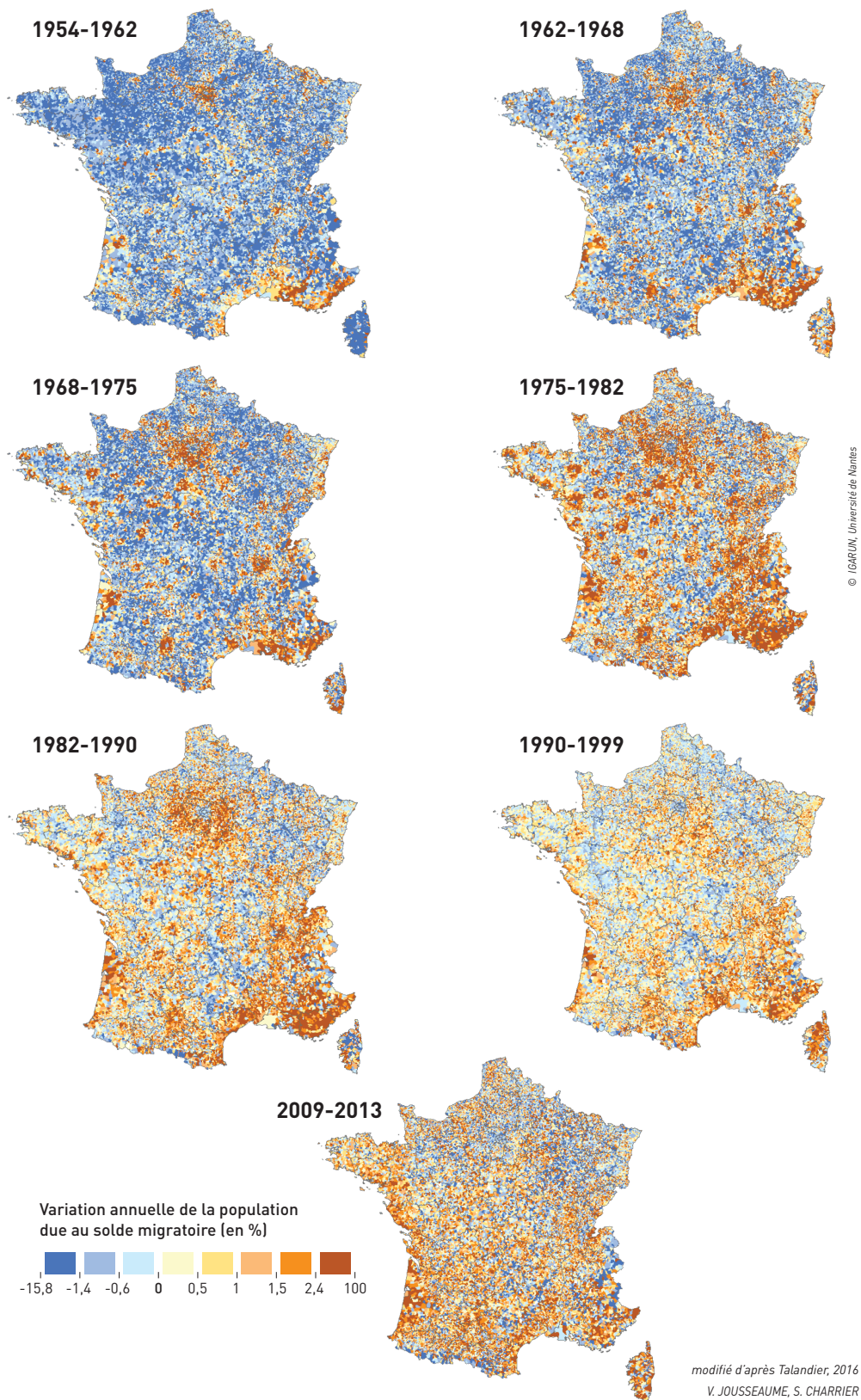


FIGURE 27. Le bilan migratoire des communes françaises entre 1954 et 2013



Sur le long terme, en reprenant tous les recensements français de 1801 à nos jours, un véritable mouvement de balancier démographique est observable en France. Entre 1851 et 1968, la population française, quittant les campagnes du fait de l'industrialisation de l'économie, s'est concentrée massivement, dans un mouvement de grande inspiration vers les villes (Talandier, Jousseume et Nicot, 2016).

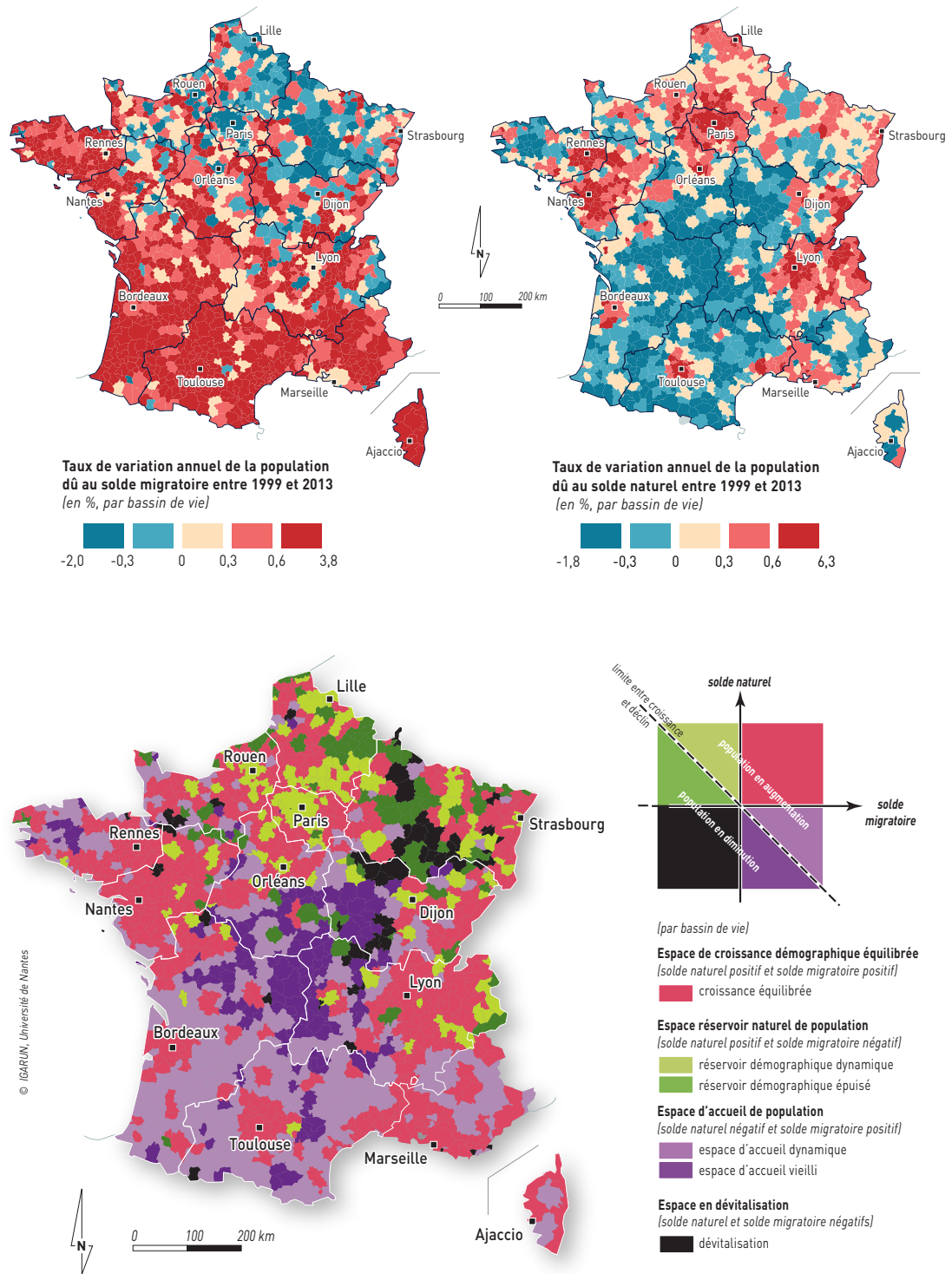
Depuis le recensement de 1968, la population française se déconcentre. Les villes quelle que soit leur taille se desserrent - **FIGURE 26**. Entre 1968 et 1990, on a appelé ce mouvement, la périurbanisation, car ce desserrement se faisait autour des villes, grandes, moyennes et petites, alors que les espaces ruraux éloignées des villes restaient marquées par un bilan migratoire négatif. En ce sens, on peut soutenir l'idée que la périurbanisation est une détente de l'urbanisation.

Depuis 30 ans, y compris dans les espaces les moins denses on n'observe plus aucun phénomène de concentration, au contraire le desserrement gagne du terrain - **FIGURE 27**.

A partir des années 1980 dans le quart sud-est de la France et au cours des années 1990 ailleurs, les mouvements migratoires cessent de s'inscrire dans cette logique périurbaine. Les migrations internes à la France expriment une nouvelle logique régionale : toutes les moitiés sud et ouest du pays attirent avec des maxima sur les franges côtières. En revanche, le Bassin parisien, le Nord et l'Est, c'est-à-dire les territoires précocement industrialisés, ceux qui étaient les plus attractifs au début du 20^e siècle, ont un bilan migratoire négatif - **FIGURE 28**. Le réseau urbain n'influence plus les migrations. On ne peut plus considérer les dynamiques démographiques contemporaines comme un processus d'urbanisation : nous avons affaire à un nouveau phénomène. Ce fait me paraît majeur et mérite d'être nommé et étudié.

Il ne s'agit pas ici de nier le lourd poids démographique des villes. L'armature urbaine est en place et elle ne va pas disparaître. Son inertie est très forte. Mon propos n'est pas de discuter du poids majeur des villes et de l'importance nationale d'une réflexion scientifique et politique sur les mondes urbains. Mais il est important de souligner également la bascule historique de la dynamique démographique qui commence à redistribuer lentement les populations dans l'espace national. La redistribution de la population française s'appuie sur un renversement des moteurs de la dynamique démographique tant des villes que des campagnes. Hier on naissait à la campagne et on migrait vers les villes. Aujourd'hui on naît dans les périphéries métropolitaines et on migre vers le Sud et l'Ouest du pays. Le bilan migratoire des espaces ruraux est devenu positif partout, même si dans les campagnes du centre de la France, ce bilan migratoire positif ne compense pas (encore ?) le solde naturel très déficitaire - **FIGURES 27 ET 28**. Seul l'est du Bassin Parisien où persistent des lieux de dévitalisation démographique (bilans naturel et migratoire négatifs) fait exception.





Sources : Insee, RP 1999-2013 ; IGN GéoFla, 2015 modifié d'après CGET, 2017 (carte); Bermond et Jousseau, 2013 (légende)

V. JOUSSEAU, S. CHARRIER

FIGURE 28. Les deux moteurs de la dynamique démographique des territoires en France





Le cadre de vie ou le renversement des moteurs du développement local

L'observation du développement économique sur le territoire conjugue deux logiques, l'une hiérarchique, l'autre régionale. Si l'analyse hiérarchique fonde le récit hyper-moderne de la CAME, l'analyse régionale offre des enseignements pour enrichir la réflexion.

La métropolisation ou la vision hiérarchique du développement

La rediffusion dans l'espace des populations et donc des revenus, est concomitante d'une concentration spatiale du PIB vers le cœur des métropoles, c'est-à-dire les principales grandes villes françaises, dont les agglomérations dépassent en général 200 000 habitants (Davezies, 2009). Rappelons qu'entre la fin des années 1950 et 1990, la création du PIB s'était diluée dans l'espace français du fait de la diffusion industrielle vers les petites villes. En revanche, à partir des années 1980, la création de PIB s'est reconcentrée sur les grandes villes. En effet, le capitalisme industriel à la recherche de meilleurs profits, engage une division internationale du travail en partant à la recherche d'une main-d'œuvre mondiale moins chère. Cette délocalisation des productions a généré une grave crise des industries de main-d'œuvre occidentales. Les industries occidentales n'ont résisté qu'au prix d'une qualité productive, là où existait des savoir-faire techniques souvent anciens et d'un attachement au territoire (Aubert et Diallo, 2016). Au cœur de ce système mondialisé de production, les métropoles, les plus dotées en équipements rares et en main-d'œuvre très qualifiée, du fait de leur taille, ont été les plus capables de s'adapter à des projets de haute valeur ajoutée. Elles ont été les plus rapides à convertir leur économie hier industrielle en une nouvelle économie fondée sur le commandement, la recherche-développement, le financement, la logistique, le négoce, le marketing. Ce mouvement macro-économique a généré une re-concentration de la création d'emplois de haute-valeur ajoutée et de la croissance économique mesurée en PIB vers les métropoles.

Curieusement, et pour la première fois dans l'histoire, on observe dans le même temps, une diffusion des populations et des revenus dans l'espace. Les territoires qui créent du PIB, ne sont plus les lieux qui bénéficient le plus d'une amélioration de leur revenu et d'une croissance de leur population. Pour le dire simplement, il y a une soixantaine d'années, un étudiant provincial avait intérêt à migrer vers la région parisienne où il trouverait un travail et améliorerait à coup sûr son niveau de vie. Aujourd'hui, un étudiant provincial peut migrer vers Paris pour trouver un emploi, mais développe rapidement une stratégie de retour vers la province où son niveau de vie est souvent relativement plus avantageux. Il y a une déconnexion entre création de richesse et niveau de vie. D'abord parce que l'économie productive est soumise à une concurrence internationale qui tire les salaires vers le bas et génère de l'instabilité économique chronique. D'autre part, la mobilité des personnes (retraite, tourisme, résidence, ...) et les transferts sociaux redistribuent les revenus dans l'espace national.



Dans cette perspective, selon le discours de la nouvelle économie, il conviendrait de soutenir l'économie productive sur-performante des métropoles pour soutenir la croissance de l'économie résidentielle sur l'ensemble du territoire national (Davezies, 2012 ; Davezies et Pech, 2014). On a là, une déclinaison géographique de la pensée politique dite du ruissellement, qui suppose que les richesses nouvelles sont uniquement générées par le haut de la hiérarchie sociale et territoriale. Ainsi, l'Île-de-France produit actuellement environ 30% du PIB national. Elle représente 18% de la population française. Selon Laurent Davezies, les transferts financiers, font que l'Île-de-France bénéficie de 22% de la richesse nationale sous forme de revenus. Une telle analyse peut être utilisée pour alimenter un discours politique sécessionniste des pôles métropolitains, qui rompt radicalement avec le récit national.

On observe depuis peu la critique d'une telle interprétation. Olivier Bouba-Olga et Michel Grossetti (2015) ont souligné la nécessaire distinction entre l'effet de taille et l'effet de sur-performance économique. Ces deux chercheurs reconnaissent bien sûr l'effet de taille des métropoles en valeur absolue. En revanche, ils en dénoncent la déduction de leur sur-performance relative. Selon eux, une telle affirmation est générée et entretenue par les méthodes de calcul. Olivier Bouba-Olga (2017) propose une analyse de l'efficacité économique des territoires fondée sur la spécialisation, le contexte régional et la trajectoire historique, pour expliquer la diversité des dynamiques productives contemporaines et les sur-performances particulières à chaque territoire.

Les chercheurs ayant conduit l'étude menée pour le compte de France Stratégie, Marc Brunetto, Denis Carré, Nadine Levratto et Luc Tessier (2017) vont dans le même sens et nuancent également le discours de la sur-performance productive des métropoles et leur rôle de locomotive pour les territoires voisins. Ainsi, selon le rapport de France Stratégie, sur 12 pôles métropolitains étudiés, le taux de variation de l'emploi s'érode depuis 2008. Certaines métropoles se portent moins bien que la moyenne nationale (Rouen, Nice). De plus la relation entre chaque métropole et le territoire voisin est très variable. Économiquement, Brest, Montpellier, Bordeaux, Toulouse, Lille et Paris sont peu connectés à leurs territoires. En revanche, Nantes, Rennes, Lyon, Grenoble, Strasbourg et Marseille en croissance, et Nice en repli, sont très liés économiquement à leur territoire. Le rapport souligne même que Nantes et Rennes sont tout autant soutenues par la remarquable dynamique des territoires ruraux qui les entourent, qu'elles ne les soutiennent elles-mêmes. Elles ne sont pas les locomotives de leur région, mais l'un des éléments du système productif régional. En effet, d'autres effets territoriaux locaux non-métropolitains agissent positivement sur la dynamique de l'emploi dans la moitié sud, dans la moitié ouest et en Alsace. Tout cela converge avec l'analyse de l'Observatoire du Dialogue et de l'Intelligence Sociale (ODIS) sur les fondements de la compétitivité régionale, très liés aux qualités sociales des territoires. Depuis 2004, l'ODIS publie annuellement un rapport sur l'état social de la France. Intitulé "Gouvernance, Lien Social et Performance" et mené à l'échelle des régions administratives de la France métropolitaines, leur rapport souligne la forte corrélation entre les indicateurs de performance économique régionale et les indicateurs régionaux de lien social. Toutes ces études soulignent l'originalité de l'Ouest de la France, où la vitalité de Nantes et Rennes se juxtapose avec l'extraordinaire résilience productive des industries rurales, très visible sur les cartes du livre "Le mystère français" d'Hervé Lebras et Emmanuel Todd (2010). Le dynamisme économique de la Vendée choletaise ne peut pas être expliqué par la théorie de la métropolisation et de la nouvelle économie, pour autant ce modèle fonctionne. Il en est de même de beaucoup d'entreprises localisées dans des petites villes, connectées directement au monde entier (Tallec, 2014).



Ces travaux laissent présager que le mouvement résidentiel de retour vers les littoraux, les territoires ruraux, les bourgs et petites villes du Sud et de l'Ouest, augure d'un mouvement économique de même logique. Un article de la revue Alternatives Economiques³⁶ pose publiquement cette hypothèse en titrant : *Emplois : le soleil et la mer plus fort que les métropoles ?* L'industrie s'est diffusée dans l'espace en s'implantant régionalement au 19^e siècle, en descendant ensuite dans la hiérarchie urbaine au cours du 20^e siècle, depuis les grandes villes jusqu'aux petites villes. On peut émettre l'hypothèse que, de même, l'économie post-industrielle née d'abord dans les métropoles va se répandre pour se développer sur l'ensemble des territoires au fur et à mesure que s'amplifiera l'économie numérique. La logique de diffusion de cette économie s'attache particulièrement à des qualités paysagères et environnementales sur la même logique que le tourisme, mais aussi des qualités sociales du territoire. Cela rejoint les analyses de la transition développées par des consultants et conférenciers comme Olivier Bérut (2011) ou Marc Halévy (2010), qui diffusent leur propos dans les cercles entrepreneuriaux et qui soutiennent que les qualités nécessaires à l'économie de la connaissance sont des savoir-être. Au fond, ils confirment par le terrain, les travaux d'Emmanuel Todd sur les ressorts anthropologiques profonds de la société, donc de l'économie.

A partir de ces observations, il n'est pas insensé d'envisager que la très grande ville ne soit qu'une forme limitée à l'ère de la modernité dans notre façon d'occuper l'espace pour produire des biens matériels. Les métropoles actuelles et leurs aires diluées de recrutement de travailleurs ne sont probablement elles-mêmes qu'une forme transitoire vers un peuplement futur plus diffus encore (Jousseume, 2017). Dans une économie fondée sur le numérique, la campagne est une forme possible du peuplement du futur à ne pas négliger (Jousseume, 2018). Abdenour Bidar dans son récent livre *Libérons-nous des chaînes du travail et de la consommation* (2018) qui questionne l'hypothèse de la diffusion d'un revenu inconditionnel et universel, arrive à la même conclusion. *"Nous serons infiniment plus libres de choisir notre lieu de vie. Les grandes métropoles qui nous retiennent parce qu'elles concentrent les emplois cesseront tôt ou tard d'être comme (...) l'ampoule qui attire des papillons (...). Dans des proportions bien plus importantes qu'aujourd'hui, les gens choisiraient de quitter ces villes bruyantes et surpeuplées où il est si difficile de se reposer vraiment ou d'élever des enfants. Nous aurions là enfin une véritable opportunité de réinvestir les campagnes, de les repeupler en nombre, de les redynamiser, de les revitaliser, d'y recréer une vraie vie sociale et culturelle... Et d'y mener aussi une vie écologique autrement plus réelle que (...) de cultiver son mini-carré de menthe ou de cannabis sur son mini-balcon !"* (p.60-61).

Le cycle de vie des territoires ou la vision régionale du développement

En élargissant l'observation de la dynamique démographique, sociale et économique des territoires en France, Emmanuel Todd et Hervé Lebras (2013) dans "Le mystère français" esquissent le trajet du processus de développement au sein de la France - **FIGURE 29**. Se dessine alors une dynamique régionale³⁷.

³⁶ Grimault V., 2018, *Emploi : le soleil et la mer plus forts que les métropoles ?*, Alternatives Economiques, 10 avril 2018 (en ligne)

³⁷ Le mouvement est le même qu'aux Etats-Unis où après la gloire industrielle des Grands Lacs du Nord-Est, se développent au sud les sunbelts touristiques de la Floride à la Californie, pour voir émerger aujourd'hui l'économie numérique sur la côte ouest pacifique entre San Francisco et Seattle.



La modernité est apparue dans le quart nord-est du pays au milieu du 19^e siècle, là où l'éducation primaire est alors la plus avancée et d'où la plupart des élus nationaux d'alors sont issus. La France industrielle à l'est de la ligne Le Havre et Grenoble est précocement urbanisée et industrialisée. Elle est le moteur de la nation et le modèle du développement jusqu'aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale.

Le Sud-Est méditerranéen, porté par l'image ensoleillée et authentique de la Provence de Marcel Pagnol à Peter Mayle (2001), devient attractif dans les années 1960. L'idéal provençal prisé par les artistes dès la fin du 19^e siècle est médiatisé par les stars du show-business autour de Saint-Tropez. Dans le même temps, l'Etat travaille à la mise en tourisme de la côte languedocienne en construisant de toute pièce des stations balnéaires de la Grande Motte à Argelès-Plage. L'attractivité se diffuse et concerne peu à peu toute la moitié méridionale de la France, une sorte de sun-belt française, le long d'un axe Nice-Montpellier-Toulouse. Les bacheliers y sont proportionnellement plus nombreux qu'ailleurs. Au début de l'économie de la connaissance, Sophia-Antipolis, le quartier Antigone de Montpellier tentent de renouer avec l'image grandiose de l'Antiquité grecque.

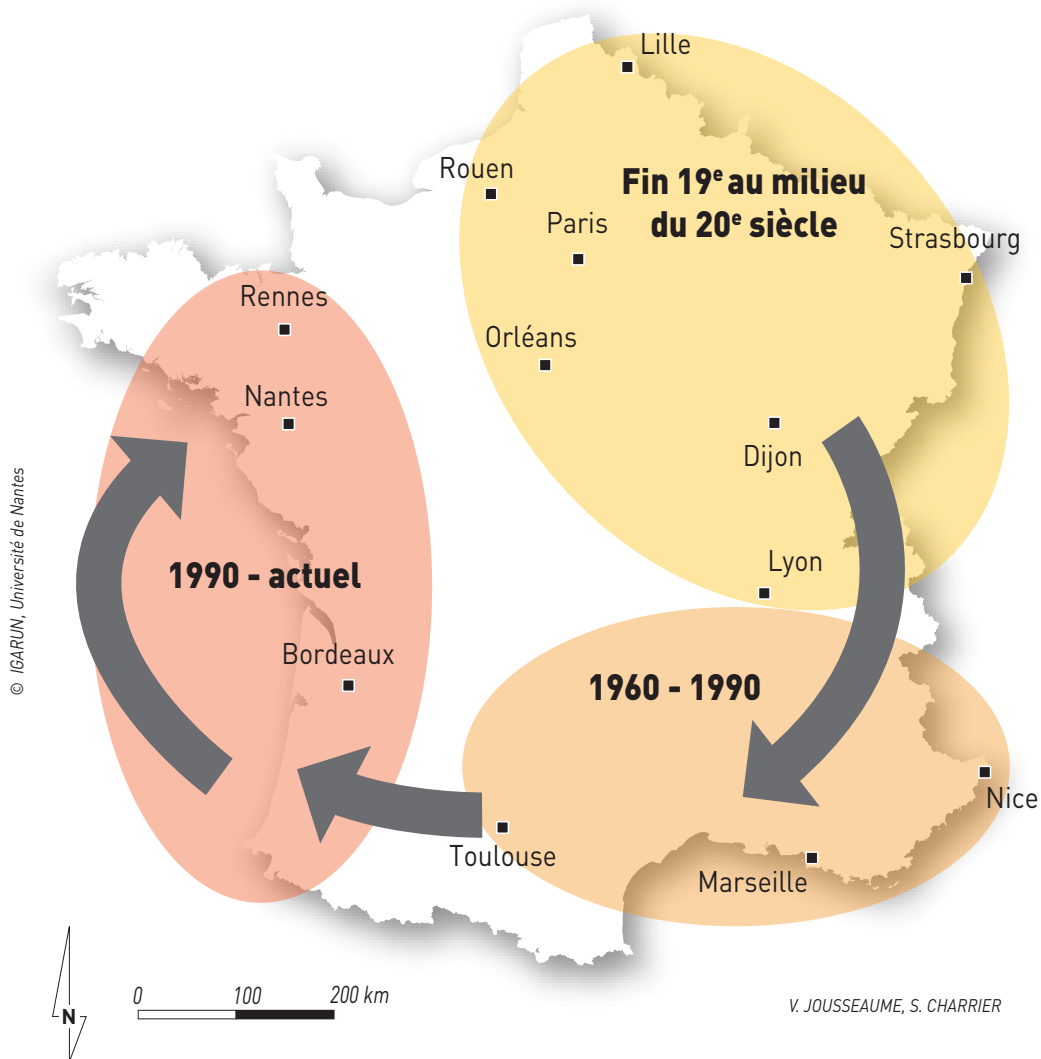


FIGURE 29. Le cycle de vie des territoires d'après H. Lebras et E. Todd



Depuis les années 1990, c'est la façade atlantique qui attire. L'Ouest armoricain est resté à l'écart des mutations anthropologiques de la modernité avant les années 1980. Il n'est qu'à relire les thèses de géographie ou le rapport de recherche sur le changement social du CNRS dont le titre résume la situation : "L'Ouest bouge-t-il ?" (1983). Aujourd'hui, l'Ouest possède tous les indicateurs économiques et sociaux les plus favorables de la France. Les stars du show-business aiment se cacher dans le bassin d'Arcachon, sur l'île de Ré, de Noirmoutier ou de Groix. La Bretagne et le Pays Basque sont des figures de proue des nouveaux mouvements citoyens à travers le succès national du mouvement écologiste Alternatiba par exemple ou du réseau BRUDED en faveur de l'échange d'expériences entre collectivités pour le développement durable. Bordeaux et Nantes, qui paraissaient être jusqu'alors de belles endormies (Garat et al., 2005), sont devenues en moins de vingt ans des métropoles branchées, flattées pour leur qualité de vie. Ici plus qu'ailleurs, la jeunesse fait aujourd'hui des études supérieures. Ces régions ont offert en peu de temps plusieurs premiers ministres et candidats aux élections présidentielles (Alain Juppé, maire de Bordeaux, Jean-Marc Ayrault, maire de Nantes, François Fillon, président de la région Pays de la Loire).

J'aime à donner cet exemple. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, l'Ouest de la France apparaissait très paysan, très "en retard" du point de vue de l'industrialisation et de la modernité en général. Les industries du Nord, à la pointe de la modernité, recrutaient des Bretons, des Normands, ... Aujourd'hui il existe un tel déficit de main-d'œuvre ouvrière dans les industries rurales de la Vendée, qu'une opération "Bienvenue aux Ch'tis" a été organisée dans le Haut-Bocage pour attirer des ouvriers au chômage du Nord, en crise industrielle. Qui aurait pu imaginer un tel renversement de situation ? Qui aurait pu prévoir il y a 70 ans, que les territoires paysans vendéens offriraient de l'emploi industriel aux Nordistes ? Absolument personne ! Tout le monde aurait éclaté de rire face à une telle prédiction. Les territoires les plus résilients sur le plan industriel sont les territoires dont les héritages de l'ère paysanne sont les plus récents. Le lien de causalité mériterait d'être analysé. Selon la théorie de l'acculturation de J. Berry, on peut émettre l'hypothèse que c'est justement le bi-culturalisme des campagnes de l'Ouest et du Sud-Ouest, tout à la fois modernes et paysannes (valorisant l'attachement à la localité, la protection mutuelle communautaire et la réciprocité comme principe d'organisation), qui leur permet de répondre à la concurrence internationale, de façon ancrée au territoire.

Que nous enseignent tous ces constats ? Ils nous enseignent que la succession des cycles socio-économiques ne s'opère pas par une confirmation in situ des foyers de développement. Certes, les foyers initiaux bénéficient d'une inertie en termes de poids démographique et économique, mais les cycles socio-économiques de la modernité se déploient en se déplaçant sur le territoire national. Ces déplacements ne sont pas la recherche d'une main-d'œuvre moins chère (la nouvelle économie recherche de la main-d'œuvre qualifiée), ni au contraire la recherche de talents à haute valeur ajoutée (pourquoi ces talents se trouveraient-ils à l'Ouest au Sud ?). Ces mouvements semblent motivés par une fuite en avant, un désir de l'intouché par la modernité, dont les nouvelles régions investies semblent porteuses.

Le désir résidentiel comme moteur du cycle de vie des territoires

Au milieu des années 1990, je me souviens avoir assisté à un cours de l'université de Nantes où Jean Renard, professeur de géographie rurale, spécialiste du développement local vendéen avait invité Bernard Kayser, professeur de géographie de Toulouse, qui avait publié quelques temps plus tôt "La renaissance



rurale". Bernard Kayser expliquait, que les campagnes du sud-ouest connaissent une renaissance car "comme elles attirent des habitants, cela crée des emplois". Jean Renard l'interrompt : "vous voulez probablement dire l'inverse : les territoires créent des emplois et cela attire des habitants ?". "Non, répondit Bernard Kayser, il n'y a pas d'emplois dans les campagnes du Sud-Ouest. Les gens viennent d'abord". Jean Renard insista : "Mais pourquoi viennent-ils alors ?". Le professeur toulousain répondit : "Mais ils viennent parce qu'ils veulent habiter à la campagne !". Le tournant du millénaire fut effectivement marqué par le flux remarquable d'un retour vers les campagnes, notamment d'Anglais et de Néerlandais (Sencébé et Lépicier, 2007 ; Talandier, 2007). Ce fut la période de création du Collectif Ville-Campagne qui se donna pour objet de faciliter ce mouvement. Ce fut aussi l'époque de nouveaux magazines comme "Villages" ou d'émissions comme "Carnets de Campagne" sur France Inter. Deux visions du développement local se distinguaient dans cette conversation entre Bernard Kayser et Jean Renard.

L'Ouest était centré sur un développement à base productive. Le moteur de la croissance de l'emploi, structuré par les entrepreneurs. On suppose que la population suit l'emploi productif. Au cours des Trente Glorieuses, le développement économique des campagnes a été pensé sur cette base productive. Ce développement local n'intègre dans sa conception que les entrepreneurs et les travailleurs. L'idée dominante ici est qu'il faut créer des emplois pour fixer une population active, qui elle-même fixera des familles. L'aménagement a pour but de créer des zones industrielles pour l'emploi et des lotissements pour loger les salariés. Cette conception du développement est caractéristique de la modernité industrielle des années 1950-1980. C'est encore la pensée de la plupart des élus en particulier de la moitié nord de la France, car c'est ce qui est connu.

Le Sud-Ouest selon Bernard Kayser vivait un développement à base résidentiel, où c'est l'emploi qui suit la population (Abildtrup et al., 2018). Magali Talandier parle ici d'économie présentielle, d'une économie liée à la vie sociale sur place. Cette perspective de développement local ne s'appuie pas seulement sur la population active ou les chefs d'entreprise, elle inclut l'ensemble de la population, habitants de tous les âges, mais aussi les vacanciers, tout aussi créateurs de richesse que la population active ou des entrepreneurs.

La situation idéale est d'avoir la capacité de développer une économie diversifiée la plus résiliente possible, capable à la fois de produire localement, de séduire par ses qualités résidentielles, et de générer par la présence habitante une économie locale vivante. Sur les trois leviers, deux sont liés à la qualité du cadre de vie pour encourager les habitants à se fixer et à vivre localement. Or, cette qualité du cadre de vie est largement sous-estimée par un grand nombre d'acteurs locaux, dont la pensée du développement local est fixée sur le modèle à base productive qui cherche à attirer les entrepreneurs, et la pensée aménagiste fixée sur le modèle résidentiel moderne du lotissement.



● Le désir résidentiel ou le renversement des imaginaires

Pour imaginer un développement local fondé sur la qualité résidentielle, encore faut-il en comprendre bien clairement les ressorts.

La théorie du champ de l'imaginaire du tourisme

Selon Jean Viard (2001), le moteur du développement des territoires est aujourd'hui un désir résidentiel porté par l'imaginaire du tourisme. Il développe cette idée à partir de ce qu'il nomme les champs de l'imaginaire. Le champ de l'imaginaire incarne au niveau collectif, notre idéal de vie, notre aspiration, l'expression du bonheur selon l'époque. Celui-ci s'incarne dans des lieux symboliques, des territoires idéalisés.

. Les champs de l'imaginaire

Si l'on observe les représentations venues jusqu'à nous, nos ancêtres chasseurs-cueilleurs avaient visiblement un imaginaire entièrement peuplé par les animaux. Peut-être aspiraient-ils à se distinguer du monde animal, s'en extraire pour mieux assurer leur survie. Celle-ci transparaît aussi à travers la représentation de femmes aux attributs reproductifs surdéveloppés.

Une fois séparés du monde sauvage par leur activité agricole, à quoi aspiraient collectivement nos ancêtres paysans ? Dans une société qui extrayait laborieusement sa nourriture de la terre, les imaginaires collectifs s'orientaient vers les lieux où l'abondance alimentaire est sans effort : le paradis en est l'archétype. Les régions qui faisaient rêver nos ancêtres étaient les "bons pays", c'est-à-dire les terres fertiles, les bonnes terres à grain ou les pays qui rendent riches le paysan sans trop de travail, les "pays de cocagne".

Une fois acquis l'abondance alimentaire, dans la société industrielle, notre champ de l'imaginaire collectif devient celui de la modernité selon Jean Viard. La maîtrise mécanique d'énergies fossiles, le progrès technique et le confort matériel portent les promesses d'une vie plus facile. La machine libère l'homme de la pénibilité du quotidien, celle du déplacement, celle du travail, celle de la vie quotidienne de la maison. Tous ces idéaux collectifs s'incarnent dans des lieux tels que les villes nouvelles, modernes, mécanisées, motorisées, avec des lotissements huppés, de hauts immeubles en béton, des ascenseurs, des escalators. La modernité valorise le confort de la vie moderne et tous les appareils électriques. L'urbanisme de la modernité favorise la mobilité avec des rues larges pour une circulation automobile aisée, des aéroports et des gares. L'importance prise par l'aéroport d'Orly dans les films de comédie français des années 1960-1970, est remarquable à ce titre. L'architecte Le Corbusier incarne l'idéal urbanistique de cette modernité, où le logement comme la ville, deviennent aussi fonctionnelles que l'usine taylorisée. On peut voir un portrait de l'usine et du travail moderne, à travers le film *Les temps modernes* de Charlie Chaplin sorti en 1936. On peut également voir une description tout aussi humoristique de la ville et de la vie moderne, dans



le film *Mon oncle* de Jacques Tati, sorti en 1958. *Mon oncle* juxtapose de façon loufoque, le lotissement moderne huppé où vit l'enfant dans une famille à l'esprit aussi utilitaire et fonctionnel que son mobilier, avec le centre-ville ancien et tarabiscoté où vit son oncle à l'esprit tout aussi fantaisiste que l'architecture de son quartier. Au territoire moderne est appliqué un zonage fonctionnel : ici les zones industrielles, là les zones résidentielles, les zones commerciales et les zones de loisirs. Tout cela articulé et rendu viable par la mobilité humaine motorisée. Jusque dans les espaces ruraux, cet imaginaire moderne fonde la conception du lotissement, de la zone commerciale et du supermarché, de l'exploitation agricole spécialisée et intégrée qui remplace la ferme, de la zone industrielle où se regroupent les entreprises productives, de la zone de loisirs autour des plans d'eau.

Depuis une trentaine d'années, notre champ de l'imaginaire serait devenu selon Jean Viard, un imaginaire du tourisme. Après s'être protégé des dangers de la nature sauvage, après avoir assuré notre sécurité alimentaire, après nous être équipés de machines et d'outils assurant un formidable confort matériel, notre aspiration au mieux-être se poursuivrait dans l'aspiration de nous libérer complètement du travail contraint pour assurer notre subsistance vitale. Se sentir comme en vacances tout le temps et en tout lieu : tel serait notre idéal collectif actuel - **FIGURE 30**.

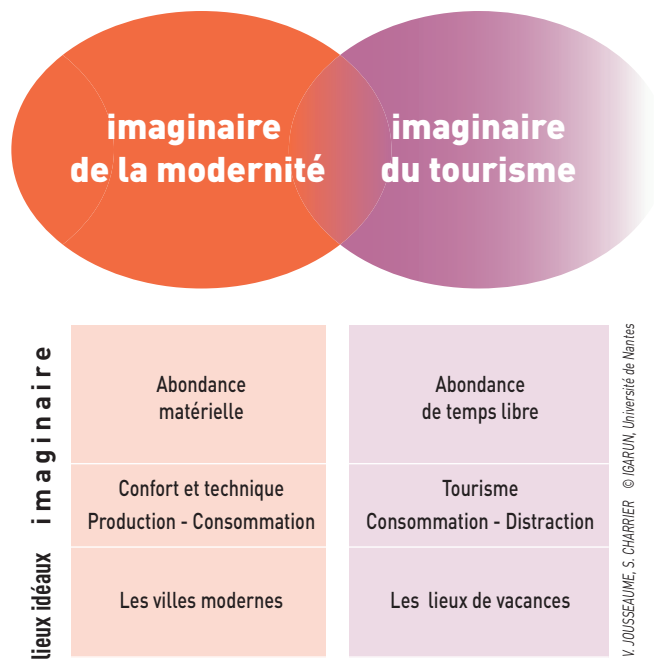


FIGURE 30. La théorie des champs de l'imaginaire du tourisme

. Le champ de l'imaginaire du tourisme et ses aménagements

Loin de rester dans des sphères immatérielles, cet imaginaire se matérialise très concrètement à toutes les échelles.

A l'échelle du logement, celui-ci doit ressembler à une maison de vacances avec de grandes ouvertures vers le soleil et un extérieur privatif que l'on peut résumer par la trilogie terrasse / barbecue / piscine. Cela a bien sûr des expressions variables selon le niveau des revenus, du vaste jardin au petit balcon, de la piscine creusée et chauffée, à la piscine gonflable pour les enfants. Mais tous, nous aspirons à ce lieu



de sociabilité, permettant d'inviter les amis, en écho avec notre idéal des vacances. Cette nouvelle pièce extérieure de la maison est le lieu très important des relations sociales actuelles. Nul logement ne peut aujourd'hui être conçu sans un balcon, une terrasse, un patio, un bout de jardin totalement soustrait à tout regard extérieur.

A l'échelle des lieux de consommation, l'idéal touristique peut être résumé par l'image du marché de Provence. Tout cela fonde le mouvement de reterritorialisation des achats alimentaires autour du local et de la vente directe. Un tel modèle est en train d'être approprié par la grande distribution. Depuis une dizaine d'années, la grande distribution aménage au milieu des rayons quelques échoppes pastiches pour donner un air plus artisanal à sa vente de pain, de vin ou de fromage. Elle redécoupe ses hypermarchés en magasins spécialisés (informatique, bricolage, culture, voyage, électroménager, ...) répartis dans sa galerie. Les galeries commerçantes deviennent des sortes de rues touristiques avec terrasses de café et parasols, fontaines et faux arbres. Parfois, les rayons de sapins de Noël, de fleurs pour la fête des mères ou de légumes aux beaux jours, sortent sur le parking à l'avant du supermarché, pour suggérer un marché de plein air. Même les essences d'arbres choisis sur les parkings des centres commerciaux rappellent les vacances : pins maritimes sur la façade atlantique et palmiers vers le Sud. La grande distribution commence à réinvestir les centres. Le président directeur général de la marque n'a pas hésité à affirmer en 2015, lors d'un séminaire sur la revitalisation des centres-bourgs que *"la meilleure des galeries commerçantes pour un supermarché est le bourg"*, faisant un retournement à 180° par rapport à sa stratégie des quatre décennies passées, où les magasins U se positionnaient systématiquement en périphérie des bourgs créant une nouvelle polarité en concurrence directe et brutale avec le commerce du centre-bourg.

A l'échelle de l'entreprise, cet idéal des vacances s'exprime également. Cela a commencé avec le Friday wear des années 90, où l'employé de bureau fut autorisé, et même encouragé, à quitter le costume et la cravate pour leur préférer le jean et le polo en fin de semaine. On voit aujourd'hui le secrétariat-accueil et la machine à café de l'entreprise fusionner pour devenir une sorte de bistrot branché interne. On voit fleurir aux abords des entreprises, la présence de tables de pique-nique et de barbecues. On pourrait parler également des entreprises, où le bureau meuble est remplacé par un mobilier ludique et coloré, mimant la détente et l'effacement de la limite entre vie professionnelle et vie de loisirs.

Les élus ruraux devraient urgemment cesser de créer des zones d'activités au milieu de nulle part, en général sur la route des plateaux, venteux, éloignés du centre de quelques kilomètres parfois. Ils y délocalisent jusqu'à leurs propres administrations publiques. Il convient tout au contraire de réfléchir dès à présent, à la qualité paysagère de type touristique des lieux de travail proposés sur leur territoire. Les centres des villages, des bourgs, des petites villes, avec un patrimoine immobilier ancien en déshérence, les vallées possédant souvent un riche patrimoine proto-industriel à énergie hydraulique totalement abandonné, sont les lieux les plus désirables pour cet imaginaire collectif du tourisme, donc désirable pour la plupart des actifs.

A l'échelle des bourgs ruraux ou des petites villes, l'imaginaire est de vivre dans un des "plus beaux villages de France", pour reprendre le titre d'une émission télévisée. Quelles sont les caractéristiques des villages plébiscités ? Ils n'ont pas été altérés par les transformations de l'ère de la modernité. Ils ne comptent ni lotissement, ni rocade, ni zone industrielle, ni zone commerciale, ni fils électriques, ni poteaux téléphoniques.



La mutation des lieux de sociabilité souligne cette réorientation de la société vers le loisir. Pendant l'ère paysanne, la place de l'église est le lieu de la sociabilité collective. Pendant l'ère de la modernité, le supermarché et sa galerie prennent le relais. Aujourd'hui, c'est la coulée verte. Partout, les bords d'eau sont réinvestis pour y favoriser la promenade, le pique-nique, le sport de plein air, les jeux pour enfants, bref le loisir. Rappelons-nous que jusqu'aux débuts des années 1970, avant que ne soit organisée la collecte collective des déchets ménagers, ces vallons furent souvent utilisés comme lieu de décharge publique à ciel ouvert. Nombreuses sont les communes m'ayant confié avoir dû dégager, en aménageant leur coulée verte, un dépôt de détritux non compostables enfouis dans les années 1950. Hier en marge du village, cet espace est aujourd'hui au cœur des pratiques et de l'urbanisme local, centrés autour du loisir.

A l'échelle du territoire français tout entier, on constate combien les territoires touristiques après avoir attiré les touristes dans les années 1960, puis les retraités à partir des années 1980, attirent aujourd'hui les actifs et les entreprises libérés grâce à internet, sans parler des possibilités à venir du télétravail ou des effets potentiels d'un revenu universel. Il n'est pas surprenant que les métropoles tentent de se valoriser comme destination touristique. Les environnements de vie touristiques et attirants sont les restes de nature vaguement sauvage notamment au contact de la mer ou de la montagne, les centres urbains historiques et les campagnes de haute qualité paysagère et environnementale altérées ni par le voisinage de villes, ni par la révolution agricole productiviste. Bref en un mot, on rêve de lieux totalement préservés de l'ère de la modernité, on rêve de territoires intacts.

Vers une théorie d'un champ de l'imaginaire anti-moderne

Je souhaite soutenir ici un faisceau d'idées convergentes. Premièrement, Le champ de l'imaginaire du tourisme développé par Jean Viard n'est que la première phase d'une dématérialisation des aspirations humaines, qui se poursuit. Deuxièmement, il n'est que la perception superficielle de besoins plus profonds et que la quête de territoire intact est fondamentalement anti-moderne. Au fond, le champ de l'imaginaire du tourisme forme le chaînon évolutif marquant le passage entre l'imaginaire de la modernité et l'imaginaire de la noosphère qui commence à se dessiner - **FIGURE 31**.

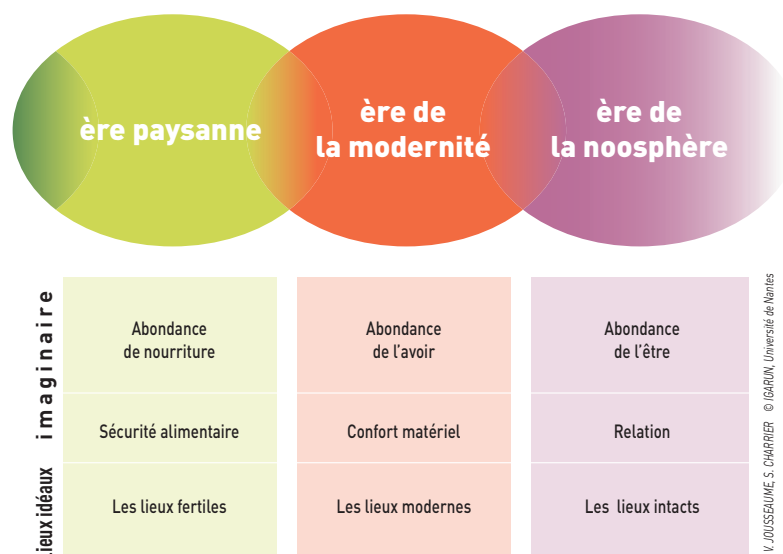


FIGURE 31. La théorie des champs de l'imaginaire appliquée aux grandes ères historiques



Selon Jean Viard, notre idéal collectif est le temps libre. Libre de quoi ? Libre du travail de nécessité, libre du labeur salarié aliénant de l'ère de la modernité. Jean Viard traduit cela par un imaginaire du tourisme. Certes ! Mais il convient aussi d'émettre l'hypothèse que c'est peut-être la modernité qui devient totalement répulsive. Car les lieux du tourisme sont, au moins au départ, des lieux préservés des affres de la modernité. D'ailleurs, il semble qu'une fois totalement modernisés et transformés par le tourisme de masse et les nouveaux résidents, ces lieux touristiques perdent de leur attrait. Ainsi la Côte d'Azur connaît-elle actuellement un ralentissement de ses taux migratoires. Il n'est pas sûr que notre imaginaire collectif du temps libéré soit bien véritablement un imaginaire du tourisme inclus dans l'ère de la modernité et son économie du divertissement et de la distraction. On peut donc s'interroger sur l'essence anti-moderne de l'imaginaire contemporain.

. La polarisation de deux imaginaires antinomiques

Il existe incontestablement aujourd'hui dans les populations, une poursuite de l'idéal de la modernité dans sa version hyper-moderne. Cela s'exprime à travers la fascination pour les appareils connectés censés nous faciliter la vie pour allumer la lumière, fermer les volets, tondre la pelouse, sélectionner notre musique préférée, mesurer notre consommation de calories, etc. L'aboutissement de cette domotique hypermoderne est son implantation dans le corps humain par des puces électromagnétiques pour entrer dans un lieu, allumer un ordinateur ou payer un achat. Ce sont aussi les supermarchés sans personnel ni caisse, les trains ou les voitures sans chauffeur, les usines sans salariés, les robots aides-malades, les drones agricoles pour rassembler les troupeaux ou pulvériser des produits, les drones de livraison à domicile. C'est la surveillance vidéo des rues, bâtiments et maisons et bientôt peut-être de toute la population elle-même par la reconnaissance faciale. La mobilité hyper-moderne a pour idéal l'assistance électrique à la déambulation des piétons par des vélos, trottinettes et autres gyropodes. C'est la mobilité inter-métropolitaine, toujours plus rapide, comme les projets de trains hyperloops se déplaçant dans des tubes à 1000 km/h. L'idéal hyper-moderne le plus abouti est incarné géographiquement par les mégapoles mondiales américaines, asiatiques ou arabes, rivalisant entre elles dans une course à la puissance symbolique, à travers la tour phallique la plus haute, signée par l'architecte le plus célèbre et le plus coûteux.

Dans le même temps, se développe un idéal anti-moderne. La comédie *"Le bonheur est dans le pré"*, film sorti en 1995, est une des premières illustrations publiques de cette bascule de l'imaginaire : le patron d'une petite ville industrielle du Jura en difficulté économique et à la vie bourgeoise très conformiste, abandonne tout et part vivre une vie paysanne et conviviale, comme producteur de canards gras dans le Gers. L'idéal de vie moderne auquel toute la population a adhéré au 20^e siècle est de plus en plus questionné, jusqu'à être explicitement et régulièrement remis en cause dans le contexte du déploiement d'un capitalisme financier de la donnée et de la surveillance, insensible aux questions sociales. Sylvain Tesson dans son livre *"Sur les chemins noirs"* (2016) interroge frontalement les dogmes de la modernité et parle de la grâce de la vie rurale. "Pour eux, la ruralité n'est pas une grâce mais une malédiction : le rapport déplorait l'arriération de ces territoires qui échappaient au numérique, qui n'étaient pas assez desservis par le réseau routier, pas assez urbanisés ou qui se trouvaient privés de grands commerces et d'accès aux administrations. Ce que nous autres, pauvres cloches romantiques, tenions pour une clé du paradis sur Terre – l'ensauvagement, la préservation, l'isolement – était considéré dans ces pages comme des catégories du sous-développement" (p. 28). La version la plus radicalement anti-moderne est l'aspiration



à la vie sauvage. On la retrouve dans un film tel que "Captain Fantastic" de Matt Ross (2016), qui narre le rêve d'une vie opposée à la modernité dans les forêts de l'Amérique. Cela fait écho avec la réédition récente des écrits de Henry-David Thoreau qui critique le monde occidental à travers le récit d'un voyage immobile dans le bois de Walden, où il chercha au milieu du 19^e siècle, à vivre avec authenticité. Mais l'immersion dans la nature sauvage n'est pas toujours l'expérience heureuse attendue (Krakauer, 1996) : "into the wild" la mort rôde aussi.

. Le tourisme comme indicateur et non comme moteur

Au fur et à mesure que s'étend la modernité entraînant la standardisation des modes de vie et des paysages, une accélération de la mobilité et du rythme de la vie sociale, une rupture des mémoires et des liens, se développe son antidote. Il est le désir d'ailleurs, d'autre chose, d'un dépaysement, afin de retrouver un intact susceptible de nous ramener à la "vraie vie", à une "vie humaine authentique", une "vie bonne", celle que la modernité aurait oubliée, trop soucieuse de nous transformer en producteurs et en consommateurs. Ce désir de l'intact, la quête du vrai et de l'authentique, alimentent les cycles successifs du tourisme : le Sud méditerranéen, puis la façade atlantique et probablement demain les quelques régions rurales restantes du centre de la France. Toutefois, il me semble que le tourisme n'est pas la cause du cycle de vie des territoires, mais une avant-garde mercantile de la modernité. Le tourisme est l'exploitation marchande du désir de l'intact. En cela, le tourisme de niche fondé sur la recherche de la distinction sociale est l'indicateur d'où se trouve encore l'intact. Il est très intéressant de constater qu'actuellement, la plateforme de réservation d'hébergements entre particuliers AirBnB diffuse une publicité vantant la Creuse et la Haute-Vienne, le contact avec la nature et les logements en yourtes, une "expérience de vie authentique". Mais comme l'écrit Jean-Christophe Cassely (2019), la quête d'authenticité est réservée à ceux qui l'ont perdue. L'authenticité est une question de l'hyper- modernité (Debord, 2006).

Le désir de l'intact est paradoxal : en voulant toucher ce qui n'a pas encore été touché, on l'altère immanquablement, générant par là même une nouvelle quête une génération plus tard. Le tourisme transforme l'intact et l'authentique en produit marchand et donc le pervertit et tout devient faux (Debord, 2006). Le moindre lieu intact et esthétique habité par des classes populaires, peut devenir un moins de 20 ans, un lieu branché où le décor, les attitudes des marchands comme des clients, ne sont plus qu'un commerce et un jeu de rôle. Les garçons de café jouent les garçons de café. Les vacanciers s'habillent et jouent les vacanciers. Les locaux jouent le spectacle local quelque temps, jusqu'à ce qu'à la génération suivante, il n'y ait plus rien de ce qui a fait l'attrait du lieu. Les flux se sont accrus. Le business de l'immobilier a ravagé le paysage. La population s'est gentrifiée. L'ethnologue Marc Augé a décrit ce processus de mise en scène, qui selon lui, menace la vie tout entière. Car la modernité après avoir tout investi ne laisse pas d'autre alternative au tourisme que de mettre en scène et marchandiser la vie ordinaire. C'est la vente "d'expériences" qui vont de faire de la poterie, à caresser une vache ou à aller se balader en forêt la nuit (Galland, 2019). L'intact finalement ne concerne plus que les rares endroits, où la vie n'est pas mise en scène pour être photographiée et vendue, où la relation humaine n'est pas gâtée par l'intérêt et la marchandisation. Selon Marc Augé (1995), les campagnes appartiennent encore en partie à cet intact.





Le besoin résidentiel ou le renversement des analyses

Les dynamiques des territoires sont généralement analysées sous un angle strictement économique de l'offre d'emploi. La théorie de l'imaginaire du tourisme a ajouté à cette analyse une dimension paysagère. Ces indicateurs de qualité paysagère et environnementale commencent à être mesurés. Les ressorts anthropologiques d'une qualité d'être, pour expliquer l'attractivité des territoires sont encore largement ignorés des analyses quantitatives et économiques ordinaires. Emmanuel Todd est l'un des rares chercheurs à les médiatiser.

Il n'est nul besoin de dire que les ressorts des dynamiques territoriales que nous allons aborder maintenant, sont des impensés de la géographie, comme de l'action publique territoriale. Car, au fond, quelle est la nature de ce désir d'intact ? Des hypothèses plus ou moins étayées circulent. Jean-Christophe Cavelly émet trois hypothèses explicatives : l'angoisse d'être des individus tous identiques et interchangeables, le désir de distinction sociale et un sentiment nostalgique propre au monde moderne. Raphaël Enthoven a émis l'hypothèse que le désir de l'intact est un désir de retour contemplatif à la nature, dans la perspective au fond de mieux aimer les hommes³⁸. En m'appuyant sur les travaux scientifiques contemporains, j'affirme pour ma part que la quête de l'intact est mue par des besoins humains fondamentaux que l'hyper-modernité ne satisfait plus. Plusieurs travaux récents ou réflexions philosophiques plus anciennes, étayent mon hypothèse, en faveur d'une analyse des dynamiques résidentielles par le prisme de ces besoins.

De la pyramide à la cible des besoins humains fondamentaux

Le psychologue Abraham Maslow a formulé en 1943, une hiérarchie des besoins humains classés en cinq étapes : les besoins physiologiques, les besoins de sécurité, les besoins d'appartenance, les besoins d'estime et les besoins d'épanouissement. Selon Maslow, on ne ressent un besoin supérieur que lorsque le précédent est atteint : c'est une pyramide de besoins. Cette théorie est très connue et diffusée largement dans la société. Elle est pourtant remise en cause aujourd'hui - **FIGURE 32**.

En 2010, quatre psychologues Kenrick Douglas, Vladas Griskevicius, Steven Neuberg et Mark Schaller ont proposé une actualisation de cette théorie au regard de l'évolution des savoirs en psychologie et en neuro-sciences, en s'inscrivant dans la théorie de l'évolution - **FIGURE 33**.

³⁸ En ligne soirée-débat Vendée 2040 "L'aménagement" du 23 avril 2019, TV Vendée



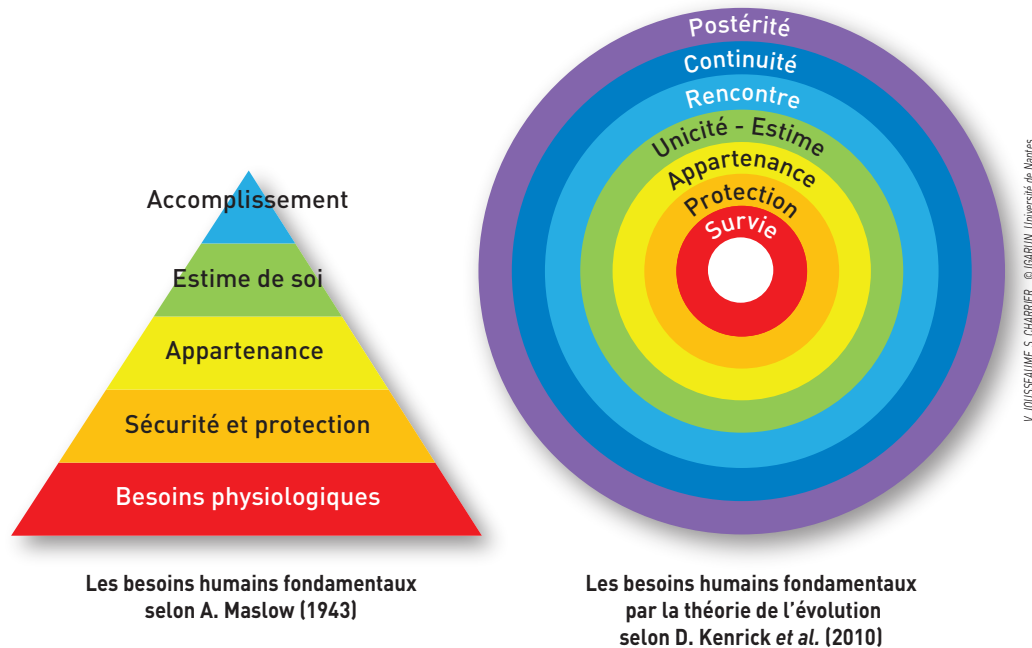
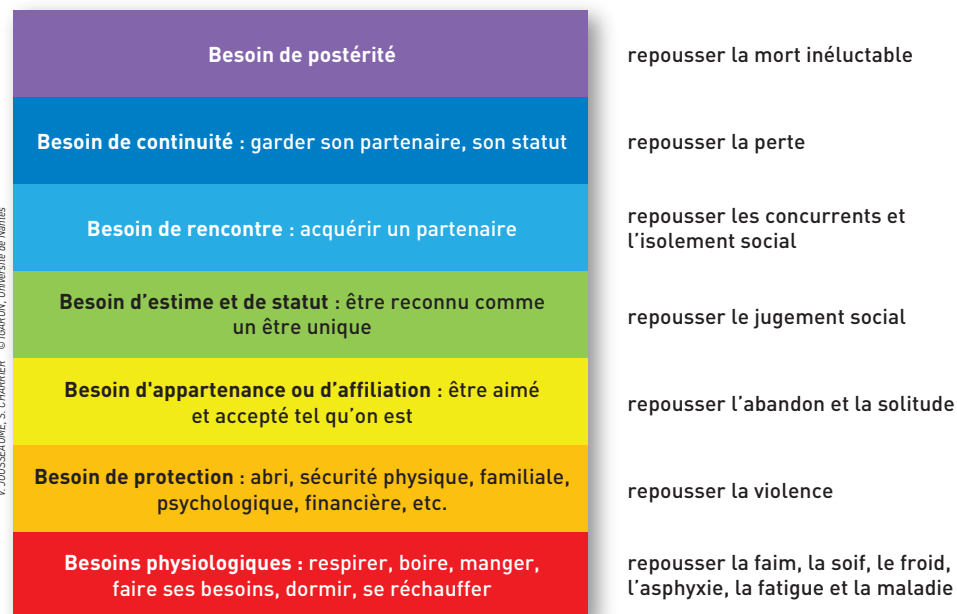


FIGURE 32. Actualisation de la liste des besoins humains fondamentaux



d'après D. Kenrick, V. Griskevicius, S. Neuberg et M. Schaller, 2010, *Renovating the Pyramid of Needs*:

FIGURE 33. Liste des 7 besoins humains fondamentaux, inconscients et concomitants

Tous les besoins humains sont liés à la physiologie, car il n'est pas de processus humain qui ne soit pas inscrit d'une façon ou d'une autre, dans le corps (Kenrick et al., 2010) - **FIGURE 31**. Ces auteurs confirment les quatre premiers besoins de A. Maslow. En revanche, ils récusent l'existence du besoin d'épanouissement. Ils complètent le haut de la pyramide à partir de trois besoins liés à la pulsion de reproduction, qui ne peut



être assimilée selon les auteurs à la pulsion de croissance et à un simple besoin physiologique de survie. Enfin, les auteurs affirment que les besoins ne sont nullement pyramidaux : chacun les ressent tous de façon concomitante. Pour les auteurs, ces besoins sont des besoins évolutifs inconscients. Ils s'expriment de mille manières très différentes dans la vie de chacun. Par exemple, la créativité artistique peut être fondée tout aussi bien sur le besoin d'acquérir un statut et d'être reconnu socialement, que sur le besoin de séduire des partenaires, ou sur le besoin de perdurer dans le temps en laissant une œuvre à la postérité. On peut interpréter le désir résidentiel qui pousse les populations vers les territoires intacts de la modernité, comme la recherche de la satisfaction de besoins. Lesquels ? Il est important de les comprendre, afin de concevoir des aménagements adéquats.

Permettre aux corps de se protéger

On observe aujourd'hui un mouvement de balancier qui passe du désir d'émancipation de l'individu qui passait par la ville, au désir d'une convivialité de type villageois. Ce mouvement est une quête d'équilibre entre l'individu et la communauté, entre l'abondance et la pénurie, entre la liberté et la sécurité.

Au cours de l'ère paysanne, nous vivions de façon communautaire en famille et en village. Nous travaillions en commun, nous mangions en commun, nous dansions en groupe, nous nous mariions selon une perspective familiale, les prénoms traduisaient la continuité familiale, etc (Besson, 2018). Dans les campagnes de l'Ouest, il était normal jusqu'aux années 1980, qu'il n'y ait qu'un seul verre pour boire lors des discussions entre hommes. Les communautés familiales assuraient les besoins physiologiques et les besoins de protection face aux aléas de la vie, mais exigeaient en contrepartie de très fortes restrictions sur la liberté de ses membres. La communauté villageoise assurait les besoins d'affiliation et d'estime et était souvent le lieu de la rencontre et du mariage.

L'ère de la modernité, née de la révolution industrielle, a été l'époque de l'individualisation, c'est-à-dire de l'émancipation de l'individu hors du carcan des communautés tant familiales que villageoises. Habiter la ville, sans liens familiaux, ni regards des voisins, a été le mouvement nécessaire pour réaliser ce processus. Cette liberté nouvelle de l'individu s'est exprimée par l'apparition du salaire individuel, de la maison individuelle pour le couple et ses enfants, par le jardin clos de haies autour de la maison pour la soustraire au regard du voisinage, par la voiture individuelle. En ce sens, le pavillon peut être vu comme l'expression urbanistique de l'émancipation de l'individu hors des communautés traditionnelles. Ce qui a été gagné en liberté, n'a toutefois pas été perdu en termes de sécurité. La sécurité de la communauté a été remplacée au 20^e siècle par l'organisation des sécurités collectives à l'échelle de l'Etat-Providence : contrat de salariat à durée indéterminée, retraite par répartition, sécurité sociale, congé de maternité, allocations familiales, services publics quasi-gratuits d'éducation jusqu'à l'enseignement supérieur, services publics de police, de justice, de secours, de santé, tous de grande qualité. Grâce à ses conquêtes sociales, l'émancipation de l'individu ne comptait que des bénéficiaires en termes de besoin de protection. De plus, elle augmentait considérablement la satisfaction des besoins de statut, de rencontre, de continuité. Mais le basculement dans la révolution numérique et l'hyper-modernité néo-libérale ont considérablement changé cette donne depuis 30 ans.



La liberté des débuts s'est muée progressivement à la fin du 20^e siècle en solitude. Alors qu'au cours des Trente Glorieuses, on dansait à deux et on disposait d'un salaire, d'un téléviseur, d'une voiture ou d'un téléphone par ménage. Aujourd'hui, parfois, on mange seul devant son écran, on danse seul, on vit seul dans son logement et on finit même par mourir seul. Le modèle social favorisant la compétition généralisée et la relation intéressée ou marchande pour seul modèle relationnel, promeut une véritable culture de l'égoïsme, une séparation, qui satisfait de moins en moins le besoin de rencontre et de continuité. Avec l'hyper-modernité, la liberté de l'anonymat mène à l'anéantissement de l'individu noyé dans le nombre, qui ne permet plus à l'individu d'accéder à l'un de ses besoins fondamentaux, l'unicité : "J'existe car je suis différent d'autrui". Or, pour être unique et reconnu, encore faut-il un groupe au sein duquel être reconnu comme une personne irremplaçable.

Dans le même temps, la sécurité et la protection face aux aléas de la vie sont de moins en moins garanties collectivement du fait de la libéralisation de l'économie, de la montée du chômage, de la précarisation des contrats de travail, du démantèlement des retraites par répartition, de la Sécurité Sociale et des soins accessibles pour tous, de l'éducation professionnelle et supérieure gratuite et de tous les conquits sociaux. Les salariés des Trente Glorieuses acceptaient d'aliéner une partie de leur liberté dans leur travail salarié, car il leur garantissait en échange la satisfaction de leurs besoins et des perspectives d'amélioration de leurs conditions et de celles de leurs enfants. Aujourd'hui, les jeunes générations n'acceptent plus aussi docilement d'aliéner leur liberté contre un travail devenu précaire, qui ne leur garantit en échange ni sécurité, ni perspective d'avenir. Ainsi, le travail salarié s'apparente aujourd'hui à de l'esclavage selon A. Bidar (2018). L'ubérisation du travail est une des versions de ce démantèlement des sécurités. Les besoins physiologiques et les besoins de protection ne sont plus remplis. L'ascension sociale est en panne également (Jacquet et Bras, 2018). La société de l'abondance s'est muée en une société de la pénurie : de travail, d'argent, d'ascension sociale, mais aussi de temps, d'air sain, d'eau saine, Or, si l'abondance et la sécurité nous font sentir puissants et nous poussent à tenter de faire cavalier seul, la pénurie et l'insécurité nous font nous sentir vulnérables et nous encouragent à la solidarité pour nous sécuriser.

L'humain hyper-moderne est à la fois très individualiste, libre de tout lien, et en même temps devient de plus en plus précaire, de moins en moins sûr. Ces évolutions ne sont pas sans conséquences territoriales.

Imaginons la probable poursuite de l'extension du chômage par l'automatisation croissante des tâches à des pans entiers de l'économie (Stiegler, 2015). Imaginons la poursuite de la paupérisation des populations les plus modestes. De plus en plus de gens seraient donc marginalisés. Il est raisonnable de penser que la campagne deviendrait le foyer de vie de populations cherchant à s'extraire de l'hyper-précarité urbaine, en quête d'autonomie alimentaire, économique et sociale (Datar, 2011). Des groupes, tel que "Droit Paysan", défendent déjà un droit à un toit et à une terre pour tous, et proposent d'accueillir dans la campagne ariégeoise notamment, les rejetés de l'hyper-modernité métropolitaine, les gens "sans projet, sans formation et sans argent". Le maire des Voivres, dans les Vosges, a proposé par voie de presse, d'accueillir quelques familles, pour tout à la fois, rénover le patrimoine immobilier abandonné et redynamiser l'école communale menacée de fermeture. Il a reçu 300 courriers en retour. En poussant la prospective vers des hypothèses plus catastrophistes encore, en envisageant un effondrement total et violent de notre société thermo-industrielle tel que le décrivent les collapsologues, il est évident que les campagnes feraient alors face



à un afflux massif de populations réfugiées en quête de sécurité. Il n'est qu'à regarder sur YouTube, les vidéos des "survivalistes"³⁹. Ceux-ci élaborent des critères pour définir le lieu d'habitat idéal pour anticiper l'effondrement systémique. Leurs critères sont : la faible densité, l'éloignement des villes, le coût du foncier, le coût de l'habitat ancien, le climat, le faible niveau de pollution des sols, l'éloignement des équipements nucléaires. Ces classements positionnent en tête les départements les plus ruraux de France.

Quelle que soit l'intensité des mutations envisagées, depuis la gentrification rurale et la diffusion sereine de l'économie numérique, jusqu'à l'éventualité d'une crise majeure, il semble que la population rurale va augmenter, sur la base des besoins physiologiques et des besoins de protection les plus élémentaires.

Permettre aux cerveaux d'atterrir

L'espace et le temps sont liés. Cela a été démontré à l'échelle cosmique par Albert Einstein, au début du 20^e siècle, à travers sa théorie de la relativité. On pourrait dire à la suite de Stephen Hawkins (1988) qu'au fond le temps n'existe pas. Seule la mémoire imprimée sur la toile de l'espace existe. Nous ne vivons qu'au présent, alors même que ce présent n'a pas de durée. Quel paradoxe ! A l'échelle cellulaire, l'espace et le temps sont également co-inscrits dans la matière de nos corps. Dans notre cerveau, les cellules qui encodent les lieux sont situés dans la zone des mémoires. Dans la mémoire, tout souvenir est spatialisé⁴⁰. "Se souvenir correctement des lieux contribue à la conscience que nous avons de nous-mêmes" (Naccache, 2015). Or, l'être humain subit actuellement une rétraction spatio-temporelle, amplifiée par la révolution numérique, l'accélération permanente des mobilités et des rythmes sociaux modernes et la standardisation continue et de grande ampleur de nos environnements de vie (Rosa, 2010).

Plusieurs ouvrages jettent un pont nouveau entre géographie et santé mentale.

Michel Billé (2014) montre comment la maladie d'Alzheimer dont il n'est pas démontré qu'il s'agisse bien d'une maladie (Baqué, 2016) mais plutôt d'un ensemble de symptômes, propose d'interpréter cette pathologie comme l'expression, à travers certains individus boucs émissaires, de trois dysfonctionnements collectifs : l'égarement dans l'espace, l'égarement dans le temps et la difficulté de relation à autrui. Nous sommes égarés dans l'espace : sans GPS, beaucoup sont perdus. Avec GPS beaucoup ignorent le déplacement, les vitres fumées et les lecteurs DVD remplacent le spectacle du voyage. Nous sommes égarés dans le temps. Les saisons sont devenues peu perceptibles, les intérieurs sont chauffés et climatisés à 20°C toute l'année. Le rythme diurne et nocturne disparaît, à l'image de New-York qui se targue de ne jamais dormir. Les métropoles aujourd'hui investissent la nuit pour dynamiser encore et encore leur système économique et médiatique. L'âge a perdu sa valeur de sagesse, pour se résumer à l'obsolescence. Face au rythme technique, ce sont aujourd'hui les jeunes qui enseignent souvent aux anciens. Le présent et a fortiori l'avenir n'ayant que très peu à voir avec le passé, l'histoire a perdu de son sens. L'accélération des rythmes

³⁹ Denis Loessence, 2018, Les meilleurs départements de France pour y vivre (en ligne) Loïc le Jardineur, 2019, Comment trouver le bon département pour vivre en autonomie (en ligne)

⁴⁰ C'est pourquoi marche si bien la technique antique de mémorisation connue sous le nom de "la chambre romaine" qui fonctionne par la spatialisation des objets dans une pièce connue. Par exemple, pour mémoriser la liste des achats à faire, on peut raconter une histoire : Le sol de ma cuisine est en chocolat et des spaghettis pendent du lustre, sur le canapé niche une poule qui a pondu 6 œufs, etc.



sociaux jusqu'à l'urgence permanente favorise l'amnésie collective. Enfin, la difficulté relationnelle à l'Autre peut se résumer par la connexion numérique constante, mais une grande difficulté à nouer des relations désintéressées, sans autre but que la rencontre elle-même, émotionnellement stables et satisfaisantes. Michel Billé achève son propos en montrant que si la dimension spatio-temporelle qui est notre espace d'incarnation, perd de sa consistance, c'est alors le sens même de notre conscience d'exister qui perd de sa structure. La rétraction spatio-temporelle nous conduit à l'égarement mental.

Lionel Naccache, neurologue, arrive à une conclusion convergente à partir du paradoxe du voyage immobile. Alors qu'il n'a jamais été aussi simple de voyager, le dépaysement n'existe plus. Qui n'a pas fait l'expérience d'un voyage où, à l'arrivée, la question est bien de savoir si véritablement on a bougé. L'aéroport ressemble en tous points à celui du départ. La rue commerçante, la ville ou la station balnéaire est la même. Les enseignes sont les mêmes. Les voitures, les habitants, les vêtements, la nourriture : tout se ressemble entre lieu de départ et lieu d'arrivée. Ce spécialiste de l'épilepsie fait une analogie entre le microcosme neuronal et le macrocosme social. Les symptômes communs sont les suivants : hyper-connectivité de lieux distants, hyper-similitude de ces lieux et appauvrissement du contenu des échanges entre eux. Au niveau neuronal, ces symptômes déclenchent une crise d'épilepsie : l'individu perd conscience, c'est-à-dire sa capacité à prendre du recul, à porter un regard subjectif sur le monde et sur lui-même. Au niveau social, l'hyper-similitude, l'hyper-connectivité et la banalisation des contenus de nos échanges génèrent une société en "crise d'épilepsie". La société ne peut produire autre chose que ses actes. Elle devient aveugle à ses propres actions, dépourvue de sens critique, prévisible, inexorable, inflexible. Elle devient une société de zombies (p.64)⁴¹. La question des lieux et donc de la géographie apparaît ici fondamentale. Lionel Naccache explique l'importance de la mémoire des lieux dans la construction de la mémoire subjective, donc de l'identité de la personne (p.108).

Les deux auteurs concluent donc de façon convergente qu'être incarné dans le temps et dans l'espace est le fondement de l'identité de chaque être humain. Être égaré dans le temps et l'espace, vivre "hors-Terre", c'est perdre la conscience de soi-même - **FIGURE 34**. A l'échelle collective, c'est devenir une société inconsciente, "malade d'Alzheimer" pour l'un, "en crise d'épilepsie" pour l'autre, une société de zombies. L'être humain, pour survivre, a besoin de respirer, de boire, de manger, de faire ses besoins et se réchauffer. On découvre grâce à la révolution numérique qu'il a besoin aussi d'un espace et d'un temps pour se poser et se reposer, sous peine de tomber malade physiquement et mentalement. On peut ainsi expliquer l'essor spectaculaire récent de la pratique de la méditation. Cet exercice recherche le ré-enracinement dans l'espace et le temps, dans l'ici et le maintenant, pour amplifier la conscience d'exister.

⁴¹ Dans le même ordre d'idée sur le rôle fondamental de l'altérité dans le processus de conscience de soi, Tobie Nathan, professeur de psychologie et philosophe, a assuré une conférence, intitulée "Est-il possible de rendre l'autre amoureux ?" sur la Web TV de l'Université de Nantes. Tobie Nathan y explique que la relation amoureuse est une rencontre avec l'altérité, mais aussi par interactivité une rencontre avec soi-même. Ce mécanisme est le seul moyen pour l'être humain de se développer, de changer. C'est pourquoi l'autre, mais aussi l'ailleurs dépayasant, attirent et permettent d'évoluer.





L'espace et le temps — — — — — *Ici et maintenant / le lieu et le moment présent* — — — — —



S'ancrer dans le lieu et le moment présent

L'Homme zombie

agitation du corps / cerveau figé
vie machinale
incapacité à prendre du recul
impuissance
aliénation
absence de liens aux autres et au monde

L'Homme sage

calme du corps / clarté mentale
capacité de prise de recul
puissance d'agir librement
relation

V. JOUSSEAUME, S. CHARRIER © IGARUN, Université de Nantes

FIGURE 34. Santé de l'être humain selon sa relation à l'espace et au temps

"Cette question me semble pouvoir alimenter les débats contemporains autour de l'urbanisation de nos cités, et plus largement sur la manière de construire des lieux suffisamment similaires qui pourraient ainsi favoriser "la pleine conscience du monde", et suffisamment différents afin d'éviter la perte de conscience épileptique macrocosmique" conclue Lionel Nacache (p.110). L'enjeu est d'éviter que nous soyons tous, individuellement ou collectivement, "Lost in translation", pour reprendre le titre d'un film de Sophia Coppola (2003). Il s'agit d'éviter que nous soyons des zombies et non plus des êtres humains.

Permettre aux cœurs de se relier

Le philosophe et sociologue allemand Harmut Rosa a publié une œuvre magistrale sur la question sociale du temps et de l'accélération des rythmes de vie dans l'ère de la modernité (2010 ; 2012 ; 2018). Selon cet auteur, l'accélération de tous les rythmes sociaux est liée au système capitaliste fondé sur la croissance qui, pour se maintenir, n'a d'autre choix que de se dynamiser en permanence. Le sentiment d'urgence continu aboutit alors à un paradoxe : plus les corps et les cerveaux s'agitent, plus la réflexion est enlisée. Rien de profond, rien de véritablement nouveau, rien de véritablement essentiel n'émerge. Chacun connaît cette inflation de réunions qui ne servent à rien, ces rapports sans apports. La société frénétique est paradoxalement une société figée. Tout s'agite, mais rien ne peut plus éclore. Selon l'auteur, la solution n'est pas "simplement" de ralentir, car le cœur du problème n'est pas la vitesse. Le problème se situe dans la posture même de notre culture capitaliste dans sa relation au monde.

Harmut Rosa soutient que la satisfaction ou l'insatisfaction d'une vie dépend de la qualité de notre relation au monde, c'est-à-dire la manière dont les personnes font l'expérience du monde, rencontrent les autres humains, les autres formes de vie animale et végétale, les formes non-vivantes de la matière, et



prennent position par rapport à lui. La société moderne souffre d'un dysfonctionnement de la relation, car elle considère le monde de façon intéressées, prédatrice, dominatrice, froide, calculatrice et rationnelle. Pour reprendre le terme d'Alain Accardo, nous pensons le monde comme de petits bourgeois gentilhommes (2020). Et c'est là, notre dissonance. La plupart des personnes de culture moderne ont perdu ou n'ont jamais appris à vivre la relation désintéressée et sans but, la relation ouverte, la relation "résonnante". La résonance se caractérise selon Harmut Rosa par une ouverture au monde, une capacité à l'inviter et être touché émotionnellement par lui d'une part, et d'autre part, le pouvoir d'y agir et de reconnaître notre activité en lui. La résonance donne le sentiment d'être porté par le monde (et non d'être jeté dans le monde). Elle donne le sentiment que le monde est attrayant et répond à notre échange (et non hostile ou dangereux). Elle donne le sentiment d'une union, d'une relation entre soi et le monde. C'est en ce sens que l'on peut entendre des vers tels que ceux du poète Jean Wahl : "le moutonnement des haies, c'est en moi que je l'ai".

Hartmut Rosa ouvre la voie à une "sociologie de la vie bonne". Il propose une réflexion sur les déterminants sociaux collectifs d'une vie heureuse. Un tel questionnement est nouveau au cœur des sciences humaines et sociales, où l'idée de "vie bonne" est souvent considérée comme tabou car supposée relever soit de la vie privée, soit de la philosophie. Le réinvestissement résidentiel des campagnes ou la quête des territoires peu touchés par la modernité, peuvent être interprétés à travers la thèse d'Hartmut Rosa comme une aspiration à "la vie bonne", le désir d'une qualité relationnelle au cœur du monde. En se nourrissant de telles réflexions, la géographie et l'aménagement peuvent contribuer à cette réflexion collective fondamentale des déterminants collectifs de la vie heureuse, et œuvrer à leur matérialisation sur le terrain.

Permettre aux esprits de s'élever

Le livre de la philosophe Hannah Arendt "La condition de l'homme moderne" (1958) permet d'élargir encore l'analyse de la relation entre les besoins humains fondamentaux et la nature de la quête de l'intact et de l'authentique.

Hannah Arendt décrit le grand drame de la condition de l'homme au cœur de l'ère de la modernité, qu'elle lie à deux amputations quasi-simultanées - **FIGURE 35**. D'une part, l'homme moderne a été coupé de la quête spirituelle. La "vita contemplativa" et la quête d'éternité ont été exclues du domaine public depuis que les sociétés modernes ne croient plus en Dieu et sont sécularisées. D'autre part, pour le propos qui nous concerne, l'homme moderne est également coupé dans sa "vita activa" de la quête d'immortalité. La quête d'immortalité est ce qui pousse un être humain mortel à poser des paroles et des actes créatifs qui dépassent sa propre nécessité vitale, sa propre existence même et le projette dans le futur au-delà de sa propre mort.

Socialement, la quête d'immortalité était reconnue par exemple à travers l'héroïsme des soldats "morts aux champs d'honneur" depuis la Haute-Antiquité (Tesson, 2018). Le titre des membres de l'Académie française nommés "les immortels" ou la devise gravée sur le panthéon "Aux grands hommes, la patrie reconnaissante" s'inscrivent dans cette perspective. A l'origine, l'ère de la modernité reconnaissait socialement le désir d'immortalité. Ainsi Denis Diderot ne croyait pas en l'éternité de l'âme, il croyait en



revanche à la postérité, garantie par le courage et l'authenticité d'une parole sans compromission : "On ne pense, on ne parle avec force que du fond de son tombeau : c'est là qu'il faut se placer, c'est de là qu'il faut s'adresser aux hommes" (Essai sur les règnes de Claude et de Néron, 1782)⁴². Aujourd'hui, tous ces titres, toutes ces paroles, toutes ces actions, ne trouvent plus écho dans notre société. Hannah Arendt affirme que le refoulement social de la quête de l'éternité, doublée du refoulement social de la quête de l'immortalité, hors du domaine public, expliquent comment "l'époque moderne - qui commença par une explosion d'activité humaine si neuve, si riche de promesses - s'achève dans la passivité la plus inerte, la plus stérile que l'Histoire n'ait jamais connue".

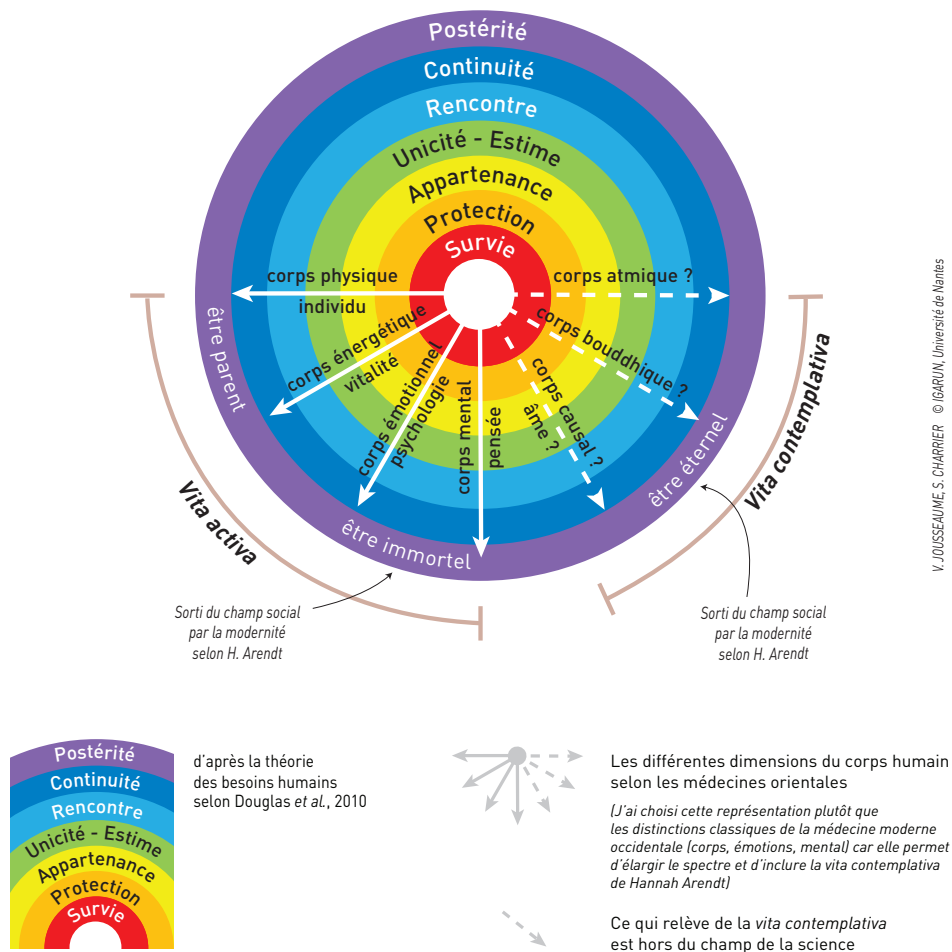
Emmanuel Todd exprime un propos convergent. Il affirme que le passage de "l'Homme qui croit en Dieu" à "l'Homme qui croit en l'Homme" a généré une énergie collective importante. Ecarter la quête d'éternité a renforcé les énergies vers la quête d'immortalité. Quand l'Eglise comme cadre social s'est effondrée, un nouvel idéal humaniste laïc s'est développé. Ce fut l'espoir immense en l'Homme nouveau qui fut porté par les mouvements socialistes du 19^e siècle. En revanche, l'effondrement de l'idéal social communiste et de l'idéal républicain révolutionnaire marquent la fin sociale de la quête d'immortalité. "L'Homme qui croit en l'Homme" disparaît à son tour et devient "l'Homme qui ne croit plus en rien du tout", un être humain apathique, sans espoir, ni but, comblant son vide existentiel par la consommation. Comme le dit David Monnier, l'être hyper-moderne erre "lost in the supermarket" (2019).

Qu'est-ce qui assure la satisfaction de notre besoin de postérité ? Selon Hannah Arendt, c'est l'œuvre. L'œuvre est ce qui est propre à laisser une postérité, c'est-à-dire une trace de son passage sur terre. Ce peut être de concevoir un enfant. C'est aussi planter des arbres sous lesquels le temps qui passe ne permettra pas de venir soi-même s'y mettre à l'ombre. C'est transmettre quelque chose aux enfants. C'est écrire des poésies ou sculpter des morceaux de bois. C'est sacrifier héroïquement sa vie. C'est accomplir un travail qui a du sens. L'œuvre est de l'ordre de la création privée et de ce qui dure. Elle offre sécurité intérieure et maîtrise de soi à l'être humain. Par son action, la personne manifeste son œuvre unique au monde et laisse entrevoir son immortalité. Les œuvres de chacun, créées en privé et offertes en public, sont ce qui fait que le monde humain est monde.

Le travail de subsistance n'est que survie. Selon la philosophe, le travail est de l'ordre de la nécessité vitale, il soutient notre existence physiologique. Le travail est une dimension étriquée de la vie sur laquelle on n'a pas véritablement pouvoir. Hannah Arendt déplore le rabougrissement du projet de vie proposé collectivement par l'incroyable place prise dans les sociétés modernes, par le travail de subsistance. Selon elle, le travail devrait être replacé dans la sphère privée et n'être que secondaire. C'est l'œuvre qui devrait être au centre de la vie sociale publique. L'auteure encourage les humains à vivre une sobriété heureuse de façon à ne pas gaspiller trop de leur temps de vie dans le travail de subsistance, afin d'orienter leur temps vers ce qui compte vraiment : l'œuvre personnelle, qui est la grandeur de l'être humain.

⁴² Extrait visible au musée des Lumières et de Denis Diderot à Langres.





V. JOUSSEAU, S. CHARRIER, © IGARUN, Université de Nantes

FIGURE 35. Les besoins humains fondamentaux complétés par les travaux de Hannah Arendt

La réflexion philosophique de Hannah Arendt sur la place excessive du travail de nécessité vitale et la disparition de l'œuvre de postérité, me fit faire de nombreux liens explicatifs de la situation contemporaine. Elle permet de comprendre la disparition des citoyens, remplacés par des consommateurs. Elle permet de comprendre l'absolu désarroi existentiel que peut produire le chômage dans une société qui a oublié l'œuvre et qui n'est organisée publiquement que sur le travail de subsistance (Maschino, 1978). Elle permet de comprendre l'attitude des jeunes générations face au travail et leur quête de sens dans leur métier. Enfin cette réflexion me permis de reformuler la pyramide des besoins en la déclinant dans les différentes facettes de l'humain. Du point de vue corporel, perdurer c'est se reproduire et avoir des enfants. Du point de vue spirituel, c'est être éternel. Du point de vue social, c'est être immortel, c'est laisser traces de son passage sur Terre - **FIGURE 35**. La quête d'immortalité au sens où l'entend Hannah Arendt, est l'expression sociale du besoin humain de postérité qui s'inscrit à tous les niveaux de notre vie physique, psychologique, sociale ou spirituelle. La descendance rejoint ici la transcendance. Il convient de retenir que pour Hannah Arendt comme pour Kenrick Douglas et ses collègues, le besoin de postérité allie deux nécessités : la production intime d'une œuvre tout à fait unique et personnelle, alliée à une relation au monde pour pouvoir la manifester.



Ce besoin multi-dimensionnel de postérité est complètement occulté par notre société fonctionnaliste et utilitaire. Et c'est pourtant là, dans ces actes qui n'ont aucune signification économique et rationnelle apparente pour la vie quotidienne ou le développement d'avantages immédiats, que se trouve un sens, une grandeur. La société moderne actuelle, en proposant une vie limitée à la survie vitale et au développement matériel, a peu à peu coupé l'accès à la satisfaction de ce besoin de postérité. D'où une sensation lancinante d'insatisfaction et d'inaccomplissement, dans une société où paradoxalement l'abondance et le plaisir règnent. Ici naît la quête de sens. Cette quête de sens ne semble pas pouvoir trouver reconnaissance dans la société hyper-moderne. Elle s'affirme alors sur ses marges territoriales, notamment dans le choix d'une vie à la campagne. Jean-Didier Urbain affirme dès 2002, que les nouveaux résidents, même temporaires, des campagnes ne sont pas des touristes en ce sens qu'ils ne veulent rien "faire". Ils veulent juste "être", c'est-à-dire "vivre leur vie bonne" dans leur paradis vert, tels Paul et Virginie⁴³.

● Du droit à la ville au droit au village

Le concept de "droit à la ville" a été formulé en 1968 par Henri Lefebvre. Il est souvent formulé comme un droit à l'émancipation en particulier pour les classes populaires, afin de leur apporter libération, capacité et action pour leur permettre de contribuer à façonner leur espace de vie et y puiser du sens (Bühler et al., 2017). Pour ma part, je reformule ici de façon complémentaire, le droit à la ville comme la revendication du plein accès aux bénéfices de la modernité, c'est-à-dire à la satisfaction des besoins humains fondamentaux par la modernité. Il est remarquable d'observer que le terme de "droit au village" est apparu récemment dans la littérature des sciences sociales (Landy et Moreau, 2015 ; Bühler et al., 2017). Dans une perspective d'analyse à partir des besoins, la notion de "droit au village" peut donc être pensée comme la quête de la satisfaction des besoins hors des cadres de la modernité, en tentant d'envisager le futur inconnu, sur la base sécurisée d'un passé connu : le village.

Dans les sociétés paysannes, la satisfaction des besoins physiologiques et des besoins de protection était essentiellement prise en charge à l'échelle sociale de la maisonnée (sécurité affective et sociale), qui était en même temps l'échelle économique de la ferme ou de la maison d'artisan (sécurité financière et matérielle). Les besoins d'affiliation, d'estime et de rencontres s'opéraient essentiellement à l'échelle du village. Les besoins de continuité et de pérennité étaient transcendés par l'idéal collectif chrétien. L'Eglise catholique encadrait toute postérité sur le plan social, depuis le mariage, le culte des morts, jusqu'au salut de l'âme - **FIGURE 36**.

Dans la société moderne, la satisfaction des besoins physiologiques et de protection est portée socialement par le couple vivant dans un pavillon (sécurité affective et sociale). Economiquement, c'est le salariat encadré par un droit du travail qui sécurise les contrats, qui assure le support économique de satisfaction des besoins de survie élémentaire de la famille (sécurité financière et matérielle). Concrètement, cela permet l'accès à l'eau potable au robinet, à une alimentation en quantité et diversité, au chauffage

⁴³ Paul et Virginie est un roman de Jacques-Henri Bernardin de Saint-Pierre, publié en 1788, qui décrit les sentiments amoureux et la nostalgie du paradis perdu.



central, à l'énergie électrique, au confort, à la médecine moderne quasi-gratuite grâce à la Sécurité Sociale, au contrat de travail à durée indéterminée, à la retraite. Les besoins d'affiliation, d'estime et de rencontre se déploient à l'échelle de la ville et de la nation. C'est ce qu'Henri Lefebvre appelle le "droit à la ville". C'est l'accès à l'éducation. C'est le suffrage universel et la participation à la démocratie. C'est la mobilité géographique et l'ascension sociale. Les besoins de pérennité sont encadrés par l'idéal collectif de la Révolution, ravivé par l'idéal communiste jusque dans les années 1980 - **FIGURE 36**.

La situation actuelle peut être interprétée par l'insatisfaction croissante des besoins en contexte hyper-moderne. Les besoins de survie et de protection les plus élémentaires semblent de moins en moins garantis. La pollution de l'alimentation dont on se nourrit, de l'air que l'on respire, la pollution électromagnétique de l'espace qui nous entoure, le vol constant de nos données numériques les plus intimes, la destruction du biotope, la précarisation de l'emploi salarié et l'insécurité permanente des lendemains, l'instabilité des couples, la jetabilité des salariés, la saturation physique et mentale liée à l'accélération des rythmes et la banalisation de l'espace sapent la satisfaction de nos besoins physiologiques et de protection les plus fondamentaux.

Les besoins d'affiliation, d'estime et de rencontre sont perturbés par l'individualisme, par l'esprit de compétition, par la marchandisation de tous les rapports sociaux, par la perte du sentiment d'unicité dans des collectifs trop vastes ou trop éphémères pour permettre la reconnaissance d'individus de plus en plus normés dans leurs comportements sociaux. Les besoins de continuité sont rendus difficiles dans une société du plaisir sans entrave, par l'hyper-mobilité, par la jetabilité des objets comme des personnes ; par la modification de nos environnements de vie transformés en chantiers permanents. Les besoins de postérité sont occultés hors du champ social qui semble lui-même devenu une somme d'individus nihilistes sans dessein humain collectif. Parfois même, l'homme hyper-moderne vieillit et meurt seul dans l'indifférence générale. Etre oublié de son vivant est l'anti-thèse absolue du besoin d'immortalité. L'*homo œconomicus* uni-dimensionnel est un humain exsangue⁴⁴ (Marcuse, 1964) - **FIGURE 36**.

Parler d'un "droit au village", c'est re-questionner collectivement l'échelle, les moyens et les acteurs, pour organiser de façon nouvelle la satisfaction des besoins humains fondamentaux - **FIGURE 36**.

Les besoins de survie concernent aujourd'hui plutôt la qualité que la quantité, même si la quantité reste d'une importance majeure. Il s'agit de garantir l'accès à une nourriture saine, une eau saine, un air sain. Cela peut être élargi aux questions des pollutions de l'environnement (molécules chimiques, ondes électromagnétiques, etc). Mais c'est aussi le droit à bénéficier d'un espace et d'un temps pour se poser et se reposer en toute sécurité, au cœur d'une société aux rythmes frénétiques où le numérique menace les limites entre travail et vie privée, entre vie sociale et intimité.

La satisfaction des besoins de protection est à ré-inventer. La question de la famille, qui reste selon Harmut Rosa un lieu majeur de la résonance à l'autre, se situe ici. La question du revenu inconditionnel de citoyenneté se situe ici également. L'équilibre entre liberté et sécurité des besoins fondamentaux qui a fondé la modernisation générale de la société française au milieu du 20^e siècle, est rompu. La recherche de plus de sécurité personnelle passe par plus de collectif, plus de communauté, plus de lien, comme un retour de balancier. Cette aspiration à refaire lien et commun ne remet pas en cause le processus d'individualisation, qui est un acquis positif de l'ère industrielle. Les communautés en émergence aujourd'hui sont donc des

⁴⁴ Signifie au sens propre "qui est vidé de son sang" et au sens figuré "dépourvu de force, de vigueur, de ressource".



communautés d'individus. Pour décrire cela par métaphore, on peut dire que nous étions à l'ère paysanne, comme la pierre d'un rocher. L'ère industrielle nous a débités en pavés individualisés. Aujourd'hui, avec l'ère numérique, se pose la question de construire une maison commune à partir de ces pavés. L'avenir est peut-être aux communautés de vie choisies, avec des formes d'habitat mêlant espaces privés et espaces communs. En 2016, un débat participatif des jeunes des quartiers populaires nord de Nantes avait abouti fort curieusement, pour ces jeunes vivant en habitats collectifs urbains, à l'affirmation que la façon idéale d'habiter dans le futur était de leur avis, "la maison-ferme" (sic).

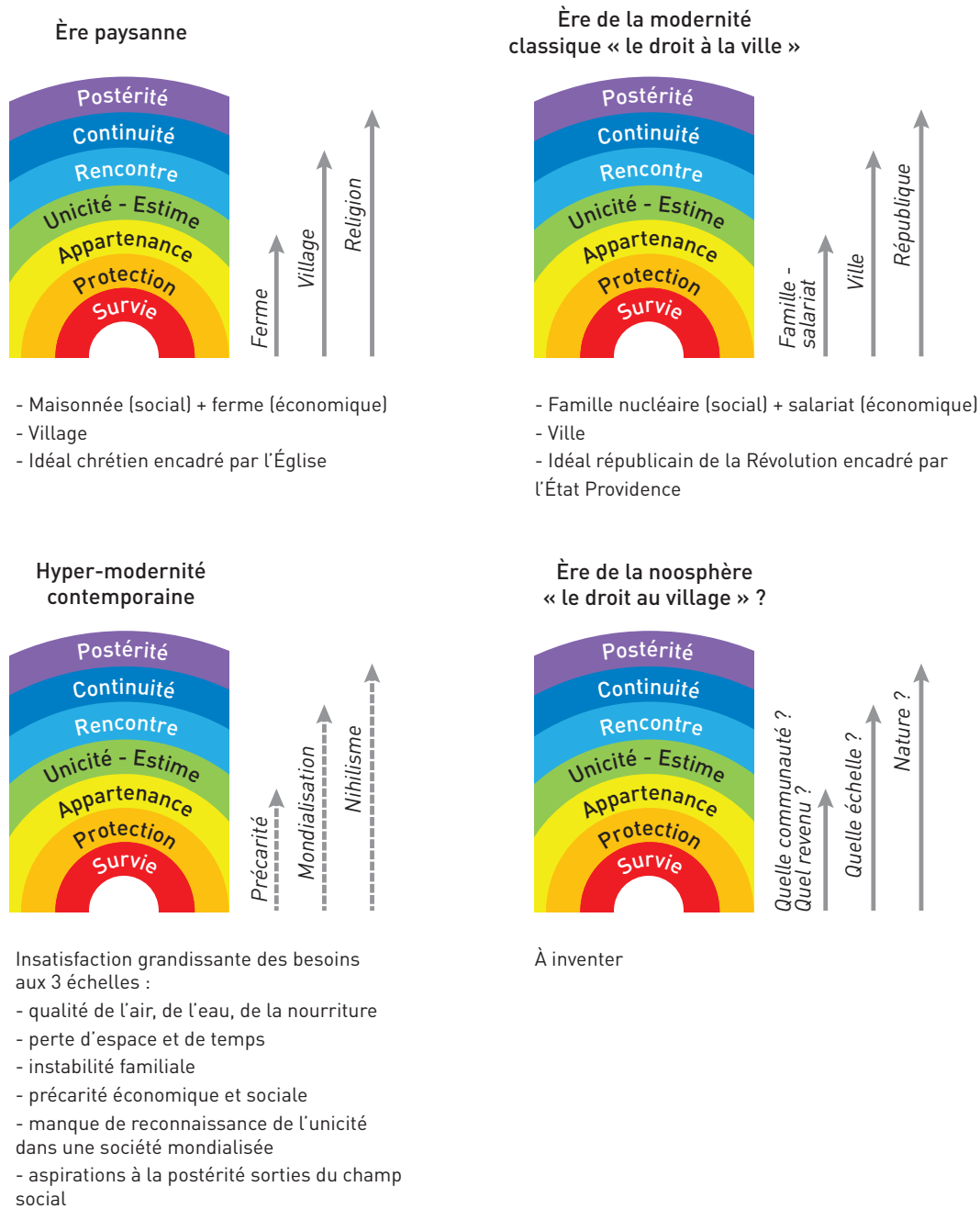


FIGURE 36. Les besoins fondamentaux du "droit à la ville" au "droit au village"



Il me semble que la régulation politique à un niveau plus vaste que l'échelon du "village", c'est-à-dire celui de l'Etat, ne peut pas être absente de la réflexion pour assurer un environnement de vie de bonne qualité pour tous à grande échelle. De même, les supports économiques de la subsistance individuelle sont à repenser complètement. Les possibilités sont variées entre un retour à des formes d'artisanat ou d'auto-entrepreneuriat ou encore une possibilité future de rémunération déconnectée du travail. Mais cette dernière option ne peut naître que dans le cadre d'un Etat-Providence fort, où les communs, les conquits sociaux et les droits universels seraient élargis (Bourg, 2019). Car comme l'a écrit Frédéric Lordon dans le Monde Diplomatique d'octobre 2019 : "la ZAD ne sauvera pas le monde". La ZAD ou le village, seuls, sans organisations collectives de grande ampleur telles que la modernité classique a su les développer, ne sauraient que très difficilement répondre à la satisfaction des besoins de sécurité et de protection de nos contemporains.

Les besoins d'affiliation, d'estime et de rencontres semblent plus satisfaisants à une échelle qui ne soient pas celle d'un monde globalisé, mais une communauté de type villageois. Ce peut être des communautés d'intérêt a-spatiales, matérialisées par des réseaux sociaux, mais celles-ci ne sont peut-être ni fiables, ni stables. Ce peut-être des communautés localisées à des quartiers, dont les habitants développent alors des actions en commun, cette situation urbaine n'est pas exempte d'un certain entre-soi. Ce peut-être des communautés localisées en espace rural, comme des communautés néo-paysannes ou éco-punks (Hein et Blake, 2016) ou des ZAD (Faburel, 2018), où l'entre-soi menace aussi. C'est ici qu'il convient de concevoir que le village au sens traditionnel du terme, bien que transformé par l'ère de la modernité offre des qualités de co-habitation remarquables, car inclusives à la fois de la diversité sociale et de l'unicité de chacun (Alphandéry et al., 2016).

Avec le village, c'est le lieu qui fait lien, qui fait "commun", qui fait "monde", au-delà des différences sociales, comme des entre-soi, au cœur des mobilités (Sencébé, 2004 ; Pruvost, 2015). Les exemples sur l'intérêt intégrateur du village sont pléthore. Voici quelques exemples rencontrés sur le terrain.

A Jupilles (72), 570 habitants, après la fermeture de l'ultime café, quelques habitants se sont mobilisés pour racheter le lieu en installant sur la place du village une simple table pour informer et fédérer les habitants. Ils ont fondé une association sans bureau et sans hiérarchie. Le café vend uniquement des boissons issues de productions locales. Les vendredis et samedis soirs, des membres de l'association cuisinent des plats à moins de 10 euros. Des soirées-concerts sont organisées. L'association a permis de créer du lien en particulier pour des femmes seules et des hommes un peu marginalisés et leur a permis de retrouver un rôle au sein de cette petite société locale. Les soirées du week-end favorisent le lien collectif et l'inter-connaissance.

L'association Habit'âge de la Fontaine-Guérin (49), 1 000 habitants, est née de la mobilisation d'un couple de trentenaires affecté par le départ de leur grand-mère vers la maison de retraite d'un chef-lieu de canton voisin. La rupture de la proximité a généré une rupture du lien ordinaire, inclus dans la vie quotidienne. Habit'âge a récolté des fonds pour acheter la salle abandonnée du jeu traditionnel de boule de fort et l'a réhabilitée en quatre logements pour personnes âgées avec une vaste pièce de vie commune où des animations et fêtes peuvent être organisées. Il n'y a pas d'équipements de santé à Fontaine-Guérin, mais le médecin et le pharmacien voisins viennent consulter et livrer. Les personnes âgées sont au cœur du village. Aux Voivres (88), 320 habitants, le maire a accueilli en stage de jeunes ingénieurs de l'Ecole du Bois d'Epinal. Dans de vieux bâtiments joliment réhabilités, il a fondé "La Boîte", un atelier couveuse de jeunes entreprises. Les stagiaires ont décidé de rester aux Voivres et d'y fonder l'entreprise InBô, produisant des



skate-boards, des lunettes, des vélos en bambou et bois. La Boîte accueille depuis une artisan-artiste de la vannerie.

Je me permets un exemple personnel. Ma famille, a toujours eu pour mutuelle de santé, une mutuelle communale. Mon père était un membre actif de celle-ci. Lorsque j'étais adolescente, un week-end par trimestre environ, j'aidais mon père à faire les comptes des remboursements de soins des habitants de ma commune. Les cotisations et les remboursements eux-mêmes avaient lieu un dimanche matin par trimestre dans la salle municipale. Depuis, les mutuelles communales se sont fédérées entre elles, mais leur principe demeure.

Bref, les exemples sur la capacité du village à développer une intégration de la diversité sont à foison. La notion de "droit au village" ré-ouvre une perspective pour interroger le lieu et la proximité physique dans la construction d'un collectif social, sans être ignorant toutefois des distances sociales et des rapports de domination (Torre et Beuret, 2012 ; Yubero et Chevallier, 2018).

Enfin, en ré-injectant la question de l'avenir de notre espèce dans le débat public, le récit de la transition permet le retour de la question des besoins humains de continuité et de postérité dans la sphère publique. Le lien à la Nature est probablement notre prochaine façon de sublimer notre aspiration à perdurer au-delà de nous-mêmes. Car à travers la crise écologique, il apparaît que la Nature est la seule puissance capable de contenir l'hubris humain, de nous forcer à réguler nos désirs et de nous ramener à l'équilibre entre donner et recevoir. La satisfaction des besoins de continuité et de postérité, comme les autres d'ailleurs, ne dépendent pas seulement de la localité. Néanmoins, ils pourraient être soutenus au niveau communal par des politiques d'aménagement offrant répit et continuité au cadre de vie et de bien-être des habitants en place. Des travaux scientifiques commencent à poser explicitement la question du bien-vivre (Sibertin-Blanc, 2018). Enfin, les besoins de postérité peuvent être réfléchis comme la reconquête du besoin d'immortalité dans la sphère publique locale, en soutenant par exemple l'inscription durable des populations dans le temps du territoire en plantant des arbres pour les générations futures ou en soutenant localement l'expression de l'œuvre humaine individuelle de chacun, en donnant la possibilité aux personnes d'y puiser du sens à leur existence.

Conclusion

Depuis 50 ans, les moteurs de la dynamique démographique se sont progressivement inversés. La désurbanisation est amorcée : le desserrement de la population s'amplifie et les villes ne structurent plus les flux migratoires. La population française est lentement redistribuée. De même, les moteurs économiques du développement local connaissent une bascule : une hypothèse crédible est que notre peuplement futur soit organisé non pas en fonction d'une logique productive (aller habiter où il y a du travail salarié), mais avant tout dans une logique résidentielle (développer son travail là où l'on habite). Le désir résidentiel est un puissant moteur du peuplement.

En observant la dynamique démographique des territoires depuis le milieu du 20^e siècle, il apparaît comme une fuite cyclique en avant vers les territoires les moins transformés par la modernité. Contrairement



à Jean Viard qui interprète cela comme un désir de vacances, mon propos reformule ce mouvement comme une quête anti-moderne de l'intact. Le tourisme n'est pas le moteur du mouvement, il est l'avant-garde de la modernité pour conquérir l'intact. Mais quel est le moteur d'une telle quête ? Les travaux de Lionel Naccache en neurologie, de Kenrick Douglas, Vladas Griskevicius, Steven Neuberg et Mark Schaller en psychologie du développement, les réflexions sociologiques de Michel Billé, combinés aux réflexions philosophiques de Harmut Rosa sur le temps et ceux de Hannah Arendt sur la condition de l'homme moderne, permettent d'émettre l'hypothèse que c'est l'insatisfaction croissante des besoins humains fondamentaux.

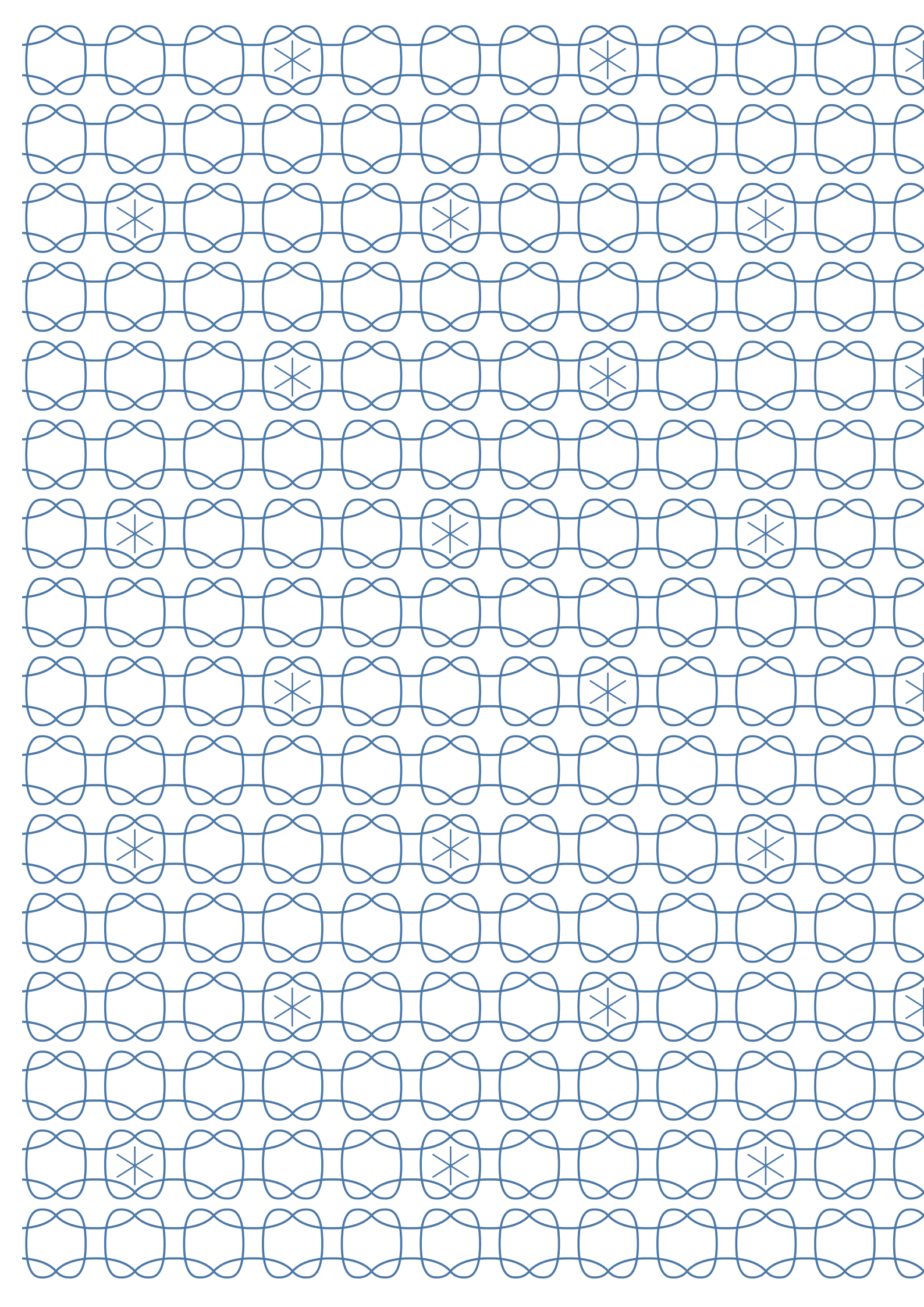
L'hyper-modernité contemporaine sape les sécurités et les protections. Elle fait décoller les corps et les cerveaux hors de l'espace-temps, les épuise et les rend malades. Elle gêne notre capacité à nous relier aux autres et au monde qui nous entoure. Enfin, elle rabaisse les esprits à la contingence de la survie quotidienne et aux futilités consuméristes.

Par recherche d'équilibre, les populations expriment les mouvements inverses. Le désir de refaire commun exprime le besoin de sécurité et de protection. Le désir de ré-enracinement des corps et des cerveaux dans l'espace et dans le temps vise à assurer leur repos et leur santé. La quête d'un sens à la vie forme une élévation des esprits pour retrouver une relation résonnante avec le monde, une quête de grandeur et de postérité.

L'hyper-modernité contemporaine est incarnée spatialement par les métropoles, il est alors possible et même vraisemblable que les mouvements en faveur de l'atterrissage des corps et du décollage des esprits se matérialise surtout hors des métropoles, en particulier dans les campagnes où se projette l'idée d'un "droit au village". Le désir du lieu physico-spatial est aussi un besoin du lieu dans son aspect social (Poulot, 2015). Le désir de campagne comme lieu est aussi un désir de la campagne comme éthos, c'est-à-dire comme manière d'être.

Toutes ces connaissances, toutes ces compréhensions, doivent nous permettre de refonder de fond en comble l'aménagement dans les espaces ruraux. Il ne s'agit plus de s'arc-bouter dans les modèles d'urbanisme et de développement productivistes de l'ère de la modernité, fait pour attirer des entrepreneurs qui ne vivent pas là, pour attirer ensuite des travailleurs qui ne vivent pas là non plus. Il ne s'agit pas non plus de se focaliser uniquement sur un développement touristique, fondé sur les diktats esthétiques des "classes créatives" déjà fort courtisées partout, pour attirer des touristes extérieurs au territoire. Le tourisme inscrit le territoire dans une logique de cycle de vie de produit de consommation, où les goûts d'aujourd'hui deviennent immanquablement les dégoûts de demain. L'enjeu contemporain, c'est d'aménager le territoire pour ses véritables habitants, ceux qui vivent déjà là et y investissent de leur temps, de leur argent, de leur affection. Des populations de classes populaires et moyennes qui ont besoin de sécurité, de protection physique et morale, qui ont des besoins d'appartenance, de reconnaissance et de pouvoir s'inscrire durablement dans l'histoire humaine même petitement, même localement. Ces habitants ont besoin pour être en bonne santé physique, émotionnelle et mentale, que le territoire leur offre un lieu pour reposer leur corps et leur esprit, un environnement qui reconnaisse l'unicité de leur participation au monde des humains, tout autant que leur offrir un travail. L'enjeu est donc pour les territoires ruraux de tirer une leçon de l'histoire. Comment oser relâcher quelque peu le dogme économique de l'emploi, de la croissance, de la compétitivité, de l'excellence, de la vitesse, comme levier du développement local ? Comment être désirable sans détruire par ce fait même l'authenticité et l'originalité sociale qui rendent désirable ? Vastes questions. Le désir de campagne ne se limite pas à l'esthétique physico-spatiale des espaces ruraux, il investit également sa dimension sociale. Voilà les bases du désir résidentiel et de la refonte de l'aménagement local qui me semble nécessaire. Je nomme cette posture : l'aménagement orphique, en référence à Orphée, poète et musicien de la mythologie grecque.







LIVRE 4

L'ESPACE-TEMPS

La campagne comme éthos

Nous attendons LA question. Nous avons lancé les paris la veille : avant ou après le dessert ? Elle arrive. La voilà. Gagné, c'est à l'apéro :

"Est-ce que vous êtes bien intégrés ?"

Est-ce que cette vie loin de tout ne vous pèse pas trop ? Est-ce que ces êtres lourds et primaires (...) vous considèrent comme les leurs ? Est-ce que vous vous ensauvez vous aussi ?

Christine Van Acker, écrivaine belge, *Ici*, Paris, La Dilettante 2014

Introduction

L'émergence d'une demande de "droit au village" confirme la résurgence des mémoires qui s'opère aujourd'hui. Les cultures de l'ère paysanne forment une couche mémorielle à la fois très profonde et très récente. Malgré l'occultation de cette période disparue dans le néant conceptuel de la pensée aménagiste, acquise au "tous urbains, tout urbain", malgré l'invisibilisation statistique de l'espace rural et l'absence totale d'indicateurs permettant de mesurer la permanence de pratiques de vie caractéristiques de l'ère paysanne (localité, communauté, réciprocité, autonomie, ...), cette mémoire ressurgit partout. Elle ressurgit de façon bruyante, dans les luttes politiques contemporaines contre les déséquilibres de l'ère de la modernité. Elle ressurgit également de façon silencieuse, dans la lente relocalisation des populations. Un regard ordinaire, posé à travers les lunettes de la modernité, voit dans ce desserrement des populations, la poursuite d'une périurbanisation ou tout au plus un vague désir d'ailleurs, tout à fait moderne. Mais le cycle de vie des territoires, tout comme la diffusion résidentielle très étalée autour des métropoles, peuvent être analysées comme un désir anti-moderne, opposée à la vie de l'homo œconomicus de l'ère de la modernité, commencée avec les plus incroyables promesses de grandeur de l'Homme et réduite aujourd'hui aux plus viles contingences marchandes.

L'imaginaire anti-moderne peut être défini comme la recherche d'un nouveau monde pour protéger son corps, reposer son mental, ouvrir son cœur, et porter son attention à l'expression d'une œuvre personnelle plus porteuse de sens et de postérité. Les résurgences de mémoires issues d'autres cultures, d'autres temps, rappellent d'autres mondes possibles, où certains besoins de la vie étaient satisfaits de façon plus équilibrée pour le plus grand nombre. Il y a là, la bascule contemporaine des imaginaires qui passent d'un "vivre à la ville" à un "vivre à la campagne", de la revendication d'un "droit à la ville" à celle d'un "droit au village". Les campagnes sont le creuset d'un important apport contemporain à la société tout entière et le creuset d'un récit pour le nouveau monde. C'est pourquoi là encore, il est important que les élus ruraux le sachent pour mettre en œuvre de nouvelles politiques locales adaptées, non seulement à la qualité d'un cadre de vie rural, mais visant également la qualité d'un mode de vie, d'une manière d'être, une façon d'être en lien. Penser et conceptualiser un ethos⁴⁵ villageois participent de la formulation d'un projet de société pour demain.

⁴⁵ L'*ethos* est un mot grec qui désigne le caractère habituel, la manière d'être, les habitudes d'une personne.



Porter son attention sur l'intérêt contemporain des résurgences mémorielles de modes de vie passés, jettera dans la consternation une partie des lecteurs. Ils balaieront alors le sujet sans même prendre quelques instants pour y réfléchir, tant il est vrai que ces considérations sont à mille lieues de la pensée géographique et aménagiste hyper-moderne du moment⁴⁶. Leur réflexion se focalisent sur les équipements et notamment l'aspect fondamental des réseaux numériques. Certes bien des travaux récents mettent en valeur l'intérêt du local ou du commun⁴⁷ sans toutefois l'accompagner du changement de posture relationnelle nécessaire pour que le nouveau advienne. Cette posture est l'intégration de l'altérité, des autres cultures et du passé. Il s'agit de reconnaître que telle ou telle pratique n'est pas nôtre, mais vient d'un ailleurs, d'autres cultures qu'on a méprisées, refoulées, ridiculisées, mais qui méritent aujourd'hui réhabilitation. Cette mise à jour relationnelle demande une grande humilité, un difficile *mea culpa*, au cœur des sciences. Certains architectes s'avancent vers un tel *aggiornamento*, à travers la revalorisation des techniques traditionnelles de construction par exemple (Marcel et al., 2012 ; Smith, 2012), mais également à travers une réflexion sur l'alter-ruralité (Verstheegh et Merres, 2015).

L'ère paysanne a survécu de façon prégnante dans les campagnes françaises jusqu'aux Trente Glorieuses. C'est la génération du Baby-boom qui en a totalement abandonné le mode de vie. Il y a donc un maximum de trois ou quatre générations entre la paysannerie traditionnelle et la jeunesse actuelle. C'est beaucoup à l'échelle des données statistiques de notre société amnésique, mais c'est très peu à l'échelle de l'histoire humaine et des millénaires qui nous ont façonnés. Cette quatrième partie en recombinaison le temps et l'espace, les territoires ruraux contemporains avec les mémoires des cultures de l'ère paysanne, a l'ambition de participer à la formulation d'un récit de la transition, de définir les contours d'une ruralité véritablement post-moderne et de jeter les bases d'un aménagement local orphique propre à matérialiser cette nouvelle ère.

● Convergence des mémoires et conceptualisation du récit du nouveau monde

L'ère de la modernité connaît actuellement une crise majeure du point de vue social, économique, politique mais aussi éthique, une véritable crise de civilisation (Luyckx-Ghisi, 2012). Le récit de l'hyper-modernité convainc de moins en moins et connaît des oppositions multiples, écologistes, paysannes et anti-capitalistes. Ces luttes sont la matérialisation des refoulements opérés successivement : refoulement des chasseurs-cueilleurs (en Amérique, en Australie) ; refoulement de l'ère paysanne ; refoulement de la modernité classique, industrielle, sociale et démocratique. Elles émergent du fait de l'insatisfaction croissante des besoins humains fondamentaux au cœur de l'hyper-modernité. Il est donc possible dans une perspective macroscopique de formuler un récit du nouveau monde par la convergence de ces mémoires.

⁴⁶ Cordobès S., Desjardins X. et Vanier M., La pensée aménagiste en France : rénovation complète ?, colloque du 6 au 13 septembre 2019, Cerisy

⁴⁷ Bucolo E., Defalvard H. et Fontaine B., Territoires solidaires en commun : controverses à l'horizon du translocalisme, colloque du 12 au 19 Juillet 2019, Cerisy



La convergence des mémoires

Depuis les années 1990, dans un monde uni-polaire, vivant sous l'hégémonie du modèle culturel américain, productiviste, consumériste, libéral et capitaliste, le monde apparaît sans altérité. Or, comme nous l'avons déjà dit la conscience de quelque chose, ne peut émerger que de l'altérité. La mise à distance fonde l'altérité, elle-même foyer d'émergence de toute pensée. La voie pour penser un alter-monde est donc d'observer les marges externes du système dominant, pour en identifier les altérités. Car ce n'est au fond que depuis les marges, c'est-à-dire depuis les périphéries culturelles, territoriales, sociales et économiques de l'hyper-modernité, que se trouve quelque chose de véritablement différent et que peut naître quelque chose de véritablement nouveau. Après tout, l'ère de la modernité est bien née de la petite communauté des artisans et des marchands, de la bourgeoisie urbaine naissante des grandes villes européennes de la fin du Moyen-Âge. Ils étaient une marge de l'ère paysanne centrée sur l'aristocratie et la paysannerie. Quel est le centre de l'ère de la modernité ? On peut le résumer en quatre caractéristiques principales : la culture, le lieu de vie, la classe sociale et le sexe. Ce sont les hommes, des classes sociales supérieures, des grandes villes, de l'Occident. Ce sont les marges de cet épicycle-là, que les études post-coloniales et que les études féministes sont allées questionner à partir des années 1970-80, en rénovant considérablement les sciences humaines et sociales. Dans cette perspective, on comprend également l'intérêt des études radicales, qui questionnent depuis une trentaine d'années le libéralisme économique (Harvey, 2008 ; Springer, 2017). C'est là que se pose également le mouvement de rénovation de l'aménagement du territoire fondé par les territorialistes italiens au tournant des années 2000 (Magnanhi, 2003, 2010). Cette école met l'accent sur la nécessité d'un développement local qualitatif, visant à un équilibre entre un développement orienté vers les besoins humains, une autonomie politique, économique et sociale des communautés locales et l'amélioration de la qualité de l'environnement. Ces trois objectifs se construisent avec l'héritage apporté par les identités locales, elles-mêmes inscrites dans l'environnement naturel. Ma réflexion se rapproche de ce courant.

Pour pouvoir se réapproprié et recycler de façon nouvelle les mémoires refoulées afin de sortir des impasses de l'hyper-modernité, il est nécessaire de changer de regard. Cela signifie qu'une évolution collective, et donc nécessairement individuelle, de notre façon d'être au monde est nécessaire. Albert Einstein a rappelé qu'on ne peut régler un problème avec le niveau de conscience qui l'a créé : on ne peut donc pas envisager une sortie des impasses de la modernité en utilisant ses cadres de pensée. Pour que puisse émerger à notre pensée, quelque chose de véritablement nouveau, il convient de dépasser les croyances fondamentales de la modernité.

La première croyance est le sentiment de supériorité culturelle de l'Homme moderne occidental (Diamond, 1997) et l'idée que notre modèle de société serait la fin de l'Histoire (Fukuyama, 1992), un accomplissement humain indépassable.

La seconde croyance à dépasser est une vision du progrès comme table rase du passé. Or, tout est passé. Dès l'instant où le présent surgit, tout ce qui existait la seconde précédente est le passé. Le dénigrement et le mépris de l'ancien, déshonorent l'ancien. Et, son refoulement fonde l'anéantissement de tout ce qui existe. Il est temps de comprendre collectivement, que nul n'évolue jamais par le refoulement et l'amnésie. Le psychanalyste David Monnier (2019) décrit l'état de crise relationnelle de l'homme moderne capitaliste. De son point de vue, ce dernier est comme un enfant en révolte contre la mère, qui refuse donc toute effusion de don, de générosité gratuite, d'amour sans condition. Il rejette également toutes les fonctions



paternelles qui servent à accepter l'altérité : la règle commune et la modération. L'homme moderne apparaît alors comme un enfant immature et narcissique, refusant la relation à autrui, comme au monde. Cette crise du lien, de la relation, décrite également par Harmut Rosa (2018), doit être dépassée. La maturité demande de prendre conscience collectivement qu'on ne se pose pas en s'opposant agressivement. On ne se pose pas contre l'altérité, mais on se pose par l'existence d'une altérité. Et même peut-on oser dire, on ne peut se poser que grâce à l'existence d'une altérité, grâce à la relation, grâce au lien. Pour que puisse advenir du nouveau, il nous faut donc apprendre à "faire avec" : avec l'altérité, l'Autre, les autres, avec les autres cultures, avec le passé, avec la distance. Un "nouveau monde" a besoin pour se construire de se définir par rapport à un "ancien monde" mais il convient de garder à l'esprit de ne jamais s'identifier à une lutte contre cet autre ancien. Là se trouve le changement de posture relationnelle. Une conception nouvelle naît alors de l'acceptation pacifique de l'ancien et donc de toutes les autres cultures. Ce que nous appelons dans le langage commun, un plus haut niveau de conscience, est en réalité un plus haut niveau d'amour. Ce qui ôte les voiles qui obscurcissent la conscience et offre une nouvelle vue sur la situation, c'est le niveau d'attention, de discernement, d'acceptation, d'intégration, de reconnaissance et de respect de toute altérité. Or, cela se nomme aussi l'amour.

J'émetts l'hypothèse que tous ces dépassements nous feront sortir de l'ère de la modernité et ouvrent la voie vers un alter-monde, que je nomme l'ère de la noosphère (mais que d'autres que moi nommeront peut-être autrement). L'acceptation d'un "faire avec" rend possible la convergence des mémoires, donc la convergence des altérités. Outre le soutien à la bio-diversité écosystémique, minérale, végétale et animale, le nouveau monde peut venir également de la rediversification socio-culturelle⁴⁸. Voilà ce qu'Édouard Glissant nomme le rassemblement des mémoires pour ouvrir les chemins du futur (2010). Pour imaginer la suite de l'histoire, il nous faut "conjoindre les mémoires", c'est-à-dire relire, reconnaître, réhabiliter, soigner, recycler nos passés de l'échelle des individus à l'échelle collective des sociétés et de leurs territoires. C'est pourquoi se lèvent des peuples de chasseurs-cueilleurs, des mouvements de femmes, des mouvements de paysans non-occidentaux, des mouvements de fiertés des populations racisées ou colonisées, tant en Amérique qu'en Europe. Les "prides" sont l'anglicisme pour désigner les "marches des fiertés". Tous ces groupes humains demandent par ces "prides" une reconnaissance et une revalorisation de la contemporanéité de leurs apports à l'humanité (Klein, 2017). C'est pourquoi il convient, nous-mêmes, en France, de nous réapproprier nos propres mémoires. Il convient de reconnaître les apports, la dignité et l'honneur des sociétés de l'ère paysanne. C'est ce que j'appelle une "Plouc Pride" ; se saisir de l'insulte pour la transmuter en fierté retrouvée. Il convient aussi de reconnaître les apports économiques et sociaux majeurs, la dignité et l'honneur des cultures ouvrières porteuses de la mémoire sociale et démocratique de la modernité classique, issue des Lumières et de la Révolution française. Une "Plouc Pride" n'est nullement antinomique d'une "Bleus Pride" ou "Lumières Pride" pour construire le nouveau monde, bien au contraire ! Car, le "nouveau monde" ne doit pas seulement être conçu "contre le vieux monde" de la modernité à détruire entièrement et renier, mais doit être pensé "grâce au vieux monde". L'ère de la modernité bien qu'elle ait atteint aujourd'hui des limites écologiques, économiques, sociales et culturelles à dépasser, n'en conserve pas moins des apports positifs immenses. Et l'échec des Quarante Honteuses de la modernité tardive, ne

⁴⁸ La diversité culturelle prônée par le récit hyper-moderne est un multiculturalisme sélectif et de façade. Sur fond de sentiment de supériorité culturelle, il est comparable à l'exotisme ou l'orientalisme du 19e siècle. Il n'est qu'à voir l'appauvrissement de la diversité culturelle humaine, l'appauvrissement de la diversité des paysages, des costumes, des langages, des cuisines, des imaginaires pour en être convaincu. .



doit pas nous faire occulter les avancées humaines intemporelles contenues dans les Trente Glorieuses industrielles et les philosophies de la modernité classique. Afin de permettre à l'humanité d'évoluer au-delà de l'horizon que l'ère de la modernité avait cru pouvoir fixer, le "vieux monde" de la modernité ne doit pas être conçu comme un mur à abattre pour passer, mais comme les barreaux d'une échelle pour monter.

Les mémoires paysannes pour l'invention du nouveau monde

L'imaginaire hyper-moderne conçoit l'engendrement du futur par le seul mental des hommes situés au centre de l'hyper-modernité, lesquels deviendraient par la révolution numérique, une oligarchie "d'hommes-dieux" tout puissants. Tous les autres humains seraient des "inutiles"⁴⁹. Une telle aggravation de l'exclusion, loin de créer du nouveau, ne fait en vérité que poursuivre l'actuel et rendre plus explosif encore le cul-de-sac où la société hyper-moderne est coincée. L'invention du futur par la convergence des mémoires est un projet fort différent. Le schéma d'évolution présenté ci-après - **FIGURE 37** - est une ébauche pour décrire la construction du "nouveau monde" par la convergence des mémoires en vue d'inventer le futur, en s'appuyant sur les acquis du passé. Ce schéma n'a nullement la prétention d'être exhaustif d'un point de vue mondial où la diversité culturelle des mémoires et des imaginaires est à respecter. Il se borne à traiter la question dans la perspective territoriale de la ruralité en France.

Je n'ai que peu développé dans mon schéma, les mémoires recyclables des chasseurs-cueilleurs. Bien que des mémoires génétiques soient incontestablement encore actives dans nos corps, le passé des chasseurs-cueilleurs d'Eurasie ne forment plus guère de mémoires vivantes au sein des populations européennes. Peut-être le sentiment d'une relation fusionnelle ou spirituelle à la nature, l'excitation de la chasse ou de la pêche chez certaines personnes, les savoirs intuitifs de la cueillette, la fascination pour les écrans comme vague souvenir des discussions autour du feu, esquissent les contours imprécis de mémoires trop vagues pour être vraiment mobilisables aujourd'hui en France. Ces mémoires sont en revanche demeurées vivantes et tout à fait mobilisables pour formuler le récit du nouveau monde dans les pays neufs d'Amérique du nord et du sud, d'Océanie et d'Afrique australe. Ces derniers – Amérindiens, Bushmen africains, Aborigènes australiens, Inuits arctiques, et bien d'autres – ont certainement beaucoup à apporter au collectif mondial pour réinventer notre relation au monde vivant non-humain (flore et animaux) et au monde non-vivant (rivières, montagnes, cosmos) ; pour nous permettre de reprendre contact par une relation corporelle sensible et instinctive au monde ; pour repenser la question de la propriété. Peut-être ont-ils aussi des pratiques recyclables de façon innovante pour imaginer une société sans travail. Car après tout, l'anthropologue Marshall Sahlins (1974) a montré que les sociétés de chasseurs-cueilleurs passent le plus clair de leur temps à la socialisation, c'est-à-dire à la relation aux autres, et ont un temps de travail de subsistance réduit au minimum pour satisfaire des besoins matériels des plus modestes.

L'ère de la modernité bien qu'elle ait atteint aujourd'hui des limites écologiques, économiques et sociales à dépasser, n'en conserve pas moins des acquis tout à fait remarquables qui méritent d'être actualisés. Ce

⁴⁹ Ces termes sont ceux de Laurent Alexandre, lors d'une conférence à l'École Polytechnique, du 14 janvier 2019, pour la semaine du Plateau de Saclay sur le Transhumanisme, Quel Homme pour 2050 ? (en ligne). David Affagard fait une analyse critique de cette conférence dans Le Club Médiapart du 6 mars 2019.



sont : la reconnaissance de l'égalité entre tous les êtres humains ; la quête de l'émancipation de l'individu par l'éducation et la connaissance pour tous ; la participation de tous à la vie publique et démocratique par le suffrage universel ; l'amélioration des conditions matérielles de la vie par le confort, l'organisation à grande échelle des protections sociales (maladie, maternité, enfance, travail, vieillesse) et de services collectifs quasi gratuits (éducation, hôpitaux, sécurité, justice, adduction d'énergie, réseaux de transports ...) ; l'accès à la mobilité motorisée et au voyage pour tous ; l'essor des savoirs scientifiques et des capacités techniques ; l'essor de la médecine moderne et son efficacité sur un grand nombre d'aspects. Les philosophes des Lumières, la science et la technique, les luttes des travailleurs ont fondé un apport majeur à l'humanité.



FIGURE 37. Le récit de la transition enrichi par la convergence des mémoires

Enfin, le récit de l'alter-monde est également l'occasion d'une réhabilitation et d'un recyclage contemporain des aspects encore pertinents des mémoires des sociétés paysannes pré-industrielles et pré-capitalistes, non plus vus seulement comme des archaïsmes mais comme des ressources possibles d'innovation.



Ce recyclage des mémoires paysannes participe à la transition écologique par la mutation de notre relation à la Nature, en particulier du point de vue agricole. Les mémoires paysannes portent en elles le souvenir de l'efficacité agricole des systèmes agro-sylvicoles et agro-sylvo-pastoraux traditionnels, qui partout se sont adaptés à toutes les niches écosystémiques d'une façon remarquable, en restant dans les limites imposées pour le renouvellement de la fertilité des sols, donc de durabilité. Les mouvements alter-paysans réhabilitent et complètent par les connaissances scientifiques et techniques récentes, les systèmes agraires anciens qui ont garanti pendant des millénaires le maintien de la fertilité des sols, la durabilité écologique, la qualité nutritive et gustative des aliments, l'autonomie et la résilience remarquable des sociétés.

L'autonomie alimentaire et énergétique (eau, chauffage, électricité, ...) était une caractéristique majeure des sociétés paysannes. Actuellement, la question la plus médiatisée est la question de la sécurité alimentaire déclinée depuis l'échelle des villes à celle des individus. Se nourrir soi-même, entretenir un potager et un petit poulailler sont des pratiques traditionnelles redevenues aujourd'hui à la mode. On peut certes relier cela à l'aspiration à renouer le contact avec la nature, ses rythmes et saisonnalités, notamment à travers la demande d'une alimentation plus saine. La dimension de sécurité de cette démarche est très visible à un niveau collectif. Les villes se soucient depuis une quinzaine d'années seulement de leur propre approvisionnement alimentaire, de leur propre résilience en cas d'insécurité. Il en est de même de l'autonomie énergétique, dont la question est plus large que la seule question écologique de productions d'énergies renouvelables en solaire, éolien ou bois. En effet, la recherche d'une plus grande autonomie énergétique peut également être interprétée comme une tentative de s'extraire des rouages insécurisant de l'hyper-modernité, à l'heure où s'étend la précarité. La maison autonome de l'éco-hameau du Ruisseau située depuis les années 1970, sur la commune de Moisdon-la-Rivière (44), a quadruplé le nombre de ses visiteurs entre 2016 et 2018.

Ce recyclage des mémoires paysannes participe à la transition économique, en nous permettant d'analyser de façon élargie notre relation à la production matérielle et au travail. Les sociétés paysannes fusionnaient l'économie dans le social. Le travail de nécessité vitale était mêlé aux autres besoins humains à travers l'expression d'un métier ou à travers ce qu'on nomme les arts populaires par exemple. Métier et mode de vie étaient mêlés. Métier et enseignement étaient mêlés également dans le compagnonnage. Le choix de vie impliquait la personne, c'est-à-dire concernait son corps. Aujourd'hui, de jeunes diplômés quittent leurs emplois pour une vie d'artisan, au travail centré sur des matériaux nobles, en recherche d'une expression créative de soi et d'une quête de sens par l'œuvre. C'est là le recyclage contemporain d'une mémoire.

L'économie du partage caractéristique des sociétés paysannes marquées par la frugalité matérielle, revivifie aujourd'hui l'idée d'une sobriété matérielle contemporaine choisie (Rabhi, 2010). Elle s'exprime par le fait d'acheter en commun des biens matériels, comme le font depuis longtemps les agriculteurs par le biais des CUMA (coopératives d'utilisation du matériel agricole) ou comme le faisait dans l'Ouest une association telle que *Familles Rurales* dès les années 1960 en déplaçant la machine à laver de ferme en ferme sur une remorque. La valorisation de l'usage, en lieu et place de la possession, peut apparaître aujourd'hui comme une voie pour réduire la production matérielle et l'obsolescence programmée.

L'économie circulaire vécue comme un choix citoyen s'opposant au gaspillage et à la pollution de l'ère consumériste est un autre élément repris aux sociétés de l'ère paysanne. Elle va du simple compostage



au tri sélectif, en passant par le démontage ou la réparation et revente de vieux objets ou d'anciens vêtements. L'Atlas des campagnes de l'Ouest a montré par sa carte de l'économie sociale et solidaire combien le territoire rural de l'Ouest intérieur est actif et précurseur (Bioteau, 2014).

Le recyclage des mémoires paysannes inclut la notion de communauté et participe à la transition sociétale par la mutation de notre relation aux autres. Les sociétés pré-industrielles entretenaient des rapports sociaux fondés sur la mutualité et la réciprocité. On s'associait sur les gros travaux ou en cas de coups durs. Chacun savait ce qu'il avait reçu d'autrui pour savoir lui rendre le temps venu, afin de conserver un équilibre relationnel. Dans notre société créative et connectée, il s'agit de rétablir la coopération et la collaboration entre les êtres, comportements les plus adaptés à la situation. Il s'agit de sortir du tout-individualiste et du tout-marchand pour revaloriser l'idée du don et du contre-don et la communauté. Ainsi, la cohabitation familiale élargie subie dans les sociétés traditionnelles est transformée en co-location choisie, en habitat participatif ou en habitat inter-générationnel. Ce concept recycle dans une version contemporaine et choisie, le mode de vie caractéristique des fermes qui jusqu'au dernier tiers du 20^e siècle groupaient souvent parents, enfants, grands-parents et ouvriers agricoles⁵⁰. La communauté, hier familiale, est réinvestie de façon fluide et mouvante en communautés d'affinités ou d'intérêts préservant les acquis de la liberté individuelle. Il s'agit de rétablir la solidarité dans la diversité sociale et culturelle. Celle-ci est à la société humaine ce que la biodiversité est à l'écosystème : le fondement de sa vitalité et de sa résilience.

Le regain de la communauté s'exprime aussi par la revalorisation des relations sociales de proximité par opposition à la mobilité et l'anonymat qui hier garantissaient la liberté de l'individu. La ressource territoriale est de nouveau valorisée, alors que la ressource de la mobilité est de plus en plus interrogée⁵¹. A l'échelle de l'habitat, l'appartement et le pavillon au centre de sa parcelle, ont fait rêver dans les années 1950-80, la génération du baby-boom, souvent des fils et filles de paysans en quête d'émancipation individuelle. Le lotissement a été l'expression matérielle, à l'échelle de l'habitat, du désir d'individualisation. Mais, aujourd'hui, ce modèle du lotissement ne répond plus au désir de jeunes générations en quête de lien social et de commun. Ils préfèrent réinvestir l'espace public pour des événements privés tels que des apéritifs, des pique-niques, des grillades, réinvestir l'habitat jointif des gros villages, des centres-bourgs ou centres des petites villes. Il nous faut donc aujourd'hui concevoir à l'échelle de l'habitat, l'expression matérielle de ce désir de sécurité et de solidarité collective, au sein de petites communautés d'individus. L'avenir inventera l'articulation de l'individu avec la communauté.

La ruralité participe profondément à l'imaginaire du nouveau monde et son récit. Or, penser est le premier acte de création, il précède la matérialisation.

⁵⁰ Dans les années 1960, mes grands-parents qui étaient des maraîchers de la région nantaise, hébergeaient les jeunes saisonniers agricoles âgés de 16 à 20 ans venus des campagnes de Bretagne. Ces derniers les appelaient "grand-père" et "grand-mère". Ils gardèrent à ma grande surprise cette habitude quand, bien des années après, ils venaient leur rendre visite.

⁵¹ Le magazine grand public *Sciences Humaines* n°279 de mars 2016, pose en une la question : "Déménager aide-t-il à trouver un emploi ?" en s'appuyant sur les travaux du sociologue T. Sigaud.



Se souvenir sans illusion

L'idée ici n'est pas de faire revivre le passé. Le passé n'existe plus. Nous l'avons dit : le passé et le présent ne déterminent pas notre futur. L'idée développée dans mon propos est de mobiliser ce qui reste de vivant et d'heureux des cultures antérieures, afin d'enrichir notre compréhension et notre vision, afin de choisir notre futur.

Pour imaginer un futur qui intègre ces mémoires paysannes, il convient de redonner de la valeur aux cultures paysannes, au sein des sociétés rurales elles-mêmes. Les mémoires paysannes en France ne sont pas la seule propriété des actuels ruraux. Elles sont le commun culturel des Français. Néanmoins, imaginerait-on possible un recyclage des cultures autochtones amérindiennes, sans la présence d'aucun d'eux ? Assurément non, car ce serait à coup sûr achever de les tuer en les transformant en un spectacle sans vécu intérieur. Le recyclage des mémoires paysannes est d'abord un levier d'évolution à mobiliser dans les campagnes elles-mêmes. Or, les effets délétères de l'acculturation ont cette violence de rendre les acculturés honteux. Ils ne donnent aucune valeur et cachent les restes de leur culture. En France, comme ailleurs, le résultat de l'acculturation des paysanneries est la honte des origines et l'adhésion d'autant plus forte, aux valeurs de la culture moderne.

. Hyper-modernité et illusion néo-paysanne

Honteuses d'elles-mêmes et dépourvues de pouvoir de communication, les campagnes se taisent. C'est ainsi qu'apparaît aujourd'hui le paradoxe où la revalorisation de pratiques et de comportements caractéristiques des sociétés paysannes pré-industrielles et pré-capitalistes, qui existent de façon encore très prégnantes et vivantes dans les catégories sociales modestes des espaces ruraux et périurbains, alimente le discours sur la métropole. A tel point qu'il semble que les citadins des métropoles viennent d'inventer l'agriculture paysanne – 10 000 ans après tout le monde ! – mais aussi le compost, la récupération, le recyclage, le bricolage, l'achat de matériel en commun, la vie en communauté, en un mot : le village. Ainsi, je fus invitée à fêter le premier anniversaire du compost de Paris en 2015. Alors que moi-même, j'en ai toujours connu dans tous les jardins.

À l'extrême opposé, par exemple, le mouvement Familles Rurales d'un département de l'Ouest souhaitait mesurer les effets des redéfinitions territoriales liées à l'intercommunalité sur leur organisation en réseau. Rappelons que ce mouvement a été créé pendant la Seconde Guerre mondiale sur le principe de l'entraide, pour soutenir l'approvisionnement alimentaire des villes et l'accueil des enfants citadins à la campagne. Il fédère depuis, une multitude d'associations locales, qui dès l'après-guerre ont organisé de façon très modeste, le co-achat et le prêt d'appareils électroménagers pour alléger la charge domestique des femmes, mais aussi l'animation des loisirs des enfants à travers les "ruches" ancêtres des actuels centres de loisirs. Une association du mouvement a d'ailleurs été sollicitée par Nantes Métropole pour son savoir-faire sur les jardins partagés. Les principes de ce mouvement répondent donc aujourd'hui complètement au modèle "d'empowerment" et de communauté qui émerge. Pourtant, et paradoxalement, le mouvement Familles Rurales doute totalement de lui-même dans un contexte de mutations sociales et territoriales qui l'ébranle, ses militants ruraux souvent âgés, considèrent leurs modes d'action comme totalement obsolètes.



De leur côté, les métropoles communiquent sans complexe sur tous les tableaux (Bréville, 2020), valorisant leur hyper-modernité (Asher, 2005 ; Lipovetsky, 2004 ; Aubert, 2004) forcément dense, créative, cosmopolite et inclusive, mais jouant aussi l'alter-modernité (Bonnaud, 2004) en maniant avec habileté l'art spectaculaire de faire plus campagne que la campagne. Les métropoles seraient ainsi proches de la nature, écologiques, durables et agricoles, mais aussi conviviales et solidaires, valorisant l'esprit de village de ses quartiers. L'hyper-modernité capitaliste, qui se matérialise spatialement dans les métropoles, a déjà absorbé les contre-cultures artistiques en transformant les artistes du street-art en artistes contemporains "bankables", en les assimilant par l'expérience des pseudo-squats d'artistes au cours des années 1990. Aujourd'hui, ce même processus est en train d'absorber médiatiquement les contre-cultures paysannes. La culture paysanne est valorisée de façon édulcorée à travers l'agriculture urbaine, l'urbiculture. Elle est parfois instrumentalisée à travers la création de pseudo-squats agricoles et la généralisation récente de l'urbanisme dit transitoire, dont la mission est sous l'apparence de l'alternative, du changement, de la rébellion, de revaloriser les quartiers aux yeux des "classes créatives" et "bohêmes" solvables, afin de construire dans la décennie suivante un parc immobilier rénové et gentrifié (Faburel, 2018). Il y a là une mise en scène du recyclage de la culture paysanne. Parce que c'est à la mode, une partie des urbiculteurs sont en réalité de parfaits hyper-modernes qui jouent aux petits paysans, comme la reine Marie-Antoinette jouait à la bergère dans son hameau pastiche au fond du parc de Versailles. Il y a là un spectacle. Il ne s'agit pas de vivre d'une façon nouvelle plus paysanne, mais de croire que l'on vit d'une façon nouvelle plus paysanne. Et, il s'agit surtout de le faire croire aux autres à travers des selfies qui valorisent la moindre des plantations, la moindre des récoltes. Il y a aujourd'hui un véritable business du changement de vie néo-paysan. Des stagiaires payent pour travailler sur les micro-exploitations de formateurs, sans formation ou si peu, qui n'hésitent pas à promettre l'abondance potagère sans savoir, ni effort, non sans une certaine illusion naturaliste.

Dans le même sens, les récentes publicités de la plate-forme Airbnb, pour l'Italie ou la Creuse, sont très expressives de cette tendance. La première montre un village rural italien où le vacancier salue les habitants, apprend avec eux le parler local, fait de la cuisine avec une grand-mère, de l'apiculture avec un grand-père et de la poterie avec un voisin. On a là des réappropriations esthétiques et romantiques du passé. Mais il est fort peu probable que le visiteur du village italien veuille mener une telle vie en vérité. Il y a ces créneaux marketing où, sous couvert de vacances éthiques, le vacancier part dans une ferme d'un pays pauvre pour alimenter en produits bio la cantine du village voisin. Mais le woofeur vacancier du Pérou ou du Népal ne donnerait probablement pas bénévolement de son temps pour alimenter la cantine des enfants de sa propre commune. Il y a là, à mon sens, la poursuite version bohème, d'une traditionnelle charité bourgeoise envers les pauvres. Dans les deux cas, la satisfaction est dans l'idée qu'on se fait d'une vie paysanne, dans l'image de soi renvoyée par une photo partagée sur les réseaux sociaux, dans la conviction d'acheter une expérience authentique. L'hyper-vrai devient alors un nouveau stade du faux (Cassely, 2019). Il convient donc d'avoir le discernement de voir clairement la différence entre une véritable transition socio-culturelle et la quête de la distinction sociale, mécanisme propre aux classes supérieures qui recherchent sans cesse à se distinguer des classes populaires par leurs goûts et leurs pratiques (Bourdieu, 1979).



. Modernité rurale et illusions identitaires

L'enjeu pour les campagnes est de remobiliser sur le terrain des éléments des modes de vie paysans, comme levier du développement à venir, sans être dupe du spectacle néo-paysan métropolitain, mais sans créer non plus, par réaction, leur propre spectacle identitaire. L'illusion spectaculaire qui guette les campagnes est double. Entre Charybde et Scylla, le chemin pour penser le recyclage contemporain de traits de culture paysanne au cœur même des campagnes, est subtil.

Le premier risque est de s'arc-bouter sur une identité paysanne traditionnelle, une illusion d'un "bon vieux temps" de la localité et de la parenté. C'est souvent cela qui est reproché aux ruraux : le repli nostalgique sur soi. En réalité, ce risque est quasiment inexistant. Les mouvements régionalistes, breton, basque, corse ou alsacien qui se sont développés dans les années 1960, années de modernisation des campagnes françaises à marche forcée, ont exprimé d'une façon certes violente au démarrage, mais d'une façon très largement pacifique aujourd'hui, la demande de reconnaissance de leur histoire spécifique et donc de leur bi-culturalisme à la fois français et régional, à la fois moderne et paysan. S'ils maîtrisent eux aussi leur désir de supériorité et de déni des autres, ces mouvements participent des fiertés. Ces régions bi-culturelles sont aujourd'hui celles qui, en dehors des métropoles, se portent le mieux du point de vue social et économique. Le repli sur soi révèle un problème de perte d'identification valorisante, c'est-à-dire d'une marginalisation - **FIGURE 10**. En réalité, le repli sur soi ne naît pas d'un excès d'identité culturelle valorisante, mais tout au contraire d'un manque d'identité positive. Les mouvements de fiertés ne doivent pas être pensés comme un repli sur soi, mais au contraire comme la demande d'une plus grande intégration, dans la diversité.

Le second risque pour les ruraux, et celui-ci est plus grand, c'est de s'arc-bouter sur l'idéal de la culture moderne. C'est le refus d'actualiser leur regard sur la situation. C'est le refus de constater combien le modèle social et le contexte de croissance rurale des Trente Glorieuses sont à conjuguer au passé. Leur foi en l'ascension radieuse d'une croissance économique sans fin n'a d'égale que les efforts consentis pour y participer. Plus les territoires ruraux et leurs habitants ont renié leur passé paysan, plus ils ont cru dans les promesses de la modernité, plus il leur est difficile de se détacher de l'ère de la modernité. Il s'agit là d'une identité négative déplacée sur leur passé paysan (Amin, 2012). Ils refusent alors même d'envisager ou d'essayer de comprendre ce que peut être ce recyclage des mémoires paysannes, auxquelles par acculturation et honte, ils n'accordent pas de valeur. Ce blocage transparaît parmi certains élus ruraux baby-boomers, en particulier ceux qui n'ont jamais vécu en ville, et qui ont passé toute leur vie dans le champ de l'imaginaire de la modernité. Ils ne peuvent accorder de valeur à des pratiques qu'ils ont reprochées à leurs parents. Ils ont intégré au cours des décennies passées le caractère archaïque, dévalorisé et ringard des cultures paysannes. Recycler le passé, c'est pour eux une grande peur : peur du retour en arrière, du retour à la bougie, aux toilettes sèches au fond du jardin, peur du retour à la pauvreté. Recycler le passé, c'est faire face au refoulement du sentiment d'infériorité à la fois sociale et culturelle, inculqué aux ruraux. Recycler le passé, c'est reconnaître que leurs parents avaient peut-être raison sur certains points et qu'eux ont eu tort. Refuser d'assumer le passé pour pouvoir le recycler, se concrétise chez ces élus ruraux par le fait de continuer mordicus à être "l'élus moderne" prométhéen, l'homme des grands travaux, le maire d'un village propre et fonctionnel. Ces élus sont fermement campés tel un rempart contre toute idée alter-paysanne, sur laquelle ils collent immédiatement l'étiquette caricaturale des "ZADistes". Ce faisant ces élus bloquent paradoxalement par principe la transition alter-paysanne sur leurs territoires. Que la campagne soit fière



d'être la campagne, que la campagne soit fière de faire campagne, ne sont pas la menace d'une régression, mais au contraire la promesse d'une identité contemporaine créative.

Le risque est strictement le même au sein de la profession agricole. Le chemin pour sortir des déséquilibres contemporains de l'hyper-modernité passe par une transition agricole d'autant plus fondamentale que l'agriculture garantit l'alimentation et donc l'autonomie vitale d'une nation, mais aussi la santé des citoyens, l'occupation du territoire, la qualité des paysages, la santé des sols, la qualité des eaux, etc. L'agriculture reste une activité majeure sur bien des plans. L'actualisation d'une politique agricole nationale, dont le projet actuel date de la fin de la Seconde Guerre mondiale dans un contexte tout autre, nécessiterait une vaste refonte en faveur d'une re-paysannisation de la France, en faveur d'une agriculture familiale, moderne et écologique. Une telle politique demande une ampleur financière, juridique, scolaire, technique et sociale, comparable à celle qui a eu lieu en France dans les années 1960. Pour le moment, celle-ci n'a lieu que très difficilement. Le système socio-technique qui encadre les agriculteurs, et qui participe de l'hypermodernité, veille au statu-quo du système agricole moto-mécanisé et chimisé et son idéal productiviste malgré ses déséquilibres intenable à court terme. L'agriculture connaît ce qu'on appelle un "moment Polyani", c'est-à-dire un blocage avant une grande bascule. Les agriculteurs sont actuellement pris en étau entre une demande sociale qui exige une évolution vers plus de qualité écologique, nutritionnelle, éthique et leurs instances professionnelles rigides, qui bloquent leur capacité d'adaptation par des contraintes financières et réglementaires étouffantes. Cette dissonance cognitive entre deux cultures agraires provoque des identités réactionnelles de défense pour se protéger. Celles-ci s'expriment de façon agressive en créant des conflits polémiques. Cette agressivité peut être dirigée vers l'extérieur hors de la profession comme réponse à une sensation "d'agri-bashing". Elle peut également s'exprimer à l'intérieur du monde agricole, contre les mouvements alter-paysans, afin de défendre le modèle agricole de la modernité dans lequel ils ont cru et pour lequel ils ont rompu avec l'héritage paysan de leurs pères et grands-pères. Paradoxalement, ces agriculteurs, sûrs de défendre l'agriculture et les agriculteurs, deviennent par principe, les plus farouches opposants d'une re-paysannisation innovante de la France (Amin, 2012).

. Revalorisation de la nature et illusion naturaliste

La valeur attribuée à la proximité avec la nature a considérablement évolué dans notre société, depuis une vingtaine d'années. Dans le contexte de la modernité, l'obscurité de la nuit était évaluée de façon négative. Il est vrai que l'obscurité favorise les comportements délictueux et donc que la lumière était associée à la sécurité (Guéguen et Meineri, 2012). La modernité a assimilé l'obscurité au sous-développement. L'éclairage et la consommation électrique étaient signes de développement. Je me souviens avoir assisté à une réunion au milieu des années 1990, où l'ambition des chargés de mission de la chambre régionale de Commerce et d'Industrie des Pays de la Loire était d'accroître la tache lumineuse de l'agglomération nantaise sur les vues satellites nocturnes de la Terre ! La consommation électrique était proportionnelle au développement, à l'importance et au pouvoir. Rendre Nantes visible de l'espace était synonyme de son développement économique et démographique. Aujourd'hui, on constate que l'obscurité nocturne est revalorisée, l'éclairage public devenant une "pollution lumineuse". Jugée plus économique ou plus écologique, l'obscurité nocturne devient aussi une qualité pour l'observation astronomique de la voûte céleste, pour son spectacle merveilleux et la conscience de faire partie du cosmos. L'obscurité nocturne est même labellisée par l'estampille "villes et villages étoilés".



Plus globalement, c'est toute la nature qui connaît depuis les années 1990, dans un contexte de développement de la conscience écologique, une revalorisation sociale qui ne cesse de s'amplifier. Les études récentes de psychologie de l'environnement et de médecine, dont les références complètes sont groupées dans le livre de Guéguen et Meineri (2012), "Pourquoi la nature nous fait du bien", confirment le rôle très important, souvent insoupçonné, de notre relation à l'environnement naturel vivant et non-vivant dans la santé et le bien-être des humains. De façon très perceptible, un environnement verdoyant génère moins d'extrêmes thermiques et moins de vent. La proximité des arbres, des plantes et des fleurs améliore considérablement le bien-être des personnes qui y sont exposées. Alors que la marche en milieu urbain augmente le rythme cardiaque et la pression systolique, la marche en forêt diminue le stress et augmente l'immunité. Sans même être à l'extérieur, ce qui se passe au-delà de la fenêtre a un impact sur l'individu dans son habitat, en hôpital, en prison, au sein d'un établissement scolaire. La vue d'arbres et de nature induit une modification positive de la perception de l'environnement vécu, une meilleure santé, une meilleure résistance, une meilleure concentration, une meilleure capacité cognitive. La pratique du jardinage améliore la santé, limite l'obésité, stimule le cerveau par l'implication du faire dans le savoir, stimule la créativité, la productivité, la performance intellectuelle, favorise une meilleure alimentation, ralentit le vieillissement. Marcher pieds nus ou au moins sans semelles plastiques isolantes, favorise le sommeil et limite les inflammations chroniques.

Au-delà même des aspects médicaux, la proximité avec la nature génère un apaisement émotionnel de l'individu, une sensation de bien-être. Elle diminue le sentiment de solitude. Tout cela entraîne de l'empathie et un désir d'interactions sociales. Ainsi, les fleurs ont un réel pouvoir émotionnel sur les humains et agissent sur leur comportement pour activer leur ouverture relationnelle. Les odeurs naturelles de fleurs ou de fruits diminuent le stress, rendent plus altruistes et interactifs, de même que les odeurs de cuisine. Le soleil agit considérablement sur l'humeur, rend plus souriant et altruiste. A l'inverse les lunettes de soleil augmentent l'individualisme. Le bruit excessif et désagréable nuit à l'adoption de comportements adaptés ou altruistes. De même, l'état de santé et les apprentissages des enfants sont entravés par des excès de bruit. Les ambiances sonores naturelles ont un effet relaxant et favorisent les relations sociales et l'altruisme. Un environnement de vie intégré à la nature a un impact positif sur les relations sociales. La vie rurale a donc un impact positif sur les relations sociales.

La conclusion de tels travaux devrait naturellement valoriser et conseiller la vie rurale ou micro-urbaine pour tous. Il n'en est rien. Le discours hyper-moderne a cette malice de substituer à la dualité traditionnelle "ville/campagne", une nouvelle dualité "urbain/nature". Le passage du binôme "urbain/rural" au binôme "urbain/nature", c'est-à-dire une dualité entre l'humain contemporain hyper-moderne et la nature sauvage, occulte le fait qu'en France, la nature est aménagée par les humains qui l'habitent. Il occulte l'existence des ruraux. Il convient de dénoncer l'illusion naturaliste d'un discours qui prétend repenser la relation entre l'homme et la nature, en excluant la dimension anthropique de la nature et la dimension naturelle de l'Homme.

L'enjeu pour les campagnes est de redonner de la valeur à leur relation à la nature, mais sans être limitées dans leur conception par l'illusion naturaliste. La vie rurale présente une possibilité de vie sociale, au cœur et en interaction vécue permanente avec la nature, en pensant l'homme dans et avec la nature. Avec l'aide des connaissances scientifiques contemporaines, les campagnes peuvent amplifier et valoriser le bien-être et la santé de leur cadre de vie et la qualité sociale d'empathie d'une vie à la campagne.



La prospective d'un futur souhaitable pour tous, afin d'éviter le collapse annoncé, peut être menée par la convergence des mémoires, celles des populations natives de chasseurs-cueilleurs, celles des communautés paysannes du monde entier, celles des mouvements de travailleurs en faveur d'une modernité sociale, progressiste et universaliste. Ces bases aident à formuler le nouveau à partir d'une histoire assumée et d'expériences formant une base sécurisée pour avancer. Encore une fois, il s'agit de recycler de façon contemporaine tout ce qui peut l'être. Il ne s'agit pas d'organiser un "revival" folklorique. Les illusions d'un spectacle néo-paysan sont aussi stériles que les illusions identitaires conservatrices. De même, le reste des illusions d'une modernité en effondrement sont aussi inutiles que les illusions naturalistes d'une vie rurale sans ruraux.

● Convergence des rustres et conceptualisation de la ruralité

Généalogie des ruralités

L'approche géographique des territoires ruraux (Pistre, 2012) et l'approche par les mondes ruraux sociologiques (Bruneau et al., 2018) peut ainsi être complétées par une approche généalogique des différentes phases de la ruralité - **FIGURE 38**. Ces trois approches superposées, géographiques, sociales et historiques, enrichiront l'analyse des campagnes comme lieux.

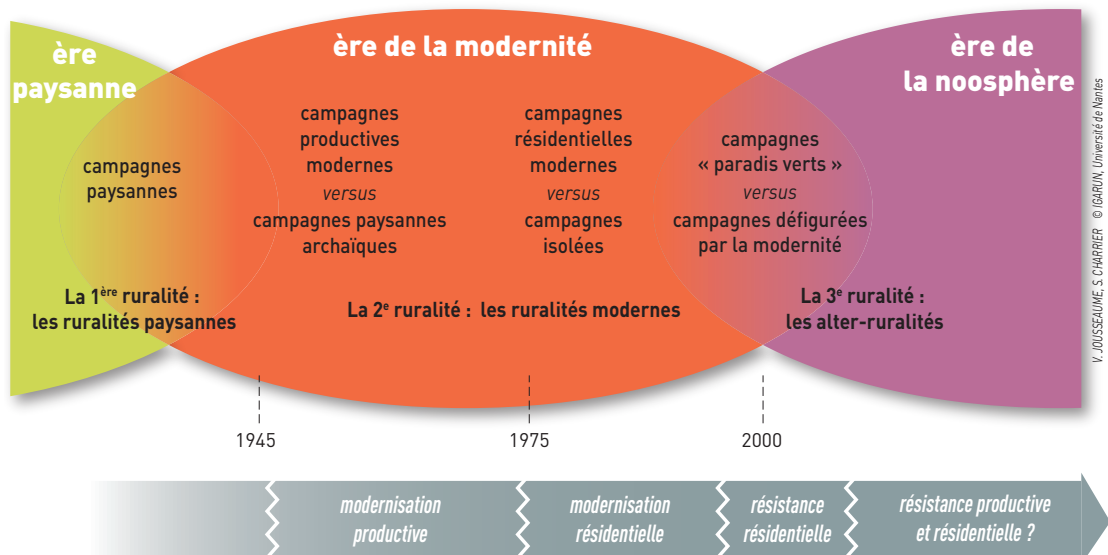


FIGURE 38. Les différentes phases de la ruralité



. La première ruralité : les ruralités paysannes

La première ruralité concerne les ruralités de l'ère paysanne - **FIGURE 38**. La conclusion du livre "Le sacrifice des paysans" de Pierre Bitoun et Yves Dupont résume l'archétype paysan en le distinguant de l'homme moderne - **FIGURE 39**.

1. Le paysan est l'humain-ancêtre, que le civilisé tient pour sauvage, le progressiste pour archaïque, le productiviste pour une entrave à la marchandisation, qu'il faut sacrifier sur l'autel du développement.

2. Le paysan est l'humain en relation avec la nature, l'animal, et les matières. En cela, il fait peur et incarne l'antithèse de la modernité hygiéniste, aseptisée. Il est le païen— du latin *paganus*, "le paysan"— le polythéiste inapte à la religion de l'un, Dieu ou la Science. Il est l'opposé de l'artificialisation illimitée portée par le projet de possession de la nature, le productivisme machinique, les technosciences. Il est l'inverse du cyborg.

3. Le paysan est l'humain de l'autonomie, de la petite production marchande, de l'économie encadrée dans le tout-social et subordonnée au fait de "faire communauté ou société", des moyens et des fins conçus ensemble. Il est l'anti-thèse de la valeur d'échange et de la monétarisation, du capitalisme productiviste mondialisé, du développement illimité. Il est l'anti-prométhéen.

4. Le paysan est l'humain de l'auto-organisation politique. Qu'on envisage ses rébellions ou ses constructions communautaires, qu'on le regarde comme le porteur le plus résolu d'une société prudente, solidaire et pluraliste, il dessine un imaginaire contraire à l'Etat moderne, au capitalisme, à la bureaucratie et à la démocratie représentative. Il est le dominé le plus rétif à la modernité et c'est pour cela qu'il a été liquidé.

5. Le paysan est l'humain de la culture quotidienne où le savoir, le travail, la fête, les rapports humains, les relations à l'animal ou à la nature s'entremêlent et composent, par-delà la dureté de la condition et les différences de classe, un monde commun, un socle culturel partagé. Il s'oppose à la consommation culturelle, à la fragmentation des domaines de l'existence, à la division individualiste et la séparation par lesquelles l'homme fait éclater son unité et s'éloigne de ses semblables.

6. Le paysan est l'humain de la valeur d'usage, de l'espace limité, de la lenteur, de l'acceptation de la puissance de la nature. Il est étranger aux valeurs cardinales de la modernité : la vitesse, l'instantanéité, l'éphémère, la prédation, l'illimitation, etc. Il est signe de permanence, là où la modernité fonctionne à l'accélération. Il est symbole de prudence là où domine l'hubris. Il porte le lien là où s'organise la déliaison. Il est l'habitant, dont il faut se défaire pour que progresse la perte des habitudes.

7. Le paysan est l'humain attaché à la terre et à la Terre. Face au déracinement, à la mobilité et la précarité généralisée de la modernité actuelle, il symbolise l'homme aux attaches, inscrit dans le milieu, dépendant de la terre comme du ciel. Il affirme le "vivre au pays", l'exigence de stabilité, le souci de la diversité, les mérites des racines. Face à la transformation de toutes choses en ressources productives ou marchandes, il incarne l'homme pré-capitaliste, à qui la nature est prêtée, l'homme du sol et non du "hors-sol", l'homme pour lequel la technique doit être subordonnée aux besoins humains du monde et de la Terre.

FIGURE 39. La ruralité paysanne d'après Pierre Bitoun et Yves Dupont



. La deuxième ruralité : les ruralités modernes

La ruralité moderne peut se distinguer en deux grands types - **FIGURE 38**. Premièrement, la ruralité habitante et productive des Trente Glorieuses est la descendante directe des communautés paysannes en voie d'acculturation, pour s'intégrer à la modernité. Deuxièmement, la ruralité moderne résidentielle est liée au phénomène périurbain qui, pour la première fois, amène de nouveaux habitants dans les communes rurales en modifiant leur vie sociale. Les campagnes sont pour ces nouveaux habitants un cadre de vie vaste, calme, économique, fonctionnel.

Ces ruralités contemporaines occupent beaucoup d'écrits universitaires. Face à cette abondance, j'ai choisi pour la résumer, le témoignage sans effet esthétique, de l'installation d'un couple de Bruxellois dans un village ardennais ordinaire de 80 habitants qui n'est jamais nommé. Le livre "Ici" décrit une vie rurale dans l'ère de la modernité (Van Acker, 2014) - **FIGURE 40**. Ce livre montre les deux variantes de la modernité rurale : la modernité populaire, habitante et productive décrite par l'auteure et la modernité résidentielle plus bourgeoise incarnée par l'auteure (Mishi, 2013). A travers les distances, les mémoires et les groupes sociaux présents, l'articulation entre société, espace et temps, y est très perceptible. Voici un résumé de ce livre en une phrase par chapitre.

Ici, les femmes seules ne doivent pas bien s'entendre avec un homme marié, c'est louche. Ici, les jeunes n'ont pas le droit de s'ennuyer et endossent rapidement l'uniforme prolétaire ; le visage des jeunes hommes y est marqué par cette rudesse sociale. Ici, on se demande bien pourquoi des citadins voudraient venir, car on se sent inférieur. Ici, on achète ses vêtements en ligne, on s'habille de façon pratique et peu féminine. Ici, on sait ce qui se passe dans la rue par le bruit des véhicules qui passent. Ici, il n'y a pas un vaste choix d'emplois et on prend ce qui se présente. Ici, il est difficile de trouver des produits alimentaires exotiques. Ici, l'hiver ne ressemble pas du tout à l'été. Ici, on fait du bricolage en permanence. Ici, quand quelque chose ne va pas, on va gueuler dans le bureau du maire et ensuite c'est vite réglé. Ici on se chauffe au bois. Ici, il y a un cas de grande pauvreté. Pour venir ici, nos amis bruxellois s'égarer. Ici, notre espace de vie est grand. Ici, on n'a pas des programmes d'enfer et on sait prendre son temps dans des activités qui "font passer le temps". Ici, on entend les cloches en début et fin de journée. Ici, quelques anciens vont à la messe le dimanche, mais sinon l'église est fermée. Ici, les chats ramènent des souris mortes dans la maison. Ici, il y a des chasseurs. Ici, les jeunes s'en vont pour faire leurs études ou trouver un travail. Ici, la nature est d'abord perçue par son côté utile : le bois chauffe, le potager nourrit, les fruits donnent de la confiture, les animaux domestiques sont mangés, les fleurs embellissent le jardin. Ici, les enfants jouent sans la présence des adultes. Ici, le savoir est associé à l'utile. Ici, il y a quelques notables dans leurs "châteaux" qui traitent les autres avec une certaine condescendance. Ici, les jeunes reviennent quand ils ont des enfants, pour qu'ils profitent de la campagne. Ici, il n'y pas de feux de signalisation. Ici, on se sent un peu gênés quand on va dans une grande ville, car on se sent inférieur. Ici, on ne prévient pas à l'avance quand on passe chez le voisin. Ici, on ressent physiquement le réveil du printemps. Ici, la discussion potagère est une base des relations sociales. Ici, l'hiver à la maison, il n'y a rien à faire. Ici, on a envie de partir et ensuite il nous tarde d'y revenir. Ici, les vieux et les enfants sont très proches. Ici, la mort fait partie de la vie, on s'occupe de ses morts. Ici, la fête du village est partagée



par tous, on emporte une assiette du repas commun aux anciens et aux malades restés à la maison. Ici, quand on part on doit se lever de bonne heure, car ailleurs est souvent loin. Ici, le linge sèche dehors. Ici, on est près de ses sous, mais on donne souvent des légumes et on conduit les voisins à la gare sans compter. Ici on se parle dehors sur le pas de la porte. Ici, on s'aide à faire de gros travaux de bricolage. Ici, on rapporte les ballons ou les poules égarées, on nourrit les chats en votre absence. Ici, on est bienveillant et c'est spontané.

FIGURE 40. La ruralité moderne d'après Christine Van Acker

. La troisième ruralité : l'alter-ruralité de l'ère de la noosphère ?

Une nouvelle forme de la ruralité se fonde sur le renversement des imaginaires et la résistance à l'hyper-modernité. Celle-ci est aujourd'hui essentiellement résidentielle, car les moteurs économiques demeurent clairement métropolitains, mais on peut envisager l'amplification à venir d'une résistance résidentiale-productive.

La première variante contemporaine d'une ruralité post-moderne, est le retour à la campagne perçue comme un paradis vert (Kayser, 1996 ; Hervieu et Viard, 1996 ; Urbain, 2002 ; Talandier 2007). Cette ruralité est souvent assez bourgeoise et temporaire. Elle peut être symbolisée par les Britanniques ou les Néerlandais dans les campagnes françaises. L'hyper-modernité tente actuellement d'absorber ce désir par la mise en scène touristique de la vie rurale qui peut aller jusqu'à occulter les ruraux habitants. C'est par exemple le cas des Center Parcs, décrits par Marc Augé (1996). Cette phase touristique forme une transition entre l'ère de la modernité orienté vers l'avoir et l'ère de la noosphère, orienté vers l'être.

La deuxième variante de cette ruralité nouvelle, a été décrit par Pieter Versteegh. Présentée au colloque de Nantes "Faire campagne" en 2014, cette description est à ma connaissance la seule tentative de formalisation d'une façon rurale de vivre véritablement post-moderne - **FIGURE 41**. Pieter Versteegh développe sa pensée autour de 18 idées. Il parle d'alter-ruralité pour préciser qu'il ne parle pas de ruralité de l'ère paysanne. Il ne parle pas non plus de la ruralité moderne. L'alter-ruralité en réincorporant les mémoires paysannes, esquisse le contour de la ruralité du futur, la ruralité de l'ère de la noosphère.

1. Les communautés alter-rurales sont des organismes denses et intenses auto-soutenables. Elles sont une organisation holistique qui inclut les ressources naturelles et leur renouvellement, organise productions et déchets, minimise importation et exportation. Elles maintiennent une dimension critique : assez grandes pour générer une diversité sociale et économique, assez petites pour garantir un équilibre écologique.

2. L'alter-ruralité refuse l'esthétique urbaine auquel est soumis l'espace rural : il revendique un droit au "simplement là et à l'utile" en dehors des fantaisies urbaines de l'ordre et de la propreté.

3. L'alter-ruralité est un espace en désordre, signe d'organisation de l'intérieur, enracinée dans des pratiques et usages.

4. L'alter-ruralité abrite une paysannerie contemporaine novatrice qui a fourni les preuves de l'efficacité des productions écologiques à petite échelle.

5. Les pratiques alter-rurales sont des pratiques vernaculaires. Des pratiques auto-construites, bricolées de matériaux locaux ou récupérés, low tech, sont menées quotidiennement dans l'espace rural pour cultiver, construire, assainir, cuisiner, réparer, gouverner, éduquer, soigner, préserver, etc.

6. Les savoirs alter-ruraux sont des savoirs vernaculaires, partagés et non-experts. Les savoirs et les compétences dérivés d'expériences trans-générationnelles, d'apprentissage, d'intuition et de coopération sont continuellement remis en pratique face à des enjeux changeants. Cela demande une attitude particulièrement ouverte, réceptive, confiante et généreuse.

7. L'alter-ruralité est une économie morale d'équilibre, ne visant pas la croissance.

8. L'alter-ruralité est un espace de solidarité qui réunit l'habitant et le producteur.

9. L'alter-ruralité est une organisation par l'intérieur, créative, novatrice et résiliente. Elle s'adapte à son avantage, faisant face aux forces externes sans y être assujettie, en absorbant l'énergie pour la relâcher sous différentes formes de façon innovante. Ainsi, certaines résistances au changement deviennent visionnaires.

10. L'alter-ruralité implique de l'auto-gouvernance ou des gouvernances de réciprocité. La ruralité efface les hiérarchies et engage principalement des processus informels basés sur la mutualité, la confiance et le respect.

11. L'alter-ruralité est un espace de connectivité. L'espace rural a préservé la proximité et la coexistence, il tend donc à assimiler ce qui est autre

12. L'alter-ruralité est le corporel de l'habitant humain : elle engage les sens de manière holistique. Vivre ruralement, c'est vivre corporellement. Peut-on faire un parallèle entre la construction psychique du moi à travers l'expérience de son corps et une construction identitaire sociale à travers des expériences rurales ?

13. L'alter-ruralité est un espace utérin : un espace de tolérance de l'autre, un espace maternel de fertilité, de maïeutique, du devenir autre, du devenir soi-même.

14. L'alter-ruralité incarne des cycles de vie. Vivre ruralement c'est vivre la fertilité du monde, la continuelle naissance et renaissance, la jeunesse, la maturation et le vieillissement, la fragilité et la force, la maladie et la santé, la mort comme partie intégrante de la vie enracinée dans la terre.

15. L'alter-ruralité est un espace de soin. La vie rurale génère la conscience d'un équilibre précaire de la vie et prédispose à une attitude de disponibilité mutuelle et de solidarité.

16. L'alter-ruralité est un espace du silence et du caché. L'archétype de la maison est à la fois, attractif et ressourçant, oppressant et secret. Il est heimisch, terme allemand au sens double, ce qui est de la maison et ce qui est gardé hors de la vue afin que les autres n'en n'apprennent rien.

17. L'alter-ruralité est un espace de mémoire et d'imaginaire, un espace d'invention du futur à travers la mémoire.

18. L'alter-ruralité est une manière d'être éthiquement avec des natures, une idée d'adaptabilité mutuelle et fluide dans une manière d'être, éthiquement, ensemble.

FIGURE 41. L'alter-ruralité de la noosphère d'après Pieter Versteegh

Le sociologue Gilles Laferté propose de réarticuler les espaces sociaux et les espaces géographiques pour sortir la ruralité du carcan actuel de l'analyse à l'échelle de l'Etat-nation associée aux sociétés



industrielles (2014). Je propose d'aller plus en avant en atterrissant complètement dans le concret de l'espace-temps terrestre.

Je propose la ré-articulation avec les temps historiques et les mémoires. La ruralité peut être déclinée en phases successives, créant une généalogie qu'il conviendra de cartographier selon les territoires ruraux français.

Je propose également de concevoir la distance comme un élément agissant qui génère de l'altérité. La ruralité est une superposition de distances tant psychologiques que sociales, à l'autre, à la nature, à la ville, qui génèrent un type de localité particulier. Les effets de taille et de distance ne sont pas strictement linéaires, ils sont marqués par des effets de seuils, par des ruptures dans les mécanismes sociaux. De plus, d'un point de vue plus corporel encore, il est important de reconnaître aujourd'hui les impacts de l'environnement de vie sur, non seulement les perceptions sensorielles des personnes, mais aussi sur leurs relations sociales. Il ne s'agit pas de ré-actualiser le déterminisme géographique, honni par les géographes du milieu du 20^e siècle comme Etienne Juillard (Verdier, 2009). Il s'agit de repenser la géographie comme la science du lieu, non pas le lieu au sens naturel, matériel et tangible, mais le lieu comme un point particulier de superpositions de distances sociales multi-dimensionnelles à l'altérité.

En conjuguant les groupes sociaux, les généalogies et les distances, en ôtant les lunettes du paradigme de la modernité, chacun des territoires ruraux français peut-être perçu comme une combinaison singulière, complexe et dynamique de ces trois dimensions formant un système en évolution constante.

. Les Bo-Pro, levain bi-culturel d'un empowerment rural contemporain

La ruralité souffre d'extinction conceptuelle, nous ne sommes plus capables de la penser, de lui donner voix. De plus, les campagnes n'ont pas les ressources financières et professionnelles pour penser, œuvrer et communiquer. Au tournant de 2010, quelques élus de la majorité socialiste du conseil départemental de Loire-Atlantique⁵² ont envisagé de structurer un groupe autour de la question rurale, mais celle-ci a été jugée trop clivante par leur parti qui l'a enterrée. Pourtant, dans le même temps, les centres métropolitains expriment clairement ce qu'ils sont et ce qu'ils veulent être (Viltard, 2010 ; Bréal, 2014). Ils projettent leurs désirs sur les espaces qui les environnent tout en les privant d'expression, comme l'a décrit B. Bisson⁵³ (2019) dans la relation de la ville de Rennes avec ses périphéries. Reconceptualiser la ruralité, lui redonner nom et forme, lui redonner un avenir positif. Cela nécessite un mouvement rural de "empowerment".

Au milieu du siècle dernier, le basculement de la paysannerie vers l'ère de la modernité a été mené par la Jeunesse Agricole Catholique (JAC). La JAC appartenait au terreau culturel paysan et était en même temps acquise à la pensée moderniste, promesse d'émancipation de cette jeunesse. La JAC était bi-culturelle.

Pour passer de l'ère de la modernité à l'ère de la noosphère, dans les espaces ruraux comme ailleurs, des forces existent : les femmes, les retraités natifs ayant une expérience extérieure, les jeunes diplômés,

⁵² Ces élus étaient des élus ruraux, agriculteurs, de gauche, héritiers de mouvements syndicaux chrétiens

⁵³ Intervention de B. Bisson dans le cadre d'un séminaire de l'équipe de recherche ESO UMR 6590, sur sa thèse en cours «L'urbanité au prisme des modes d'habiter : une approche géopsychologique au service de l'aménagement» sous la direction de S. Depeau, le 21 mars 2016 à Angers



les entrepreneurs, les militants alternatifs, les agriculteurs, les nouveaux habitants. Mais pour faire levain, les espaces ruraux ont besoin de populations bi-culturelles, de personnes qui partagent l'idéal de la transition et qui sont en même temps en connivence avec les problématiques rurales, en résonance avec leurs héritages, en empathie avec les catégories sociales populaires qui les habitent et les aspirations qui leur sont propres. Pour reprendre le graphique de l'acculturation de John Berry, les campagnes ont besoin de s'intégrer au mouvement de la transition qui nous entraîne déjà vers l'ère de la noosphère. Pour ce faire, les campagnes ont besoin de populations intégrées, c'est-à-dire bi-culturelles, à la fois "bohêmes" et rurales. Le mot "bohême" est le mot utilisé pour désigner les populations qui contestent la modernité et soutiennent la transition vers une nouvelle culture en émergence. Qui sont ces bi-culturels ? Gary Snyder, dans une note sur la "beat generation" écrite en 1960, les nomme les "bohémiens prolétaires". Il les décrit ainsi : "ils voyageaient facilement. (...) Ils logeaient chez des amis (...) et ils gagnaient leur croûte en faisant des petits boulots. Charpentiers, cheminots, bûcherons, fermiers, manutentionnaires de frêt, plongeurs, tout faisait l'affaire. Un emploi permanent vous enchaîne et prend de votre temps. Mieux vaut vivre simplement, être pauvre, avoir le temps de vagabonder, d'écrire et de profiter". Les bohêmes prolétaires, les "Bo-pro" actuels appartiennent des "classes créatives" définies par les 3T de Richard Florida (2002) : talent, tolérance et technologie. Mais les "Bo-Pro" se distinguent des "bourgeois bohêmes", par leur classe sociale par le fait qu'ils choisissent "en toute conscience de ne pas vivre selon l'american way of life et tout ce qui va avec" (Snyder, 2018). Leur posture est radicale contre la modernité. Les travaux de Geneviève Pruvost vont dans ce sens (2017).

L'enjeu pour les campagnes est d'accomplir une union entre les trois strates de ruraux : les ruraux héritiers de la paysannerie, les ruraux modernisés et les bo-pro trentenaires porteurs d'une revalorisation de l'ère paysanne et de la ruralité, afin d'ouvrir la voie à la transition des campagnes vers l'ère de la noosphère. C'est au fond cette jonction d'intérêts que préconise une conférence gesticulée de Hervé Chaplais intitulée "Rurals : la convergence des rustres".

Lors d'une de mes conférences à Joinville en Haute-Marne, les élus ont été tout surpris de voir se lever au milieu de l'assemblée une jeune femme d'une trentaine d'années. Celle-ci expliqua qu'elle avait choisi de quitter la région parisienne pour vivre à Chaumont, petite sous-préfecture de 6 000 habitants, à l'amont de la vallée de la Marne, dans une région rurale ni en croissance, ni touristique. La jeune femme se plaisait beaucoup à Chaumont. Avec plusieurs personnes dans son cas, elle avait créé un réseau social. Ce petit groupe souhaitait créer un café associatif pour avoir un lieu où se rencontrer. Malheureusement celui-ci n'avait pas eu l'autorisation nécessaire pour ouvrir un débit de boissons. La jeune femme conclut en disant tout le bien qu'elle pensait du territoire et en précisant que les seules choses qui lui manquaient c'était d'avoir des relations avec des gens qui lui ressemblent dans des lieux de rencontre adéquats d'une part, et, d'autre part, le soutien des élus locaux. Les élus présents sont tombés des nues. Ils n'imaginaient nullement que des jeunes trentenaires pouvaient œuvrer pour venir habiter chez eux et en être pleinement satisfaits. En conséquence, ils ne pouvaient pas non plus percevoir leur force sociale et le potentiel de leurs actions en faveur du territoire. Le sous-préfet comprit sous un jour nouveau cette histoire de café associatif et de demande non-conventionnelle de licence pour autoriser la vente d'alcool, et promit de soutenir l'avancée du dossier administratif pour un aboutissement rapide.

L'expérience du Grenier de Py à Parthenay est également fort intéressante. Cette association a été fondée en 2015, par une dizaine de jeunes adultes entre 25 et 35 ans, nés dans les environs de cette



petite ville, qui ont fait le choix après leurs études de revenir vivre et œuvrer chez eux, en Gâtine, leur pays. Dans la presse locale enthousiaste, ils se disaient convaincus que “nos territoires ruraux regorgent d’actions et d’envies qui peuvent contribuer à résoudre nos problèmes ruraux et globaux”. Le but de leur association était donc de “participer au développement de ce territoire où ils vivent et où ils travaillent”, avec l’ambition de “tricoter du lien social, de provoquer des rencontres improbables et, dès lors, d’imaginer les projets les plus fous sur le territoire !” (entretien à Radio Gâtine, 2015). Le Grenier de Py était une véritable aubaine dans un territoire rural. Cette association est née dans un foisonnement d’actions et de projets : lieux éphémères, soirées-débats autour de films, festivals, fab-lab, etc. Rapidement la communauté de communes de Parthenay leur proposa un partenariat autour d’une de leurs idées pour la jeunesse. A partir de là, un imposant dispositif “les jeunes s’en mêlent” est monté avec de nombreux acteurs publics pour solliciter de substantiels financements. Très rapidement, se sentant dépossédé de son projet, le Grenier de Py claqua la porte et rompt avec les élus. Depuis, l’association a disparu. Sa formidable énergie s’est évaporée.

Dans l’ère de la noosphère, le rôle du maire n’est plus d’incarner le père patriarcale de façon hiérarchique et autoritaire. Il est de faire coopérer les pairs de façon collaborative et égalitaire, en habitants-citoyens égaux en droit. C’est pour ancrer cette dés-identification au rôle de chef que le conseil municipal de Trémargat expérimente l’occupation annuelle et à tour de rôle, du siège de maire.

Créer les lunettes pour voir et mesurer l’alter-ruralité

A partir de ces réflexions se dégagent les caractères d’une manière rurale d’être au monde et de vivre, qui doivent nous permettre de concevoir des indicateurs de mesure des degrés de ruralité des modes de vie contemporains. Aujourd’hui, le système intellectuel ne permet guère de mesurer cela. Au contraire, les analyses tendent plutôt à démontrer l’uniformisation culturelle de la société française dans une façon d’être au monde caractéristique de l’ère de la modernité et de la ville. Mon but n’est pas de nier les faits : le monde est en voie d’uniformisation (Todd, 2020), pour ne pas dire de nivellement (Stiegler, 2015b). Toutes et tous, nous vivons notre époque. Tous, nous incarnons, à des intensités diverses, jusque dans nos corps, l’idéal moderne de l’individualisme, du progrès matériel, de la mobilité et de la vitesse, du productivisme, du consumérisme, de la rationalité gestionnaire, de la compétition, de la croissance illimitée, etc. Les ruraux ou le monde agricole, comme les autres. Le monde politique et les élus comme les autres. Le monde des sciences humaines et sociales, comme les autres. Ainsi les scientifiques ou les statisticiens, imprégnés par le paradigme de la modernité, se sont-ils attachés à en mesurer le déploiement, plutôt que les persistances culturelles paysannes. Ils ont observé ce qui changeait, ce qui “s’urbanisait”, plus que ce qui restait des pratiques et comportements de l’ère paysanne, plus que ce qui résistait. Les indicateurs de production, de consommation, de confort, de formation, de mobilité, mesurent la modernité. Avec ces méthodes, la ruralité est systématiquement associée à une vision sous-développée et un vocabulaire stigmatisant : déclin, archaïsme, arriération, malaise, crise, ... (Mishi et Renahy, 2008). Mais à force de mesurer ce qu’on veut voir, ne finit-on pas par ne plus voir ce qu’on mesure ?

Il n’existe aujourd’hui aucun indicateur, aucune mesure, pour évaluer dans une perspective positive la particularité des modes de vie locaux (Laferté, 2019). J’affirme pour ma part, que non seulement certains éléments des cultures paysannes persistent dans les espaces ruraux, mais que cette permanence explique la résilience remarquable de certains territoires aujourd’hui même. Il n’existe pas d’indicateurs, il convient



donc de les concevoir et de les vérifier par des enquêtes de grande ampleur. Combinant des facteurs sociaux, des facteurs géographiques et des facteurs historiques, cette liste d'indicateurs de ruralité pourrait compléter positivement les critères modernes bien connus de la ruralité (niveaux d'équipements, densité, distance à la ville, emplois, catégories sociales, structures par âge, ...). Cette liste ne prétend pas être exhaustive, elle est indicative.

Ce peut être des indicateurs concernant les façons de satisfaire les besoins physiologiques et les besoins de sécurité et protection contre la violence - **FIGURE 33**.

La campagne favorise plus qu'ailleurs le maintien de pratiques d'autonomie vivrière : approvisionnement autonome en eau, en bois, en électricité solaire ou éolienne, gestion autonome des effluents de la maison et compostage des déchets organiques, tri sélectif avancé et recyclage, autonomie alimentaire par le potager, le poulailler, l'approvisionnement de voisinage en viande ou en vin, stock alimentaire autonome, petite prédation de fruits ou plantes.

La campagne permet plus qu'ailleurs l'auto-construction de l'habitat avec l'aide de la famille et des amis. La ruralité est le lieu du bricolage, du faire, du système D, du low-tech et des savoirs non-experts, non-intellectuels, mais partagés.

La ruralité par son environnement de vie replace le corps physique dans ses limites spatio-temporelles par le poids de la distance, par la différence entre le jour et la nuit, par la différence des saisons. Le temps, la durée, l'espace sont perceptibles par les sens à travers l'isolement ou par l'appréhension de la voute céleste nocturne. Et si le contact sensoriel avec la nature offre ses bienfaits visuels, olfactifs, auditifs, tactiles, aux êtres qui l'habitent, il enseigne également les cycles et la fragilité des vies végétales, animales et humaines et prédispose à en prendre soin.

Ainsi se dégagent des pistes d'indicateurs possibles pour qualifier une façon rurale de satisfaire des besoins fondamentaux de survie et de protection.

Ce peut être des indicateurs concernant la façon dont sont satisfaits les besoins de lien, d'estime et de rencontre. La ruralité facilite l'inter-connaissance. L'anonymat ne résiste pas à la campagne. A la campagne, la norme sociale quand on croise quelqu'un est de lui dire bonjour, en ville la norme sociale dans la même situation est d'ignorer l'autre. Dans les deux cas, l'inverse paraît anormal⁵⁴. Ces facteurs favorisent le tutoiement et la personnalisation du lien social et donc les comportements pro-sociaux, en un mot la coexistence confiante. J'avais été très surprise au congrès national des Foyers Ruraux en 2017 de constater que sur le badge des participants n'apparaissait que le prénom, aucun patronyme et aucune institution d'affiliation n'étaient ajoutés. Le tutoiement était de rigueur. Ce mode relationnel était très rural. La sociabilité rurale reste encore fondée sur la réciprocité inter-personnelle, d'un coup de main, de légumes du jardin, d'une visite. Dans son volumineux ouvrage, Mathieu Ricard (2013) intitulé *De l'altruisme*, consacre plusieurs pages sur l'étude des différences entre les grandes villes et les campagnes auxquelles il intègre les petites villes, quant aux comportements pro-sociaux d'entraide.

Ici, l'auto-organisation reste nécessaire du fait de l'absence de prise en charge des besoins par des entreprises privées faute de marché rentable, ou par la puissance publique aux finances exsangues. Il est banal que s'organisent des groupes de bénévoles pour débroussailler les chemins de randonnée, pour

⁵⁴ A Joinville en Haute-Marne, le patron d'un restaurant ouvrier se déplace facilement serrer la main de ses clients pour les saluer et les accueillir. Venue à l'occasion du tournage d'un documentaire, une réalisatrice fut si surprise par un tel geste, qu'elle demanda discrètement à ceux qui l'accompagnaient, de lui traduire ce que lui voulait cet homme.



entretenir le petit patrimoine, pour monter et démonter les stands de la fête communale, pour gérer le cinéma associatif, pour organiser les fêtes de village ou les activités sportives, etc. La ruralité favorise la citoyenneté, c'est-à-dire l'engagement de chacun dans la "Res Publica", les affaires publiques.

La ruralité amplifie la capacité de mobilisation collective, du faire ensemble et donc du commun, du fait de la personnalisation des liens sociaux (Sahuc et al., 2017). Par exemple, le taux de participation au don du sang situé entre 4 et 6% dans les territoires ruraux bretons est toujours supérieur à la participation des villes, située entre 2 et 4%, ce qui corrobore des observations québécoises (Cloutier et al., 2011). A la Boissière-du-Doré, commune de 1 000 habitants, où nous avons mené une enquête-ménages en 2017 : la moitié des habitants ont participé aux vœux annuels du maire et aux représentations de la troupe de théâtre locale, 80% participent au feu d'artifice de juillet, 90% lisent le bulletin municipal, 91% parlent avec leurs voisins, 62% ont déjà donné un coup de main bénévole pour une manifestation locale, 35% fleurissent leur habitat et 25% le décorent pour les fêtes de fin d'année de façon visible de la route.

Du point de vue démocratique, la campagne favorise une démocratie directe et la relation sans formalité, sans filtre administratif et technique entre les habitants et les élus. Les élections municipales sont celles qui connaissent les taux de participation les plus élevées. C'est curieusement ce niveau administratif qui est aujourd'hui le plus ringardisé et visé pour être démantelé par les politiques de modernisation et de restrictions comptables du fonctionnement de l'Etat. Vaste contradiction démocratique en vérité que d'appeler d'un bord les citoyens à s'engager, tout en les éloignant de l'autre, des pouvoirs politiques. C'est pourquoi, j'interprète souvent le grand démenagement des échelons territoriaux de la République, en particulier lorsqu'il s'opère dans des régions où les communes rurales sont vastes et densément peuplées, non pas comme une avancée démocratique, mais comme un verrouillage technico-administratif pour bloquer la demande de transition économique, sociale, écologique et culturelle en train de naître. L'échelon municipal des communes rurales est un rempart démocratique pour faire entendre et protéger les citoyens contre les forces du marché (Bourg, 2019). On le voit par exemple à travers la multiplication récente des arrêtés municipaux contre l'usage des pesticides près des écoles et des maisons d'habitation. Un "faire avec" l'immense potentiel communal de mobilisation citoyenne me semble infiniment plus pertinent qu'un "faire contre" par la destruction d'un échelon démocratique, sous un prétexte comptable. Ceux qui traitent le découpage communal de la France de fossile historique et d'ineptie économique, ne sont pas sans rappeler le discours sur la calamité des communs : tout cela n'est qu'une question de substrat idéologique. Des pistes d'indicateurs se dégagent ainsi pour qualifier une façon rurale de satisfaire des besoins d'affiliation, d'estime et de rencontre propres à la ruralité.

Concernant les besoins de continuité et de postérité, la question des indicateurs est plus difficile et mériterait d'être approfondie par des travaux spécifiques.

Du point de vue d'être parents, il est remarquable de constater que le cadre de vie rural périurbain est souvent choisi par les parents pour élever leurs enfants. Les espaces sont plus vastes et comprennent un jardin en extérieur. L'environnement sonore est moins bruyant, plus calme. L'environnement social est plus serein, car le stress de la grande densité est atténué (Moser, 1992). Il conviendrait d'imaginer des indicateurs de continuité comme des mesures du turn-over résidentiel ou l'attachement au lieu des habitants et des entrepreneurs. En termes de continuité et de postérité, ce pourrait être des indicateurs concernant la façon d'être en lien avec la nature, avec le monde non-vivant, des indicateurs sur le rapport aux enfants, sur la relation à la mort, ... Le sujet est vaste, dépasse mes seules compétences et demande moult approfondissements ultérieurs. Je conclurai juste par ces mots écrits en 1977 : "il y a un lien fort entre savoir "qui" nous sommes et savoir "où" nous sommes" (Snyder, 2018, p. 196).



● Orphée et la conceptualisation d'un nouvel aménagement rural

Toutes ces réflexions nous guident pour tenter de conceptualiser à l'échelle locale l'aménagement qui matérialise l'entrée dans l'ère de la noosphère. Mes réflexions ne naissent pas du néant, elles poursuivent celles du mouvement territorialiste italien (Garçon et Navarro, 2012). Elles intègrent également les idées nées des courants régionalistes du développement local, qui traversent la géographie et l'aménagement depuis le milieu du 20^e siècle. L'utilisation du mythe d'Orphée sert ici d'archétype pour catalyser, c'est-à-dire générer une réaction d'ensemble dessinant les contours de cet aménagement rural d'avenir (Cavin et Bourg, 2010).

Passer d'un aménagement prométhéen à un aménagement orphique

La **FIGURE 42** tente à partir de figures mythologiques de caractériser les principaux traits de l'aménagement associé à chaque ère civilisationnelle.

. L'aménagement selon Prométhée ou l'archétype de l'ère de la modernité

Notre société moderne est souvent associée à la figure mythologique de Prométhée qui vola le feu à Zeus, dieu de l'Olympe et le donna aux hommes au risque que ces derniers, enivrés de puissance, finissent par se prendre pour des dieux eux-mêmes et dominent abusivement la planète (Mullie-Chatard, 2005 ; Jousseau et Mercier, 2005). Prométhée symbolise la volonté, le travail et le progrès, mais aussi la démesure de l'hubris.

L'aménagement prométhéen est fondé sur la domination de l'homme sur la Nature, les animaux, les végétaux, les eaux, les sols et l'air. Rien ne doit demeurer hors de contrôle humain. Tout se doit d'être discipliné et propre : depuis le découpage géométrique uniforme et le nivellement des parcelles à construire ; les plantes qui s'entêtent à pousser entre les pavés qu'on pulvérise régulièrement d'herbicide ; les bacs à fleurs sensés les contenir ; jusqu'aux ruisseaux rectifiés pour servir de conduites de drainage, etc.

L'aménagement prométhéen est marqué par la puissance technique : grues et rouleaux compresseurs, tractopelles et camions, tracteurs et machines. Il est marqué par le règne de l'ingénieur.

Le territoire est conçu comme une vaste usine : tout se doit d'être fonctionnel et efficace. Il est découpé en zones ayant chacune une fonction unique dans la vie de l'humain moderne né pour produire et consommer, se divertir et se loger. Les aspects fonctionnels de production et de consommation priment sur tout autre chose. Cela a entraîné la standardisation de la production immobilière, la banalisation des paysages et des architectures. Pour résumer l'aménagement prométhéen avec simplicité, je reprendrai une phrase de



l'humoriste Florence Foresti : "C'est moche mais c'est pratique !". Elle ajoute : "Attention à cette phrase, quand même ! Si tu laisses cette phrase gouverner ta vie, un matin, tu te réveilles (...) et c'est la fête du moche !". Beaucoup d'élus ruraux, baby-boomers à la retraite, façonnés par le champ de l'imaginaire de la modernité, entretiennent cette vision prométhéenne de l'aménagement sur leur territoire. Or, une telle conception de l'aménagement est répulsive pour les jeunes générations, ayant grandi dans le champ de l'imaginaire du tourisme, et de plus en plus conquis par le renversement complet des imaginaires.

Stéphane Chevrier, sociologue de l'agence MANA, a proposé une intéressante méthode de diagnostic des villages et des bourgs en abordant le lieu comme un objet de design. Selon lui, les quatre qualités d'un village sont dans cet ordre : l'esthétique, "c'est beau" ; l'utilité et l'ergonomie, "c'est adapté à ma vie quotidienne" ; le symbole sociologique, "cela correspond à l'image que je me fais de moi-même" ; le prix, "c'est accessible à ma bourse". Comme on l'observe, la dimension de l'image est double ici : image paysagère et image sociale. Les aspects pratiques et plus encore économiques sans être absents, sont en réalité secondaires. Or, ils sont pourtant systématiquement surestimés et mis en avant par les abondants diagnostics territoriaux.

Prométhée, c'est l'aménageur des grands travaux et des chantiers. Mais il en incarne aussi les dérives : le déménagement permanent du territoire et son enlaidissement, contre lesquels s'organisent de plus en plus des collectifs d'habitants. "La construction de nouveaux quartiers est généralement synonyme de profanation, dans la mesure où ils sont moins beaux que la campagne qu'ils ont remplacée" (de Botton, 2014).

L'aménagement prométhéen vise le futur : futurs logements, futurs habitants, futures entreprises, futurs emplois. Or, le futur est une ligne d'horizon qui recule au fur et à mesure qu'on s'avance. Demain n'arrive jamais. Baigné dans le dogme de l'attractivité, l'aménagement prométhéen s'adresse à des gens qui ne sont pas là. Hier, il s'agissait d'être attractif vis-à-vis d'entrepreneurs qui ne vivent pas là, en espérant attirer des emplois qui n'existent pas encore, pour de futurs habitants qui ne vivent pas là non plus. Puis, cette stratégie de l'attractivité s'est quelque peu détournée des industriels et s'est orientée vers une nouvelle cible extérieure : le touriste. Le tourisme indique que le territoire possède des qualités résidentielles recherchées. En revanche, le tourisme peut devenir, si l'on y prend garde, la voie la plus directe pour les perdre. J'ai souvent dit par le passé que, pour favoriser le développement résidentiel d'un territoire, il suffisait d'aller visiter les principaux villages touristiques de France et d'en copier les aménagements. Au regard des compréhensions qui sont les miennes aujourd'hui, je nuancerai un tel conseil. L'enjeu contemporain pour les campagnes n'est pas seulement de se mettre en scène pour attirer les touristes et vendre une vie rustique supposée intacte. Le plateau de Valansol a été replanté de lavande pour coller à l'idéal esthétique touristique. En juin, sillonné de cars de spectateurs asiatiques, américains et européens, Valansol est le décor bleu-violet d'une comédie marchande de la Provence. Tout y est incontestablement merveilleux, mais il s'agit d'un spectacle, d'une relation marchande (Augé, 1992b). Or, comme le dit si bien Aimé Césaire : "Et surtout mon corps aussi bien que mon âme, gardez-vous de vous croiser les bras en l'attitude stérile du spectateur, car la vie n'est pas un spectacle" (1947). Les ambitions contemporaines de l'aménagement ne peuvent se limiter à distraire les classes solvables. L'enjeu est d'agir en intégrant à la pensée aménagiste la moitié des Français qui ne partent pas en vacances, d'inclure à la pensée politique les 15% de Français qui vivent sous le seuil de pauvreté, toutes les classes populaires et moyennes qui fondent l'essentiel de la population rurale. L'enjeu est d'intégrer à la pensée aménagiste, les habitants ordinaires en somme, ceux qui sont déjà là, qui investissent leur temps, leur énergie et leur affection dans le temps long de la localité. Ils sont une richesse, un capital humain à potentiel créatif, pour peu qu'on veuille bien les soutenir.



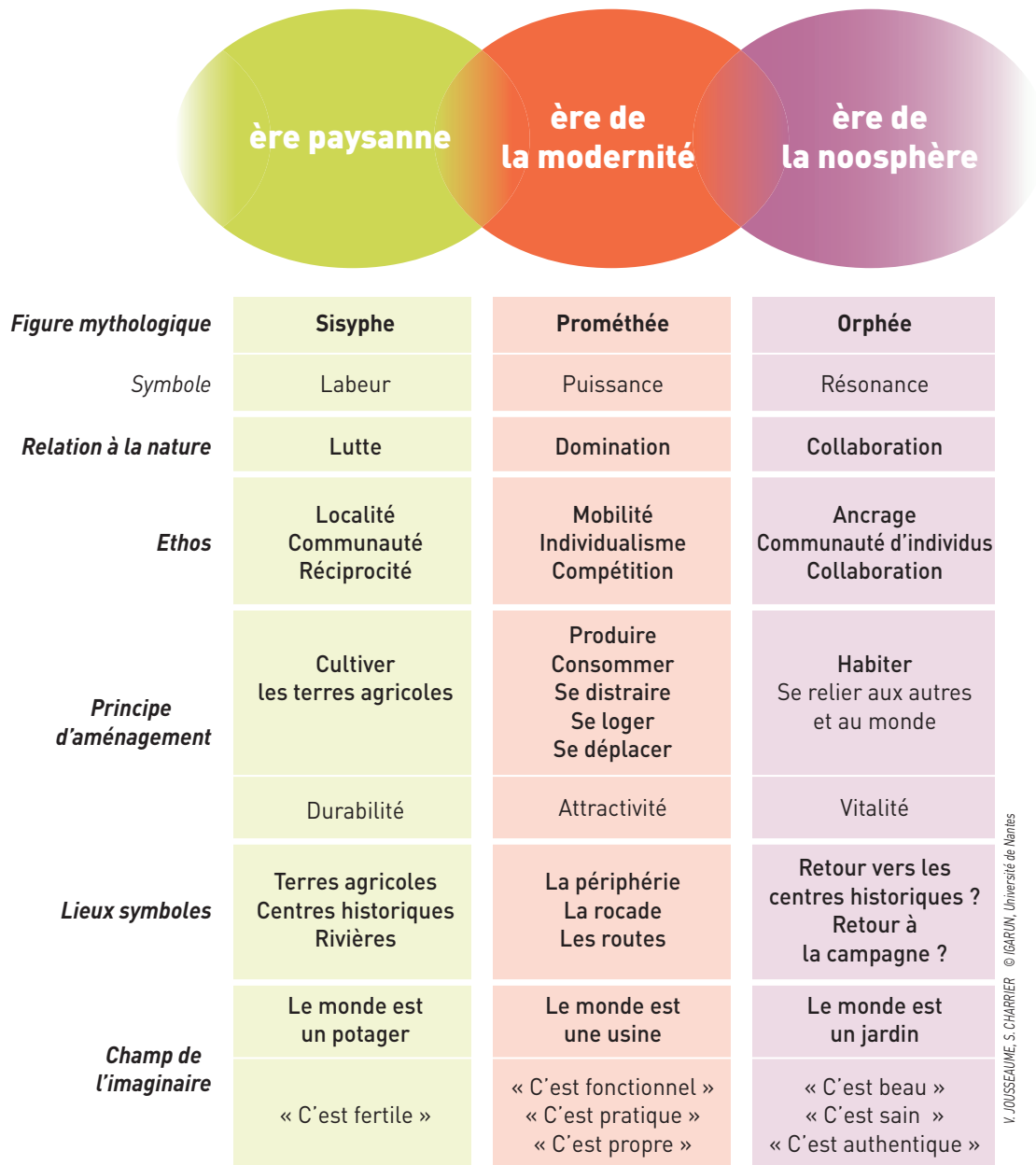


FIGURE 42. Les pratiques d'aménagement liées aux grandes ères historiques

Il s'agit donc aujourd'hui, me semble-t-il, d'aménager le territoire pour ses véritables habitants, ceux qui vivent déjà là. La primauté n'est pas d'être attractif pour des futurs habitants, des entreprises ou des touristes externes, mais d'être aimable pour les habitants eux-mêmes, qui auront envie d'y créer leurs entreprises, de faire visiter le lieu à leur famille et amis, de le faire vivre en y enracinant la richesse. L'essor démographique ou la renommée de petites communes rurales dont les conseils municipaux sont fermement engagés dans ce nouveau modèle d'aménagement est à ce titre remarquable : Languouët, Saillans, Les Voivres, Ungersheim et bien d'autres. L'aménagement local doit être repensé autour d'une nouvelle posture, hors du paradigme de la modernité tant dans son idéal de la production, que dans son



idéal marchand du loisir : l'entertainment, le marché de la distraction, est profondément lié à la modernité. Cette posture nouvelle, hors du paradigme de la modernité peut être symbolisé par Orphée⁵⁵.

. L'aménagement selon Orphée ou l'archétype de l'ère de la noosphère

Orphée est dans la mythologie grecque, un poète et un musicien. Plein de sensibilité, il savait émouvoir les humains, les animaux, les fleurs et même les pierres. Orphée incarne celui qui habite, celui qui construit des liens avec le lieu topographique et minéral, avec le vivant non-humain tels les plantes et les animaux, et avec les humains puisqu'il aime tant sa compagne qu'il va la rechercher jusqu'au cœur des enfers. Orphée se relie sans autre but que le plaisir de la rencontre. Il n'a aucun lien intéressé ou marchand avec le monde qui l'entoure. Le monde n'est pas pour lui une marchandise, ni une ressource, ni une quincaillerie. Orphée symbolise l'harmonie au monde, le plaisir de se sentir bien là où l'on est, la conviction de vivre au meilleur endroit possible.

Sur quelles fondations bâtir cette nouvelle conception de l'aménagement local ? En s'appuyant sur la théorie des besoins humains fondamentaux, des pistes se dégagent. Les habitants ont besoin d'un lien qui satisfasse leur besoin. La localité idéale est celle qui assure de l'air sain, de l'eau saine, de la nourriture en quantité et en qualité, qui assure la santé en protégeant contre les pollutions quelle que soit leur nature. C'est aussi un lieu qui permet le repos des corps, et en particulier aujourd'hui le repos des cerveaux. Ils ont besoin d'un lieu qui protège leur santé corporelle et mentale, en les protégeant des insécurités et des violences sociales. Au-delà de ces protections élémentaires, les humains contemporains ont besoin d'un environnement humain qui leur permet de créer des liens sociaux non marchands et d'un territoire qui favorise la reconnaissance de l'unicité de leur participation au monde des humains. Ils ont besoin de continuité, d'un lieu qui ne soit pas un chantier permanent et épuisant, menacé en permanence de la perte de leur qualité de vie. Enfin, ils ont besoin d'un lieu où ils peuvent être autre chose qu'un producteur-consommateur, un lieu qui donne sens à leur vie par l'expression collective d'une dimension immortelle de l'Homme, une œuvre quelle qu'elle soit à offrir à la postérité.

Le philosophe et sociologue allemand Harmut Rosa a écrit en 2018, un livre intitulé "Résonance" qui enrichit fortement les fondements d'un nouvel aménagement orphique des territoires. Pour l'auteur, la chosification et la marchandisation du Monde et de l'Autre propres à l'ère de la modernité, ont rendu notre relation au monde intéressée, froide, muette, hostile et en échec. La modernité a remplacé le lien de résonance au monde, par un lien d'exploitation du monde. Toute la relation entre les humains et le Monde est en grave crise du lien. C'est ce désir de résonance, ce désir de relation, qui nous tenaille et nous rend insatisfaits de nos vies modernes. La résonance est une ouverture de la personne au monde, une capacité à l'inviter et à être touché par lui. Elle est également la capacité d'agir avec le monde, et de reconnaître notre activité en lui. La résonance est donc la capacité d'une part, d'entrer en relation sans but et sans contrôle, et d'autre part de ressortir mutuellement porté et transformé par la rencontre. La résonance s'organise de façon horizontale entre personnes, de façon diagonale entre l'être et les choses inanimées, de façon

⁵⁵ Cette analogie a été faite le 23 avril 2019, en réponse à mon propos, par Raphaël Enthoven, avec qui j'animaï une soirée-débat prospective sur l'aménagement de la Vendée (en ligne sur le site de TV Vendée). J'ai découvert ultérieurement la réflexion de Cavin et Bourg (2010) autour de ces deux figures mythologiques, utilisées ici dans une perspective d'écologie urbaine.



verticale dans une relation transcendante entre l'être et l'art, la nature ou une spiritualité. A partir de là, Harmut Rosa jette les bases d'une sociologie de la relation au monde. Selon l'auteur, la ruralité se dégage parmi les contextes sociaux les plus susceptibles de conduire à une relation de résonance. Il questionne : "la résonance serait-elle donc tendanciellement catholique, féminine, jeune et de surcroît rurale ?" (p. 455). Harmut Rosa indique la voie à une déclinaison du concept de résonance, c'est-à-dire la relation entre les habitants eux-mêmes, entre les personnes et leur environnement de vie, vivant et non-vivant, humain et non-humain, d'un point de vue de l'aménagement au niveau local.

L'enjeu pour les différents acteurs des territoires ruraux contemporains est d'élargir radicalement leur vision de ce qu'est l'aménagement du territoire. Aménager le territoire, ce n'est pas assurer le développement économique d'un lieu. L'aménagement du territoire doit être envisagé comme la matérialisation de notre façon d'être au monde, c'est-à-dire de concevoir, de se représenter notre expérience du monde. En cela, assurer le développement économique du territoire peut être analysé comme une des formes de représentation du monde : ici le monde est pensé comme une grosse machine, une usine à produire et à consommer des biens ou des distractions. C'est notre représentation moderne du monde. Une telle représentation de la réalité n'existera probablement plus dans l'ère de la noosphère. La transition évolue vers une perception du monde vu comme un jardin d'agrément, une vaste organisation holiste - **FIGURE 42**. Cette mutation de la représentation du monde doit conforter la considération récente portée aux ressorts paysagers, la qualité de la nature et de la beauté des paysages, contenus dans l'attractivité des territoires ruraux. Elle doit soutenir la prise de conscience de l'attrait des ressorts anthropologiques de leur vitalité et de leur convivialité, afin de ne pas les détruire par inconscience. Il s'agit enfin pour les campagnes de travailler à construire sur leurs territoires, une manière d'être, un éthos du lien à la Nature et à l'Autre, porteur de sens au regard des besoins humains fondamentaux de survie, de protection, d'amour et d'affiliation, d'unicité et d'estime et de statut, de rencontre, de continuité et de postérité, pour fonder les bases d'un aménagement du territoire matérialisant les aspirations humaines contemporaines. Ce que je nomme l'aménagement orphique soutient l'habitant en nous, celui qui est capable de créer des liens, non pas seulement économiques, mais affectifs, sinon affectueux avec l'altérité, c'est-à-dire le monde entier.

. De la prospective prédictive à la prospective préventive

L'aménagement prométhéen est l'aménagement du 20^e siècle. L'environnement géo-politique était alors stable. L'avenir semblait prévisible. Les évolutions s'inscrivaient dans le paradigme du développement : tout semblait évoluer vers un plus et un mieux. Faire de la prospective, c'était apporter des réponses techniques à des évolutions connues. L'aménagement prométhéen, c'était le règne des experts techniques, des statisticiens et des ingénieurs, en particulier ceux formés à l'école des Ponts-et-Chaussées, œuvrant au sein des directions départementales du ministère de l'Équipement (DDE).

L'aménagement orphique s'inscrit au futur dans le 21^e siècle. Le monde est devenu plus instable du point de vue de la géopolitique internationale. L'avenir semble imprévisible tant sur le plan politique, qu'économique, financier ou écologique, voire même sanitaire. Préparer l'avenir, ce n'est plus apporter des réponses techniques à des évolutions connues. C'est être capable de capter et d'interpréter les signaux faibles avant-coureurs des évolutions. C'est fixer un cap dans la tempête. C'est élargir la capacité d'adaptation stratégique en ouvrant le champ des possibilités, dans un monde totalement incertain.



Prévoir, c'est au fond savoir se poser les bonnes questions. L'ingénieur formé à donner des réponses, ne peut pas répondre à ces nouveaux enjeux. Je me souviens avoir rencontré lors d'une table ronde, un promoteur immobilier qui avait vendu un programme d'habitat autour d'une publicité sur le commun et la convivialité. Les logements s'étaient merveilleusement bien vendus sur plan. Or, le promoteur ignorait totalement comment matérialiser sa promesse. Il avait donc embauché deux femmes ethnologues qui avaient mené une enquête auprès des futurs habitants pour cerner leurs attentes. Les ethnologues aidaient le promoteur à répondre dans la forme urbaine, à la convivialité attendue. Pour penser l'avenir, dans les métiers de l'aménagement comme ailleurs, est venue le temps de la primauté des savoirs en sciences humaines et sociales sur les savoirs techniques. Les espaces ruraux ont besoin pour concevoir l'aménagement du futur, de géographes, d'historiens, d'anthropologues, de sociologues, de psychologues, ... Pourtant même si leurs connaissances scientifiques sont nécessaires, elles ne suffiront pas. Pour envisager l'avenir, il est besoin d'être sensibles au cours des choses, d'être antennes, visionnaires de l'évolution du monde global. Pour concevoir et matérialiser l'aménagement, il faut aussi des poètes, tel Orphée. Pour ré-enchanter le monde, pour retisser les liens et remobiliser les collectifs humains, pour redonner de la beauté aux lieux, pour laisser s'exprimer localement ce qui est grand en l'humain, l'aménagement orphique a besoin d'esprits créatifs, d'esprits sensibles, de poètes et de slammeurs, de danseurs et de chorégraphes, de comédiens et d'auteurs, de designers, de vidéastes, de plasticiens et de tous les métiers d'art, de tous les arts populaires (Sibertin-Blanc, 2018). Il est besoin d'une "poétique de l'espace" (Bachelard, 1957). Le film "Visages, villages" d'Agnès Varda et de JR, en 2017, participe de cette poésie. Partis dans une aventure buissonnière sans but, ils rencontrent les habitants de villages et affichent simplement leurs photographies géantes sur les murs, souvenir de cet instant de résonance.

L'association des sciences humaines et sociales, des architectes et paysagistes, et des artistes émerge dans le monde de l'aménagement rural de façon très prometteuse, pour favoriser une participation habitante qui soit plus qu'un simple exercice formel de validation sociale de projets d'aménagements déjà ficelés. En voici quelques exemples parmi beaucoup d'autres (Delfosse, 2011 ; Delfosse et Chauliac, 2015 ; Delfosse et al., 2015). Patrick Cosnet est un agriculteur devenu comédien il y a presque 30 ans. Outre un lieu, à la fois ferme et théâtre, il a fondé la compagnie de La Chaise Rouge qui au prétexte de théâtre forme l'arène d'un débat sur l'agriculture, la ruralité et l'acculturation paysanne du monde agricole autour de thèmes tels que le rapport au temps, le rapport au travail, à la religion, aux étrangers ou encore à l'arbre. Le comédien Laurent Petit (2013) a fondé "l'Agence Nationale de Psychanalyse Urbaine". Leur ambition ? Psychanalyser la ville, psychanalyser le territoire, psychanalyser le monde entier. Le petit groupe de comédiens faisait rire en fin de séminaires, en mimant avec humour les élus, les aménageurs et les urbanistes. Aujourd'hui, l'ANPU propose une véritable méthode pour recueillir les sensations et les jugements des habitants d'une ville ou d'un quartier. Depuis 2013, le "collectif ETC", composé d'architectes-artisans, propose aux habitants de participer aux aménagements depuis l'imagination du projet par le biais de la création d'une vidéo, jusqu'à sa construction concrète par des chantiers participatifs. Leurs court-métrages sont visibles sur leur site. "La glace à la Fourme" notamment, menée en collaboration avec le parc naturel régional du Livradois-Forez, porte sur la revalorisation résidentielle des centres-bourgs. Les "Globe Conteurs" collectent en vidéos, la mémoire des habitants sur des événements ou des choses qui les ont marqués. Ce collectif tente également de mettre au point une méthode pour collecter les émotions sur les territoires à partir d'outils bricolés et poétiques, afin d'identifier les blocages ou le passif communal sur tel ou tel point d'aménagement. En 2018, le conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) de l'Ardèche, le réseau Espace rural et projet spatial (ERPS) et le parc naturel régional des Monts d'Ardèche ont initié un



projet original nommé Consult'Action pour ouvrir à l'expérimentation, l'urbanisme et l'aménagement de quatre communes : Le Cheylard, Saint-Cirgues-en-Montagne, Sainte-Marguerite-Lafigère et Saint-Victor. En 2019, la direction de la scène nationale de Châlon-sur-Saône a commencé à structurer un réseau alliant des chercheurs en sciences humaines et sociales et des artistes (danseurs, chorégraphes, comédiens, etc) pour travailler artistiquement sur, pour et au sein des campagnes. En 2019, au congrès national des Foyers Ruraux à Vielle-Aure dans les Pyrénées, lors d'un débat au grand air sur la place du village, j'ai eu la surprise de voir mon propos traduit en poésie et mis en musique par un slammeur. L'art diffuse et rend accessible, tout autant qu'il touche la sensibilité plus que le mental des personnes, pour un résultat tout aussi efficace parfois que le long discours d'un expert, d'un maire ou d'un universitaire.

. Du diagnostic territorial à la biographie territoriale

L'aménagement orphique a besoin d'indicateurs et d'outils nouveaux. Leur conceptualisation est en cours d'élaboration. Ils existent des réflexions méthodologiques de la recherche-action (Lardon et Piveteau, 2005 ; Lardon et al. 2007 ; Lardon, 2013 ; Lardon et al., 2014), enrichi par une approche de l'ingénierie territoriale dans le contexte des transitions sociétales (Lardon, 2016). Daniela Poli, membre du mouvement territorialiste italien, a mené également des travaux pour renouveler les fondements théoriques et pratiques d'un projet de territoire (2012), qui participe de l'aménagement orphique. Elle en a dégagé les caractères distinctifs. Le projet de territoire de nature orphique est social. Il mobilise les connaissances de tous. Il se construit par boucles itératives et recherches-actions. Il est holistique, il pense le territoire dans sa complexité, sans découpage sectoriel. Il s'inscrit aux différentes échelles. Il est intemporel, il se projette dans le futur en englobant le passé. Il utilise la représentation identitaire. Il active de nouvelles économies locales, des solidarités et de nouveaux styles de vie. Il développe un scénario stratégique pour apporter de nouveaux soins aux lieux. Il ajuste les politiques publiques au projet, et non l'inverse.

Sur le terrain, l'outil premier de l'aménagement opérationnel reste le diagnostic, qui sert de fondement statistique aux documents d'urbanisme : Plan Local d'Urbanisme, Plan d'Aménagement et de Développement Durable, Souvent les diagnostics menés par les bureaux d'étude étalent une débauche de chiffres. Mais l'information n'est pas la connaissance. Si les chiffres sont importants au moment de jauger les constructions et chiffrer les budgets, ils ne portent pas en eux-mêmes de signification, ils sont pas intrinsèquement créateurs de sens. Daniela Poli propose de rénover le diagnostic de type prométhéen, afin d'évoluer vers une "biographie territoriale". La biographie territoriale permet de replacer la localité dans le temps long, d'inclure le passé dans le présent, de considérer les particularités, les savoir-faire, les expériences vécues localement. La biographie territoriale revalorise le caractère propre des contextes locaux. J'ai participé en 2016, à une telle expérience visant à conceptualiser et construire méthodologiquement un "récit de territoire". Cette expérience mêlant une communauté de communes du Bocage Vendéen et une fondation pour l'innovation territoriale et sociétale Les EnchanTerres, n'a pas abouti, mais les tâtonnements alimentent les boucles itératives de la recherche-action. Il se construit aujourd'hui sur les territoires de nombreuses expériences qui alimentent la conception progressive des méthodes de l'aménagement du futur.



Passer de l'aménagement des ingénieurs à l'aménagement des poètes

Je me permets de développer quelques éléments de réflexion en faveur d'un aménagement orphique, sans ambition d'exhaustivité.

. Réintroduire l'humain sans illusion technophobe

L'aménagement orphique n'est pas opposé à la technique. Il soumet la technique à l'Homme, c'est-à-dire à l'utilité sociale, sans illusion technophobe. Il n'est pas opposé à l'avoir, mais il le soumet à l'être.

Il protège l'habitant contre les dérives technicistes de l'aménagement prométhéen, que ce soit vis-à-vis des produits chimiques, des ondes électro-magnétiques, des grands chantiers sans utilité sociale, etc. En revanche, il est évident que la connexion numérique des territoires ruraux est aussi nécessaire dans l'ère de la noosphère, que la connexion électrique le fût dans l'ère de la modernité. La connexion numérique est un enjeu qui dépasse le cadre de la communauté municipale. Les opérateurs privés se focalisant seulement sur les adductions les plus rentables, il est impossible d'envisager par eux seuls un aménagement numérique rural⁵⁶. La question de l'échelon public d'organisation de l'adduction numérique est très pertinente⁵⁷.

Au niveau local, l'ère de la modernité a généré un idéal de vie centré sur les biens matériels, sur la technique, sur l'organisation efficace, sur l'hygiène, sur la fonctionnalité utilitariste. Cette conception déclinée dans l'urbanisme prométhéen valorise les aménagements pratiques, propres, efficaces, sans aucune décoration. Cette pensée est résumée au congrès international d'architecture moderne par la charte d'Athènes (1933). Elle a entraîné un zonage généralisé des territoires autour des quatre points cardinaux de la vie moderne capitaliste : ici on travaille, ici on consomme, ici on se divertit, ici on dort. Cet urbanisme a vidé de leurs activités et de leurs habitants les centres bâtis anciens, qui n'étaient adaptés ni à l'individualisme de l'habitat, ni aux normes d'espace et de confort, ni à l'imaginaire de la modernité, ni à la mobilité motorisée. Les vieux centres ne faisaient plus rêver la génération des Baby-Boomers, car les maisons imbriquées, les rues étroites, les pentes, ne sont pas pratiques. La modernité est donc allée de pair avec un développement périphérique des bourgs et des villes, sur terrain plat. La production immobilière standardisée a produit une banalisation de la construction et une uniformisation des paysages. Sans mixité fonctionnelle, l'intensité des usages est devenue très faible dans chacune des zones : les lotissements sont sans vie en journée, les zones d'activités sont désertes la nuit, les zones de détente sont vides en semaine, etc. L'aménagement prométhéen s'est donc accompagné d'une désertion des centres anciens et d'un abaissement de l'intensité de la vie sociale collective au quotidien dans les différentes zones.

⁵⁶ La pensée aménagiste en France : rénovation complète ?, colloque du 6 au 13 septembre 2019, Cerisy

⁵⁷ Dans le colloque "Ruralité et numérique", organisé par Sol & Civilisation et Agrldées, à Paris, 7 novembre 2019, propose l'échelle départementale comme acteur pertinent de l'adduction numérique publique.



L'ère de la modernité a généré l'idéal d'une vie mécanisée, où la machine libère l'être humain des lourdeurs de la vie quotidienne. Les déplacements faisaient partie de ces lourdeurs. Souvenons-nous du temps et de l'énergie musculaire considérables, donc du coût énorme, nécessaires aux déplacements des personnes et des objets dans le passé ! La motorisation des déplacements est apparue comme une formidable libération, une formidable ouverture à l'ailleurs et au voyage. Il convient de garder à l'esprit et au cœur, la préciosité de l'invention du train, de la bicyclette, de la moto, de l'automobile, du camion, du tracteur, de l'avion. Il ne s'agit pas ici de nier en bloc les qualités de la motorisation des déplacements. Dans la même perspective, il s'agit de soutenir la préciosité de l'invention d'internet.

La voiture est donc devenue au milieu du 20^e siècle, la courroie de distribution absolument nécessaire au fonctionnement d'un système territorial zoné. Pour aller de la maison au travail, de la maison aux lieux de commerces et de services, de la maison à l'école, de la maison aux lieux de loisirs, tout a été pensé pour une société humaine motorisée. A tel point que la question de l'espace public s'est réduite pendant presque un siècle à la question de la circulation des camions et des voitures, et leur stationnement. On a fermé les petites lignes de train et de cars de desserte du rural. On a élargi et rectifié les routes et les rues pour accélérer les déplacements. On a rasé des pâtés de maisons centraux pour agrandir les parkings. On a investi dans des rocade. Le flux générant le commerce, les magasins se sont déplacés en périphérie, ruinant les centralités commerçantes traditionnelles. Petit à petit, l'automobilité sans plus aucun souci collectif pour la sécurité piétonne a fait disparaître de l'espace public, les personnes à vélo, les enfants jouant dans la rue. Vidées d'humains, les rues n'ont plus offert la vitalité sociale qui attirait les anciens des villages à s'asseoir sur le pas de leur porte. L'espace public a été totalement abandonné aux voitures.

Cet aménagement prométhéen doit aujourd'hui être abandonné et repensé. Le passage entre ces deux modèles d'urbanisme, diamétralement opposés, demande d'abord d'être clairement formulé dans le cadre du débat démocratique, afin d'être compris et partagé par tous les habitants. La pensée anti-voiture qui se développe actuellement dans le discours hyper-moderne, dans la taxation des carburants, dans les pratiques d'entraves à la circulation que sont les récents aménagements routiers, tient malheureusement plus de la logique de distinction sociale, cachée derrière la pensée vertueuse de l'écologie. Hier les pauvres étaient accusés d'être sales, aujourd'hui ils sont accusés de polluer. En jetant l'opprobre, en culpabilisant individuellement les populations utilisatrices de la voiture, on fait fi de la responsabilité collective depuis la Seconde Guerre mondiale, de l'Etat et des administrations de l'aménagement, des élus, des urbanistes, des architectes et des promoteurs, dans le zonage fonctionnel des territoires.

Le débat n'est pas de supprimer la mobilité des individus. L'accès à la mobilité pour tous semble mériter une grande attention, afin de ne pas favoriser l'inégalité de droit et d'accès à la mobilité individuelle selon les classes sociales. La voiture est un moyen de transport nécessaire en espace rural ou en espace périurbain peu dense. Un transport collectif privé n'y est pas rentable du fait des faibles volumes de population, de la faible densité et des grandes distances. Le désengagement de l'Etat et les difficultés financières des collectivités locales ne permettent guère d'y envisager un transport collectif public. L'auto-organisation collective reste le recours, comme souvent dans les campagnes. L'enjeu est de replacer au cœur de l'aménagement l'être humain habitant d'un territoire, et non plus un individu a-spatial motorisé travaillant ici et consommant là. Ce débat implique d'abord la fin du zonage et le retour à la mixité fonctionnelle, sociale, architecturale, écologique. C'est au cœur de cette réflexion qu'il convient de réinterroger la voiture dans son rôle de machine au service de l'être humain, et non l'inverse. L'enjeu pour les campagnes est



de repenser la place de la voiture, sans être limitée leurs réflexions par l'uniformisation d'un "catalogue international des bonnes pratiques reproductibles de ville en ville" (Bréville, 2020), fondamentalement "anti-voiture", portée par la "diplomatie de villes" influenceuses de la tendance (Viltard, 2010 ; Bréal, 2014).

La nouvelle demande sociale revalorise les centres anciens. Depuis 2015, je suis invitée à participer à de très nombreuses réunions pour traiter de la reconquête des cœurs de villages et des centres-bourgs. Les institutions publiques organisatrices de ces évènements croient souvent qu'elles génèrent la demande, que leurs actions enclenchent le processus de reconquête des centres. Bien au contraire, je crois fermement qu'à l'inverse, c'est l'évolution de la demande sociale qui les force à faire évoluer le système technique, réglementaire, juridique et bancaire. Celui-ci reste largement conçu pour les pratiques urbanistiques prométhéennes : construire des lotissements neufs sur des terrains agricoles plats. Aujourd'hui les vieux centres possèdent toutes les qualités associées à l'imaginaire anti-moderne. Il apparaît un regain spontané dans les transactions des maisons de hameaux, de villages et de bourgs. Ce dont il convient de prendre garde aujourd'hui dans les bourgs et les petites villes, c'est de l'appât qu'ils deviennent pour la promotion immobilière, en particulier dans les campagnes métropolitaines. Après la banalisation paysagère des périphéries des villages et des bourgs dans les années 1970-2010 par le projet immobilier standard du lotissement, il s'agit d'éviter la banalisation paysagère des centres par le nouveau standard du projet immobilier : les petits collectifs en R+2. La revitalisation des centres-bourgs périurbains ne doit pas devenir la "modernisation" des centres-bourgs. Conçu ainsi, l'échec pourrait s'avérer cuisant.

. Réintroduire les représentations sans illusion manipulatrice

L'aménagement orphique n'est pas opposé à la règle comptable ou juridique. Mais il soumet la décision à une participation démocratique directe des habitants. Il s'organise horizontalement et est collaboratif. L'aménagement orphique n'est pas opposé à l'action, mais il la soumet à l'intention. Il réintroduit les représentations dans le processus d'aménagement, sans illusion manipulatrice.

Jusqu'au tournant des années 2010, dans un contexte immobilier en forte croissance, la plupart des communes rurales modernes, périurbaines, rétro-littorales ou touristiques, ont persisté dans des pratiques d'aménagement prométhéennes, marquées par la juxtaposition de programmes immobiliers de lotissements et de zones d'activités, sans projet politique et urbanistique global cohérent. Une telle juxtaposition de programmes immobiliers n'a jamais fait "village", "bourg" ou "petite ville". Cela génère un patch-work incohérent, un non-lieu. Ces PLU flous dans leur projet politique global, développent en revanche une réglementation technique particulièrement tatillonne sur les pentes de toit, la distance à la rue, la distance au voisin, la hauteur des murs, le coefficient d'occupation bâtie de la parcelle, etc. En général, un tel règlement de PLU ne rend acceptables *in fine* que les pavillons standards les plus banals qui soient. Ils renforcent l'uniformité monotone du non-lieu. Or, ces aménagements pérennes, conçus sans aucun lien avec les habitants, marquent durablement les territoires. Un complet renversement de la logique de projet d'aménagement est nécessaire pour développer un véritable projet urbanistique global de bourg, de villages, de hameaux, cadre fort et strict dans lequel serait libérée la créativité individuelle des habitants - **FIGURE 43**.



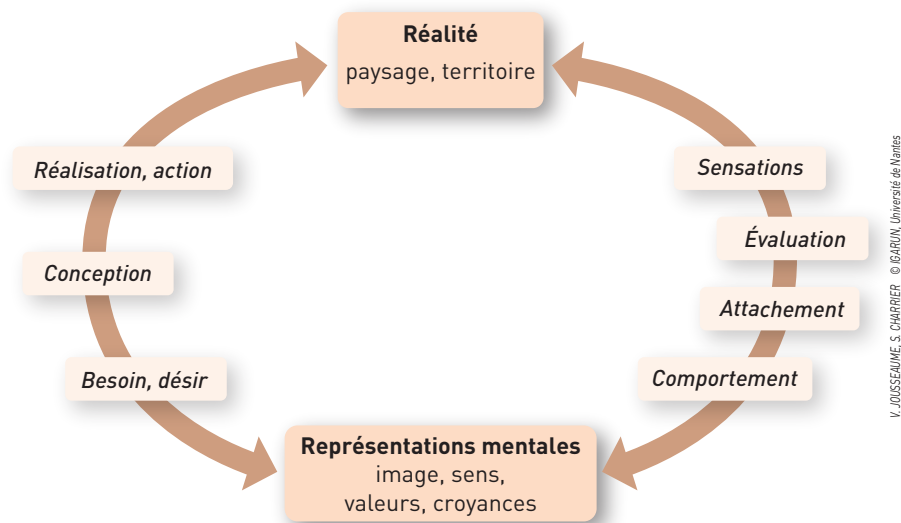


FIGURE 43. L'aménagement entre réalités matérielles et représentations idéelles

La relation dialectique, le dialogue, entre représentation et réalité n'est jamais interrogée. Or, il convient de la poser. Comme le dit le géographe et philosophe Augustin Berque : "L'homme aménage son territoire à partir de ses représentations, et se le représente à partir de ses aménagements" (2011). La représentation, c'est-à-dire le champ de l'imaginaire, précède l'action, c'est-à-dire le projet. Il s'agit de clarifier, de nommer, le champ de l'imaginaire des acteurs du développement.

Par exemple, les élus ruraux en charge de l'urbanisme sont très majoritairement des hommes retraités. Ils ont vécu la plupart de leur vie dans le champ de l'imaginaire de la modernité. Ils valorisent l'individu et la maison individuelle entouré d'un jardin pour s'extraire des communautés familiales et villageoises. Ils valorisent la technique, la vie mécanisée et la voiture. Ils valorisent une nature sous contrôle, avec une absence totale de mauvaises herbes et du bitume afin que tout soit "propre", c'est-à-dire hygiénique, rationnel, pratique. Ils aiment l'utilitarisme et refuse toute décoration perçue comme une dépense inutile. Ils partagent l'idée d'une croissance illimitée du confort matériel, etc. Bref, ils pratiquent un aménagement prométhéen.

Les jeunes générations⁵⁸ vivent dans l'imaginaire du tourisme, voire un imaginaire alter-moderne. Ils valorisent le retour de la coopération et déplore les hiérarchies rigides. Ils apprécient la nature et ne sont pas dérangés par les herbes folles. Ils aspirent à une reconquête d'une vie de village et d'un faire ensemble, etc. Ces conflits de représentations émergent par exemple dans le détail de l'aménagement des cœurs de bourgs. Dans les petits passages et venelles, les élus choisissent souvent de bitumer et d'ajouter ensuite des bacs à fleurs, alors que les jeunes habitants auraient aimé conserver un côté plus bucolique en damant simplement un sol sablé, en faisant pousser des roses trémières ou des coquelicots au pied des murs. Un travail sur la représentation ou l'image souhaitée du village, du bourg ou de la petite ville doit donc être mené en amont de tout aménagement.

⁵⁸ Au moins pour celles que je vois quotidiennement à l'université et qui font des études universitaires.

De même, les élus et les acteurs de l'aménagement devraient davantage prendre conscience que leurs actions sur l'environnement matériel, façonnent les sensations des habitants, par la vue, l'ouïe, l'odorat, le toucher, le goût. Ce processus perceptif se prolonge par un processus évaluatif, où l'habitant selon sa personnalité, son expérience, ses représentations, interprète et donne un sens au lieu. Mais au-delà de tout cela, les aménagements induisent in fine les comportements des habitants. Les aménagements conditionnent les expériences de vie et donc les représentations mentales et participent à l'infrastructure émotionnelle des habitants.

Un travail sur les ambiances rurales est rare aujourd'hui, il serait pourtant fondamental pour concevoir un urbanisme rural pour l'avenir. Le but idéologique et la portée démocratique d'un tel travail sur les espaces et les ambiances publiques méritent d'être clarifiés démocratiquement. Il convient en effet de dénoncer afin de les éviter les dérives de l'urbanisme hyper-moderne vers des fins marchandes, vers des fins de surveillance vidéo massive des populations ou vers des fins anti-humanistes (comme l'urbanisme anti-SDF).

Au cœur de l'ère paysanne, lorsque chacun faisait sa maison, lorsqu'une petite parcelle, puis une autre, puis une autre, s'agrégeaient lentement aux hameaux, aux villages et aux bourgs, on peut dire que l'aménagement était le fait de chacun. Aujourd'hui, en contexte prométhéen, les emprises foncières sont vastes et le nombre des acteurs de la construction est très restreint. La publicisation de l'aménagement à travers les documents d'urbanisme ne l'a pas rendu pour autant démocratique. Or, le monde de l'aménagement porte une lourde responsabilité sociale à l'égard des habitants, de leurs ressentis, de leurs comportements, de leurs représentations. Pour assumer cette responsabilité avec hauteur de vue, il est du rôle des élus locaux de tenter de garantir un "droit au village", c'est-à-dire de garantir l'accès pour les habitants, à la participation démocratique à l'urbanisme et à l'aménagement au niveau local. Les participations citoyennes, les balades urbaines, les conseils de développement mobilisent trop peu les catégories populaires et moyennes. L'aménagement orphique peut être nourri par des expérimentations totalement nouvelles pour tenter d'organiser l'implication citoyenne des habitants des classes populaires, dans la conception et l'auto-construction d'aménagements locaux low-tech, en donnant voix aux imaginaires collectifs locaux (Chiappero, 2017).

. Réintroduire l'espace et le temps sans illusion folklorique

L'aménagement orphique ne refuse pas le futur, la mobilité ou le changement. En revanche, il ne justifie pas son action par des lendemains meilleurs. Il vise l'équilibre d'un présent qui chante.

L'urbanisme rural contemporain doit être pensé dans sa capacité à offrir des repères et un ancrage dans le temps et l'espace, pour une meilleure relation à soi-même, à l'autre et au monde. Lionel Naccache (2015), comme Harmut Rosa (2018) proposent des solutions à envisager. Certaines ne sont pas du strict ressort de la question urbanistique, telle que la préservation des corps intermédiaires entre l'individu et la société pour garantir un recul critique (éducation, culture, droit, séparation des pouvoirs, presse, associations, etc..) ou le développement de consignes de limitation volontaire des communications et déplacements (une journée par semaine sans internet). D'autres en revanche peuvent être déclinées dans notre perspective d'aménagement, en particulier le maintien et le respect de la différenciation des lieux. Il convient de trouver l'équilibre entre notre désir de ressemblance qui génère une familiarité qui nous rassure, et la banalisation généralisée des lieux qui produit égarement et perte de conscience. Cette



grande question de la diversité paysagère est très large, elle va de l'identité architecturale locale à la créativité habitante. C'est aussi une réflexion sur la façon dont les aménagements favorisent le repérage dans l'espace à travers les centres symboliques (la place, le clocher, la mairie ou autres marqueurs), les coupures et limites (coupure verte, vallée, routes, ...), etc. La question de la vue sur la voûte céleste peut s'intégrer à cette réflexion sur la connexion à l'espace, qu'on peut également travailler via la perception du rythme des saisons, du rythme diurne et nocturne.

Ainsi s'opère le glissement vers le repérage dans le temps. Tous les mouvements de ralentissement des rythmes de vie (mouvements "slow") sont en même temps des mouvements de relocalisation. La question patrimoniale peut être saisie ici pour à la fois inscrire dans la continuité historique et éviter la banalisation. La question des noms des lieux peut être mobilisée dans cette perspective. Il est bien évident qu'il s'agit de veiller là encore, à éviter toute illusion folklorique ou tout spectacle médiatique. A Nantes par exemple, en 2017, le nom des rues a été traduit en breton alors même que le breton n'a absolument jamais été parlé dans la ville. Dans certaines petites villes touristiques, l'instrumentalisation marchande du passé focalise la mémoire et bloque le village autour de son château, avec sa "rue du château", son "hôtel-restaurant du château", son "cinéma du château" jusqu'au "kebab du château". De même, Stéphane Chevrier insiste sur le risque de blocage du présent que peut former la mémoire traumatique d'un passé comme par exemple l'apocalypse du débarquement de juin 1944 dans certaines petites villes de Normandie où toutes les rues, tous les lieux, tous les symboles communs, portent le souvenir pesant de cet évènement. Pas plus qu'il n'est pas sain de refouler le passé, il n'est pas sain d'enfermer les populations dans un passé sélectif ou traumatique. Mais du point de vue de l'aménagement, les déclinaisons à envisager autour de la question d'un meilleur soin à apporter à l'être humain à partir d'un espace-temps pleinement vécu et pleinement assumé, est immense.

. Réintroduire la beauté sans illusion esthétique

L'aménagement orphique n'est pas opposé à l'ergonomie. En revanche, il soumet les moyens aux buts. Ainsi, il réintroduit la question du beau sans illusion esthétique.

La beauté est un levier d'action peu questionné en aménagement, voire tabou, mais qui mériterait pourtant qu'on s'y intéresse. Souvent le sujet est évacué sans débat, balayé par une justification qui prétend que la notion du beau serait trop subjective pour interférer dans un processus d'aménagement rationnel et sérieux. Pourtant, le philosophe Frédéric Lenoir (2012) classe la beauté parmi les six valeurs fondamentales les plus universellement et les plus durablement partagées par les humains, avec l'amour, la vérité, la justice, la liberté et le respect. La beauté dont il s'agit ne se superpose pas strictement à l'esthétique et au "joli", auxquels se limitent souvent l'aménagement touristique. La beauté dont il s'agit ici, est une aspiration morale, intellectuelle, sensorielle, de tout être humain à l'émerveillement face à la vie. Et, dit Alain de Botton, cette capacité de chacun à ressentir la beauté est souvent proportionnelle à sa conscience de la fragilité de la vie. C'est pourquoi le poète René Char (1948) écrit, au cœur des horreurs et des terreurs de la Seconde Guerre mondiale, ce texte paradoxal : "Dans nos ténèbres, il n'y a pas une place pour la beauté. Toute la place est pour la beauté".

A ma connaissance, seul le philosophe Alain de Botton, dans son livre "l'architecture du bonheur" (2007), tente une passionnante réflexion sur l'émergence de cet émerveillement en architecture et en



urbanisme. Selon cet auteur, la beauté résulterait d'un équilibre multi-dimensionnel. La beauté naîtrait d'un équilibre entre des polarités opposées, entre des dualités : ordre / chaos ; légèreté / complexité ; sobriété / exubérance ; rustique / citadin ; féminin / masculin, etc. La beauté naîtrait de l'expression extérieure de nos besoins intérieurs inassouvis, formant un équilibre entre nous et notre environnement de vie : besoin de nature dans une société artificialisée ; besoin d'authenticité dans une société de faux-semblants ; besoin de concret dans une société abstraite et inversement ; besoin de nouveauté dans une société traditionnelle et inversement ; etc. La beauté naîtrait d'un équilibre entre toutes les parties du bâti et l'environnement dans lequel celui-ci s'inscrit. Enfin, la beauté naîtrait de la capacité d'empathie de l'architecte avec l'humain habitant, d'un équilibre entre le concepteur et le récepteur du bâtiment. On le voit, la beauté a à voir avec la recherche d'une relation équilibrée dans une personne, un groupe, un lieu et un temps donné. C'est pourquoi la définition de la beauté évolue et possède des nuances culturelles et individuelles qui paraissent subjectives. Même si la beauté est difficile à appréhender, Alain De Botton fournit quelques éléments tangibles à questionner et nous permet de comprendre les déséquilibres abyssaux dans lesquels la construction immobilière sont aujourd'hui égarés et comment la seule question esthétique, c'est-à-dire le "bon goût" des classes sociales dominantes, ne peut apporter de réponses véritables. La beauté est une dimension humaine, tout aussi subtile que fondamentale, qui nécessite d'être réintégrée à la pensée urbanistique et architecturale.

Par le passé, le pittoresque et parfois la beauté sont nés de la rencontre unique, d'un équilibre relationnel ou d'une résonance remarquable entre des habitants et un site, entre une communauté paysanne et un écosystème, entre une personne et sa maison. Chacun faisait avec les matériaux naturels à disposition localement. Chacun construisait sa maison "à la couleur de son esprit", car avant l'invention de la carte postale au 19^e siècle, l'être humain ordinaire ignorait totalement la façon de construire des régions voisines. Tous ces éléments ont produit une diversité architecturale et une diversité des paysages ruraux exceptionnelles de par le monde. Partout j'ai toujours été émerveillée par la beauté des paysages agraires traditionnels, lorsqu'ils existent encore par lambeaux ou par traces. Par exemple, les terrasses agricoles du monde méditerranéen, aujourd'hui quasiment toutes écroulées, formaient une Babylone du pauvre tout à fait éblouissante. La modernité par sa standardisation immobilière et l'uniformisation agricole et paysagère a rompu avec la recherche d'équilibre et a transformé le laid en "mocheté généralisée" (Pinson, 2011).

Les environnements de vie standardisés et monotones ont pour conséquences physiques, le stress, l'hyperactivité et le manque d'attention, car selon B. Walker "génétiquement, nous sommes comme les animaux, programmés pour répondre à des sensations fortes" (Urist, 2015). L'instabilité des environnements sauvages crée une insécurité, laquelle favorise l'interaction entre individus. Ces interactions permettent de façon élémentaire de s'assurer du caractère pacifique des personnes rencontrées et de garantir ensuite leur collaboration et la sécurité mutuelle. Le changement, l'inattendu, le menaçant, l'inconnu, le surprenant, colorent toujours nos mémoires territoriales ancestrales lorsque nous vivions dans la nature sauvage. Ce fondement génétique existe et agit en nous aujourd'hui encore, à notre insu. L'être humain est adapté aux environnements changeants, ceux-ci l'encouragent à l'interaction pro-sociale. L'être humain n'est pas adapté génétiquement aux environnements artificiels, monotones, sans surprise, pas plus qu'il n'est adapté à la sédentarité, à la lumière artificielle, aux écrans bleus le soir, à la nourriture ultra-transformée. Fondamentalement, les environnements de vie monotones le stressent et le ferment aux contacts avec les siens. Un environnement de vie conjuguant une certaine cacophonie avec de la beauté, est le plus à même



de rendre les habitants heureux d'y vivre et de développer des comportements pro-sociaux et altruistes.

Socialement, la beauté des lieux active également la notion d'estime de soi et l'attachement au lieu. J'ai toujours été frappée de constater combien dans les lieux reconnus socialement pour leur beauté, parfois valorisés par le tourisme, les habitants participent à l'embellissement en ajoutant des fleurs ou des décorations extérieures. A l'inverse, les lieux de vie laids, qui mériteraient pourtant bien quelques embellissements, encouragent plutôt leur dégradation. L'être humain dont l'estime de lui-même est dévalorisé par son milieu socio-spatial de vie participe à une dégradation auto-destructrice. Socialement, la psychologie de l'environnement montre le rôle joué par les relations aux lieux sur l'identité individuelle et sociale des individus. Les motivations majeures des individus sont selon la théorie des processus identitaires : l'estime de soi à travers l'évaluation du groupe ou du lieu auxquels l'individu s'identifie ; la continuité de soi à travers une cohérence spatio-temporelle de l'identité ; la différenciation afin de préserver son unicité vis-à-vis d'autrui ; l'auto-efficacité par le rôle facilitateur du groupe ou du lieu dans les activités quotidiennes des individus (Breakwell, 1992). Cela se rattache aux besoins fondamentaux d'affiliation, d'estime et statut et de continuité de Kenrick Douglas et ses collègues (2010). Selon Glynis Breakwell, l'attachement au lieu est proportionnel à l'estime de soi (je suis fier d'habiter ce lieu), à la durée de résidence (implication, continuité), à l'efficacité (la vie quotidienne ici est facile et plaisante). Les stratégies de différenciation avec d'autres lieux ont pour but de renforcer la valeur positive de l'identité sociale. Il s'agit ici d'estime de soi activée à l'échelle du groupe. Les individus s'attachent préférentiellement à des lieux dont les caractères permettent une estime de soi positive. A l'inverse, lorsque l'image d'un groupe défini par son inscription géographique est négative, leur statut est considéré comme faible. L'estime de soi collective et individuelle s'affaiblit au sein de ce groupe. L'attachement au groupe comme au lieu est distendu. L'image d'un lieu agit sur le degré d'identification socio-spatiale des individus et des groupes à ce lieu par l'estime de soi positive qu'il permet. Cette relation entre image du territoire, estime de soi et attachement au territoire, est très intéressante. Les mouvements de fiertés valorisent les groupes et les lieux où ils habitent.

L'urbanisme prométhéen et sa production paysagère ne sont pas équilibrés dans le sens où il n'y a pas de relation entre un bâtiment et son site, entre un bâtiment et ce qui l'entoure ; pas de lien entre les matériaux et les lieux de construction ; pas de relation entre les différents aspects du bâtiment ; pas de lien entre l'architecte du promoteur et l'habitant ; pas de relation entre l'humain et le site naturel où il construit ; pas de relation entre l'humain et le lieu où il habite ; pas de lien entre le lieu de vie, le lieu de travail, le lieu de consommation. L'équilibre de la relation des éléments vivants et non-vivants, matériels ou idéels en présence, cette relation multiple et complexe, qui est la source de la beauté, n'existe pas. A l'exception de quelques œuvres architecturales tel que le Viaduc de Millau, l'environnement de vie moderne n'est pas beau au sens formulé par Alain de Botton. Cette réflexion n'est pas sans rapport avec l'idée de résonance d'Harmut Rosa. Au fond, la beauté serait cette résonance, cette vibration relationnelle entre l'être et le monde. L'urbanisme moderne ne résonne plus, il est froid, muet et hostile. Cette laideur de la modernité est le moteur par répulsion d'un désir résidentiel fasciné par la beauté de l'intact, par l'imaginaire de l'intouché d'un territoire qui en devient terriblement désirable. La Lozère, l'Ardèche, Le Morvan, La Creuse deviennent désirables parce qu'ils sont les rares territoires encore largement épargnés par l'urbanisme sans équilibre, sans lien, c'est-à-dire sans résonance au sens d'Harmunt Rosa, caractéristique de la modernité.



Conclusion

A travers cette quatrième partie, j'ai tenté de montrer que la ruralité conjugue d'une façon singulière et dynamique, les groupes sociaux, le temps, ses mémoires et ses généalogies, avec les distances. Chaque territoire devient ainsi, "le produit d'un dialogue poursuivi entre des entités vivantes, l'homme et la nature, dans la longue durée de l'histoire" (Magnaghi, 2003).

La manière d'être rurale, qu'on peut nommer l'éthos villageois, trouve son originalité d'abord dans la proximité des mémoires des cultures paysannes, qui ont pu rester plus vivantes ici qu'ailleurs. Elle puise également son originalité dans son environnement, tant physique que social. La proximité avec la nature, les plus faibles densités et le nombre restreint d'individus, la relative modestie des moyens, l'éloignement des centres sociaux, culturels, économiques ou politiques, etc, génèrent des "atmosphères" et des "tonalités affectives" (Rosa, 2018), qui tempèrent les travers caractéristiques des centres de l'hyper-modernité (anonymat, individualisme, marchandisation, débauche de moyens, accélération, ...). Ces originalités soutiennent de possibles relations plus résonantes au monde et aux autres. Car comme le dit Gary Snyder : "[on] avance l'idée que notre particularité humaine réside dans ce qu'on appelle "notre capacité à attribuer du sens au monde qui nous entoure". Je dirais que le problème est pris à l'envers. L'humain, ainsi que les autres organismes ont leur propre particularité, mais c'est "le monde" qui donne du sens à chacun d'entre nous". Ce qui donne sens à l'être humain, c'est sa relation à l'altérité. L'éthos villageois, par sa façon de se relier, est un apport pour repenser l'organisation de la société au-delà de l'ère urbaine, au-delà de l'ère de la modernité.

Décrite ainsi, la ruralité retrouve toute sa place pour participer à la recherche de solutions collectives, pour tenter de résoudre les déséquilibres actuels de l'hyper-modernité, déséquilibre de la satisfaction des besoins humains fondamentaux qui ne sont pas matériels, déséquilibre de la relation à soi, aux autres et au monde.

D'une part, les campagnes, par les mémoires paysannes de la réciprocité et des relations tant au lieu, qu'à la communauté, participent à la formulation du récit du nouveau monde. Ce dernier se construit par la convergence des mémoires, afin de former le socle connu et rassurant de toutes les expériences acquises



favorables à un vivre ensemble. La convergence des mémoires est le préalable à une projection vers le futur pour un bien vivre collectif. Du passé ne faisons plus table rase. Du passé faisons notre marchepied, pour progresser, non plus seulement sur le plan matériel de l'avoir, mais sur le plan des idées et de l'être.

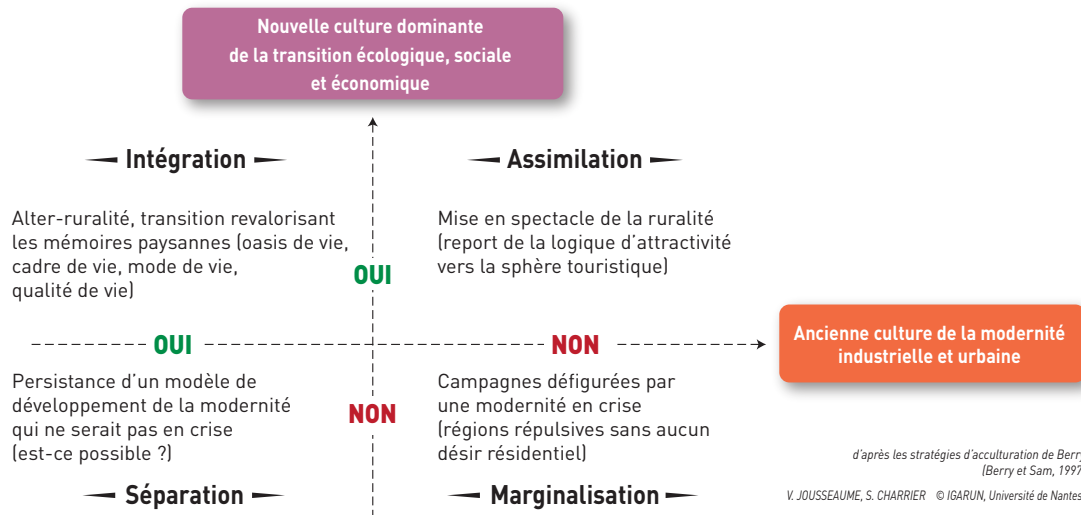


FIGURE 44. Le schéma des différentes stratégies d'acculturation appliqué à la transition sociétale

D'autre part, les campagnes par leur territoire peuvent être les lieux privilégiés de la mise en œuvre concrète de la transition vers l'ère de la noosphère. Si l'on reprend le schéma d'adaptation à une mutation culturelle de John Berry, les campagnes peuvent envisager à nouveau leur avenir, autour des quatre postures : l'assimilation, l'intégration, la marginalisation ou la résistance - **FIGURE 44**. L'alter-ruralité est la forme sociale et spatiale de l'intégration à la nouvelle culture en émergence. Ici, la campagne est alors pensée comme une oasis de vie écologique, un cadre de vie orphique, un mode de vie du lien et un lieu de vie prenant soin de l'être. Les "bohèmes prolétaires", les Bo-Pro sont les ferments de la transition. Ils investissent de multiples façons les espaces ruraux, dont ils sont pour partie originaires. Ils inventent les "passions joyeuses de la désurbanisation" décrites par Guillaume Faburel (2018), les modes de vie alternatifs décrits par Geneviève Pruvost (2017). J'y vois pour ma part, un recyclage innovant, les prémices d'une Plouc Pride, dont les territoires ruraux, leurs élus et acteurs devraient savoir se saisir, pour s'ouvrir à une perspective totalement renouvelée. Il ne s'agit nullement de "revenir en arrière", il s'agit de combiner le meilleur des mémoires sociales paysannes (durabilité, localité, communauté, réciprocité, ...) avec le meilleur des mémoires sociales de la modernité classique (universalité, mobilité, liberté, égalité, science, éducation, ...) pour inventer un monde totalement nouveau. Celui-ci ouvre les campagnes à un nouvel aménagement, un aménagement orphique dont l'objectif vise avant tout le soin porté aux habitants, c'est-à-dire ceux qui vivent là, ceux qui sont en relation ici avec l'environnement et les autres. L'aménagement orphique est une organisation du territoire, qui se fixe sur la relation et le lien, qui cherche à "faire vibrer la corde" qui relie les habitants aux autres et au lieu, qui cherche à donner "intensité et souffle" à l'existence humaine ici et maintenant (Rosa, 2018).

Conclusion générale

“Le “devenir” est soumis au plus probable. “L’avenir” est constitué par l’improbable. [...] Nous ne pouvons pas et nous ne devons pas nous résoudre à nous dissoudre dans le “devenir”. Nous ne le pouvons pas parce que cela consisterait à ne plus promettre à nos descendants un “avenir” possible”.

Bernard Stiegler, philosophe français, revue *Multitudes*, 2015

Ce livre est un récit pour les campagnes. Il est une réflexion sur la place des territoires et le rôle de l'aménagement dans la transition. Il est né de mes rencontres avec les habitants des campagnes, les élus ruraux, les acteurs des collectivités locales, mais aussi les étudiants de géographie de l'université de Nantes, les lycéens des écoles d'agriculture, etc. C'est pour eux qu'il a été écrit.

Dans le contexte flou de la crise de notre modèle de société, ce livre est né de leurs questions sur notre “devenir” c'est-à-dire sur le sens des événements, et sur notre “avenir” c'est-à-dire notre pouvoir d'action sur ce monde : “Et maintenant on fait quoi ?”. Ce livre est un exercice de synthèse qui tente de dessiner les contours d'un projet collectif à travers le prisme du territoire. Il est un regard distinct du récit hyper-moderne qui projette un devenir humain augmenté dans des mégalo-poles hyper-connectées. Il est un regard différent également du récit de l'effondrement apocalyptique qui guette l'humanité moderne. Entre l'imaginaire d'une vie future en micro-communautés de type ZADiste proposée par le géographe Guillaume Faburel (2018) et la vie cachée des “Furtifs” du romancier Alain Damasio (2019), j'ai déploré l'abandon des immenses bénéfices de la modernité des Lumières et des mémoires de l'Etat-Providence tout comme l'absence des mémoires paysannes. C'est pourquoi, j'ai tenté, à partir de mon analyse territorialisée de géographe ruraliste, de construire un récit pour les campagnes et participer ainsi à la construction collective du paradigme de la transition. Ce livre se veut être un outil en faveur d'un *empowerment* local contemporain. Mon propos n'est pas LA réponse au futur des territoires, mais une réponse, bâtie à partir de ma compréhension, ma sensibilité, ma propre expérience professionnelle et personnelle.

Cet ouvrage visait à comprendre où en sont les campagnes avant d'imaginer où elles vont. En revenant sur l'ère sauvage, l'ère paysanne et l'ère de la modernité thermo-industrielle, la première partie propose

de retrouver la mémoire pour penser la révolution numérique qui nous propulse vers une nouvelle civilisation, que je nomme "l'ère de la noosphère". L'invention d'internet fait basculer le monde humain dans une réalité où l'espace et le temps semblent s'effacer. La naissance du world wide web vers 1990 a enclenché la progressive bascule de la modernité classique vers une hyper-modernité tardive marquée par la désindustrialisation, le développement de l'idéologie néo-libérale et du capitalisme de la donnée numérique, la radicalisation du désir d'accumulation et la totale relation marchande aux autres et au monde, l'accélération des rythmes et le sentiment d'urgence permanente qui agitent les corps et tétanisent la pensée. L'hyper-modernité est un état de crise généralisé, un état de déséquilibre permanent. Est-elle le bouquet final de l'ère de la modernité avant son effondrement ? Je le crois. Or, les campagnes ont déjà vécu un effondrement, celui de l'ère paysanne entre 1850 et 1950. Cette expérience nous ouvre la perspective d'éviter le collapse absolu, en inventant un nouvel avenir à proposer, un projet de société désirable pour le plus grand nombre, une utopie. Les territoires ruraux participent à la co-construction de cet imaginaire du nouveau monde, par la résurgence de la mémoire collective de l'ère paysanne, porteuse de ressources potentiellement recyclables au présent : la durabilité, la localité, la communauté, la réciprocité, la sobriété, l'autonomie, ...

Ce livre visait ensuite à déconstruire les cadres de pensée et les vocabulaires à l'œuvre, pour désinféoder la question territoriale de la conception hyper-moderne de l'espace. Il s'agissait d'extraire les campagnes hors du cul-de-sac intellectuel où elles se trouvent pour permettre aux acteurs ruraux de reprendre voix au chapitre au cœur de la modernité, d'une façon qui ne soit plus défensive, mais assertive. La deuxième partie questionne le concept du "Tous urbains, tout urbain" pour en démontrer la nature métaphorique. Elle interroge le concept de gradients d'urbanité pour en démontrer l'erreur conceptuelle, car la mise à distance est de fait, source d'altérité. Le refoulement du passé, le déni d'altérité, l'agressivité envers ce qui est autre, et donc la crise globale de la relation à l'autre et au monde, est l'une des grandes pathologies de l'ère de la modernité. Les sciences humaines et sociales n'en sont pas exemptes.

Aujourd'hui la population française se desserre sur le territoire et les villes ne structurent plus les flux des migrations internes. Le processus d'urbanisation est derrière nous. Et, la campagne reste un environnement de vie singulier et tangible d'une partie très importante de la population française. Or, les environnements de vie "ne sont ni des espaces neutres et exempts de valeurs, ni de simples décors au sein desquels l'individu évolue. Notre vision du monde et de l'homme s'exprime en effet dans la manière dont nous façonnons nos espaces de vie, et ces espaces de vie nous signifient en retour qui nous sommes, ce que nous devons faire et ne pas faire. Au-delà de ses effets directs sur l'individu (bruit, densité, etc.), l'environnement est vecteur de sens et d'identité" (Moser et Weiss, 2003).

Cet ouvrage ambitionnait enfin de poser un regard différent et de dire quelque chose de nouveau sur et pour les campagnes. Pour cela, il fallait regarder la situation depuis les campagnes, depuis les "périphéries". Ce livre propose de retrouver l'espace pour panser la révolution numérique, qui fait exploser la modernité, notre univers culturel depuis deux siècles.

La troisième partie du livre envisage le renversement complet des imaginaires ville-campagne et le rejet de plus en plus évident du récit de l'hyper-modernité. Par la précarisation, la globalisation et le nihilisme, celui-ci satisfait de moins en moins les besoins humains fondamentaux inconscients de survie, de protection, d'affiliation, d'estime et d'unicité, de rencontre, de continuité et de postérité. Dans le contexte d'une économie numérique, la campagne devient le lieu de redéploiement des populations à la recherche d'un mieux-vivre, où protéger leurs corps, reposer leurs cerveaux, relier leurs cœurs et élever leurs esprits. Au-

delà des seules ambiances paysagères, le désir de campagne est aussi la demande d'un "droit au village", c'est-à-dire la demande d'une redéfinition complète des échelles d'organisation collective des libertés et des sécurités, pour bien vivre ensemble.

Conjuguant le temps et l'espace, la quatrième partie propose la formalisation d'un éthos villageois, c'est-à-dire d'une manière alter-rurale contemporaine d'être au monde. Cette définition permet à l'échelle macroscopique du monde de conceptualiser la participation de la ruralité à l'invention du nouveau monde, par la convergence des mémoires des chasseurs-cueilleurs, celles des paysans et celles des ouvriers descendants des Lumières. A l'échelle microscopique, cela permet de conceptualiser un aménagement nouveau. L'aménagement orphique doit exprimer dans le concret des existences humaines, dans la forme matérielle de nos environnements de vie, la nouvelle culture de l'ère de la noosphère en émergence.

Peut-être ne puis-je pas conclure sans expliciter le choix de mon titre "Plouc Pride".

Comme je l'ai dit en introduction, la localité et la ruralité ne sont pas politiquement correctes aujourd'hui en France. Ce thème a été instrumentalisé dans une polarisation idéologique propre à l'ère de la modernité où la droite, comme la gauche, ont assigné les campagnes à résidence dans une image provinciale, arriérée, ennuyeuse et réactionnaire. Il est temps de sortir de cette caricature et cette impasse intellectuelle. J'ai inventé le terme "Plouc Pride", car il a cette vertu de sortir de ces cadres mentaux datés.

Plouc est une insulte, visant l'habitant des campagnes pour ce qu'il est, c'est à la fois une désignation et une assignation. *Pride* est un anglicisme qui désigne les mouvements d'*empowerment*, de prise d'autonomie, d'affirmation de soi. *Pride* est associé aux marches des fiertés des minorités dominées. La plus connue est la *Gay Pride*, qui fédère les minorités sexuelles dans une joyeuse kermesse internationale en juin. Mais ces marches des fiertés concernent également les populations autochtones au cœur des continents américain ou australien par exemple, les populations racisées, etc. Plouc Pride transforme l'insulte et la honte en un drapeau, utilise la force agressive d'autrui pour la transmuter en une affirmation festive et créative de soi. "Plouc Pride" se veut être un ouvrage qui émancipe les habitants des campagnes, hors des étiquettes qui leur sont attribuées, qui leur redonne fierté ou dignité pour rêver leur avenir avec liberté et assertivité.

Mon écrit n'inclut pas tout, car le monde des idées est trop vaste pour moi seule. Je concentre mon propos sur l'apport de la question rurale à la réflexion globale sur la transition. Je ne développe pas les travaux de la collapsologie et ne parle pas des luttes pour "le climat", car ces thèmes sont traités largement pas ailleurs. Je ne fais pas l'inventaire exhaustif de tous les écrits sur les déséquilibres contemporains de l'hyper-modernité : ils sont légion. Je ne cite pas non plus tous les travaux de tous mes collègues universitaires sur la question des territoires ou celle de l'agriculture. Peut-être certains se sentiront-ils négligés dans mon propos. Je les prie de bien vouloir m'en excuser. J'ai focalisé mon attention sur quelques auteurs, quelques ouvrages du moment. Je n'ai pas toujours pris le temps de refaire toute la généalogie de l'enchaînement de mes idées. Jean-Paul Laborie, professeur de Toulouse, m'avait dit lors de la rédaction de mon doctorat : "une thèse devrait toujours commencer par cinquante pages blanches, symbolisant tout ce qui est déjà su de tous et qu'il est inutile dorénavant de rappeler". Ce livre contient plus de cinquante pages invisibles. Il contient en filigrane les enseignements de mes pères et mères universitaires. Il intègre aussi le riche savoir né de la rencontre avec mes pairs, lus et rencontrés au cours de mes 25 années de carrière. Que chacun ici en soit remercié, même s'il n'est pas nommé cité. Mon propos vivra également sa vie hors de moi-même et j'en suis fort heureuse.

A travers cet écrit, j'ai tenté à mon échelle et dans mon domaine de compétences, d'être un pont entre les villes et les campagnes, entre les centres et les marges, entre l'espace et le temps, entre les structures et les conjonctures. A travers mon écriture et le choix de mes mots, j'ai souhaité former un pont entre l'université et la société, entre le monde conceptuel de la recherche et le monde opérationnel de l'action locale. A travers mes pensées, j'ai tenté de créer un pont inter-disciplinaire entre une pensée géographique et aménagiste, et la psychologie, et la philosophie. Peut-être que mon propos contient des naïvetés ou des approximations au regard des spécialistes de ces disciplines. Mon approche territorialiste qui tente de dépasser les stricts découpages disciplinaires, nécessitera bien des approfondissements et bien des améliorations. Elle ouvre une voie et ne prétend pas en limiter l'horizon. Enfin à travers ma posture, j'ai tenté de dessiner le pont entre l'ancien et le nouveau, entre les expériences du passé et les forces acquises aujourd'hui pour envisager le futur.

La difficulté du monde moderne capitaliste, maintenant qu'il n'a plus d'adversaire, est qu'il doit redécouvrir en lui-même de nouvelles postures sociales et écologiques, pour sortir des ornières de sa vision utilitariste du monde. Peut-on prendre, sans jamais donner ? Assurément non ! Nous regardons le monde comme les Thénardier regardent Causette dans Les Misérables de Victor Hugo. Cette attitude et ces comportements de boutiquiers sont mortifères, tant pour la Nature, les plantes, les animaux et les milieux de vie, que pour la qualité de la vie sociale et morale des êtres humains. La crise de notre civilisation est une crise de la relation aux autres et au monde entier qui nous abrite. L'alternative est de renouer le contact (Crawford, 2016) pour retrouver une résonance (Rosa, 2018) avec le monde, d'atterrir en somme (Latour, 2017) ou bien de s'effondrer dans un collapse systémique. Pour retisser les relations, tous les moyens sont bons à toutes les échelles. Toutes les mémoires, tous les savoirs, toutes les compétences techniques, tous les arts, sont nécessaires dans tous les secteurs de la vie terrestre. Tous les messagers, tous les bâtisseurs de ponts, tous les tricoteurs de liens sont requis.

A la question "Et maintenant on fait quoi ?", je n'ai pas LA réponse. Pour ce qui concerne les campagnes et leurs habitants, je leur conseillerai d'inventer un aménagement favorisant l'ancrage dans l'ici et maintenant, d'œuvrer ardemment à l'altruisme¹ et au lien vibrant avec les autres et la nature, d'agir localement et territorialement à une rénovation culturelle profonde. L'être humain n'est pas abstraction, il est relation. Entre nous et l'effondrement, j'espère que, pour concevoir des lendemains qui chantent, résistent encore le rempart de l'imaginaire créatif et le rempart de la fraternité.

¹ Le mot altruisme s'applique à un comportement caractérisé par des actes *a priori* désintéressés, ne procurant pas d'avantages apparents et immédiats à l'individu qui les exécute mais qui sont bénéfiques à d'autres individus et peuvent favoriser surtout à long terme un vivre-ensemble et une reconnaissance mutuelle au sein du groupe où il est présent. (wikipédia)

Références bibliographiques

A

- . Aberkane I., 2015, *Economie de la connaissance*, Paris, Fondation pour l'innovation politique
 - . Abildtrup J., Hilal M., Piguet V. et Schmitt B., 2018, Determinants of local population growth and economic development in France between 1990 and 2006, *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n°1, p. 91-127
 - . Accardo A., 2020, *Le Petit-Bourgeois gentilhomme. Sur les prétentions hégémoniques des classes moyennes*, Marseille, Agone
 - . Alari E., 2016, *Histoire des paysans français*, Paris, Ed. Perrin
 - . Alphandéry P., Sencébé Y. et Pinton F., 2016, Ce que co-habiter veut dire : fragmentation et recomposition dans les communes rurales, *Ethnologie Française*, n°161, p. 141-152
 - . Alphandéry P. et Billaud J.-P., 2009, Retour sur la sociologie rurale, *Etudes Rurales*, n°183, p. 9-22
 - . Ameriga et Arangones, 1997, A Theoretical and Methodological Approach to the Study of Residential Satisfaction, *Journal of Environmental Psychology*, n°17, p. 47-57
 - . Amin A., 2012, Stratégies identitaires et stratégies d'acculturation : deux modèles complémentaires, *Alterstice*, n°2, p. 103-116
 - . Aragau C., 2018, Le périurbain : un concept à l'épreuve des pratiques, *Géococonfluences*
 - . Arendt H., 1958, *The human condition*, The Chicago University Press (en français "La condition de l'homme moderne", 1961, Calman Lévy)
 - . Arlaud S., Jean Y. et Royoux D. (dir.), 2005, *Rural-Urbain : nouveaux liens, nouvelles frontières*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes
 - . Askenazy Ph., 2019, *Partager les richesses*, Paris, Odile Jacob
 - . Aubert F. et Diallo A., 2016, L'industrie rurale entre déterminants urbains et dynamiques territoriales, *Pour*, n°229, p.53-61.
 - . Aubert F., Lépicié D., Perrier-Cornet P. et Sencébé Y., 2006, La construction de territoires micro-régionaux et leur signification économique : le cas des "pays" en France, *Revue canadienne des sciences régionales / Canadian Journal of Regional Science*, n°29, p. 85-102
 - . Augé M., 1996, Un ethnologue à Center Parcs, *Le Monde Diplomatique*, n° août
 - . Augé M., 1992, *Non-lieux, introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Le Seuil, Paris
-

- . Augé M., 1992, Un ethnologue à Disneyland, *Le Monde Diplomatique*, n° août
- . Arc S., 2019, Faut-il supprimer la mention "sexe" de l'Etat-Civil ?, *Journal du CNRS*, 27 juin 2019
- . Asté M., 2018, *Les représentations de la ruralité dans les films de fiction français du début des années 1990 au début des années 2010*. Permanences et changements, thèse de doctorat, Université de Toulouse
- . Aubert, F., 2018, Les espaces ruraux comme résidus des mouvements d'agglomération ou préfiguration de nouveaux modèles de développement économique local ? in Talandier M., Pecqueur B. (dir.), *Renouveler la géographie économique*, Paris, Economica-Anthropos, p. 48-57

B

- . Bachelard G., 1957, *Poétique de l'espace*, Paris, Presses Universitaires de France
 - . Bairoch P., 1985, *De Jéricho à Mexico, villes et économie dans l'histoire*, Paris, Gallimard
 - . Baqué Ph., 2016, Alzheimer, maladie politique, *Le Monde Diplomatique*, n°743 février
 - . Barthe L., Gambino M., Laumière F., Sibertin-Blanc M., 2017, L'inégale appropriation des catégories spatiales urbain/rural en Midi-Pyrénées, in Berger M. et Chaléard J.-L., *Villes et campagnes en relations : regards croisés Nords-Suds*, Éditions Karthala, p.231-246
 - . Barthe L. et Taulelle F., 2013, Quand l'aménagement du territoire devient compétitif. In Carrière J.-P., *La mise en œuvre du développement territorial durable : déclinaisons franco-roumaines*, Paris, L'Harmattan, p.161-185
 - . Barthe L. et Milian J., 2012, Les espaces de faible densité en France à l'horizon 2040. *Futuribles*, p. 39-54
 - . Barthe L. et Milian J., 2011, Les espaces de la faible densité, processus et scénarios. *Territoires 2040 : revue d'études et de prospective*, Documentation française, DATAR, p.151-183
 - . Barthe L. et Milian J., 2010, Les espaces de faible densité, des territoires multifonctionnels entre dépendance et attractivité ? *Territoires 2040 : revue d'études et de prospective*, DATAR, Documentation Française
 - . Bauman Z., 2006, *La vie liquide*, Rodez, Editions Le Rouergue
 - . Baisnée O., Bory A., Crunel B., Darras E., Frau C., Nollet J., Oeser A., Rouger A., Selponi Y., 2017, *Quand ils ont fermé l'usine. Lutte contre une délocalisation dans une économie globalisée*. Marseille, Agone
 - . Baysse-Lainé A., 2018, *Terres nourricières ? : la gestion de l'accès au foncier agricole en France face aux demandes de relocalisation alimentaire : enquêtes dans l'Amiénois, le Lyonnais et le sud-est de l'Aveyron*, thèse de doctorat, Université de Lyon
 - . Baysse-Lainé A., 2018, Les nouvelles ruralités, in Mantabone B., *La France, géographie générale*, Neuilly, Atlande
 - . Berger M. et Chaléard J.-L., 2017, *Villes et campagnes en relations : regards croisés Nords-Suds*, Éditions Karthala
 - . Berque A., 2010, *Histoire de l'habitat idéal, de l'orient vers l'occident*, Paris, éditions du Félin
 - . Berque A., 2011, Le rural, le sauvage et l'urbain, *Etudes Rurales*, n°187, p. 51-61
 - . Berque A., 2010, *Milieu et identité humaine. Notes pour un dépassement de la modernité*, Paris, Donner lieu
 - . Berque A., 2014, *Poétique de la Terre. Histoire naturelle et histoire humaine*, essai de mésologie, Paris, Belin
 - . Berque A., de Biase A. et Bonnin Ph. (dir), 2012, *Donner lieu au monde : la poétique de l'habiter*, Paris, éditions Donner Lieu
 - . Berry J., 1989, Berry, J., 1989, Acculturation et adaptation psychologique, in J. Retschitzki, M. Bossel-Lagos et P. Dasen (dir.), *La recherche interculturelle*, Paris, L'Harmattan, p. 135-145
 - . Bérut O., 2015, *L'entreprise en 5 agir*, Nantes, co-édition La guilde des créateurs du monde / Germe
-

- . Bérut O., 2011, *Créativité et innovation*, Escalquens, éditions Chariot d'Or
- . Besson F., 2018, *Vu du Moyen Âge : Quand les Kévin s'appelaient Jean, ou ce que nos prénoms disent de nous*, Conversation France, 19 juin 2018
- . Béteille R., 1981, *La France du vide*, Paris, Editions LITEC
- . Bidar A., 2018, *Libérons-nous ! Des chaînes du travail et de la consommation*, Paris, Les liens qui libèrent
- . Billé M., 2014, *La société malade d'Alzheimer*, Paris, Erès
- . Bihr A., 2018, *Le premier âge du capitalisme (1415-1763), l'expansion européenne*, Lausanne-Paris, Editions Syllepse
- . Bioteau E., 2014, L'économie sociale et solidaire, une spécificité régionale, des opportunités à confirmer, in Margetic C., Bermond M., Jousseau V. et Marie M. (dir.), *Atlas des campagnes de l'Ouest*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, p. 56-57
- . Bisson B., 2019, *Une approche géopsychologique du "sentiment d'urbanité"*, thèse de doctorat, Université de Rennes 2
- . Bitoun P. et Dupont Y., 2016, *Le sacrifice paysan, une catastrophe sociale et anthropologique*, Paris, L'échappée belle
- . Blancard S., Détang-Dessendre C. et Renahy N., 2016, *Campagnes contemporaines. Enjeux économiques et sociaux des espaces ruraux français*, Versailles, Editions Quae
- . Boltanski L. et Chiapello E., 1999, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard
- . Bonnet N., 2008, *Le succès du bocage, l'histoire des industries du Sud-Loire*, La Roche-sur-Yon, éditions du CVRH
- . Bouba-Olga O. et Grossetti M., 2018, La mythologie CAME (Compétitivité, Attractivité, Métropolisation, Excellence) : comment s'en désintoxiquer ? (hal-01724699v2)
- . Bouba-Olga O., 2017, *Dynamiques territoriales - Eloge de la diversité*, Bordeaux, Editions Atlantique
- . Bouba-Olga O. et Grossetti M., 2015, La métropolisation horizon indépassable de la croissance économique ?, *revue de l'OFCE*, n°143, p. 117-144
- . Bourdieu P., 1979, *La distinction, critique sociale du jugement*, Paris, Les éditions de Minuit
- . Bourg D., 2019, *Le marché contre l'humanité*, Paris, Presses Universitaires de France
- . Bouron J.-B. et Georges P.-M., 2015, *Les territoires ruraux en France*, Paris, Ellipses
- . Bourrigaud R., 1994, *Le développement agricole au XIX^e siècle en Loire-Atlantique*, Nantes, Centre d'Histoire du Travail
- . Bossé A., Devisme L., Dumont M., 2007, Actualités des mythologies pavillonnaires. : Le périurbain comme quasi-personnage, *Les Annales de la Recherche Urbaine*, p. 141-151
- . Bové J. et Luneau G., 2000, *Nous, Paysans*, Paris, Hazan
- . Bové J., Dufour F. et Luneau G., 2001, *Le monde n'est pas une marchandise. Des paysans contre la malbouffe*, Paris, La Découverte
- . Bové J. et Luneau G., 2004, *Pour la désobéissance civique*, Paris, La Découverte
- . Braudel F., 1958, Histoire et Sciences sociales : La longue durée, *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, n° 4, p. 725-753
- . Braudel F., Baille S. et Philippe R., 1963, *Le monde actuel, histoire et civilisation*, manuel d'histoire de terminale, Paris, Belin (repris en 1987 sous le titre Grammaire des civilisations)
- . Breakwell G. (ed.), 1992, *Social Psychology of Identity and the Self Concept*, London, Surrey University Press
- . Bréal V., 2014, Tredsetting cities : les modèles à l'heure des politiques urbaines néolibérales, *Métropolitiques*, 30 juin 2014
-

- . Brès A., Beaucire F. et Mariolle B. (dir.), 2017, *Territoire frugal. La France des campagnes à l'heure des métropoles*, Genève, Metis Press
- . Brès A. et Desjardins X., 2014, Quelles alternatives à l'automobile dans les espaces d'entre-villes ? Une comparaison franco-allemande, *Annales de Géographie*, n° 698, p. 1039-1061
- . Bretagnolle A., 2015, La naissance du périurbain comme catégorie statistique en France : une perspective internationale, *L'Espace Géographique*, vol. 44
- . Bréville B., 2020, Quand les grandes villes font sécession, *Le Monde Diplomatique*, n°792 mars
- . Bruneau I., Laferté G., Mischi J., Renahy N., (dir.), 2018, *Mondes ruraux et classes sociales*, Paris, EHESS
- . Bruneau, I., Mischi, J. et Renahy, N., 2018 b, Les Gilets Jaunes en campagne - une ruralité politique, *Analyse Opinion Critique (AOC)* (en ligne)
- . Brunetto M., Carré D., Levratto N. et Tessier L., 2017, *Analyse du lien entre les métropoles et les territoires avoisinants*, Rapport France Stratégie, CGET, CDC, 70 p. (en ligne)
- . Brutel C. et Lévy D., 2011, Les nouveaux zonages en aires urbaines de 2010 : 95% de la population vit sous l'influence des villes, *INSEE*, n°1374
- . Bühler E., Darly S., Milian J., 2015, Arènes et ressources du droit au village. Les ressorts de l'émancipation dans les campagnes occidentales du XXI^e siècle, *JS/SJ*, n°7

C

- . Cabanas E. et Illouz E., 2018, *Happycratie, Comment l'industrie du bonheur a pris le contrôle de nos vies*, Paris, Premier Parallèle
- . Caillly L. et Vanier M. (dir.), 2010, *La France, une géographie urbaine*, Paris, A. Colin
- . Campagne A., 2017, *Le capitalocène. Aux racines historiques du dérèglement climatique*, Paris, Divergences
- . Cavin J. et Bourg D., 2010, Deux conceptions de la durabilité urbaine : ville prométhéenne versus ville orphique, in Thierry Paquot Th. (éd.), *Philosophie de l'environnement et milieux urbains*, Paris, La Découverte, p. 117-136
- . Canevet C., 1992, *Le modèle agricole breton, histoire et géographie d'une révolution agro-alimentaire*, Rennes, PUR
- . Carroué L. et Bouron J.-B., 2018, Les espaces ruraux en France : indications bibliographiques, *Géoconfluences*
- . Cassely J.-C., 2019, *Contre-histoire de notre quête d'authenticité*, Paris, Arkhê
- . Cederström C. et Spicer A., 2016, *Le syndrome du bien-être*, Paris, L'Echappée
- . CFDU, 2018, *Villes et campagnes aimables : "kiffiez" vos territoires !*, actes de la 21^e université d'été des urbanistes, Conseil Français des Urbanistes
- . Chan E., Timmermann A., Baldi B., Moore A., Lyons R., Lee S., Kalsbeek A., Petersen D., Rautenbach H., Förtsch H., Bornman R., Hayes V., 2019, Human origins in a southern African palaeo-wetland and first migrations, *Nature*, n°575, p.185-189
- . Char R., 1948, *Fureur et Mystères*, Paris, Gallimard,
- . Charbonnier J.-J., 2017, *La conscience intuitive extra-neuronale*, Paris, Editions Trédaniel
- . Charmes E., 2019, *La revanche des villages. Essai sur la France périurbaine*, Paris, Le Seuil
- . Châtel C., 2012, *Dynamique de peuplement et transformations institutionnelles. Une mesure de l'urbanisation en Europe de 1800 à 2010*, thèse de doctorat, Université Paris-Diderot
- . Chauvet A., 1985, *Porte nantaise et isolat choletais*, thèse d'Etat, Maulévrier, éditions Hérault
- . Ceriani G., Coëffe V., Gay J.-C., Knafou R., Stock R. et Violier Ph., 2008, Conditions géographiques de
-

l'individu contemporain, *Espacestems.net*

- . Chiappero F., 2017, *Du Collectif Etc aux collectifs d'architectes : une pratique matricielle du projet pour une implication citoyenne*, thèse de doctorat en architecture, ENSA de Marseille
- . Chiva, I., 2007, L'ethnologie de la France rurale il y a trente ans. *Ethnologie française*, vol. 37, p. 103-107
- . Choay F., 1994, Le règne de l'urbain et la mort de la ville, in *Ville, art et architecture en Europe, 1870-1993*, catalogue de l'exposition du musée Pompidou à Paris
- . Chollet M., 2018, *La puissance invaincue des femmes*, Paris, La Découverte
- . Cloutier M.-S., Apparicio Ph. et Charbonneau J., 2011, La géographie du don de sang au Québec : quelles variations régionales ?, *Cahiers de géographie du Québec*, volume 55, n°156, p. 471-490.
- . Compagnone C., 2018, Pluralité des points de vue et connaissance d'une réalité plurielle. En suivant Jean-Pierre Darré, *Sociétés Plurielles*, n°2
- . Courcelle T., Fijalkow Y. et Taulelle F. (dirs), 2017, *Services publics et territoires*, Rennes, Presses universitaires de Rennes
- . Courtine-Denamy S., 1999, *Le souci du monde : dialogue entre Hannah Arendt et quelques-uns de ses contemporains*, Paris, Vrin
- . CNRS, 1983, *L'Ouest bouge-t-il ? Son changement social et culturel depuis 30 ans*, ATP du changement social, CNRS Grand Ouest, Nantes, Editions Reflets du Passé
- . Crawford M., 2016, *Contact. Pourquoi nous avons perdu le monde et comment le retrouver*, Paris, La Découverte
- . Crémeu-Alcan P., 2019, Heurs et malheurs d'un garde des Eaux et Forêts, Histoire et *Sociétés Rurales*, n° 51, p.41-69
- . Crook S., Pakulski J., et Waters M., 1992, *Postmodernization Change in Advanced Society*, London, Sage Publications
- . Cusin F., 2016, Y a-t-il un modèle de la ville française ? Structures urbaines et marchés immobilier, *Revue française de sociologie*, vol. 57, p. 97-129.

D

- . Da Silva S.-G. et Tehrani-Jamshid J., 2016, Comparative phylogenetic analyses uncover the ancient roots of Indo-European folktales, *Open Science*
 - . Dayan A., Joyal L. et Lardon S, 2011, *L'ingénierie de territoire à l'épreuve du développement durable*, Paris, L'Harmattan
 - . Dardot P. et Laval C., 2016, *Ce cauchemar qui n'en finit pas. Comment le néolibéralisme défait la démocratie*, Paris, La Découverte
 - . David M. et Jousseau V., 2015, Les petites villes de la Vendée choletaise : trajectoires démographiques et économiques des années 1960 à nos jours, *Cahiers Nantais*, n°1-2015, p. 13-26
 - . Darly S., 2013, Relocaliser pour mieux négocier ou négocier pour mieux relocaliser ? *Sud-Ouest Européen*, 2013, n°35, p.31-42
 - . Datar, 2011, Territoires 2040, des systèmes spatiaux en prospective, *Revue d'Etudes et de prospectives*, n°4, 185 p.
 - . Davezies L, 2009, *La République et ses territoires*, Paris, Le Seuil
 - . Davezies L, 2012, *La crise qui vient*, Paris, Le Seuil
 - . Davezies L. et Pech T., 2014, *La nouvelle question territoriale*, rapport à Terra Nova
-

- . Davezies, L. et Talandier M., 2014, *L'émergence des systèmes productivo-résidentiels*, Paris, La documentation française
- . Davodeau E., 2011, *Les ignorants, récit d'une initiation croisée*, Paris, Futuropolis
- . Debatisse M., 1963, *La révolution silencieuse, Le combat des paysans*, Paris, Calmann-Levy
- . Debord G., 2006, *La société du spectacle*, Paris, Gallimard
- . Deffontaines N., 2017, *Les suicides des agriculteurs. Pluralité des approches pour une analyse configurationnelle du suicide*, thèse de doctorat, Université de Bourgogne Franche-Comté
- . Delfosse C., 2004, Le pays et ses produits : défense et illustration d'une identité, *Études sociales*, n° 139-140, p. 117-138
- . Delfosse C., 2011, La culture à la campagne, *Pour*, n°208, p. 43-48
- . Delfosse C., 2015, Patrimoine-culture en milieu rural : désert culturel ou foisonnement ? *Pour*, n°226, p. 29-38
- . Delfosse C. et Chauliac M., 2015, Territoires prioritaires en milieu rural et politique culturelle : une expérimentation de la DRAC Rhône-Alpes, *Pour*, n°226, p. 107-113
- . Delfosse C., Georges P.-M. et Portet F., 2015, Les artisans d'art en milieu rural et leur rapport aux lieux, *Pour*, n°226, p. 167-175
- . De La Sourdère M., 2019, *Arpenter le paysage : poètes, géographes et montagnards*, Paris, Anamosa, 2019
- . De La Sourdère M., 2016, *Quartiers d'hiver : ethnologie d'une saison*, Grane, Créaphis
- . Demazière Ch., 2017, Le traitement des petites et moyennes villes par les études urbaines, *Espaces et Sociétés*, n°168-169, p. 17-32
- . Demoule J.-P., 2008, *La révolution néolithique*, Paris, Ed. Le Pommier
- . Demoule J.-P., 2017, *Les dix millénaires oubliés qui ont fait l'histoire*, Paris, Hachette
- . Deneault A., 2012, *Faire l'économie de la haine, Douze essais pour une pensée critique*, Montréal, Edition Ecosociété
- . Deneault A., 2013, *Gouvernance : le management totalitaire*, Montréal, Lux Editeur
- . Depraz S., 2019, La France contrainte des Gilets jaunes, *revue AOC [Analyse Opinion Critique]*, dossier "Gilets jaunes" : hypothèses sur un mouvement, p. 75-80
- . Depraz S., 2013, Mais où est donc passé l'espace rural ? *Café-géo*, Lyon, 25 septembre 2013
- . Descartes R., 1637, *Le discours de la méthode pour bien conduire la raison et chercher la vérité dans les sciences*, Leyde, Imprimerie Ian Maire
- . Di Méo G. et Buléon P., 2005, *L'espace social, lecture géographique des sociétés*, Paris A. Colin
- . Diamond J., 1997, *Guns, Germs and Steel : the fate of human societies*, New-York, W.W. Norton & Co / 2000, *De l'inégalité parmi les sociétés, essai sur l'homme et l'environnement dans l'histoire*, Paris, Gallimard
- . Diamond J., 2005, *Collapse : How Societies Choose to Fail or Succeed*, Penguin Books, New York / 2006 *Effondrement*, Paris Gallimard
- . Dodier R., (dir.), 2012, *Habiter les espaces périurbains*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes
- . Doidy E., 2016, Les mondes ruraux du mouvement pacifiste américain, *Silence*, n°445, p.36-37
- . Donzelot, J. et Mongin, O., 2013, Tous périurbains ! Tous urbains : Introduction, *Esprit*, n°3, p. 18-22
- . Duby G. et Wallon A., 1975, *Histoire de la France rurale*, 4 tomes, Le Seuil, Paris
- . Dugué B., 2017, *L'information et la scène du monde*, volume 1, ISTE Editions
- . Dugué B., 2017, *Temps, émergence et communications*, volume 2, ISTE Editions
- . Dumont G.-F., 2012, Un meurtre géographique : la France rurale, *Population & Avenir*, n°707
- . Dumont G.-F., 2017, Territoires : le modèle "centre-périphérie" désuet, *Outremer*, n°51, p. 64-79

- . Dumont M., 2018, La structuration politique des périphéries urbaines : réalités et perspectives, in Rousseau M., Hure M, Meillerand M.-C., Béal V. et Gardon S. (dir.), *(Re)penser les politiques urbaines*, Paris, PUCA, p. 93-104
- . Dumont M., 2009, Le territoire, des identités locales aux modèles de société, *Faire territoire*, Editions Recherches, p. 221-234
- . Dumont M. et Hellier E. (dir.), 2010, *Les nouvelles périphéries urbaines*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes
- . Dupâquier J., 1989, Le plein rural en France, *Espace, populations, sociétés*, n°3, p. 349-356.

E

- . El Kourouni I., 2019, Comprendre la culture de la pauvreté pour remédier aux inégalités, *Conversation France*, 27 août 2019 (en ligne)
- . Estés C.-P., 1992, *Women who run with the wolves. Myths and Stories of the Wild Woman Archetype*, Ballantine Books, New-York / 1995, *Femmes qui courent avec les loups. Histoires et mythes de l'archétype de la femme sauvage*, Grasset, Paris
- . Etchanchu H., 2019, Face aux crises, l'avènement du chercheur militant, *Conversation France*, 1 décembre 2019 (en ligne)

F

- . Faburel G., 2018, *Les métropoles barbares, démondialiser la ville, désurbaniser la terre*, Lyon, Le Passager clandestin
 - . Firmino A., 2014, Food and Consumption: How a Meal can Change the World, in Cawley M., Bicalho A-M., Laurens L., *The Sustainability of Rural Systems: global and local challenges and opportunities*, Whitaker Institute, NUI Galway and CSRS of the International Geographical Union
 - . Fischer G.-N., 1981, *La Psychosociologie de l'espace*, Paris, Presses Universitaires de France
 - . Fischer G.-N., 2011, *Psychosociologie sociale de l'environnement*, Paris, Dunod
 - . Flraud V., 2005, La Jeunesse Agricole Catholique (JAC°, un réseau militant de formation (années 1930-1960), *Rives nord-méditerranéennes*, n°21, p. 25-40
 - . Flatrès P., 1960, Quelques points de géographie des bourgs bas-bretons, *Norhis*, n°26, p. 181-186
 - . Fleury-Bahi G., 2010, *Psychologie et environnement, des concepts aux applications*, Paris, De Boeck
 - . Flipo F., 2016, L'Homme et la nature à l'ère moderne : essai de classification conceptuelle, *Implications philosophiques* (en ligne)
 - . Floch J.-M. et Lévy D., 2011, Le nouveau zonage en aires urbaines de 2010. Poursuite de la périurbanisation et croissance des grandes aires urbaines, *INSEE*, n°1375
 - . Florida R., 2002, *The rising of the creativ class*, New York, Harper Business
 - . Florida R., 2005, *Cities and the Creative Class*, New York, London, Routledge
 - . Foucault M., 1961, *Histoire de la folie à l'âge classique*, Paris, thèse d'Etat
 - . Fukuoka M., 1975, *Shizen noho wara ippon no kakumei*, Tokyo / 2005, *La révolution d'un seul brin de paille*, Paris Ed. Guy Trédaniel
 - . Fukuyama F., 1992, *The End of History and the Last Man*, New-York, Free Press / *La fin de l'histoire et le dernier homme*, 1992, Paris, Flammarion
-

G

- . Galland I, 2019, Tourisme culturel et mondialisation : l'Espagne, entre fiction et réalité, *Conversation France*, 25 août 2019 (en ligne)
- . Gallois L., 1908, *Régions naturelles et noms de pays. Étude sur la région parisienne*, Armand Colin, Paris
- . Garat I., 2017, *Récit de géographie, ce qui disparaît*, HDR géographie, Université de Nantes
- . Garçon L. et Navarro A, 2012, La Société des territorialistes ou la géographie italienne en mouvement, *Tracés. Revue de Sciences humaines*, n°22, p. 139-151
- . Giordini P., 2014, *La transition fulgurante*, Paris, Bayard
- . Giordini P. et Vaillant N., 2016, *La fulgurante re-création*, Paris, Bayard
- . Glissant E., 2010, 10 mai : *Mémoires de la traite négrière, de l'esclavage et de leurs abolitions*, Paris, Editions Galaade / Institut du Tout-Monde
- . Gonin A. et Quéva C., 2018, *Géographie des espaces ruraux*, Paris, A. Colin
- . Gorz A., 1993, Bâtir la civilisation du temps libéré, *Le Monde Diplomatique*, mars 1993
- . Gottner-Abendroth H., 2019, *Les sociétés matriarcales. Recherches sur les cultures autochtones à travers le monde*, Éditions des Femmes-Antoinette Fouque
- . Guéguen N. et Meineri S., 2012, *Pourquoi la nature nous fait du bien*, Paris, Dunod
- . Guéttari F., 1989, *Les trois écologies*, Paris, Galilée
- . Guillot X. (dir.), 2010, Vers un nouveau pacte villa-campagne, *Espace rural & projet spatial*, vol. 2
- . Guillot X. (dir.), 2012, Penser et construire ensemble l'espace rural de demain, *Espace rural & projet spatial*, vol. 3
- . Guillot X et Versteegh P. (dir.), 2019, Transitions économiques et nouvelles ruralités, *Espace Rural et Projet Spatial*, vol. 8
- . Guilluy C., 2014, *La France périphérique : comment on a sacrifié les classes populaires*, Paris, Flammarion
- . Guirado C, Valldeperas N., Tulla A., Sendra L., Badia A., Evarad C, Cebollada A, Espluga J, Pallarès I. Vera A., 2017, Social farming in Catalonia: Rural local development, employment opportunities and empowerment for people at risk of social exclusion, *Journal of Rural Studies*, n°56, p. 180-197

H

- . Halbert L., 2013, Les deux options métropolitaines des politiques de développement local, *Annales de Géographie*, n°689, p. 108-121
 - . Halbert L., 2010, *L'avantage métropolitain*, Paris, Presses Universitaires de France
 - . Halevy M., 2010, *Petit traité de management post-industriel*, Escalquens, Dangles
 - . Halevy M., 2010, *Le Principe frugalité. Une autre croissance pour vivre autrement*, Escalquens, Dangles
 - . Hamman Ph., (dir.), 2017, *Ruralité, Nature et Environnement*, Toulouse, Erès
 - . Hammayon R., 2015, *Le chamanisme : Fondements et pratiques d'une forme religieuse d'hier et aujourd'hui*, Editions Eyrolles, Paris
 - . Haramain N., 2012, *L'univers décodé ou la théorie de l'unification*, Québec, Editions Louise Courteau
 - . Harari Y.-N., 2015, *Sapiens : Une brève histoire de l'humanité*, Albin Michel, Paris (1e édition en 2011 en hébreu)
 - . Harvey D., 2011, *Le capitalisme contre le droit à la ville*, Paris, Editions Amsterdam
 - . Harvey D., 2008, *Géographie de la domination*, Paris, Les prairies ordinaires
 - . Hayek F., 1988, *The fatal conceit*, University of Chicago Press, W.-W. Barthley III
-

- . Hawking S., 1989, *Une brève histoire du temps, du big bang aux trous noirs*, Paris, Flammarion/ édition originale 1988 aux Etats-Unis
- . Hegel G., 1807, *System der Wissenschaft, erster theil die Phänomenologie des Geistes, Bamberg und Würzburg*, éditions Gœbhardt / *Phénoménologie de l'esprit*, 1941, Paris Aubier
- . Hein F. et Blake D., 2016, *Ecopunk - Les punks, de la cause animale à l'écologie radicale*, Lyon, Le passager Clandestin
- . Hélias P.-J., 1975, *Le cheval d'orgueil*, Paris, Plon
- . Hervé M., 2015, *Une nouvelle ère, sortir de la culture du chef*, Paris, Les nouvelles éditions François Bourin
- . Hervieu B. et Viard J., 1996, *Au bonheur des campagnes*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube
- . Hessel S., 2010, *Indignez-vous !*, Montpellier, Indigène éditions
- . Hilal M., Legras S. et Cavailhès J., 2018, Peri-Urbanisation: Between Residential Preferences and Job Opportunities, *Raumforschung und Raumordnung | Spatial Research and Planning*, vol. 76, p.133-147
- . Hilal M., Schaeffer Y. et Détang-Dessendre C., 2013, *Espaces ruraux et ruptures territoriales, vers l'égalité des territoires*, rapport au ministère de l'Egalité des Territoires et du Logement
- . Husson M., 2006, *Travail flexible, salariés jetables*, Paris, La Découverte
- . Huygue M., 2015, *Habiter les territoires ruraux. Comprendre les dynamiques spatiales et sociales à l'œuvre, évaluer les perspectives d'évolution des pratiques de mobilité des ménages*, thèse de doctorat, Université François Rabelais, Tours

I

- . Inksetter L., 2017, *Initiatives et adaptations algonquines au XIX^e siècle*, Québec, Septentrion

J

- . Jablonka I., 2019, *Des hommes justes, du patriarcat aux nouvelles masculinités*, Paris, Le Seuil
- . Jacquard A., 1998, *L'équation du nénuphar*, Paris, Calmann-Lévy
- . Jagorel Q. (dir.), 2018, *Villes-campagnes pour une cohésion des territoires de la république*, Démocratie Vivante
- . Jaillet M.-C., 2004, L'espace périurbain, un univers pour les classes moyennes, *Esprit*, n°303, p. 40-62
- . Jaquet C. et Bras G., 2018, *La fabrique des transclasses*, Paris, Presses Universitaires de France
- . Jardin A., 2017, *Révoltons-nous !* Paris, Robert Laffont
- . Jean Y. et Rieutort L. (dir.), 2018, *Les espaces ruraux en France*, Paris, A. Colin
- . Jean Y. et Périgord M., 2017, *Géographie rurale : la ruralité en France*, Paris, A. Colin
- . Jeanneaux Ph. et Perrier-Cornet ph. (dir.) 2014, *Repenser l'économie rurale*, Versailles, Editions Quae
- . Joachim de Flore, entre 1184 et 1202, *Expositio in Apocalypsim* (en ligne)
- . Joachim de Flore, entre 1184 et 1202, *Liber Figurarum* (en ligne)
- . Jousseau V., Bailleul H., Cailly L., 2017, Trajectoires résidentielles et mobilités quotidiennes : Les 4 "figures habitantes" du vignoble nantais, *Les Cahiers de Géographie du Québec*, vol. 61, n°174, p. 553-577
- . Jousseau V., 2017, La métropole peut-elle nouer une alliance sans dominer ? Récit pour une nouvelle alliance ville-campagne, *Pouvoirs Locaux*, n°111, p. 28-35
- . Jousseau V., 2016, Suffit-il de densifier ? Trois réflexions sur les enjeux d'un urbanisme rural contemporain, actes du colloque La renaissance rurale d'un siècle à l'autre, Toulouse, <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01428659>

- . Jousseume V. et Talandier M., 2016, Petites villes et bourgs en France. Méthode pour une base harmonisée, *Territoire en mouvement*, n°32
- . Jousseume V. et Madoré F., 2008, Les parcours résidentiels des nouveaux habitants des communes de Vay et de Saffré, *Cahiers Nantais*, n°1-2008, p. 51-60
- . Jousseume V. et Croix N., 2002, La mobilité résidentielle dans les campagnes nantaises, *Cahiers Nantais*, n°58, p. 59-70
- . Jung C., 2005, *Psychologie du yoga de la kundalini* (reprise des notes d'un séminaire de 1932), Albin Michel, Paris

K

- . Kahn A., 2012, *Un chercheur en campagne*, Paris, Stock,
- . Kahn A., 2014, *Pensées en chemin : ma France des Ardennes au Pays basque*, Paris, Stock
- . Kayser B., 1996, *Ils ont choisi la campagne*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube
- . Kayser B., 1990, *La renaissance rurale*, Paris, A. Colin
- . Kelly R.-C., 2000, *Warless Societies and the Origin of war*, Ann Arbor, The university of Michigan Press
- . Kermer J., 2019, La femme préhistorique, artiste, muse et modèle, *Conversation France*, 11 juillet 2019 (en ligne)
- . Kenrick D. T., Giskevicius V., Neuberg S. L., et Schaller M., 2010, Renovating the pyramid of needs, *Perspectives on Psychological Science*, doi : 10.1177/1745691610369469
- . Keucheyan R., 2014, *La nature est un champ de bataille*, Paris, Zone
- . Keynes J., 2017, Lettre à nos petits-enfants. Essai sur l'avenir du capitalisme (texte de 1930), Paris, Les Liens qui Libèrent
- . Klein N., 2017, *Dire non ne suffit plus : contre la stratégie du choc de Trump*, Arles, Actes Sud
- . Krakauer J., 1996, *Voyage au bout de la solitude*, New-York, Random House

L

- . Labaronne D., Joly P., Jarlier P., Gallien C. et Dhumeaux D., 2019, *Ruralités : une ambition à partager. 200 propositions pour un agenda rural*, Rapport à la ministre de la Cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales
 - . Lacoste Y., 1976, *La géographie, ça sert d'abord à faire la guerre*, Paris, Maspero-La Découverte
 - . Laferté G., 2014, Des études rurales à l'analyse des espaces sociaux localisés, *Sociologie*, n°4, p. 423-439
 - . Laferté G., 2019, L'impossible sociologie de la consommation dans les études rurales françaises, *Les Etudes Sociales*, n°169, p. 109-130
 - . Lalignant S., *Le point de non-retour : anthropologie sociale d'une communauté rurale et littorale bretonne*, Rennes, PUR
 - . Landy F. et Moreau S., 2015, Le droit au village, *revue Justice Spatiale*, n°7
 - . Lardon S., 2016, L'ingénierie territoriale à l'épreuve des transitions sociétales, hal-01604017
 - . Lardon S., Milian J., Loudiyi S., Leblanc P., Barthe L., et Taulelle F., 2014, Du potentiel à l'action : la gouvernance territoriale des pôles d'excellence rurale, *Norois*, n°233, p. 69-81
 - . Lardon S., 2013, Le jeu du territoire, un outil de coordination des acteurs locaux, *revue FaçSADe*, vol. 38, 4 p.
 - . Lardon S., Moquay P et Poss Y. (dir.), 2007, *Développement territorial et diagnostic prospectif. Réflexions autour du viaduc de Millau*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube
-

- . Lardon S. et Piveteau V., 2005, Méthodologie de diagnostic pour le projet de territoire : une approche par les modèles spatiaux, *Géocarrefour*, Vol. 80, n°2, p. 75-90
- . Lasch C., 1981, *Le complexe de Narcisse. La nouvelle sensibilité américaine*, traduit par Paris, Robert Laffont
- . Latour B., 2017, *Où atterrir ? Comment s'orienter en politique*, Paris, La Découverte
- . Lebras H. et Todd E., 2013, *Le mystère français*, Paris, Le Seuil
- . Le Caro Y., 2016, Inscriptions spatiales de l'urbanité en campagne : une approche topologique de l'expérience des agriculteurs dans l'ouest de la France, *Annales de Géographie*, n°712, p. 564-589
- . Le Hir B. et Altaber C, 201, *Dynamique de l'emploi dans les métropoles et les territoires avoisinants, note d'analyse*, France Stratégie
- . Lebeuvre H., 1968, *Le droit à la ville*, Paris, Anthropos
- . Lenoir F., 2012, *La guérison du monde*, Paris, Fayard
- . Lévy J., 1999, *Le tournant géographique, penser l'espace pour lire le monde*, Paris, Belin
- . Lévy J., 2013, *Réinventer la France*, Paris Fayard
- . Lévy J., 2013, France une société urbaine, in Laurent E., *Vers l'égalité des territoires : Dynamiques, mesures, politiques*, La Documentation Française, p. 27-39
- . Lévy J. et Lussault M., 2014, *Périphérisation de l'urbain*, *EspacesTemps.net*
- . Lipotvesky G., 1983, *L'ère du vide*, Paris, Gallimard
- . Lipotvesky G. (avec Charles S.), 2004, *les temps hypermodernes*, Paris, Grasset
- . Locher F., 2018, La tragédie des communs était un mythe, *Journal du CNRS*, 4 janvier 2018
- . Lordon F., 2016, *Les affects de la politique*, Paris, Le Seuil
- . Lorin C., 2016, *Antisucide, essai de psychanalyse existentielle*, Paris, L'Harmattan
- . Lussault M., 2017, *Hyper-lieux. Les nouvelles géographies de la mondialisation*, Paris, Le Seuil
- . Lussault M., 2016, Le rural : de l'urbain qui s'ignore ?, *Tous urbains*, vol 14, n°2, p.36-43
- . Luyckx-Ghisi M., 2012, *Surgissement d'un nouveau monde : valeur, visions, économie, politique, tout change*, Paris, L'Harmattan

M

- . Madeline Ph. et Moriceau J.-M., 2003, Réinterroger la France rurale. Huit chercheurs ouvrent leurs frontières, *Enquêtes Rurales*, n°9
- . Madeline Ph. et Moriceau J.-M. (dir.), 2007, Bâtir dans les campagnes. Les enjeux de la construction de la protohistoire au XXI^e siècle, *Enquêtes Rurales*, n° hors série
- . Madeline Ph., 2012, "Géographie rurale et interdisciplinarité", *Enquêtes Rurales*, n°14
- . Magnaghi A., 2003, *Le projet local*, Wavre, Margada
- . Magnaghi A. (dir.), 2010, *Scenari strategici. Visioni identitarie per il progetto di territorio*, Firenze, Alinea
- . Marcuse H., 1964, *One dimensional Man*, Boston, Beacon Press / *L'homme unidimensionnel, Essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée*, 1968, Paris, Editions de Minuit
- Margetic Ch., Deffobis H. et Sisman J. (dir.) , 2016, Les usines à la campagne, *Pour*, n°229
- . Margetic Ch., Bermond M., Jousseau V. et Marie M., 2014, *Atlas des campagnes de l'Ouest*, Rennes, PUR
- . Maschino M., 1978, Ouvriers déqualifiés, citoyens sans compétence ?, *Le Monde Diplomatique*, n° mai 1978
- . Mathieu N., 2017, Les relations villes/campagnes. *Histoire d'une question politique et scientifique*, Paris, L'Harmattan
- . Mattéi J.-F., 2006, *La crise du sens*, Nantes, Editions Cécile Defaut
-

- . Mattéi J.-F., 2009, *Le sens de la démesure*, Cabris, Editions Sulliver
- . Mattéi J.-F., 2015, *L'homme dévasté, essai sur la déconstruction de la culture*, Paris, Grasset
- . Meadows Donella, Meadows Dennis, Randers Jørgen et Behrens William, *The Limits to Growth*, Universe Books, 1972
- . Marcel O., Quay J.-Y., Deliau Ph., Hubert Y. et Michaud T., 2012, Comment le projet relit le travail du passé et le met en perspective ? *Espace Rural et Projet Spatial*, n°3
- . Mayle P., 2001, *Une année en Provence*, Paris, Babelio
- . Mazoyer A. et Roudart L, 2002, *Histoire des agricultures du Monde, du néolithique à la crise contemporaine*, Paris, Le Seuil
- . Mendras H., 1967, *La fin des paysans*, Paris, SEDEIS
- . Merceron J., 2019, Sarcasmes, rancœurs et regards croisés sur la médecine en milieu rural. Paysans, guérisseurs et médecins au XIX^e siècle, *Histoire et Sociétés Rurales*, n° 51, p. 60-123
- . MFR et IFOP, 2018, *Territoires ruraux : perceptions et réalités de vie*, rapport d'étude, 24 p.
- . Midant-Reynes B., 2015, L'aridification du Sahara : quel rôle dans l'éclosion de la civilisation égyptienne ? *Paléontologie humaine et préhistoire* <https://doi.org/10.1016/j.crpv.2005.10.015>
- . Mischi, J., 2017, Distance spatiale et distance de classe. Les mutations de l'encadrement industriel en milieu rural, *Métropolitiques*
- . Mishi J. (dir.), 2013, Campagnes populaires, campagnes bourgeoises, *Agone*, n°51, dossier
- . Mishi J. et Renahy N., 2008, Pour une sociologie politique des mondes ruraux, *Politix*, n° 83
- . Moch A., 1989, *Les stress de l'environnement*, Presses Universitaires de Vincennes
- . Molénat X., 2018, Longévité : une espérance de vie très inégalement distribuée, *Alternatives Economiques*, 7 février 2018 (en ligne)
- . Moles A. et Rohmer E., 1977, *Psychologie de l'espace*, Paris, Casterman
- . Mollison B. et Holmgren D., 1978, *Permaculture One: A Perennial Agriculture for Human Settlements*, Londres, Trasworld Publishers
- . Mollison B., 1991, *Introduction to permaculture* / 2012, *Introduction à la permaculture*, Passerelle Eco
- . Monnier D., 2019, *Psychanalyse du capitalisme*, Bussy-St-Georges, JDH Editions
- . Montevendi-Weber L., Deschenaux C. et Tranda-Pittion M. (dir.), 2019, *Campagne-ville : le pas de deux. Enjeux et opportunités des recompositions territoriales*, Lausanne, EPFL Press
- . Mora O. (dir.), 2008, *Les nouvelles ruralités à l'horizon 2030*, Paris, Editions Quae
- . Moriceau J.-M., 2018, *La mémoire des croquants*, Paris, Talandier
- . Moriceau J.-M. et Madeline Ph., 2017, Sans terre et sans histoire : des paysans sans voix ?, in Moriceau J.-M. et Madeline Ph. (dir.), *Les petites gens de la terre, Enquêtes Rurales*, n°HS
- . Moriconi-Ebrard F., Denis E. et Marius-Gnanou K., 2010, Repenser la géographie économique. Les arrangements du rapport de la Banque Mondiale avec les sciences géographiques urbaines, *Cybergeo*
- . Morin E. et Pistoletto M., 2015, *Impliquons-nous ! Dialogue pour le siècle*, Paris, Actes Sud
- . Morin E., 2017, *Le temps est venu de changer de civilisation*, Paris, Editions de l'Aube
- . Moser G., 1992, *Les stress urbains*, Paris, Armand Colin
- . Moser G. et Weiss K., 2003, *Environnements de vie. Aspects de la relation Homme-environnement*, Paris, A. Colin
- . Mullie-Chatard S., 2005, *De Prométhée au mythe du progrès, Mythologie de l'idéal progressiste*, Paris, L'Harmattan
- . Musso P., 2008, La révolution numérique : Techniques et mythologies, *La Pensée*, n°355, p. 103-120

N

- . Naccache L., 2015, *L'homme réseau-nable*, Odile Jacob, Paris
- . Narby J., 1998, *Le serpent cosmique, l'ADN et les origines du savoir*, Georg Editeur, Genève
- . Nicolas F., 2017, L'agriculture biologique : un travail pas comme les autres ? *Tracés*, n°32, p. 69-90
- . Noiriel G., 2018, *Une histoire populaire de la France*, Marseille, Agone

P

- . Paquot T., Lussault M. et Younès C. (dir.), 2007, *Habiter, le propre de l'humain. Villes, territoires et philosophie*, Paris, Armillaire, La Découverte
 - . Paquot Th. et Roncayolo M. (dir.), 1992, *Villes et civilisations urbaines*, Paris, Larousse
 - . Perrier-Cornet Ph., 2002, Les Français et l'espace rural. Perceptions communes et pratiques différenciées, *Economie et Humanisme*, n°362, p. 26-30
 - . Petit L., 2013, *La ville sur le divan, introduction à la psychanalyse urbaine du monde entier*, Lille, Editions la Contre-Allée
 - . Petite M. et Debarbieux B., 2013, Habite-t-on des catégories géographiques ? La ville, la campagne et la montagne dans les récits de trajectoires biographiques, *Annales de Géographie*, n°693, p. 483-501
 - . Pierre G. et Madeline Ph., 2015, Les campagnes dans la transition énergétique, *Géocarrefour*, vol. 90, n°4, p. 293-296
 - . Piketti T., 2013, *Le capital au XXI^e siècle*, Paris, Le Seuil
 - . Piketty T., 2019, *Capitalisme et idéologie*, Paris, Le Seuil
 - . Pinson J.-C., 2011, *Habiter la couleur*, suivi de *La mocheté*, Nantes, Editions Cécile Defaut
 - . Pitte J.-R., 1983, *Histoire du paysage français*, 2 tomes, Paris, Talandier
 - . Pistre P., 2018, Dynamiques démographiques et recompositions sociales dans les espaces ruraux, in Rieutort L. et Jean Y. (dir.), 2018, *Les Espaces ruraux en France*, Paris A. Colin
 - . Pistre P. 2016, Recensements de la population pour l'étude des reprises démographiques et des migrations résidentielles dans l'espace peu dense (1975-2011), *Economie et Statistique*, n°483-484-485, p. 151-178
 - . Pistre P., 2012, *Renouveaux des campagnes françaises : évolutions démographiques, dynamiques spatiales, et recompositions sociales*, thèse de doctorat, Université Paris 7
 - . Pistre P. et Richard F., 2018, Seulement 5 ou 15 % de ruraux en France métropolitaine ? Les malentendus du zonage en aires urbaines, *Géocroniques* (en ligne)
 - . Poggi F., Firmino A. et Amado M., 2015, Moving forward on sustainable energy transitions : the smart rural model, *European Journal of Sustainable Development*, n°42-2, p.43-50
 - . Poirier, 2000, Contemporanéités autochtones, territoires et (post)colonialisme Réflexions sur des exemples canadiens et australiens, *Anthropologie et Sociétés*, vol. 24
 - . Poli D., 2012, La dimension locale dans le projet du parc agricole de la Toscane centrale, *Espace Rural et Projet Spatial*, n°3, p. 42-59
 - . Polyani K., 1944, (réédité en 1983), *La Grande Transformation, Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard
 - . Poulie F. et Gorgeu Y., 1997, *Essai sur l'urbanité rurale, cinq territoires ruraux, leurs serments et leurs modes de gouvernements*, Paris, Syros
 - . Poulot M. et Legouy F., 2019, *Les espaces ruraux en France*, Paris, La Documentation Photographique
-

- . Poulot M., Moquay P. et Mugnier-Viret E. (dir.), 2016, Appartenance, territoire et ruralité, *Pour*, n°228
- . Poulot M., 2015, Être ou ne pas être rural... Ou quand le rural se décline en ville comme à la campagne, *Pour*, n°228, p. 69-76
- . Poulot M., 2010, L'agriculture francilienne dans la seconde moitié du XX^e siècle : vers un postproductivisme de proximité ?, *Pour*, n°205-206, p. 161-177
- . Poulot M. et Rouyres Th., 2007, Refaire campagne en Île-de-France, *Norois*, n°202, p. 61-71
- . Poulot M., 2008, Les territoires périurbains : fin de partie pour la géographie rurale ou nouvelles perspectives ?, *EspacesTemps.net*
- . Pouzenc M., 2018, *Commerce et ruralité*, Toulouse, Presses Universitaires du Midi
- . Pouzenc M. et Barthe L., 2003, Les territoires ruraux de Midi-Pyrénées : Multiplicité des évolutions démographiques et développement territorial, *Sud-Ouest Européen*, p. 49-56
- . Prével M., 2006, L'usine à la campagne. Socio-anthropologie du productivisme agricole, *Ruralia*, n°18-19
- . Proshansky H., Fabian A. et Kraminof R., 1983, Place identity : physical world socialization of the self, *Journal of Environmental Psychology*, n°3, p. 57-83
- . Pruvost G., 2015, Faire village autrement, *Socio-anthropologie*, n°32, p. 21-39
- . Pruvost G., 2017, Modes de vie alternatifs et engagement in Badie B. (éd.), *En quête d'alternatives. L'état du monde 2018*, Paris, La Découverte, p. 218-224

R

- . Rabhi P., 2006, *La Part du colibri : l'espèce humaine face à son devenir*, La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube
- . Rabhi P., 2010, *Vers la sobriété heureuse*, Paris, Actes Sud
- . Rannou et Dumont M., 2018, Vers un urbanisme orienté énergie ? La transition énergétique face aux épreuves de sa territorialisation dans une ville moyenne, *Riurba*, n°5
- . Rekeawicz Ph., 2013, Aéroports, de l'espace public à l'espace privé, *Le Monde Diplomatique*, n° février 2013
- . Remy J. et Voye L., 1992, *La ville, vers une nouvelle définition*, Paris l'Harmattan
- . Renard J., 1976, *Les évolutions contemporaines de la vie rurale dans la région nantaise*, thèse d'Etat, Les Sables d'Olonne, Editions du Cercle d'Or
- . Reveyaz N. et Poulot M., 2018, Les espaces ruraux et périurbains en France : cadrage scientifique et pédagogique, *Géoconfluences* (en ligne)
- . Rey O., 2014, *Une question de taille*, Paris, Stock
- . Rey V., 1993, Passent les systèmes, restent les structures, in *Géographies et campagnes*, Fontenay-Saint-Cloud, Editions de l'ENS, p. 351-359
- . Ribeiro G., 2012, La genèse de la géohistoire chez Fernand Braudel : un chapitre de l'histoire de la pensée géographique, *Annales de Géographie*, n° 686, p. 329-346
- . Ricard D. et Woessner R. (dir.), 2018, *Les espaces ruraux en France*, Neuilly, Editions Atlante
- . Ricard M., 2013, *Plaidoyer pour l'altruisme*, Paris, Pocket
- . Ricœur P., 1983, *Temps et récit, l'intrigue et le récit historique*, Paris, Le Seuil
- . Rieutort L., Madeline Ph. et Delfosse C., 2018, Quelles géographies de la France rurale ? Réflexions à propos de la nouvelle question de géographie aux concours de l'enseignement secondaire, *Histoire et Sociétés Rurales*, vol. 50, n°2, p. 7-30
- . Rifkin J., 2011, *The Third Industrial Revolution: How Lateral Power Is Transforming Energy, the Economy, and the World*, Palgrave Macmillan / 2012, *La troisième révolution industrielle*, Paris, Les Liens qui Libèrent
-

- . Rigal E. (réuni par), 2015, Ludwig Wittgenstein, *Correspondance philosophique*, Gallimard, Paris
- . Rosa H., 2010, *Accélération : une critique sociale du temps*, Paris, La Découverte
- . Rosa H., 2012, *Aliénation et accélération : vers une théorie critique de la modernité tardive*, Paris, La Découverte
- . Rosa H., 2018, *Résonance : une sociologie de la relation au monde*, Paris, La Découverte
- . Rouaud J., 1990, *Les Champs d'honneur*, Paris, Editions de Minuit
- . Roudaut S., 2014, *L'Utopie, mode d'emploi*, Nantes, La mer salée
- . Roullaud E., 2017, *Contester l'Europe Agricole. La confédération paysanne à l'épreuve de la PAC*, Lyon, Presses universitaires de Lyon
- . Roupnel M., 2011, *Les chômeurs de Moulinex*, Paris, PUF
- . Rousseau V., 2004, Ève et Lilith. Deux genres féminins de l'engendrement, *Diogène*, n° 208, p. 108-113
- . Roussot A., 2013, *L'art préhistorique*, Bordeaux, Editions Sud-Ouest
- . Roux A., 2018, *La ségrégation résidentielle dans les espaces ruraux : approche critique, méthodologique et étude appliquée à des terrains vendéens*, thèse de doctorat, Université de Nantes
- . Roux M., 2002, *Inventer un nouvel art d'habiter. Le ré-enchantement de l'espace*, Paris, L'Harmattan

S

- . Saez E. et Zucman G., 2020, *Le triomphe de l'injustice. Richesse, évasion fiscale et démocratie*, Paris, Le Seuil
 - . Sahuc Ph, Monnet P. et Delfosse Cl. (dir.), 2017, Mondes ruraux et apprentissage de la socialité citoyenne, *Pour*, n°230
 - . Sahlins M., 1972, *Stone Age Economics*, New-York, Aldine Atherton inc. / 1976, *Age de pierre, âge d'abondance*, Paris, Gallimard
 - . Saint-Paul G., 2017, Robots : vers la fin du travail ?, *PSE Working Papers*, n°2017-12
 - . Sendrail M., 1970, Joachim de Flore, le messager des derniers temps, *Bulletin de l'Association Guillaume Budé*, n°3, p. 407-424
 - . Séchet R. et Veschambre R. (dir.), 2006, *Penser et faire de la géographie sociale*, Rennes, PUR
 - . Sencébé Y. et Lepicier D., 2007, Migrations résidentielles de l'urbain vers le rural en France : différenciations sociales des profils et ségrégation spatiale, *Espace-Temps.net*
 - . Sencébé Y., 2004, Etre ici, être d'ici : les formes d'appartenance sur un territoire de circulation, le Diois (Drôme), *Ethnologie Française*, n°1, p. 23-30
 - . Sery J. et Saunier F. (dir.), 2016, Ruralités et métropolisation, à la recherche de l'équité territoriale, *Espace Rural et Projet Spatial*, volume 6
 - . Servigne P. et Stevens R., 2015, *Comment tout peut s'effondrer*, Paris, Le Seuil
 - . Sibertin-Blanc M., 2018, *L'action culturelle dans le développement sensible des territoires Bifurcations et distinctions locales en faveur du bien vivre*, Habilitation à Diriger des Recherches, Université de Rennes 2
 - . Smith R., 2012, De la soutenabilité architecturale par Rural Studio, ? *Espace Rural et Projet Spatial*, n°3
 - . Snyder G., 2018, *Le sens des lieux, éthique, esthétique et bassins-versants*, Marseille, Editions Wildproject (édition originale 1995, A place in space, Counterpoint)
 - . Spicer A. et Cederström C., 2016, *Le syndrome du bien-être*, Paris, Editions L'Echappée
 - . Springer S., 2017, *The Anarchist Roots of Geography : Toward Spatial Emancipation*, University of Minnesota Press / 2018, Pour une géographie anarchiste, Montréal, Editions Lux
-

- . Staszak J.-F. et al., 2001, *Géographies anglo-saxonnes. Tendances contemporaines*, Edition Belin, Paris
- . Steel C., 2016, *Les villes affamées. Comment l'alimentation façonne nos vies*, Paris, éditions Echiquier
- . Stiegler B., 2015, *La société automatique*, Paris, Fayard
- . Stiegler B., 2015, Sortir de l'anthropocène, *Multitudes*, vol. 60, n°3, p. 137-146
- . Stokols D. et Altman I., 1987, *Handbook of environmental psychology*, New York : Wiley
- . Sweatman M.-B. et Coombs A., 2019, Decoding European Palaeolithic Art: Extremely Ancient knowledge of Precession of the Equinoxes, *Athens Journal of History*, Volume 5, p. 1-30

T

- . Talandier M., Jousseau V. et Nicot B.-H., 2016, Two centuries of territorial dynamics: the case of France, *Regional studies, Regional science*, vol. 3, issue 1, (en ligne)
- . Talandier M., 2016, *Mutations des systèmes territoriaux vers un modèle résidentialo-productif*, HDR, 1 décembre 2016, Université de Grenoble
- . Talandier M. et Jousseau V., 2013, Les équipements du quotidien en France : un facteur de consommation, d'attractivité résidentielle et de développement pour les territoires, *Norois*, n°226, p. 17-30
- . Talandier 2007, *Un nouveau modèle de développement hors métropolisation. Le cas du monde rural français*, Université Paris XII Val de Marne
- . Taguieff P.-A. (dir.), 2013, *Dictionnaire historique et critique du racisme*, Paris, PUF
- . Tallec J., 2014, *La construction socio-spatiale de l'innovation en ville moyenne face aux objectifs de compétitivité et d'attractivité des politiques d'aménagement : les cas des agglomérations d'Albi (Midi-Pyrénées), Alès (Languedoc-Roussillon), Fougères et Quimper (Bretagne)*, thèse de Doctorat, Université Jean Jaurès, Toulouse
- . Taulelle F., 2012, Ce que nous avons vu en matière de services publics dans les quatre Pays de l'étude : le délaissement du territoire, *Sciences de la société*, n°86, pp.5-13, 2012.
- . Teilhard de Chardin P., 1955, *Le phénomène humain*, Paris, Le seuil
- . Tesson S., 2016, *Sur les chemins noirs*, Paris, Gallimard
- . Tesson S., 2018, *Un été avec Homère*, Paris, Editions des Equateurs
- . Thiery S., 2010, Après la ville. Regard sur l'imaginaire de la métropole, *Quaderni*, vol.74, p.87-96
- . Thoreau D., 2017, *De la simplicité*, Paris, Folio
- . Todd E., 2011, *L'origine des systèmes familiaux, tome 1 L'Eurasie*, Paris Gallimard
- . Todd E., 2015, *Qui est Charlie, sociologie d'une crise religieuse*, Paris, Le Seuil
- . Todd E., 2017, *Où en sommes-nous ? Une esquisse de l'histoire humaine*, Paris, Le seuil
- . Todd E., 2020, *La lutte des classes en France au XXI^e siècle*, Paris, Le seuil
- . Tommasi G., 2018, La gentrification rurale : un regard critique sur les évolutions de la campagne, *Géococonfluences* (en ligne)
- . Torre A. et Pham H. V., 2015, Des usines, des champs et des villes : maillage territorial et polarisation régionale, in Rastoin J.-L. et Bouquery J.-M (dir.), *Les industries agroalimentaires en France*, Paris, La Documentation française, p. 25-54
- . Torre A. et Beuret J.-E., 2012, Proximités territoriales, *Développement durable et Territoires*, n°4-1, p. 1-6
- . Tourraine A., 1992, *Critique de la modernité*, Paris, Fayard
- . Toussaint F., Swynghedauw B. et Bœuf G., 2012, *L'Homme peut-il s'adapter à lui-même ?* Paris, Editions Quae
-

U

- . Urbain J.-D., 2002, *Paradis verts désirs de campagne et passions résidentielles*, Paris, Payot
- . Urist J., 2015, *The psychological cost of boring buildings*, *Science of Us* (en ligne)

V

- . Vallès V., 2018, Entre 2011 et 2016, les grandes aires urbaines portent la croissance démographique française, *INSEE focus*, n°138
- . Van Parijs Ph. et Vanderborght Y., 2017, *Basic Income : A Radical Proposal for a Free Society and a Sane Economy*, Cambridge, Harvard University Press
- . Van Acker, 2014, *Ici*, Paris, La Dilettante
- . Vandana Shiva, 2013, *Making Peace With The Earth*, London, Pluto Press
- . Vanier M., 2015, 28 scénarios de prospective territoriale pour la France : relecture transversale, *L'Information Géographique*, n°79, p. 79 à 91
- . Vanier M., 2012, Campagne pour tous ! Un ailleurs métropolisé, *Espace Rural et Projet Spatial*, n°3, p. 32-39
- . Vance J.-D., 2016, *Hillbilly Elegy: A Memoir of a Family and Culture in Crisis*, Harper Press
- . Veltz P., 2012, *Des lieux et des liens. Essai sur les politiques du territoire à l'heure de la mondialisation*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube
- . Vergès P., 1986, Approche localisée des classes sociales, in *L'esprit des lieux*, CNRS, p. 277-290
- . Versteegh P., 2014, 18 aphorismes pour une *alterRuralité*, Vers l'imaginaire pluridisciplinaire d'un habitat inspiré du rural, communication au colloque de Nantes "Faire Campagne", ESO
- . Versteegh P. et Meeres S., 2015, *Alter-rurality*, Fribourg, Editions Arena
- . Viard J., 2001, *Le sacre du temps libre*, La Tour d'Aigue, Editions de l'Aube
- . Viard J., 2011, *Nouveau portrait de la France, la société des modes de vie*, La Tour d'Aigue, Editions de l'Aube
- . Viltard Y., 2010, Diplomatie des villes. Collectivités territoriales et relations internationales. *Politique Etrangère*, n°3
- . Volvey A., Calburac Y. et Houssay-Holzschuch M., 2012, Terrains de je. (Du) sujet (au) géographique, *Annales de géographie*, n° 687-688

W

- . Weber E., 1984, La Fin des terroirs. *La modernisation de la France rurale, 1870-1914*, Paris Fayard
- . Weber M., 2014, *La ville, Paris*, La Découverte
- . Wilczek F. et Krauss L., 2017, *The materiality of a vacuum* (conférence en ligne)

Y

- . Yubero C. et Chevalier P., 2018, The Illusion of Proximity in Territorial Construction : An Approach to Tourism Development Via Social Networks in Sierra De Albarracín (Spain), *European Countryside*, n° 10, p. 442-461
-

Z

- . Zask J., 2016, *La démocratie aux champs. Du jardin d'Eden aux jardins partagés, comment l'agriculture cultive les valeurs démocratiques*, Paris, La Découverte
 - . Zeitoun C., 2018, Six scénarios d'un monde sans travail, *CNRS Le Journal*, 27 juillet 2018
 - . Ziegler J., 2018, *Le capitalisme expliqué à ma petite fille (en espérant qu'elle en verra la fin)*, Paris, Le Seuil
 - . Zin H., 2003, *Le vingtième siècle américain. Une histoire populaire de 1890 à nos jours*, Marseille, Agone
 - . Zizek S., 1999, *Le sujet qui fâche. Le centre absent de l'ontologie politique*, Paris, Flammarion
 - . Zuboff, 2019, Un capitalisme de surveillance, *Le Monde Diplomatique*, p.10-11
-

Table des figures

Figure 1. Le paradigme de la transition

Figure 2. Résumé des grandes ères historiques

Figure 3. Synthèse des principaux traits de l'ère sauvage

Figure 4. La succession historique des grands types de systèmes agraires en France

Figure 5. Synthèse des principaux traits de l'ère paysanne

Figure 6. Les principales étapes de l'effondrement de l'ère paysanne

Figure 7. Synthèse des principaux traits de l'ère de la modernité

Figure 8. La succession historique des grands cycles industriels en France

Figure 9. Les différentes phases de la modernité

Figure 10. Le schéma des différentes stratégies d'acculturation

Figure 11. Le schéma des différentes stratégies d'acculturation appliqué à la France des Trente Glorieuses

Figure 12. Le schéma des différentes stratégies d'acculturation appliqué à la France des Quarante Honteuses

Figure 13. Les principales étapes de la recomposition des campagnes de l'ère de la modernité

Figure 14. L'effondrement de l'ère de la modernité et la transition vers l'ère de la noosphère

Figure 15. La synthèse des principaux traits des quatre grandes ères historiques

Figure 16. Le récit de la modernité et la caricature du plouc

Figure 17 : Le récit de l'hyper-modernité et la caricature du Gilet Jaune

Figure 18. Le récit de la transition ou la caricature du ZADiste

Figure 19. Synthèse chronologique des récits

Figure 20. L'évolution des classifications territoriales de l'INSEE

Figure 21. Graphique de comparaison entre le classement de l'INSEE et la hiérarchie fonctionnelle des villes françaises

Figure 22. Gradients d'urbanité et France urbaine selon l'INSEE

Figure 23. Le récit de la transition comme convergence des mémoires pour imaginer le futur

Figure 24. La relation Homme-Environnement dans les sciences

Figure 25. La définition de l'espace rural selon la typologie européenne

Figure 26. Concentration et déconcentration de la population en France

Figure 27. Les deux moteurs de la dynamique démographique des territoires en France

- Figure 28. Le bilan migratoire des communes françaises entre 1954 et 2013
- Figure 29. Le cycle de vie des territoires d'après H. Lebras et E. Todd
- Figure 30. La théorie des champs de l'imaginaire du tourisme
- Figure 31. La théorie des champs de l'imaginaire appliquée aux grandes ères historiques
- Figure 32. Actualisation de la liste des besoins humains fondamentaux inconscients et concomitants
- Figure 33. Liste détaillée des 7 besoins humains fondamentaux
- Figure 34. Santé de l'être humain selon sa relation à l'espace et au temps
- Figure 35. Les besoins humains fondamentaux complétés par les travaux de Hannah Arendt
- Figure 36. Les besoins fondamentaux du "droit à la ville" au "droit au village"
- Figure 37. Le récit de la transition enrichi par la convergence des mémoires
- Figure 38. Chronologie des ruralités
- Figure 39. La ruralité paysanne d'après Pierre Bitoun et Yves Dupont
- Figure 40. La ruralité moderne d'après Christine Van Acker
- Figure 41. L'alter-ruralité de la noosphère d'après Pieter Versteegh
- Figure 42. Les pratiques d'aménagement liés aux grandes ères historiques
- Figure 43. L'aménagement entre réalités matérielles et représentations mentales
- Figure 44. Le schéma des différentes stratégies d'acculturation appliqué à la transition
-

Table des matières

Dédicace.....	3
Sommaire.....	4
Petit conte immoral en guise de prologue.....	6
Introduction générale.....	8
Et maintenant on fait quoi ? Donner du sens au changement.....	8
Comment faire ? Sortir du brouillard conceptuel.....	9
Par où commencer ? Changer de posture pour porter un regard neuf.....	12
. Décoloniser les esprits.....	12
. Pacifier les débats.....	13
. Donner voix aux ruraux.....	15
Pour quel résultat ? Oser ma réponse.....	16
Partie 1. Le temps ou la campagne comme mémoire.....	19
Introduction.....	20
11. L'ère sauvage ou le monde des chasseurs-cueilleurs.....	22
12. L'ère paysanne ou le monde des paysans.....	24
121. Bref rappel historique de l'ère paysanne.....	24
122. Les traits caractéristiques des communautés de l'ère paysanne.....	26
123. L'effondrement de l'ère paysanne.....	30
13. L'ère de la modernité ou notre monde.....	34
131. Les traits caractéristiques des sociétés de l'ère de la modernité.....	34
132. Bref rappel historique de l'ère de la modernité.....	38
1321. La Belle Epoque ou l'hypo-modernité.....	38
1322. Les Trente Glorieuses ou l'épanouissement de la modernité classique.....	39
1323. Les Quarante Honteuses ou la crise de l'hyper-modernité.....	40

14. L'acculturation des campagnes dans l'ère de la modernité	41
141. La modernisation productive des campagnes au cours des Trente Glorieuses.....	43
142. La crise productive des campagnes au cours des Quarante Honteuses.....	44
143. De la modernisation résidentielle à la résistance résidentielle des campagnes.....	47
144. Les résistances paysannes.....	48
15. Imaginer l'ère de la noosphère ou le monde qui vient	50
151. L'état de crise de l'hyper-modernité.....	51
1511. Les crises de l'idéal d'accumulation.....	51
1512. Les crises de l'idéal du progrès technique.....	53
1513. Les crises de l'idéal de la démocratie.....	54
152. Les effets révolutionnaires du numérique.....	55
1521. La fin des organisations hiérarchiques.....	56
1522. La fin du travail.....	56
1523. La fin du salariat.....	57
1524. La fin de la logique marchande.....	58
153. La transition vers l'ère de la noosphère, une révolution globale.....	58
1531. L'incarnation de l'anthropos.....	59
1532. Le basculement scientifique et métaphysique.....	59
Conclusion.....	61
 Partie 2. Le néant ou l'éclipse conceptuelle de la campagne	65
Introduction.....	66
21. Le récit de la modernité ou le discours sur la ville	67
211. Quand modernité et ville se superposent.....	68
212. La caricature du plouc et de la France paysanne.....	68
22. Le récit de l'hyper-modernité ou le discours sur l'urbain	70
221. Quand modernité et ville ne se superposent plus.....	70
222. La caricature du Gilet Jaune et de la France périphérique.....	72
23. La panne du récit hyper-moderne et la construction du récit de la transition	73
231. La panne du récit hyper-moderne.....	73
232. Le récit de la transition comme opposition au récit hyper-moderne.....	75
24. L'urbain comme tout ou l'éclipse du territoire	76
241. L'urbain comme tout : novlangue et flou conceptuel.....	77
2411. L'urbain et la novlangue hyper-moderne.....	77
2412. L'erreur conceptuelle des gradients d'urbanité.....	78
242. Du "Tous urbains" au "Tout urbain" : le discours territorial de l'INSEE.....	79
2421. De l'unité à l'aire urbaine : les classifications de l'INSEE.....	80
2422. Le sur-classement sémantiques de la hiérarchie urbaine.....	82
2423. Des seuils fixés de façon idéologique.....	84

243. La rhétorique de l'urbain comme domination symbolique par les mots.....	85
2431. Changer les mots pour nommer les campagnes	85
2432. Changer le nom des structures territoriales.....	87
2433. Mots, structures territoriales et domination politique	90
25. Désinféoder la question territoriale de la novlangue urbaine.....	91
251. Dénoncer le sophisme du "Tout urbain" et l'éclipse du territoire	91
252. Réaffirmer la pertinence du mot "campagne".....	93
Conclusion.....	95
Partie 3. L'espace ou la campagne comme lieu	99
Introduction.....	100
31. Habiter la campagne ou le renversement des dynamiques démographiques	102
311. Décrire une ambiance rurale.....	102
312. Délimiter le cadre de vie rural.....	104
313. La fin historique du processus d'urbanisation.....	106
32. Le cadre de vie ou le renversement des moteurs du développement local	110
321. La métropolisation ou la vision hiérarchique du développement.....	110
322. Le cycle de vie des territoires ou la vision régionale du développement.....	112
323. Le désir résidentiel comme moteur du cycle de vie des territoires.....	114
33. Le désir résidentiel ou le renversement des imaginaires	116
331. La théorie du champ de l'imaginaire du tourisme.....	116
3311. Les champs de l'imaginaire.....	116
3312. Le champ de l'imaginaire du tourisme et ses aménagements.....	117
332. Vers une théorie d'un champ de l'imaginaire anti-moderne	119
3321. La polarisation de deux imaginaires antinomiques.....	120
3322. Le tourisme comme indicateur et non comme moteur.....	121
34. Le besoin résidentiel ou le renversement des analyses	122
341. De la pyramide à la cible des besoins humains fondamentaux.....	122
342. Permettre aux corps de se protéger.....	124
343. Permettre aux cerveaux d'atterrir.....	126
344. Permettre aux cœurs de se relier.....	128
345. Permettre aux esprits de s'élever	129
35. Du droit à la ville au droit au village	132
Conclusion.....	136

Partie 4. L'espace-temps ou la campagne comme éthos	138
Introduction.....	140
41. Convergence des mémoires et conceptualisation du récit du nouveau monde	141
411. La convergence des mémoires.....	142
412. Les mémoires paysannes pour l'invention du nouveau monde.....	144
413. Se souvenir sans illusion.....	148
4131. Hyper-modernité et illusion néo-paysanne.....	148
4132. Modernité rurale et illusions identitaires.....	150
4133. Revalorisation de la nature et illusion naturaliste.....	151
42. Convergence des rustres et conceptualisation de la ruralité	153
421. Généalogie des ruralités.....	153
4211. La première ruralité : les ruralités paysannes.....	154
4212. La deuxième ruralité : les ruralités modernes.....	155
4213. La troisième ruralité : l'alter-ruralité de l'ère de la noosphère ?.....	156
422. Les Bo-Pro, levain bi-culturel d'un empowerment rural contemporain.....	158
423. Créer les lunettes pour voir et mesurer l'alter-ruralité.....	160
43. Orphée et la conceptualisation d'un nouvel aménagement rural	163
431. Passer d'un aménagement prométhéen à un aménagement orphique.....	163
4311. L'aménagement selon Prométhée ou l'archétype de l'ère de la modernité.....	163
4312. L'aménagement Orphée ou l'archétype de l'ère de la noosphère.....	166
4313. De la prospective prédictive à la prospective préventive.....	167
4314. Du diagnostic de territoire à la biographie territoriale.....	169
432. Passer de l'aménagement des ingénieurs à l'aménagement des poètes.....	170
4321. Réintroduire l'humain sans illusion technophobe.....	170
4322. Réintroduire les représentations sans illusion manipulatrice.....	172
4323. Réintroduire l'espace et le temps sans illusion folklorique.....	173
4324. Réintroduire la beauté sans illusion esthétique.....	175
Conclusion.....	178
Conclusion générale	180
Références bibliographiques.....	184
Tables des figures.....	202
Tables des matières.....	204



PLOUC

Récit pour les campagnes

PRIDE



Plouc était une insulte faite aux habitants des campagnes. Pride est un anglicisme qui désigne les mouvements d'*empowerment*, d'autonomie, d'affirmation de soi. Plouc Pride transforme l'injure en un drapeau, transmute la honte en une affirmation festive et créative de soi. « Plouc Pride » est un ouvrage qui émancipe les habitants des campagnes hors des étiquettes et des caricatures, pour rêver leur avenir avec liberté.

« Plouc Pride » est un récit pour les campagnes. Entre le récit hyper-moderne qui projette des humains cyborgs vivant dans des mégapoles hyper-connectées et le récit de l'effondrement apocalyptique, ce texte est une réflexion sur la place des territoires et le rôle de l'aménagement dans la transition en cours. Au cœur des crises multiples qui colorent notre présent, l'expérience rurale peut nous aider à imaginer un futur désirable, à dessiner un avenir collectif.

La partie 1 intitulée « Le temps ou la campagne comme mémoire » rappelle d'où viennent et où en sont les campagnes, avant d'imaginer où elles vont. Élargir le regard sur le temps long permet d'enrichir notre vision de la transition.

La partie 2 intitulée « Le néant ou l'éclipse conceptuelle de la campagne » propose de déconstruire les cadres de pensée et les vocabulaires à l'œuvre, pour désinféoder la question territoriale de la conception moderne et urbaine de l'espace et extraire les campagnes hors du cul-de-sac intellectuel où elles se trouvent, pour leur permettre de s'exprimer d'une façon qui ne soit plus défensive, mais assertive.

La partie 3 nommée « L'espace ou la campagne comme lieu » insiste sur la fin du processus d'urbanisation et la bascule de l'imaginaire collectif. La précarisation, la globalisation, le nihilisme, satisfont de moins en moins les besoins humains fondamentaux de survie, de protection, d'affiliation, d'unicité, de rencontre, de continuité et de postérité. Les campagnes deviennent les lieux de redéploiement de populations à la recherche d'un endroit où protéger leurs corps, reposer leurs cerveaux, relier leurs cœurs et élever leurs esprits. Car, bien au-delà des seules ambiances paysagères, le désir de campagne est aussi le désir d'un « droit au village ».

La partie 4 intitulée « l'espace-temps ou la campagne comme éthos » tente de réfléchir à la participation contemporaine de la ruralité à l'invention du nouveau monde, par la convergence de ses mémoires paysannes, avec les mémoires profondes des chasseurs-cueilleurs et les mémoires extraordinaires des salariés et des descendants des Lumières. Elle tente de conceptualiser un nouvel aménagement orphique du territoire, susceptible d'exprimer dans le concret des existences humaines, la rénovation culturelle en cours, en favorisant l'ancrage dans l'ici et le maintenant et le lien vibrant avec les autres et avec la nature.

L'être humain n'est pas abstraction, il est relation. Entre nous et l'effondrement, pour concevoir des lendemains qui chantent, résistent encore le rempart de l'imaginaire créatif et le rempart de la fraternité.



Valérie Jousseume est originaire des campagnes du sud-est de la région nantaise, où elle vit. Elle est enseignante et chercheuse, maîtresse de conférences à l'Institut de Géographie et d'Aménagement de l'Université de Nantes et membre de l'équipe CNRS 6590 ESO "Espaces et Sociétés". Ses recherches portent principalement sur les bourgs et les petites villes françaises, ainsi que sur la transformation des espaces périurbains et ruraux de l'Ouest de la France. Depuis le milieu des années 2010, par de nombreuses conférences dans toute la France, elle contribue à enrichir la réflexion sur la transition sociétale, par l'angle de l'aménagement, de l'urbanisme rural et de l'apport des campagnes.

